

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

L'OPPOSITION DES ASSEMBLEES
PENDANT LE CONSULAT

- 1800-1804 -

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 18 juillet 1925, à 4 heures

PAR

ADRIENNE GOBERT

Président : M. MESTRE

Suffragants : MM. ROLLAND, professeur
GIDEL, —

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ERNEST SAGOT ET C^{ie}

19, rue Cujas et rue Victor-Cousin, 10
PARIS

1925

THESE POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547525_0044

L'OPPOSITION DES ASSEMBLEES

PENDANT

LE CONSULAT

(1800-1804)

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

L'OPPOSITION DES ASSEMBLEES
PENDANT LE CONSULAT
- 1800-1804 -

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 18 juillet 1925, à 4 heures

PAR

ADRIENNE GOBERT

Président : M. MESTRE

Suffragants : MM. ROLLAND, professeur
GIDEL, —

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT ET C^{ie}

19, rue Cujas et rue Victor-Cousin, 10

PARIS

1925

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



CHAPITRE PREMIER

LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ D'AUTEUIL LE COUP D'ÉTAT DU 18 BRUMAIRE

Dès la première session parlementaire du Consulat se manifesta une opposition qui, au premier abord, peut étonner. En effet, elle provenait, non pas du parti vaincu, mais des auteurs mêmes du coup d'Etat, de ceux qui l'avaient souhaité, préparé, exécuté, de ceux qui, restés à l'écart ou mécontents du Directoire, l'avaient renversé, avaient collaboré à la nouvelle Constitution, qui composaient la grande majorité des assemblées. Cette opposition, qui s'intitulait républicaine quoiqu'elle provint des hommes qui avaient remplacé le Directoire par le Consulat, s'est manifestée surtout pendant les deux premières années du nouveau régime; Bonaparte la supporta avec une impatience grandissante, puis se débarrassa d'elle par la crainte et par la corruption, si bien qu'à l'avènement de l'empire, elle n'était plus représentée que par cinq ou six membres des assemblées.

Elle se composait d'une série de groupes, dont l'un fut particulièrement important et absorba à plusieurs reprises les autres; c'est celui dit de la Société d'Auteuil, parce que c'est dans ce village que se réunis-

saient le plus souvent ses membres; il comprenait surtout des philosophes, des savants: idéologues, dira Bonaparte lorsqu'il les verra combattre son autorité au nom des principes républicains; brumairiens mécontents, écrira Rœderer à Bonaparte, rappelant ainsi le rôle qu'ils jouèrent lors du coup d'Etat et l'attitude qu'ils prirent ensuite devant le gouvernement qu'ils avaient créé. Ce parti, formé d'hommes calmes, un peu timides, ne prendra qu'exceptionnellement part aux intrigues où l'on essaiera de l'entraîner, il s'en tiendra le plus souvent à la lutte légale, qui se manifestera dans les discussions et dans les votes.

Outre la Société d'Auteuil qui réunissait la majorité des opposants, se trouvait un autre groupe, très différent, le groupe de Staël, de tendances royalistes, beaucoup moins nombreux mais beaucoup plus bruyant, car il avait à sa tête Mme de Staël et Benjamin Constant. Une même politique, la lutte contre Bonaparte, l'amènera parfois à une entente avec la Société d'Auteuil, jamais à la fusion.

Très éloignés des idéologues et du groupe Staël se trouvaient des opposants d'opinions avancées : Chazal, ancien conventionnel et votant, lié avec Sieyès depuis l'an V, alors qu'ils avaient été tous deux nommés secrétaires du Conseil des Cinq-Cents; Bailleul, nettement jacobin; il s'entendirent à différentes reprises avec les idéologues, mais leurs idées, leur passé révolutionnaire, leurs accointances avec les jacobins, leurs desseins surtout qui tendaient à détruire tout le système consulaire pour le remplacer par

quelqu'autre calqué sur celui de l'an III, firent qu'il n'y eut jamais entente complète et peut-être même pas sympathie.

Tous se groupaient autour d'un même chef, les idéologues avec confiance, les autres par calcul; c'était Sieyès, directeur, puis consul, puis président du Sénat, qui peupla les assemblées des mécontents, ses alliés.

Il est facile de comprendre les raisons qui, en l'an VIII, soulevaient contre le Directoire nombre d'hommes qui aimaient la Révolution et qui croyaient la servir en le renversant. C'était un profond dégoût pour ce pouvoir qui ne se maintenait qu'à force de coups d'État, pour ces assemblées sans vigueur qui se laissaient mener par une poignée de factieux et votaient des lois déplorables qui rappelaient les mauvais jours de la Terreur; pour ces directeurs tarés, dont l'un, Reubell, était le patron des gens accusés de vols et de dilapidations; l'autre, Larevellière-Lepeau, des prêtres scandaleux; Barras, enfin d'une férocité digne de Caligula (1), qui se jalousaient, se détestaient, se sacrifiaient les uns les autres pour sauver leur place, intriguaient avec les différents partis, même avec l'étranger; c'était mépris pour ce peuple affolé par la menace du retour des jacobins, par la peur des royalistes, qui n'osait se défendre et

(1) Carnot. Réponse à Bailleul, cité par Sciout, *Histoire du Directoire*, t. 1, p. 422 et 423.

se plaignait d'être opprimé, écœurement devant tout ce qui contribuait à faire de la France une nation désorganisée, en pleine anarchie, tandis que l'ennemi, vainqueur, la menaçait (2).

La masse du peuple n'était pas attachée au Directoire; que lui importait cette forme de gouvernement ou une autre? Ce n'était plus de libertés politiques qu'elle s'inquiétait, mais seulement de libertés individuelles et d'égalité pour les meilleurs; pour les autres, c'était la possibilité de jouir des biens acquis pendant la Révolution, sans la crainte de voir revenir ceux qui en avaient été dépossédés. Pour que cessât cette crainte, il fallait un gouvernement qui fut assez fort pour durer; celui du Directoire, violent, se maintenait en place par une série de mesures brutales, mais ces secousses mêmes compromettaient son existence; ceux qui le composaient ne parvenaient pas à s'y établir définitivement; ce n'était qu'une faction sans cesse menacée et qui ne luttait que pour sa propre durée. Une poussée un peu plus forte suffirait à les jeter à bas et alors, qui leur succéderait, les royalistes ou les jacobins? Le peuple, qui les tolérerait parce que leur présence le garantissait des jacobins et des royalistes, ne les défendrait pas contre une autre faction qui lui donnerait des garanties

(2) Sur l'opinion publique à la fin du Directoire et au début du Consulat. Voir Rocquain, *L'état de la France au 18 Brumaire*.

égales et en qui on pourrait espérer plus de stabilité; fatigué des luttes de la Révolution, il assistera passivement, sans y prendre part, à des événements dont, depuis l'abolition du suffrage universel, il n'a légalement plus le droit de se mêler.

Découragés comme lui et pour les mêmes raisons, nombre d'hommes éclairés, qui n'avaient point abdiqué tous principes révolutionnaires, mais qui voyaient dans les fonctions publiques autre chose qu'un moyen d'acquérir de la popularité, du pouvoir ou de l'argent, se tenaient à l'écart, laissant la place à de moins scrupuleux. La plupart d'entre eux, persécutés pendant la Terreur, ou que leur probité rendait suspects quand elle ne les éloignait pas volontairement, avaient quitté Paris et formaient un centre assez important autour de deux femmes accueillantes; l'une était Mme Helvétius, la veuve du célèbre philosophe, qui avait rouvert le salon où, avant la Révolution, elle avait reçu Franklin, Condillac, d'Holbach, Chamfort. Bonne, affable malgré ses quatre-vingts ans, elle réunissait d'anciens amis, des disciples d'Helvétius, les hébergeait dans sa grande maison entourée de jardins où chacun se sentait chez soi.

Tout près demeurait Mme de Condorcet, jeune et belle, qui groupait les admirateurs de son mari et de son ami Turgot. Les deux femmes se voyaient souvent; aucune jalousie, aucune rivalité ne les séparait, et le salon de l'une était le prolongement du salon de l'autre; car si Mme de Condorcet paraissait plus aimable, Mme Helvétius était plus riche et pouvait

offrir une hospitalité plus large; et l'on allait passer l'après-midi chez Mme de Condorcet et dîner et loger chez sa vieille amie.

Auteuil était alors un petit village isolé dans la verdure, sans grands moyens de communication, sans ressources; si bien que lorsque la Seine était trop rapide et que la boulangère n'osait la traverser, on se passait de pain. On y était loin de Paris, de ses sursauts, de ses colères; de là, les habitants regardaient la Révolution sans s'y mêler; ceux qui avaient joué un rôle au début s'y reposaient maintenant, rejoints par des amis qui venaient s'y retirer aussi quand, effrayés par le déchaînement des factions, ne voulant plus en faire partie, ils cherchaient un endroit tranquille où ils pussent reprendre leurs études.

Ils retrouvaient à Auteuil un noyau de philosophes et d'économistes, habitués du salon de Mme Helvétius avant la Révolution. C'était Morellet, l'ancien abbé, qui débarquait sans prévenir, avec une voiture pleine d'objets hétéroclites : violon, livres, grand fauteuil à oreilles; il montait de suite choisir sa chambre, la plus confortable, sans s'inquiéter si elle n'était pas déjà occupée; il s'emparait, pour l'orner, de tout ce qu'il trouvait à son goût, puis, une fois installé, daignait descendre saluer la maîtresse de maison. Egoïste, méchant, il n'était pas aimé; en souvenir de ses travaux, des articles remarquables qu'il avait écrits pour l'Encyclopédie, à cause de son grand âge, on supportait ses manies; parfois, il s'enfermait dans sa chambre des jours entiers, ou restait des heures

immobile près du feu sans parler; parfois aussi, mis en verve, il causait, caustique, étincelant et n'épargnant personne; puis, brusquement, il disparaissait comme il était venu, emportant soigneusement quelques sacs d'avoine pour ses chevaux. Jaloux des nouvelles relations de Mme Helvétius, mécontent peut-être de voir qu'on s'occupait de plus en plus de politique dans son salon, il se brouilla avec elle et transporta chez Mme Broutin, à Cernay, où l'air était pur et le calme profond, son fauteuil et son violon.

Volney était aussi un ancien ami de Mme Helvétius, à qui il avait été présenté par d'Holbach et Franklin avant son grand voyage en Egypte. Pour apprendre l'arabe et pouvoir ensuite étudier d'une façon sérieuse le pays et ses habitants, il s'était enfermé six mois dans un couvent copte. Revenu en France, il avait écrit une relation détaillée de son voyage, puis en 1788 des *Considération sur la guerre des Turcs et des Russes*. Représentant du Tiers au Etats généraux, secrétaire de l'assemblée, il avait dû à ses origines — il se nommait Chassebœuf, comte de Volney — d'être arrêté comme royaliste pendant la Terreur. Délivré après le 9 thermidor, nommé professeur à l'Ecole normale, puis membre de l'Institut, il s'était éloigné de la politique active et, se consacrant à ses recherches d'histoire et de linguistique, il était retourné à Auteuil. Là, il rencontra des membres des assemblées directoriales et joua, lui aussi, un rôle dans les conciliabules qui amenèrent la chute du Directoire et l'avènement du Consulat.

Cabanis faisait également partie de la Société d'Auteuil depuis de longues années; c'était l'ami le plus cher de Mme Helvétius, qu'elle hébergeait depuis fort longtemps et qu'elle avait marié à la sœur de Mme de Condorcet, unissant ainsi les deux maisons. Il continuait à demeurer avec sa jeune femme dans un pavillon que Mme Helvétius mettait obligeamment à sa disposition. C'était un homme d'aspect sévère, d'humeur austère. Il avait eu une jeunesse très dure; pensionnaire chez les Oratoriens de Brives, il avait refusé d'y rester et était parti seul, à quatorze ans, pour Paris. Deux ans après, son père lui ayant fermé sa bourse, il était allé comme précepteur en Pologne, d'où il était revenu à dix-huit ans désabusé, misanthrope. Il s'était alors essayé dans la poésie, mais, découragé par Voltaire, il s'était dirigé vers la médecine et s'occupait en même temps de philosophie et d'économie avec ses amis Condillac, Diderot, d'Alembert, Turgot, qu'il avait rencontré chez Mme Helvétius. Médecin, ami et collaborateur de Mirabeau qu'il renseignait sur les questions d'instruction, il l'avait soigné pendant sa dernière maladie. L'opinion publique l'ayant accusé d'avoir fourni du poison au grand orateur, il se défendit en écrivant le « Journal de la maladie de Mirabeau » et se retira complètement à Auteuil. Son éloignement lui valut de ne pas être inquiété pendant la Terreur; après Thermidor, il fut nommé professeur d'hygiène à Paris, membre de l'Institut, puis député aux Cinq Cents. Il continua cependant à habiter Auteuil, quoiqu'il s'intéressât

beaucoup plus à la politique que la plupart des habitués du salon de Mme Helvétius.

En l'an II, deux nouveaux membres étaient venus élargir ce groupe : La Roche, le futur législateur, et Ginguéné. Elève des jésuites, ancien prêtre séculier, Ginguéné n'était pas resté déiste, comme Volney, mais était devenu athée. Violent, méchant, mais spirituel, homme de lettres qui s'occupait de politique avec passion, sans toutefois jouer de rôle important, fondateur de la *Décade philosophique*, il avait été, lui aussi, emprisonné pendant la Terreur. Sous le Directoire, il fut nommé membre de l'Institut, directeur de la commission exécutive de l'Instruction publique, puis envoyé comme ministre plénipotentiaire à Turin en 1797. Il y resta sept mois et s'y fit remarquer par son manque de tact et d'esprit diplomatique. Il avait soulevé contre lui la haute société par son arrogance et ses prétentions; il n'admettait pas que sa femme portât l'habit de cour, « livrée indigne d'une citoyenne d'un pays libre », mais il exigeait pour elle les plus grands égards; il fit de cette question de toilette une affaire de première importance, en référa à son ministre comme si le salut de la France y fut engagé (3). Après son court passage dans la diplomatie, il était revenu à Auteuil, aigri. Il y retrouva Jean Debry, le plénipotentiaire de Ras-

(3) Stenger, *La société française sous le Consulat*, 2^e série, p. 422.

Ladit, futur préfet de l'Empire, ainsi que Destutt de Tracy, le fondateur de l'idéologie, ancien constituant, ami de Choiseul Praslin, mis en prison par la Terreur comme royaliste, et qui, délivré en Thermidor, s'occupait exclusivement de philosophie avec Cabanis et Volney.

A peu près à la même époque était venu à Auteuil Mailla-Garat, amené par son oncle Garat, vieil ami de Mme Helvétius. Ancien allié des Girondins qu'il n'avait pas eu le courage de défendre, Garat avait abandonné le 9 Thermidor Robespierre qui l'avait sauvé d'une mise en accusation pendant la Terreur. Élu au Conseil des Cinq Cents après le 18 Fructidor, il fut envoyé à Naples comme ambassadeur; il n'y réussit pas mieux que Ginguené à Turin, mais, moins orgueilleux, il se fit rappeler en France et revint à Auteuil près de ses amis. Son neveu Mailla plut fort à Mme de Condorcet qui, après la mort de Mme Helvétius, alla habiter La Villette avec lui.

Laromiguière s'était en l'an III fixé également à Auteuil; ancien doctrinaire, il avait quitté l'habit en 1790, quand la Convention avait supprimé les congrégations; calme, doux, très réservé (4), il s'occupait surtout de logique. Daunou était venu s'établir près de Mme Helvétius; ancien oratorien, membre de l'Assemblée constituante, de la Législative, puis de la Convention, il avait été emprisonné sous la Terreur;

(4) Mignet, *Notice sur Laromiguière*, p. 8.

libéré après Thermidor, il avait été rédacteur et en grande partie auteur de la Constitution de l'an III; maintenant membre des Cinq Cents, il fuyait le gouvernement qu'il avait contribué à organiser. Il se trouvait un peu dépaysé à Auteuil, dans ce groupe composé surtout d'athées parfois violents; il était certainement le plus connu de tous en politique et celui qui jusqu'alors avait joué le rôle le plus important. Un peu à l'écart, peut-être même à cause de cette supériorité, il ne prendra pas part aux conciliabules qui précéderont le 18 Brumaire, mais luttera nettement contre les empiètements de pouvoir de Bonaparte et sera l'un des opposants les plus dangereux.

A la fin du Directoire, la Société d'Auteuil s'élargit encore, surtout chez Mme de Condorcet, plus accueillante que Mme Helvétius qui préférait ses vieux amis. Il y vint Lebreton, Gallois, l'économiste J.-B. Say, le poète Andrieux, tous deux collaborateurs de Ginguéné à la *Décade*; Thurot, Jacquemont, employé dans les bureaux de Fouché et qui allait faire une opposition si durable au Consulat; Dupuis, l'auteur de *De l'origine de tous les cultes*, ouvrage où il attaquait les bases même des religions; Lecouteulx-Canaleu, Ducis, Saint-Lambert, et parfois Benjamin Constant. Délaissant un moment Mme de Staël, celui-ci faisait une apparition rapide; dédaigneux, acerbe, désabusé et voulant le paraître, étincelant quand la conversation l'intéressait, il se déchirait lui-même quand il ne trouvait pas d'autre victime. Versatile, intrigant, il ne se sentait pas à sa place, ni

peut-être à son aise, dans ce milieu d'hommes sérieux, convaincus, attachés à leurs opinions.

Chénier venait aussi; il avait été membre de toutes les assemblées depuis 1792, et quittait parfois les Cinq Cents pour se retremper dans le calme et la philosophie. Il était violent, passionné, généreux (5). Homme d'esprit et d'imagination très vive, il était en quelque sorte diminué par la mort de son frère qu'on lui jetait comme un sanglant reproche dans les luttes parlementaires, lorsqu'il tenait tête à ses collègues qu'il dominait de son éloquence. Quoiqu'il fréquentât la maison de Mme Helvétius, il ne faisait pas partie de la Société d'Auteuil d'une façon aussi intime que d'autres. Il ne s'était pas réfugié dans ce calme village pendant la Terreur, il n'avait été ni inquiété, ni emprisonné, un passé commun unissait davantage les autres membres; la part très active qu'il prenait à la politique, un esprit plus batailleur, plus disposé à la lutte l'empêchaient d'être très lié avec ce groupe de savants et d'idéologues. Il les retrouvait fréquemment à l'Institut dont presque tous faisaient partie depuis sa fondation; Daunou en était le président; Cabanis, de Tracy, Ginguené, Garat, Volney, Lebreton appartenaient à la classes des Sciences morales et politiques, Andrieux et Chénier à la classe des Let-

(5) Mme de Staël, *Considérations sur la Révolution française*, t. II, p. 189.

tres. Ils se rencontraient là comme à Auteuil et aux Cinq Cents.

Un moment, un autre groupe avait failli fusionner avec celui de Mme Helvétius; Mme de Staël vint à Auteuil pendant un séjour qu'y fit Talleyrand en 1797 chez Mme de Boufflers puis chez un ami de Cabanis, le général d'Arçon (6). L'ancien évêque lui fit rencontrer Daunou, Cabanis, de Tracy; on causa, on causa, on discuta, mais l'entente ne put s'établir; Mme de Staël, bruyante, ambitieuse, autoritaire, assoiffée de popularité, dut étonner et effrayer un peu les deux femmes très douces qu'étaient Mme de Helvétius et Mme de Condorcet. D'autres raisons encore les séparaient, auxquelles des êtres chers étaient mêlés. Condorcet, l'ami et le disciple de Turgot, n'avait pas eu pour Necker toute l'admiration que celui-ci croyait mériter; il avait critiqué son œuvre et l'avait jugé lui-même assez bon financier mais médiocre politique et mauvais économiste. Mme de Staël ne pouvait pas pardonner à Condorcet cette appréciation; en 1797, elle le qualifia « d'homme diversement célèbre » (7). Chénier riposta au nom de Mme de Condorcet; Ginguené fit dans la *Décade* une critique acerbe du livre de Necker *De la Révolution française* (8); il y mit plus que de l'ironie, l'accusa de vou-

(6) Guillois, *Le salon de Mme de Condorcet*, p. 179.

(7) Mme de Staël, *De la littérature*, p. 189.

(8) De M. de Necker et de son livre sur la Révolution française, extrait de *La Décade philosophique*, an V.

loir imposer à la France « sa chère constitution anglaise » et se moqua de son admiration pour les Anglais. L'orgueil filial de Mme de Staël fut très vivement blessé.

D'autres sentiments l'éloignaient des membres de la Société d'Auteuil, eux étaient déistes et plus souvent athées, elle profondément protestante et militante. Puis elle n'avait pas comme but la grandeur de la France, elle n'était pas Française, mais étrangère, prête à glorifier l'Allemagne, à souhaiter l'humiliation de la France par haine de celui qui la gouvernait et à applaudir, quinze ans plus tard, à sa défaite (9). Aussi le rapprochement fut-il éphémère ; Mme de Staël partit pour un de ses voyages et ne revint pas.

La Société d'Auteuil recevait aussi parfois la visite du membre le plus populaire du Gouvernement, Sieyès, nommé directeur par le Conseil des Anciens pendant son ambassade à Berlin. Il était trop occupé à Paris pour venir souvent, quoiqu'il retrouvât là des admirateurs qui allaient devenir des alliés. Il avait ceci de commun avec la plupart d'entre eux qu'il était peu enclin à l'action directe ; il préférait les idées abstraites, « le vague métaphysique », dira Bonaparte, qui le traitera plus tard d'idéologue. Il ne l'était peut-être pas tellement, très pratique dans ses affaires personnelles, philosophe fort intéressé. Il cachait ces derniers traits de caractère sous » une modestie feinte,

(9) Mme de Staël, *Dix ans d'exil*, ch. IV.

un désintéressement affecté, une profonde hypocrisie », dit Gohier, qui ne lui pardonna pas sa trahison du 18 Brumaire (10).

Comme les républicains d'Auteuil, il reconnaissait la faillite du Directoire et conseillait d'établir une nouvelle forme de gouvernement; mais il avait sur eux cette supériorité que, tandis que ceux-ci s'en tenaient à un désir vague, sans forme, il prétendait avoir une Constitution toute prête, mûrie depuis dix ans, polie, parachevée. Il ne la communiquait à personne, la tenait jalousement secrète, mais il était sûr de son infaillibilité et le disait tant que tous finissaient pas le croire (11), Daunou surtout, qui voyait le pitoyable résultat de la Constitution de l'an III dont il avait été l'un des auteurs, et qui espérait que Sieyès sauverait la France des maux dont il se rendait peut-être en partie responsable. Tous d'ailleurs accepteraient de travailler à abattre le Directoire pour le remplacer par un nouveau gouvernement, ils ne savaient pas au juste lequel, basé sur les plans de Sieyès, ceux-là mêmes qui, épurés, remaniés, refondus, allaient devenir la Constitution de l'an VIII et donner le Consulat.

Qu'il y eut au début beaucoup de sympathie entre Sieyès et ces républicains honnêtes et patriotes, on

(10) Gohier, *Mémoires*, I, 206.

(11) Larevellière-Lepeau, *Mémoires*, I, 421. Mme Reinhardt, *Lettres à sa Mère*, lettre du 18 Nivose an VIII.

peut en douter; ils étaient alliés et poursuivaient un même but : destruction du Directoire et l'avènement d'un état de choses meilleures.

Pourtant Sieyès avait un poste très important, et il était peut-être l'homme politique le plus populaire de France. Il avait été étranger aux excès de la Révolution et s'était tenu à l'écart, se drapant dans une réprobation silencieuse. Son fameux pamphlet « *Qu'est-ce que le Tiers?* » lui avait valu une immense renommée. C'était encore d'elle qu'il vivait en partie; en Prairial, à son retour de Berlin, douze coups de canon avaient annoncé l'arrivée du nouveau Directeur. Son rôle dans le coup d'Etat de Fructidor avait été peu de chose, ostensiblement du moins; lui seul restait de réputation à peu près intacte malgré les attaques violentes des Jacobins qui l'accusaient, avec raison, semble-t-il, d'avoir négocié le relèvement du trône avec un prince français (12).

Cette inimitié aurait pu être pour lui une gêne, une difficulté; il sut en tirer parti et se rangea délibérément du côté des modérés, de ceux qui ne voulaient plus de la tyrannie révolutionnaire, qui désiraient le calme, la tranquillité pour jouir en paix de ce qu'ils avaient acquis pendant les années de trouble. Sieyès leur offrait à ce point de vue la garantie de son passé,

(12) Fouché, *Mémoires*, I, 70-71. Rœder, *Journal*, 15. Gohier, *Mémoires*, I, 206-207. Fauche-Borel, *Mémoires*, II, 325. Duc de Raguse, *Mémoires*, I, 90. Beaucourt, *Bonaparte et Siéyès*, 3.

de son propre intérêt, de sa constitution toute prête qu'il voudrait évidemment mettre en œuvre.

Aussi tous les modérés se ralliaient-ils à lui, les républicains d'Auteuil, la coterie Staël, une grande partie des Anciens, nombre de membres des Cinq Cents, et ils étaient prêts à accepter celui qu'il désignerait pour être l'instrument de ses desseins, le bras qui sauverait la République, tandis que lui, Sieyès, serait la tête pensante.

Celui-là, Sieyès l'avait cherché longtemps sans le trouver; il le fallait sans passé politique, étranger aux intrigues, victorieux aussi pour que le pays eut confiance en lui; il ne le fallait pas trop fort, souple, sans prétentions exagérées pour lui-même, afin qu'il obéît à Sieyès et ne devint pas une gêne pour lui. Joubert aurait parfaitement convenu (13), on l'avait préparé à ce rôle (14), mais sa mort vint tout bouleverser. Certes, on ne manquait pas de généraux, mais tous avaient quelque côté fâcheux : Jourdan, son jacobinisme; Moreau, ses tendances royalistes (15); Bernadotte n'était pas sûr.

Pourtant il fallait se hâter; la lutte reprenait avec les Jacobins du Manège, avec les royalistes en Vendée, avec les Russes et les Autrichien; on craignait des défaites à l'extérieur, déclanchant un sursaut

(13) Mme de Chastenay, *Mémoires*, 405.

(14) Vandal, *L'avènement de Bonaparte*, I, 120-121.

(15) Hyde de Neuville, *Mémoires*, I, 187.

des partis, de nouvelles guerres civiles; il fallait un sauveur et Sieyès n'en trouvait pas; il hésitait, allant de l'un à l'autre, pressant Moreau qui s'esquivait, craignant Jourdan, quand on annonça le retour de Bonaparte : « Voilà l'homme qu'il vous faut », aurait dit Moreau. Peut-être n'était-ce pas tout à fait l'avis de Sieyès, mais Bonaparte était revenu et ce choix s'imposait.

En effet, de Toulon à Paris, il avait été acclamé partout comme un libérateur; les victoires de Zurich, de Bergen, qui rendaient sa présence moins nécessaire, auraient dû diminuer l'enthousiasme qu'on avait pour lui; elles l'accroissaient au contraire, comme si elles avaient été son œuvre. Il revenait d'Egypte, grandi par son absence, par ses victoires dans ce pays fabuleux, par l'anxiété qu'on avait éprouvée lorsqu'on était sans nouvelles, par son retour brusque, inattendu.

L'enthousiasme populaire était partagé par ceux qui, quelques mois après, allaient, dans les assemblées, s'opposer à son gouvernement. Mme de Staël, cette ennemie acharnée du consul, puis de l'empereur, était une admiratrice passionnée du général; elle voulait le voir, lui parler; elle rêvait d'être son inspiratrice; son retour la transporta; elle était persuadée que son héros allait établir la République telle qu'elle la rêvait. Encore républicaine ou se croyant telle, elle ne songeait pas alors à une monarchie, elle voulait qu'on terminât la Révolution, qu'on renonçât à l'arbitraire, que le gouvernement conciliât les par-

tis et anéantit les jacobins qu'elle détestait. (Mme de Staël : *Des circonstances actuelles qui peuvent terminer la Révolution et des principes qui doivent fonder la République en France*, an VII.). Elle comptait, pour arriver à ce résultat, sur Bonaparte à qui elle accordait le génie militaire et administratif, frère du génie littéraire, son propre lot.

A Auteuil, les républicains ressentaient la même admiration, avec plus de calme et d'une manière plus raisonnée. Pour eux, Bonaparte n'était pas surtout un général vainqueur (16). C'était un philosophe qui, malgré ses victoires, sa gloire militaire, n'oubliait pas la science, « un philosophe qui aurait paru un instant à la tête des armées (17).

Lors de son élection à l'Institut, Chénier avait fait de lui un vif éloge comme d'un héros « à qui la France doit l'éclat de ses triomphes et la grandeur de sa destinée ». Garat l'avait présenté à ses collègues avec beaucoup d'admiration. Avec une modestie qui eût les séduire, Bonaparte répondit que « les vraies conquêtes, qui ne donnent aucun regret, sont celles que l'on fait sur l'ignorance. L'occupation la plus honorable comme la plus utile est de contribuer à l'extension des idées humaines (18).

Par l'intermédiaire de Joseph, avec qui ils étaient

(16) Joseph Bonaparte, *Mémoires*, I, p. 77.

(17) Garat, *Discours à l'Institut*, Brumaire an VIII.

(18) Guillois, *Le salon de Mme Helvétius*, p. 121.

liés, Jean Debry et Andrieux avaient fait connaissance avec le général; puis Sieyès le présenta lui-même à Mme Helvétius (19), et toute la Société d'Auteuil, surtout Cabanis, s'enthousiasma de lui. Volney, qui le connaissait depuis 1795, était très fier de cette supériorité, il le comblait d'attentions, veillant à la température de son café, afin que le général, qui sans doute avait comme lui apprécié le café arabe, ne le but ni trop chaud ni froid. (Guillois, page 121.)

Avant que son respect pour la science, le mépris qu'il montrait pour le catholicisme les attirait; ses proclamations à l'armée d'Egypte, ses ménagements pour la religion musulmane leur paraissaient un sûr garant de son athéisme; savants et philosophes le croyaient des leurs; avec Bonaparte, c'était l'un d'eux qu'ils élèveraient au pouvoir.

Ne devinaient-ils donc pas le parti qu'il pourrait tirer de cet appui de la classe intellectuelle et de l'Institut, joint à sa popularité dans la masse; ne comprenaient-ils pas qu'en détruisant le gouvernement qui le séparait du pouvoir, ils lui préparaient le terrain sur lequel il élèverait son despotisme; que si sincères que fussent au début de l'an VIII les idées libérales qu'ils lui prêtaient, la tentation serait trop forte, une fois maître du pays, de le rester et d'étendre toujours son autorité. Peut-être, dans leur enthousiasme, beaucoup n'y songèrent-ils pas, ou ne voulurent pas s'y ar-

(19) Guillois, id., p. 126.

rêter. Était-ce un avis discret que la remarque de la vieille Mme Helvétius : « Général, vous ne pouvez savoir quel bonheur peut tenir dans trois arpents de terre » (20). Mais, en admettant même qu'ils aient entrevu les dangers qu'allait courir la liberté, ils ne voyaient pas d'autre moyen de sauver la France en se sauvant eux-mêmes.

Ce qu'ils espéraient établir, grâce à Bonaparte, c'était une république modérée, fondée sur la propriété foncière, d'où serait exclu tout ce qui pourrait amener des troubles; c'était un gouvernement qui, tout en respectant la liberté, serait fort et stable. Ils ne voulaient pas le suffrage universel, mais un système représentatif; non pas une monarchie constitutionnelle : la plupart d'entre eux avaient horreur de la royauté; mais quelque chose d'analogue, un milieu entre une monarchie sans roi et un directoire transformé où les assemblées — où ils siègeraient — dirigeraient vraiment le pays. Tous, ils avaient constaté l'échec de la Constitution de l'an III : « il est impossible que la Constitution de l'an III n'entraîne point très rapidement la ruine de la liberté, et notre Etat actuel la destruction de la France elle-même » (21).

Pour arriver à ce résultat, il fallait reviser les lois organiques en confiant ce soin à un gouvernement

(20) Guillois, *Le salon de Mme Helvétius*, p. 126.

(21) Cabanis, *Discours au Conseil des Cinq Cents*, 19 Brumaire.

provisoire modéré dont ils formeraient la grande majorité et qui ne favoriserait ni les jacobins ni les royalistes. Ce gouvernement, Bonaparte l'établira, il apportera l'indispensable appui de l'armée, son immense popularité, nécessaire pour faire adopter par la nation les changements projetés. Il en fera partie s'il le désire; on compte sur ses convictions républicaines, sur cet esprit philosophique dont il fait montre depuis son retour, pour qu'il n'abuse pas du pouvoir qui lui sera confié. D'ailleurs, il aura près de lui un conseiller, un guide, Sieyès, qui, placé à la première place, créera, le coup d'Etat terminé, et l'œuvre militaire accomplie, l'œuvre constitutionnelle, et dont l'expérience et la sagesse s'imposeront à son jeune collaborateur.

Sieyès était beaucoup moins enthousiaste; il craignait la force, l'énergie de Bonaparte et s'était difficilement décidé à l'employer. Il l'avait combattu longtemps; dès le traité de Campo-Formio, il avait été un de ses plus rudes adversaires; au retour d'Egypte, il l'avait reçu très froidement et, sous prétexte de dignité à conserver, il n'était pas allé lui rendre visite (22). Bonaparte n'était pas non plus bien disposé pour lui; il avait été étonné de le trouver au Directoire et ne l'avait pas caché (23). Au diner où l'invita Gohier, il affecta de ne pas adresser la pa-

(22) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, I, 2.

(23) Gohier, *Mémoires*, I, 209.

role à l'ancien abbé, de ne pas le regarder, et celui-ci en fut profondément vexé (24).

Cette froideur venait de ce que Bonaparte ne savait pas encore quel parti il allait prendre et hésitait entre les jacobins et les modérés (24 *bis*). Quand il se fut décidé pour ces derniers, l'entente alla vite; qui fit le premier pas? Officiellement, ce fut le général qui rendit visite au Directeur; en vérité, il semble que ce fut Sieyès qui envoya à Lucien, président des Cinq Cents, Fabre de l'Aude et Cabanis pour s'entendre avec lui et avec son frère (24 *ter*). Entre eux, les intermédiaires bénévoles se multiplièrent : Boulay de la Meurthe, confident de Sieyès (25); Rœderer, client de Bonaparte (26), l'un des plus actifs; Rénier, Talleyrand, Chazal.

L'accord n'était pas facile, chacun songeait à son propre intérêt, naturellement opposé à celui de son allié; il s'établit cependant. Sieyès voulait avant tout obtenir une chose à laquelle il tenait essentiellement, qui réaliserait ses rêves de dix années : l'établissement de sa Constitution (26 *bis*); Bonaparte la lui

(24) Gohier, id., p. 212. Thibaudeau, op. cit., I, 7. Bourrienne, *Mémoires*, III, 38.

(24 *bis*) Gohier, id., 212, 213.

(24 *ter*) Fabre de l'Aude, *Histoire secrète du Directoire*, IV, 350.

(25) Boulay de la Meurthe, *Boulay de la Meurthe*, 86-87.

(26) Rœderer, *Journal*, p. 3-4.

(26 *bis*) Larevellière-Lépeaux, *Mémoires*, II, 382. Fabre de l'Aude, op. cit., IV, 351.

promit (27). Il voulait détruire le gouvernement existant, où il avait une place, mais se retrouver dans le nouveau: « un gouvernement qui succombe n'entraîne pas toujours dans sa perte ceux qui se trouvent à sa tête », disait-il (28). Une fois que Bonaparte aurait abattu le Directoire, établi la Constitution de Sieyès, celui-ci serait maître du pouvoir.

Sieyès ne doutait pas de son ascendant; il avait besoin de Bonaparte, parce que, seul, il ne pouvait à la fois concevoir, ordonner, exécuter, mais le coup d'Etat une fois accompli, Bonaparte devait être renvoyé aux armées (29). Bonaparte nourrissait de son côté des desseins analogues, la suite des événements l'a prouvé. Une union véritable était donc impossible entre ces deux hommes que tout séparait, mais, ayant besoin l'un de l'autre, ils s'entendirent, et cette entente momentanée produisit le 18 Brumaire.

On sait le rôle considérable qu'y joua Sieyès : c'était son coup d'Etat, il l'avait préparé, organisé depuis des mois; si l'exécution en a dévié quelque peu, l'idée maîtresse n'en est pas moins de lui (30).

La Société d'Auteuil y prit aussi part, dans la préparation surtout; les membres de l'Institut influen-

(27) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, I, p. 17. Boulay de la Meurthe, op. cit., 80.

(28) Gohier, op. cit., I, 38.

(29) Neton-Sieyès, 383.

(30) Sur le coup d'Etat, voir Vandal, *L'avènement de Bonaparte*, I, ch. VIII et IX.

cères ce corps en faveur de leur collègue; ceux qui faisaient partie des assemblées s'efforcèrent d'y trouver des appuis : Cabanis, Chénier, Volney. Ceux qui avaient servi d'intermédiaires entre Bonaparte et Sieyès jouaient maintenant le même rôle entre eux et les nouveaux affiliés.

Ceux-ci étaient nombreux; c'étaient tous les républicains dont on pouvait être sûr, ceux qui s'opposaient aux jacobins, séparés d'eux par la question sociale, républicains comme eux, mais ayant quelque chose à conserver; ils ne voulaient pas de roi parce que votants ou compromis, possesseurs de biens nationaux surtout. Menacés par les jacobins, par le retour de Louis XVIII, ils se ralliaient au gouvernement modéré qui les garantissait de l'un et de l'autre parti (31).

Ce sentiment d'intérêt personnel n'était pas particulier aux parlementaires : la nation entière le partageait; elle ne voulait pas du retour du roi parce que cela signifiait vexations, privilèges. De la République, elle se souciait peu (32), elle n'en comprenait pas les contradictions, s'était lassée de ses excès (33); elle était complètement abattue, découragée (34); elle ne

(31) Aulard, *Etudes sur la Révolution française*, 2^e série, *Les causes du 18 Brumaire*, p. 200.

(32) Rocquain, op. cit., *Rapport du préfet de la Seine*, à Lacuée, p. 248.

(33) Aulard, op. cit., 200.

(34) Arch. nat., legs Beugnot, A, F, IV, XIX, 348.

croyait plus aux grands principes de la Révolution (35) : ils avaient été impuissants. Ce qu'elle voulait, c'était l'égalité et la sécurité, paix au dehors et au dedans, le minimum de liberté pour jouir enfin des bienfaits que la Révolution lui avait donnés tout en l'empêchant d'en user (36). « Les Français étaient prêts à se soumettre avec joie à tout ce qui garantirait leur repos (37).

Ainsi les brumairiens avaient pour eux la majorité de la nation, et c'est pourquoi le nombre des conjurés s'accrut si vite dans les conseils où les membres de la Société d'Auteuil faisaient une active propagande, surtout Cabanis qui se dépensa dans la réunion que tint, au Manège, Lemer cier le président du conseil des Anciens.

Dans l'exécution du coup d'Etat, ils ne jouèrent pas un rôle aussi important; il fut nul le 18; le lendemain, aux Anciens, aux Cinq Cents, alors qu'une intervention énergique était nécessaire, ils n'agirent point, incapables de lutter, de se jeter résolument dans l'illégalité. Parmi eux, Daunou, Cabanis, Chénier, Andrieux, philosophes et lettrés, pas un homme d'action pour donner l'élan. Eux qui désiraient ardemment un changement, qui l'avaient préparé, ils ne surent pas agir; dans le calme du cabinet, ils savaient com-

(35) Sorel, *L'Europe et la Révolution*, t. V, 202.

(36) Arch. nat., F, IC, III, Seine, 20 rapports de police, Brumaire VIII.

(37) Fauriel, *Les derniers jours du Consulat*, p. 26.

biner des formules, échafauder des systèmes, mais l'action, le tumulte de sassemblées leur faisaient peur. Ils se turent, s'effacèrent. Le mouvement est venu d'ailleurs de Boulay, de Chazal, de Lucien surtout; tout aurait échoué s'ils avaient été seuls.

Cependant ils se reprirent un peu; Lecouteulx signa un décret des Anciens défendant aux membres des administrations municipales de Paris de se réunir (38), Cabanis se raidit; dans la séance de nuit des Cinq Cents, devant les quelques députés ahuris, harassés, à demi-endormis, il parla après Lucien et Boulay; il exprima les intentions des brumairiens, justifia les auteurs de la Constitution de l'an III des maux que leur œuvre avait produits (39; il montra une certaine mélancolie en constatant que cette Constitution avait été faussée par son application. Songeait-il que celle qu'il désirait établir pourrait bien être défigurée dans son texte même?

Ce fut lui (40) qui rédigea et signa la proclamation des Anciens et des Cinq Cents. Ce zèle fut récompensé; il fut le premier nommé à la commission intermédiaire des Cinq Cents, tandis que Chénier ne l'était que deuxième, Daunou vingtième, que Jean Debry fut deux fois rayé. Garat, qui n'était pas favorable au

(38) Arch. nat., F, IC, III, Seine 29, 19 brumaire.

(39) Cabanis, *Discours au Conseil des Cinq Cents*, 19 brumaire.

(40) Guillois, *Le salon de Mme Helvétius*, p. 132.

coup d'Etat (41), fut nommé second à la commission des Anciens, immédiatement après Lebrun. Après de longues réflexions, il devait faire, le 23 frimaire, l'apologie du 18 Brumaire.

Pendant que les événements se précipitaient à Saint-Cloud, les idéologues restés à Auteuil vinrent chez Mme Helvétius attendre les nouvelles. Cabanis avait emmené avec lui Chénier et Daunou; elle était seule avec La Roche quand Volney, de Tracy, Ginguené, Lecouteulx-Canteleu, Gallois arrivèrent; ils la trouvèrent assise dans son grand fauteuil de velours rouge et blanc, tandis que le jeune Firmin Didot, perché sur un pan du vieux mur, faisait sentinelle. Leur angoisse grandissait d'heure en heure; enfin ils apprirent la victoire du général et de leurs amis; Bonaparte, à peine installé au Luxembourg, fit appeler Volney; dès le lendemain, il lui envoya un bel attelage que le philosophe refusa. A Auteuil, la joie était très vive, la France était enfin débarrassée du Directoire, le règne des philosophes et des penseurs était arrivé; chaque membre de la Société aurait sa place dans le nouveau gouvernement.

De son côté, Mme de Staël, arrivée la veille de Coppet, tout étonnée de se trouver à Paris lors d'une nouvelle révolution, s'était arrangée de manière à être

(41) Guillois, id., p. 128.

instruite des péripéties de la journée (42). Quand elle connut le résultat, elle y applaudit avec enthousiasme (43), espérant obtenir dans ce gouvernement où son héros aurait la première place, une influence qu'elle désirait ardemment et qui lui permettrait d'inspirer la politique de la France et de procurer des postes à ses amis.

Les premières mesures du gouvernement ne diminuèrent pas la joie des républicains; la loi Chazal, qui cassait soixante et un membres des conseils, ne les inquiéta pas : c'était une conséquence inévitable du coup d'Etat et, comparé aux mesures prises en Fructidor et en Floréal, c'était un acte de grande modération (44). Les déportations de Brumaire ne les effrayèrent pas plus; elles portaient sur un petit nombre d'individus (45) des jacobins obscurs pour la plupart. D'ailleurs, c'était le républicain Sieyès qui avait provoqué cette mesure, qui l'avait presque exigée, comme nécessaire au salut public (46); c'était le

(42) Mme de Staël, *Considérations sur les principaux événements de la Révolution française*, II, p. 233.

(43) Voir *Les lettres de Necker* des 25 et 28 brumaire en réponse à celles de Mme de Staël, citées par Gauthier.

(44) La commission spéciale qui rédigea la loi Chazal se composait de Boulay, Chénier, Villetard, Jacquemont et Chazal.

(45) Destrem, *Le lendemain du 19 Brumaire, La Révolution française 1911*, p. 18.

(46) Fauriel, op. cit., p. 6, note marginale.

jacobin Fouché qui l'avait exécutée, sans répugnance semble-t-il, prêt à toutes les concessions pour garder son ministère. Ce furent eux à qui l'opinion attribua le décret et quand Bonaparte le rapporta, ce fut à lui qu'elle en sut gré; les déportations eurent pour effet d'augmenter la popularité de Bonaparte et de diminuer celle de Sieyès (47).

L'extrême réserve du gouvernement rassurait les républicains : pas de réaction, pas de changement brusque dans le personnel administratif; quatre ministres étaient maintenus sur sept; des trois autres, Dubois-Crancé et Lindet, d'une incapacité notoire, ne pouvaient être regrettés; Gaudin et Berthier qui les remplaçaient n'étaient d'aucun parti. Le nouveau ministre de l'Intérieur, Laplace, membre de l'Institut où Bonaparte était allé lui-même lui apprendre sa nomination, était un républicain avancé comme Fouché, et donnait au ministère une légère teinte de jacobinisme; leurs fonctions les mettaient tous deux en rapports fréquents avec les départements, et ils étaient libres d'y envoyer des circulaires « qu'eussent signées Condorcet et Danton » (48).

Aussi les adhésions étaient-elles nombreuses, même parmi ceux qui, comme Droche-Delisle, Beyts, avaient été exclus ou emprisonnés par le nouveau

(47) Fauriel, id.

(48) Aulard, *Leçons sur la Révolution*, 2^e série, le 18 brumaire, p. 49.

gouvernement. Le général Jourdan, les députés Porte de la Haute-Garonne, Bergaime de l'Ariège, ex-constituants, écrivirent à Bonaparte pour se rallier au coup d'Etat; Barère lui-même, déporté de Thermidor, ce montagnard qui disait sous la Terreur : « il faut graisser avec du sang les roues du char de la Révolution », écrivit à Bonaparte une longue lettre d'adhésion où il lui donnait un plan de Constitution démocratique (49).

Les départements envoyèrent des adresses de félicitations en réponse aux proclamations des Consuls, aux circulaires des ministres; on y trouve une grande bonne volonté, mais aussi une sorte de défiance causée par tant de désillusions successives. Pour beaucoup, c'était un coup d'Etat comme les précédents, un changement de personnel dans le gouvernement, qui ne modifierait rien à l'état général de la France et n'affecterait que Paris et les administrations. Cette vague défiance, on la retrouve dans certaines lettres de députés à leurs commettants, où ils expliquent les causes du coup d'Etat, disent quelle part ils y prirent, ce qu'ils espèrent du nouveau gouvernement. Généralement, ils y font le procès du Directoire, promettent la réconciliation et la paix. Cependant, Laussat des Basses-Pyrénées et Harmand de la Meuse font l'éloge de la Convention et laissent percer leur inquiétude : « Si les événements trompaient mes intentions

(49) Lettre publiée dans le *Moniteur*, 19 frimaire an VIII.

et mes efforts » (50), « si je m'étais trompé, le nombre de vos députés respés fidèles... est... assez grand pour abattre le tyran » (Harmand à ses concitoyens). Lapotarie, Faure, des Anciens, ne font pas ces restrictions, mais on ne trouve aucun éloge du général qui fit le coup d'Etat, aucun de Sieyès, si ce n'est dans Harmand qui rappelle sa fameuse brochure sur le Tiers. Tous quatre devaient siéger dans les assemblées du Consulat et ne pas faire d'opposition.

Certains députés ne s'étaient pas ralliés, comme Delbrel, Talot, Briot, Destrem; mais leur opposition fut toute intérieure, sans expression, sans influence. S'ils n'acceptèrent pas le coup d'Etat, ils s'y résignèrent. Ils n'avaient pas pu l'empêcher le 18 brumaire, faute d'organisation, faute de chef; toute résistance était impossible, le club jacobin était fermé à Paris, les ouvriers se désintéressaient de la Constitution censitaire de l'an III (51); il était trop tard.

Cependant, dans les départements il y eut de petites résistances, les clubs jacobins de Versailles, de Metz, de Lyon, de Clermont-Ferrand protestèrent et furent fermés; à Toulouse, on craignit une émeute et le général Lefebvre fut envoyé en hâte. Il y eut aussi des protestations plus personnelles, celles de Barnabé, président du tribunal de l'Yonne, qui refusa d'enregistrer le numéro du *Bulletin des lois* publiant la loi

(50) Laussat à ses commettants.

(51) Aulard, *Le 18 Brumaire*.

et l'arrêté des 19 et 20 brumaire; celle de Crachet, commissaire près de l'administration centrale du Pas-de-Calais, qui s'opposa à la publication de la loi dans ce département. Lénard et Gindre, membres de l'administration centrale du Jura, dénoncèrent les décrets de Saint-Cloud comme « attentatoires à la souveraineté du peuple ». De côté et d'autre, il y eut encore certaine opposition (52).

Mais ce furent là des faits isolés comme fut à Paris le libelle de Dubreuil dirigé surtout contre Sieyès (53). En général, les jacobins se turent et les républicains modérés adhérèrent au coup d'Etat; non point qu'ils se vendissent au nouveau pouvoir; ceux qui le firent furent une minorité (54). Le plus grand nombre croyait servir le pays en se ralliant à Bonaparte et à Sieyès; la Constitution de l'an III était mauvaise, on l'avait abolie; il fallait que la France restât calme pour qu'on put en établir une nouvelle, durable, œuvre des penseurs, des philosophes et des savants.

(52) Voir le registre des délibérations du Consulat provisoire, séance du 26 Brumaire et suivantes. Le *Moniteur*, le *Journal des Hommes libres*, la *Gazette de France*.

(53) Bib. nat., *Dubreuil à Bonaparte*, Lb. 43-31.

(54) Aulard, *id.*, 18 brumaire.

CHAPITRE II

LA CONSTITUTION DE L'AN VIII

LA COMPOSITION DES ASSEMBLEES

Le lendemain du 18 Brumaire, la première partie seule du plan républicain était exécutée; on avait détruit, il fallait maintenant reconstruire et remplacer le Directoire abattu.

Ce soin incombait aux deux commissions législatives intermédiaires créées dans la soirée du 19 brumaire pour établir une nouvelle Constitution. Chacune d'elle nomma une section chargée de préparer le travail. Celle des Cinq Cents se composait de Lucien Bonaparte, Boulay de la Meurthe, Cabanis, Chénier, Chabaud-Latour, Chazal, Daunou; celle des Anciens de Garat, Laussat, Lenoir-Laroche, Régnier, Lemer cier; un quart de leurs membres appartenait à la Société d'Auteuil.

Les difficultés dont il leur fallait triompher étaient grandes; il s'agissait de supprimer l'anarchie sans renoncer à la république et sans tomber dans l'arbitraire. Depuis dix ans, on n'y était pas parvenu et le dernier essai, celui de l'an III, avait établi à la fois l'arbitraire et l'anarchie. Or, les constituants, savants

et philosophes pour la plupart, très forts dans l'abstraction, malhabiles à l'action, s'imaginaient qu'une constitution devait être un système de théories, de principes minutieusement agencés dont les rouages, savamment combinés, amèneraient infailliblement le résultat voulu. En cela ils se trompaient, et ce devait être une des premières causes de leur faiblesse de ne pas voir qu'une constitution ne doit pas être une chose arbitraire, idéale, mais que, pour s'adapter à des nécessités matérielles, pour engendrer l'action, il faut qu'elle soit pratique, qu'elle tienne compte du passé du peuple, de ses tendances et des circonstances de son application. Faite pour être maniée par certains hommes, il faut qu'elle leur convienne; nécessairement tirillée entre les gouvernants qui tendent à augmenter leur pouvoir, et les gouvernés qui veulent s'en affranchir, il faut qu'elle ne soit pas trop délicate, trop complexe, ou elle risque d'être faussée par ceux qui l'emploient.

Une autre erreur des commissions fut de ne pas avoir de projet élaboré, discuté, approuvé par la majorité; si le lendemain du coup d'Etat elles avaient présenté à Bonaparte une constitution toute prête, il aurait pu difficilement la repousser; la discussion n'en aurait modifié que des détails. Mais le travail allait se faire lentement, avec des tâtonnements, sous l'œil autoritaire du Consul dont le pouvoir s'affermissait par sa durée même, par la popularité grandissante du général, par l'impossibilité où étaient les constituants de lui proposer un projet viable.

Si les membres des commissions n'avaient rien préparé, c'est qu'ils comptaient sur Sieyès, « ils se flat-
taient que Sieyès allait résoudre le problème par un
coup de génie » (1). Presque tous avaient en lui une
confiance aveugle; le dédain profond qu'il avait pro-
fessé pour toutes les constitutions précédentes leur
semblait révéler une conception originale qu'ils res-
pectaient d'avance (2), « dont ils étaient bien résolus
à ne troubler en rien la sage harmonie » (3). Chose
étrange, ces hommes épris de liberté avaient abdiqué
leur pouvoir constituant aux mains d'un seul dont ils
ne connaissaient pas la conception. Ce fut là faute
grave; entre Bonaparte et la constitution qu'il voulait
établir, il n'y avait que Sieyès; que celui-ci faiblît, vint
à manquer, l'obstacle disparaissait et le général
n'avait plus qu'à imposer ses propres conceptions.

Ces erreurs, Bonaparte les vit de suite et comprit le
pari à en tirer; Sieyès seul comptait; c'est donc Sieyès
qu'il combattrait, tantôt de biais, tantôt ouvertement,
Sieyès qu'il essaiera de séduire, d'acheter; les autres
ne joueront dans la lutte qu'un rôle secondaire, ils
seront là comme témoins pour enregistrer les coups
et proclamer le vainqueur.

Ce fut une première désillusion pour les républi-
cains quand Sieyès leur déclara que sa constitution

(1) Lacretelle, *Histoire du Consulat*, I, 82.

(2) Mme Reinhardt, *Lettres à sa Mère*, du 18 nivôse.

(3) Lacretelle, *id.*, 83.

n'existait qu'à l'état de projet non rédigé (4). Ses amis lui offrirent leur plume, notamment Chazal, son disciple le plus dévoué (5), mais il se prêtait mal à expliquer son système et à le diviser en articles. Les commissions intermédiaires attendaient son projet pour l'étudier; Sieyès, en revenant du Luxembourg après le coup d'Etat, avait proposé à Boulay de l'écrire, sauf à combattre les idées qui ne lui plairaient pas (6). Il lui dicta du 20 au 30 des notes très brèves, formant l'ensemble de son plan et les diverses parties dont il se composait (7).

Bonaparte n'intervint pas, il s'occupait uniquement de l'administration comme consul provisoire, laissait son collègue travailler seul à la nouvelle constitution et ne lui en parlait pas. Mais Sieyès apprit d'autre part que Bonaparte élevait des doutes sur l'excellence de sa conception et, craignant qu'on ne la mutilât, il l'expliqua à Rœderer, à Talleyrand, à certains membres des commissions en qui il avait confiance, pour qu'ils pussent la défendre si elle était attaquée par Bonaparte; il eut soin de ne pas la confier aux partisans de son collègue et notamment à Volney (8); c'était là une précaution bien superflue, car ses confidents, Rœderer surtout, allaient régulièrement ré-

(4) Lacretelle, id., p. 84.

(5) De Barante, op. cit., III, 559.

(6) Boulay de la Meurthe, *Mémoires*, p. 108.

(7) Boulay de la Meurthe, id.

(8) Boulay de la Meurthe, op. cit., 109.

péfer à son rival ce qui avait été dicté dans la journée. Par surcroît, il voulait même présenter son projet aux commissions avant de le donner au général, afin qu'approuvé par elles il devint presque intangible. Boulay, qui savait à quoi s'en tenir sur l'ignorance de Bonaparte qu'il renseignait régulièrement, lui aussi, conseilla à Sieyès de ne point s'aliéner, par une telle mesure de défiance, la bonne volonté de son collègue. Du reste, il se produisit bientôt des fuites, le projet se répétait de proche en proche en se déformant, si bien qu'on résolut d'en donner au *Moniteur* une version exacte (9).

Cet article du *Moniteur* et les souvenirs de Boulay et de Miot nous permettent de reconstituer le projet qui servit de base à la Constitution de l'an VIII et auquel se ralliaient d'avance tous les membres de la Société d'Auteuil.

Sieyès avait d'abord émis des principes, ainsi qu'il avait été fait dans les constitutions précédentes. Il refusait au peuple le droit d'intervenir dans le gouvernement : « Hors l'élite représentative, nul n'a le droit de parler au nom du peuple ». Il lui retirait le droit d'élire ceux qui l'administraient. « Nul ne doit être élu fonctionnaire par ceux sur qui doit peser son autorité ». Cependant cette nomination ne pourrait pas être absolument arbitraire : « Nul ne doit être

(9) *Moniteur*, 10 frimaire an VIII. Vandal, op. cit., I, p. 495.

revêtu d'une fonction publique que par la confiance de ceux sur qui doit s'exercer cette fonction (10).

De ces principes naquirent le système représentatif tel que le concevait Sieyès et les listes d'éligibilité destinées à épurer, à anihiler l'expression de la volonté nationale.

Le territoire de la République était divisé en grandes communes; dans chacune d'elles les citoyens actifs, ceux qui payaient une contribution égale au moins à trois journées de travail, devaient élire cent des plus notables d'entre eux; sur cette liste communale seraient choisis les fonctionnaires communaux. Les élus se réuniraient au chef-lieu du département pour choisir un dixième d'entre eux, qui formerait la liste départementale sur laquelle seraient pris les fonctionnaires départementaux; ces notables du second degré choisiraient un dixième d'entre eux donnant ainsi une liste que le collège des conservateurs épurerait au centième et qui deviendrait alors la liste nationale. Ainsi la nation ne nommerait plus de députés à quelque degré que ce soit, à n'importe quelle condition de cens; elle établirait seulement des listes d'éligibles et, seule, la partie la plus riche du pays exercerait ce droit que rendraient illusoire le grand nombre des candidats présentés, d'opérations successives, et l'épuration finale de la dernière liste par les conservateurs. D'ailleurs, les listes ne seraient pas

(10) Boulay, *Théorie constitutionnelle de Sieyès*, p. 9-10.

formées uniquement par l'élection; les hommes ayant eu un emploi public pendant les dernières années du Directoire y seraient placés d'office. Enfin, les premières élections ne seraient faites qu'en l'an X et ne serviraient qu'au renouvellement partiel les premiers fonctionnaires et législateurs devant être nommés dans la Constitution (11).

L'autorité législative serait partagée entre deux Chambres suivant un système nouveau; un Tribunat, composé de cent membres, un par département, indéfiniment rééligibles, choisis sur la liste nationale, qui discuterait les lois sans les voter; un Jury législatif de quatre cents membres, pas immédiatement rééligibles, qui voterait les lois en silence.

Le gouvernement serait divisé entre deux consuls indépendants l'un de l'autre, un consul de l'extérieur, qui dirigerait les départements de la guerre, de la marine et de la diplomatie, un consul de l'intérieur chargé de toute l'administration. Chacun aurait son conseil d'Etat, sa chambre de justice politique, ses ministres, ses fonctionnaires qu'il nommerait et révoquerait; il serait ainsi maître de la moitié du gouvernement. Au-dessus d'eux se trouverait un Grand Electeur, chargé de les nommer et de les révoquer. Ce serait là tout son rôle; après l'avoir rempli, il se retirerait à Versailles et disposerait d'une garde personnelle et d'une liste civile de six millions.

(11) *Moniteur*, 10 frimaire an VIII.

Enfin, il y aurait un dernier rouage, indispensable pour animer tout le système, le collège des conservateurs, composé de quatre-vingts membres qui devraient posséder au moins cent mille francs de terres (12); il se recruterait lui-même et serait chargé de trois fonctions : interprétation et garde de la Constitution, annulation de tous les actes inconstitutionnels, nomination des membres du pouvoir législatif et du Grand Electeur; enfin, il aurait le droit d'attirer à lui, d'absorber tout fonctionnaire qui lui porterait ombrage par sa popularité, son ambition, ou même par les services rendus à la République.

Tel était le système imaginé par Sieyès, extrêmement ingénieux, mais presque inapplicable; trop complexe, trop délicat il ne se soutenait que théoriquement. Que serait-il devenu dans l'application ; d'où serait partie l'action, dans ce gouvernement double. Les deux consuls, maîtres absolus du gouvernement devraient être choisis adversaires irréconciliables, car une entente entre eux leur livrerait toute la France puisque tous les fonctionnaires auraient été choisis par eux et seraient attachés à leur fortune. Quant au grand électeur nommé à vie, il devrait rester inerte sous peine d'absorption. Cette crainte en ferait peut-être un instrument docile entre les mains du collège des conservateurs qui, nommant les membres des

(12) Miot de Melito, *Mémoires*, I, 253.

assemblées, aurait ainsi tout le pouvoir législatif à sa discrétion.

Quelle serait la composition de ce collège dont rien n'indiquait le recrutement originel? Evidemment ce seraient des révolutionnaires nantis qui en feraient partie, des amis, des admirateurs, des créatures de Sieyès. Les listes d'éligibilité étaient faites pour eux, pour leur assurer la durée de leurs fonctions ; les assemblées législatives en seraient peuplées :

Ainsi le coup d'Etat, que la nation avait accepté parce qu'on lui promettait de se mettre au-dessus des partis (13), serait fait pour un parti, afin de l'amener au pouvoir et de l'y maintenir. Sieyès qualifiait sa dernière assemblée de conservatrice ; son but essentiel était bien de conserver le pouvoir à ceux qui feraient partie et de le fixer à une faction.

Ce projet, Bonaparte le connaissait déjà avant qu'il eût été publié ; Boulay et Rœdère lui en apportaient les différents points à mesure qu'ils les extrayaient des conversations de Sieyès. Il avait donc eu le temps d'examiner séparément chaque rouage, d'en remarquer les imperfections, de réunir les arguments nécessaires pour les combattre.

Il fallait cependant discuter tout l'ensemble. Les consuls ne se rencontraient qu'aux séances consulaires où il ne fut question que des affaires cou-

(13) Proclamation de Bonaparte datée du 18 brumaire, 11 heures du soir.

rantes (14). Il semble qu'ils voulaient retarder, en se voyant le moins possible, le conflit qui devait fatalement éclater entre eux. Talleyrand organisa une entrevue dont il fut le témoin; elle fut remarquablement orageuse et faillit tout gâter; Sieyès se prêtait mal à défendre son système et ne savait pas discuter; Bonaparte eut nettement l'avantage dans ses objections. Il avait déjà exprimé à Rœderer son mécontentement de ce qu'il n'y avait pas de place pour lui qui voulait être chef de l'exécutif; Sieyès avait d'abord songé à lui donner celle de consul de l'extérieur (15), mais s'était bientôt rendu compte que c'était insuffisant (16). Il lui avait alors fait offrir celle de grand électeur, sans doute avec l'intention de se débarrasser ensuite de lui par absorption (17) dans le collège des conservateurs. Bonaparte avait feint de ne pas voir de danger, mais il avait nettement refusé cette oisiveté qu'il jugeait « ridicule » (18), cette place de « cochon à l'engrais » (19). Dans la première entrevue, la discussion porta surtout sur ce poste et sur le collège des conservateurs; elle tourna vite à l'aigre, on

(14) Voir le registre des délibérations du consulat provisoire.

(15) Lacretelle, *op. cit.*, p. 86.

(16) Rœderer, *Œuvres*, III, 304. Mme de Reinhardt, p. 112.

(17) Gohier, *op. cit.*, V, 45.

(18) Rœderer, *id.*, III, 304.

(19) Fouché, *Mémoires*, t. II, p. 162. Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 270.

en vint aux mots blessants, puis aux accusations directes.

Néanmoins, les intermédiaires ne renoncèrent pas à une entente : le lendemain, Boulay et Rœderer apportèrent chacun son projet. Celui-ci prévoyait une place pour Bonaparte; il proposait trois consuls, le premier ne pouvait rien faire sans l'un des deux autres, mais ceux-ci ne suffiraient pas à faire la majorité (20). Dans la même intention, Boulay faisait du grand électeur une sorte d'arbitre entre les consuls. Ces projets déplurent à la fois à Bonaparte et à Sieyès (21). Là-dessus, Lucien intervint, attaqua violemment le projet initial, en signala les vices et, prétendant représenter la démocratie, en condamna les tendances oligarchiques au nom de la nation. Bonaparte menaça alors de dénoncer le projet comme « aristocratique, attentatoire à la liberté et à la souveraineté du peuple ». A bout d'arguments, Sieyès parla de se retirer à la campagne et d'abandonner la partie, se rendant très bien compte qu'il laisserait son adversaire dans une mauvaise posture devant l'opinion. Bonaparte feignit de ne pas en tenir compte et déclara qu'en ce cas il ferait bâcler une constitution par Rœderer et la ferait approuver huit jours après par les assemblées primaires. (22).

(20) Boulay de la Meurthe, op cit., 49.

(21) Boulay de la Meurthe, id.

(22) Boulay de la Meurthe, id., p. 49 à 53.

Ainsi, le 10 Frimaire, une rupture semblait imminente entre les deux chefs de la conspiration brumairienne. Pour Bonaparte, elle l'aurait obligé à sortir de là légalité; elle l'aurait sans doute privé de la collaboration de la majorité des commissions. Il n'aurait été qu'un chef militaire, imposant de force sa constitution. Quant à Sieyès, il se rendait compte que sa popularité diminuait autant que celle de son adversaire augmentait; s'il était une autorité dans le monde politique, c'était le général que la foule acclamait (23). Bonaparte avait pour lui la masse, éblouie par sa gloire et que la métaphysique de Sieyès laissait froide; il avait aussi pour lui la force militaire, comme le faisait remarquer Fouché à Sieyès (24). Enfin, celui-ci s'apercevait peut-être que ses admirateurs, ses amis, ses confidents du début, Boulay, Rœdere, Talleyrand passaient à l'ennemi.

Dans les commissions, le même phénomène se produisait et allait s'accentuer; nombre de membres se détachaient insensiblement de Sieyès; ils s'effarouchaient de ses principes abstraits et tranchants (25); ils sentaient la nation lasse de métaphysique, avide d'un gouvernement fort, de ce qu'on avait trouvé en Bonaparte « un grand caractère appuyé sur un esprit positif » (26). Ils devenaient peu à peu la majorité

(23) Duc de Montebello, *Le maréchal Lannes*, p. 37.

(24) Boulay, *id.*, p. 59.

(25) Lacretelle, *op. cit.*, 81.

(26) Lacretelle, *id.*

(27) ; mais près d'eux subsistait une fraction qui s'intitulait républicaine au milieu de ces républicains et qui, en défendant le projet de Sieyès, croyait défendre la République et les libertés nationales (28).

Bonaparte songea à tirer parti de cette division ; Boulay se faisait fort d'augmenter la majorité ; aidé de Roederer, il travaillait les commissaires sans en rien laisser voir à Sieyès, qui se croyait sûr de leur appui et ne mettait pas en doute le succès de sa constitution, fruit de son expérience et de cinq ans de réflexions, et qui, après une nouvelle entrevue avec Bonaparte, accepta de les prendre pour juges.

Le soir du 11 Frimaire, Bonaparte réunit les deux sections dans son salon du Luxembourg en présence des trois consuls (29). Quelques jours après, il appela les commissions, et le travail s'accéléra. Il fit décider que Sieyès présenterait son projet, ce qui avait le double avantage de lui permettre d'en prendre ce qu'il voudrait conserver, d'en montrer l'abstraction, les vices de ce qui lui déplaisait, et de combattre sans faire connaître ses vues personnelles. Sieyès développa complaisamment son système : les commissions furent frappées de ce qu'il avait de factice, mais elles réclamèrent cependant la rédaction, indispensable pour toute discussion.

Bonaparte supprima violemment ce qui concernait

(27) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, I, 108.

(28) Thibaudeau, *id.*

(29) Le *Publiciste*, 12 frimaire.

le grand électeur. Siéyès pâlit de colère (30), il comprit alors que son autorité n'existait plus; « le vide se fit autour de lui, Chazal, Gaudin, Chénier se tournèrent vers le soleil levant... l'abbé fut abandonné de tous » (31). Il n'essaya pas de lutter, de défendre ses conceptions, il comprit que c'était impossible. « Il ne s'attacha plus qu'à s'assurer le prix de ses services, à se créer un sort indépendant, à se garantir des élections du peuple en le privant du droit d'élire, en faisant admettre sa jurie constitutionnaire dont on ne changea que le nom. » (32)

Daunou fut, bien malgré lui (33), chargé par Bonaparte (34) de corriger le projet de Siéyès en tenant compte de la suppression du grand électeur.

Il ne se contenta pas de rédiger; il n'avait pas abdiqué, comme ses collègues, toutes ses idées personnelles devant le génie de Siéyès, et il les introduisit en partie dans sa rédaction. Il maintenait au peuple le droit d'élire ses représentants, mais sur des listes d'hommes déjà employés par le gouvernement révolutionnaire; il gardait deux Chambres, auxquelles il ajoutait le collège des conservateurs de Siéyès. Pour satisfaire Bonaparte, il lui réservait le poste de premier consul, lui donnait la nomination de tous les

(30) Mme Reinhardt, *Lettre du 18 nivôse*.

(31) Mme Reinhardt, *id.*

(32) Gohier, *op. cit.* t. II, p. 45.

(33) De Barante, *op. cit.*, t. III, p. 57.

(34) Tallandier, *Notice sur Daunou*, p. 171.

agents du pouvoir exécutif, lui accordait voix prépondérante et le droit de tout décider avec un autre consul. Mais d'autre part, et ceci était dirigé contre le général, si l'un des consuls était aux armées, il était pendant ce temps suspendu de ses fonctions consulaires; enfin, pour borner la durée de ce pouvoir considérable, il n'était pas rééligible. (35)

Ce nouveau projet, plus libéral que celui de Siéyès, dérouta l'assemblée et mit la division dans la minorité qui se disait républicaine. Bonaparte en profita; il opposa les deux projets, les combattit avec leurs principes contraires, approuvant de chacun ce qui lui convenait. Les débats, sans être précisément orageux, prirent parfois une grande vivacité; Daunou, Chénier (36), Mathieu (37), défendirent tous trois les principes républicains et Bonaparte s'emporta plus d'une fois. Les autres commissaires, harassés par le travail, n'ayant pas de projet auquel ils pussent se rallier puisqu'il s'en présentait deux, occupés pendant la journée à leurs séances officielles et ne pouvant se concerter, lâchèrent pied. Ceux qui continuèrent à lutter étaient trop peu nombreux, trop faibles devant Bonaparte qui, s'il n'avait pas leur éloquence, les accablait de sa logique serrée, impitoyable. Puis il leur rappelait sans cesse l'extrême urgence; habitués aux lon-

(35) Vandal, op. cit., I, 510 à 512. Tallandier, *Notice sur Daunou*, 174 à 188.

(36) Fouché, *Mémoires*, 165.

(37) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, I, 98-99.

gues méditations, ils cédèrent. Quelques-uns, devant que Bonaparte était le plus fort, se rallièrent à lui dans l'espoir d'obtenir une place dans le nouveau gouvernement. (38)

A mesure qu'une proposition était acceptée par la majorité, Daunou retournait le feuillet sur lequel il avait consigné son projet et inscrivait au verso la disposition contre laquelle il avait souvent levé la main (39); morceau par morceau, la constitution fut arrachée à Siéyès et à ses alliés. Dès le 19 Frimaire, dix jours après la première séance, le travail de Daunou se trouva fort avancé; il y manquait encore nombre de points importants : organisation de l'administration, de la justice, de la presse. Le 21, dans la séance officielle, Boulay lut la première partie de son exposé des motifs de la constitution. Il justifiait le 18 Brumaire et disait que le but n'en était pas « de déplacer quelques hommes ni de substituer trois consuls à cinq directeurs ». Il attaquait indirectement Daunou, qui voulait garder le plus possible de l'ancienne constitution, et Siéyès qui voulait garder les hommes. (40)

Il ne lut jamais la deuxième partie; le lendemain soir, quand les commissaires arrivèrent à la réunion, on les invita à signer la constitution telle quelle,

(38) Vandal, op. cit., I, 512.

(39) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, I, 103.

(40) Boulay, *Présentation de la nouvelle constitution*, 1^{re} partie, frimaire an VIII.

inachevée, incohérente. Ils signèrent tous. Pour refuser, il aurait fallu qu'ils se fussent entendus; ils n'en avaient pas eu le temps. Dans le salon de Bonaparte, près de lui, ils n'osaient pas se rebeller; ces cinquante hommes avaient peur d'un seul, car ils le sentaient décidé, et derrière lui ils voyaient la nation. Puis, à part quelques-uns, ils n'avaient pas un idéal constitutionnel arrêté, pour lequel ils auraient combattu. Il leur suffisait que le gouvernement échappât aux jacobins et aux royalistes et qu'il appartint aux modérés, qu'ils représentaient. La nouvelle constitution leur donnait presque satisfaction, sauf que c'était Bonaparte qui, au nom des modérés, aurait la plus grande partie du pouvoir. Il est vrai qu'il leur avait promis des postes, qu'il leur réserverait le pouvoir législatif; ils seraient donc pourvus. Enfin, leur chef, celui que la constitution lésait le plus, Siéyès signait. Eux, las de la Révolution et pressés de la clore, fatigués par ces douze jours de séances continuelles de jour et de nuit, incapables de résister, se soumirent.

On passa alors à l'élection des trois consuls; le choix de Bonaparte était déjà fait; il s'était d'abord porté sur Cambacérès. Ancien conventionnel, n'ayant pas collaboré à la Constitution de l'an III, suspect au premier Directoire, ministre de l'Instruction publique après le 30 prairial, il était d'opinions modérées, et saurait concilier la Révolution et la tradition de l'Etat centralisé. Doué de beaucoup de tact, lié avec le personnel révolutionnaire, il serait d'un grand secours pour Bonaparte; son calme, sa sagesse prudente con-

trebalanceraient la fougue de son jeune collègue ; enfin, homme de robe, juriste éminent, il pourrait aider à la réorganisation judiciaire. Quant au troisième consul, Bonaparte avait hésité. Il en avait parlé à Volney qui avait refusé formellement. (41) On lui avait proposé Daunou, et, sans l'accepter, il n'avait pas semblé l'exclure. (42) Cependant, l'attitude de plus en plus réservée et presque hostile de celui-ci dut le faire réfléchir. Après avoir balancé entre Lecouteulx-Canteleu, Crétet et Lebrun, il s'arrêta à ce dernier. Constituant, puis législateur, il formerait la droite de ce gouvernement dont Cambacérès serait la gauche et lui concilierait ainsi tout un parti. De plus, il était spécialisé dans les finances et par là serait d'une aide précieuse pour Bonaparte.

Mais il était difficile d'obtenir que les suffrages des commissaires se portassent sur ces deux noms et surtout sur celui du royaliste Lebrun. Un scrutin secret aurait pu amener des surprise. Certes, Bonaparte aurait été élu mais sans doute immédiatement après lui Siéyès. (43) Enfin le troisième consul aurait pu être Daunou, qui avait défendu les idées libérales contre Bonaparte. L'opposition, trop craintive pour se déclarer formellement, aurait été très capable de le désigner. (44) Ce double choix aurait gêné Bonaparte ;

(41) Guillois, *Le salon de Mme Helvétius*, p. 137.

(42) De Barante, op. cit., t. III, p. 572.

(43) Larevellière-Lépeaux, op. cit., II, 422.

(44) De Barante, op. cit., III, 372.

sans doute ses collègues ne comptaient guère au point de vue pratique, mais leur présence aurait créé une opposition latente parmi les premiers magistrats, et cela aurait été fâcheux à tous points de vue.

Pour Siéyès, il ne pouvait avoir aucune difficulté; le premier poste devait certainement revenir à Bonaparte, le deuxième l'aurait placé trop visiblement au-dessous du jeune général. « Trop découragé pour aspirer à la première place, trop sage et trop prévoyant pour accepter la deuxième, ce fut lui, qui de lui-même, nettoya le terrain de sa présence. » (45) En face de l'exécutif où commandait Bonaparte se trouvait le législatif que dirigeait le Sénat : « Il déclara qu'ainsi que Roger Ducos, il se contenterait d'être sénateur. » (46)

Si nous en croyons Larevellière-Lépeau, qui dit le tenir de Daunou lui-même, ce serait en escamotant les suffrages que Bonaparte aurait fait désigner les deux autres consuls par Siéyès. De Barante (47) nous dit que Cambacérès avait déjà été nommé, probablement sans difficulté car on s'attendait à ce choix dans les journaux (48). En ceci, il est en contradiction avec Daunou, mais il semble évident qu'on ait élu séparément les deux consuls. Voyant que nombre de bulletins portaient le nom de Daunou, Bonaparte n'aurait

(45) Général Philippe de Ségur, *Mémoires*, t. II, p. 3

(46) Général Philippe de Ségur, *id.*

(47) De Barante, *op. cit.*, t. III, p. 572.

(48) Voir *l'Ami des lois*, 19 frimaire.

pas achevé le dépouillement — il aurait brûlé les bulletins — précise Larevellière. « Nous ferons mieux, aurait-il dit, de nous en rapporter au citoyen Siéyès qui a désigné les citoyens Cambacérès et Lebrun. » (49) Larevellière prétend qu'il aurait désigné Siéyès pour nommer les trois consuls; Siéyès ayant hésité, Bonaparte l'aurait pressé, lui indiquant clairement qui il voulait. Siéyès aurait désigné à haute voix Bonaparte, Cambacérès et Lebrun, et Bonaparte aurait alors proclamé Siéyès président du Sénat. (50)

Il est possible que certains républicains aient été déçus par ce qu'ils pouvaient regarder comme une trahison; mais la plupart vit dans ce triple choix le symbole de la réconciliation nationale; celui de Cambacérès fut très bien accueilli. (51) Surtout, il y avait Bonaparte, dont on avait pu apprécier le génie administratif et militaire.

Quant à Siéyès, son abdication volontaire eut des compensations; dans la constitution, il fut nommé sénateur, ainsi que Roger Ducos, et fut chargé avec lui d'élire la majorité du Sénat, et par conséquent d'inspirer les nominations des membres des autres assemblées. Il devait d'ailleurs avoir des dédommagements plus tangibles. S'il faut en croire Miot, Fauche-

(49) De Barante, id.

(50) Larevellière-Lépeau, II, 425.

(51) *Dictionnaire des grands Hommes du jour par une société de petits individus*, Paris, floréal VIII. Joseph Bonaparte, *Mémoires*, I, p. 80. *Moniteur*, 24 frimaire.

Borel et Gohier, Bonaparte lui aurait abandonné, ainsi qu'aux autres directeurs, une somme de six cent mille francs trouvée dans la caisse du Directoire, dont l'ancien abbé aurait gardé trois cent cinquante mille francs pour lui-même. Cela ne lui suffit pas. Dès l'Assemblée Constituante, on avait remarqué qu'« il cherchait à s'arranger une bonne position » (52). Bonaparte avait déclaré que « lorsqu'il s'agissait d'argent, Siéyès n'était plus idéologue, qu'il devenait pratique, qu'on le sentait prêt à abandonner ses rêves constitutionnels à l'aspect d'une somme ronde, et que ce collègue était commode » (53).

Ducos raconta à Gohier que Siéyès se plaignant à Bonaparte que celui-ci aurait toute la gloire du 18 Brumaire, le général protesta qu'on ferait décréter que Siéyès avait bien mérité de la patrie. « Croyez-vous, répondit le philosophe, qu'un domaine quelconque, monument de la munificence nationale, ne serait pas plus digne d'être offert à celui qui a coopéré à vos grands desseins et qui a l'honneur d'être votre collègue ? » (54) C'était un excellent moyen d'acheter, sinon l'appui parlementaire, du moins la neutralité de Siéyès. La constitution était achevée, signée depuis six jours, les consuls adressèrent à la commission législative un « message concernant la proposition de décerner au citoyen Siéyès, à titre de récompense

(52) De Barante, op. cit. III, 574.

(53) Guillois, *Le salon de Mme Helvétius*, p. 135.

(54) Gohier, op. cit., II, p. 67.

nationale, comme ayant éclairé le peuple par ses écrits et honoré la République par ses vertus désintéressées, la propriété d'un des domaines qui sont à la disposition du gouvernement ». (55) Le 1^{er} nivôse, la commission envoya sa réponse; elle donnait, à titre de récompense nationale, au citoyen Siéyès le domaine national de Crosne ou tout autre domaine équivalent. (56) Siéyès accepta Crosne, sachant qu'il était impossible de le lui délivrer, et en profita pour se faire donner de « multiples équivalences » (57), sources de sa fortune postérieure; il eut un hôtel à Paris, et, se retirant de plus en plus de la vie politique, il se mit à recevoir et à faire de l'opposition hors des assemblées.

L'opinion publique n'hésita pas. Siéyès avait été acheté et Crosne était le prix de son abdication. (58)

(55) Registre des délibérations du Consulat provisoire, 29 frimaire. *Bonaparte consul de jour*.

(56) Registre des délibérations du Consulat provisoire, 1^{er} nivôse, *Siéyès consul du jour*.

(57) Gohier, op. cit., II, p. 6-7.

(58) Voir dans la *Décade* du 10 nivôse, la réponse embarrassée de la *Décade* à ces insinuations. Voir aussi le quatrain de Lebrun :

Siéyès à Bonaparte a fait présent du trône
Sous ce pompeux débris croyant l'ensevelir
Bonaparte à Siéyès a fait présent de Crosne
Pour le payer et l'avilir.

Sa popularité fut ruinée dans la masse du peuple. (59)

La Constitution fut proclamée à Paris le 24 frimaire, parut dans les journaux le 25 et fut immédiatement soumise à l'approbation de la nation. Comme le résultat du plébiscite ne pouvait être connu avant assez longtemps, Bonaparte ne voulut pas attendre et, le 2 nivôse, il fut décidé que la Constitution entrerait en vigueur le 4. Bonaparte n'osait pas espérer beaucoup de votes pour la Constitution (60). Ses appréhensions furent vaines; si Paris ne montra pas beaucoup d'enthousiasme (61), en province les signatures furent cependant nombreuses. (62) Beaucoup de jacobins signèrent; ils se rendaient compte que leur temps était fini, qu'il fallait se résigner; ils voyaient aussi que si le Premier Consul ne les admettait pas comme parti, il les ménageait individuellement. Ils espéraient obtenir de lui des postes, sans lesquels ils n'auraient pu subsister, habitués qu'ils étaient depuis la Révolution à vivre des fonctions publiques; si quelques-uns se plaignirent (63), le plus

(59) Bailleu, op. cit., I, 363 à 367, *Rapport de Sandoz-Rollin*, du 25 janvier 1800.

(60) Rœderer, *Œuvres*, III, 396.

(61) Bailleu, *Rapport de Sandoz-Rollin*, II, 356.

(62) Arch. nat., FIC, III, Seine, 20, *Rapport du commissaire près de l'Administration centrale au Ministre de l'Intérieur*, 20 pluviôse.

(63) Arch. nat., id., *La Révolution française*, 4 juin 1902. *Lettre de Guillemardet*, ex-conventionnel, ambassadeur en Espagne. Montier, Robert Lindet, *Lettre de Lindet*, du 3 nivôse.

grand nombre se tut. « J'ai signé mon pot-au-feu », disait l'un d'eux. (64) Certains journaux regrettèrent que la Constitution ne contînt pas de déclaration des droits. (65) Le plus jacobin de tous remarqua mélancoliquement que « depuis longtemps, les républicains ont senti que ce n'est pas de leurs goûts qu'il s'agit ». (66)

Quant aux modérés, aux républicains d'Auteuil, aux conjurés de Brumaire, ils étaient tiraillés entre plusieurs sentiments : ils avaient préparé le coup d'Etat et choisi Bonaparte pour l'exécuter; ils avaient collaboré à la Constitution; ce qu'elle contenait de despotisme leur semblait nécessaire pour triompher de l'anarchie et de la lutte des partis; d'autre part, Bonaparte avait évincé Siéyès, leur chef, et pris dans l'Etat la première place, qu'ils voulaient lui réserver. Mais n'était-il pas un des leurs comme membre de l'Institut, ce dont il se montrait fier; ne représentait-il pas leurs doctrines; pourquoi, tandis qu'ils les formuleraient, ne les appliquerait-il pas ? (67) Certes, depuis le 18 Brumaire, il s'écartait de plus en plus de ses anciens alliés et sa volonté de les dominer apparaissait clairement; mais ils ne pouvaient lui résister. Puis ils seraient maîtres des assemblées législatives

(64) *Diplomate*, 4 nivôse.

(65) *Diplomate*, 26 frimaire; le *Journal des Hommes libres*, 27 frimaire.

(66) *Journal des Hommes libres*, 27 frimaire.

(67) Garat, *Discours au Conseil des Anciens*, 23 frimaire.

dont ils recruteraient les membres et qui formeraient, en face de Bonaparte, un pouvoir égal au sien, capable, pensaient-ils, de le tenir en échec et d'enrayer ses tentatives d'arbitraire.

Ce que la Constitution avait de démocratique ne les inquiétait pas; ils s'en félicitaient au contraire; ce serait fini des luttes, des secousses à chaque période électorale; des coups d'Etat pour maintenir les votes à un parti. Ils étaient au pouvoir et ils y resteraient; les listes de notabilité, applicables seulement en l'an X, porteraient d'abord leurs noms et n'en porteraient guère d'autres. Le peuple n'interviendrait plus, la classe intellectuelle de la nation le représenterait. Dans son éloge de la constitution, prononcé devant la commission des Cinq Cents, Cabanis appuyé sur ce dernier bienfait : « La classe ignorante n'exercera plus son influence sur la législation ni sur le gouvernement. Tout se fait pour le peuple et au nom du peuple, et rien ne se fait par lui. »

Aussi n'était-ce pas ces hommes qui se méfiaient de lui et qui le méprisaient que le peuple allait considérer comme ses représentants; il ne les avait pas élus. C'est Bonaparte, le général vainqueur dont le plébiscite a ratifié le choix par une immense majorité, lui qui s'est placé nettement au-dessus de tous les partis. Il incarne la nation, il devra en défendre les droits contre une faction égoïste, celle des privilégiés de la Révolution qui s'est enrichie tandis que le peuple souffrait et combattait. N'est-ce pas, en effet, au nom du peuple que Bonaparte a combattu le pro-

jet oligarchique de Siéyès. Si, dans le pouvoir législatif qui a subsisté de ce projet, l'opposition veut se grouper pour lui résister, il déclarera représenter la nation, et à chaque tentative « il opposera à ses ennemis le peuple français » (68).

Pour exécuter le coup d'Etat, Siéyès, chef d'un parti sans forces matérielles, avait dû s'associer à Bonaparte qui lui apportait sa popularité dans la masse et l'appui de l'armée. Sans le général, il ne pouvait rien, non plus que Bonaparte sans l'homme politique. Chacun des deux conjurés avait espéré évincer ensuite son allié et, l'association ainsi dissoute, rester seul à la tête du gouvernement. Devant la résistance rencontrée, ils durent composer; ils ne pouvaient travailler ensemble, l'expérience des premiers jours l'avait prouvé; il fallait donc liquider l'association de manière à ce qu'ils eussent une part à peu près égale du résultat obtenu. Ils y parvinrent par une série de concessions; Siéyès avait pour lui les membres des assemblées : de la constitution qu'il avait rêvé donner à la France, il abandonna l'exécutif; Bonaparte possédait la réalité du pouvoir : en échange de sa reconnaissance par Siéyès et de la nomination des deux autres consuls, il lui laissa le pouvoir législatif et son recrutement.

(68) Feuille d'observations encartée dans les journaux gouvernementaux après l'opposition du Tribunal au projet sur les Tribunaux spéciaux, pluviôse IX.

La Constitution dressait elle-même face à face les deux pouvoirs. D'un côté, le gouvernement ayant à sa tête Bonaparte — le nom des trois consuls figure dans la Constitution — sans aucun frein à son autorité : le Premier Consul nomme et révoque tous les fonctionnaires, sauf les membres du tribunal de cassation désignés par le Sénat, et les juges de paix élus. (69) Pour les autres actes, il demande l'avis des deux autres consuls, après quoi sa décision seule suffit. (70) Il commande les armées de terre et de mer et, avec l'approbation du Sénat, peut suspendre la Constitution dans une partie du territoire de la République. (71) Enfin, il a l'initiative des lois préparées par un Conseil d'Etat dont il nomme les membres.

Devant lui, le pouvoir législatif, emprunté au projet de Siéyès, et qui comprend trois assemblées, le Sénat conservateur, gardien de la Constitution, corps électeur, mais dont le pouvoir électoral ne s'applique plus qu'aux membres des assemblées et du tribunal de cassation; le Tribunal qui discute les lois, le Corps législatif qui les vote ainsi que le budget. Comme l'exécutif, le pouvoir législatif forme un système complet qui se recrute lui-même, ne peut pas agir sur le gouvernement puisqu'il n'a pas le droit d'initiative et ne peut même pas demander des amendements. Le gouvernement n'a aucune action sur lui, le Corps légis-

(69) Constitution, an VIII, titre IV art. 41.

(70) Constitution, id., art. 91.

(71) Constitution, titre VIII, art. 20.

latif peut repousser tous ses projets, il n'a pas le droit de le dissoudre.

Pour peu qu'il y eût divergence entre les deux pouvoirs, tout le mécanisme était arrêté; aucune solution n'était prévue en cas de conflit; le gouvernement pouvait renoncer à présenter des projets de loi, le Corps législatif refuser d'en voter, la vie de la nation serait suspendue sans remède possible. Dans le système de Siéyès, la question ne se posait pas, la jurie révolutionnaire pouvait « absorber » le consul; cette faculté qui donnait au Sénat la suprématie sur le gouvernement avait été supprimée; rien ne l'avait remplacée, les consuls étaient intangibles, les assemblées indissolubles; il semble presque qu'on eut ainsi envisagé volontairement la nécessité d'un nouveau coup d'Etat en cas de conflit à venir.

L'opposition allait donc trouver une place désignée par la Constitution même. Théoriquement, celle-ci ne pouvait exister dans le Conseil d'Etat, présidé par le Premier Consul qui en nommait les membres, qui y avait l'initiative des projets de loi. En fait, le Conseil se composait d'hommes de toutes nuances, de royalistes comme Dufraignes et Portalis, de jacobins comme Brune, Réal et Berlier, tous trop honnêtes pour abdiquer leurs convictions devant Bonaparte. La discussion était libre et la décision prise à la majorité sans que Bonaparte eut voix prépondérante. (72) Le Conseil d'Etat n'était pas toujours de l'avis du

(72) Voir les *Mémoires de l'époque Thibaudeau*, Réal, Chap-

Premier Consul qui, en ce cas, retirait momentanément le projet — projet sur l'instruction publique, an IX — ou qui, s'il prévoyait une discussion qui ne lui donnerait peut-être pas l'avantage, présenta, vers la fin du Consulat à temps, des projets complètement rédigés et qu'il n'y avait plus qu'à voter — le Concordat et le sénatus-consulte du 16 thermidor an X.

Ce fut d'ailleurs cette opposition même qui l'amena à créer le Conseil privé où il élabora les projets qui auraient été désapprouvés par le Conseil d'Etat. Cependant, l'opposition ne pouvait prendre ici la même allure que dans une assemblée ordinaire; les conseillers, que Bonaparte avait choisis sans tenir compte de leurs opinions, avaient cessé de travailler pour un parti; ils ne voyaient plus que l'intérêt général de la France et leur désir était en cela conforme à celui du Premier Consul; enfin les séances étaient secrètes, pas de tribunes, pas de procès-verbaux, ce qui permettait une plus grande liberté dans la discussion.

L'opposition résida donc dans les assemblées législatives proprement dites. Le Sénat était presque exclusivement réduit à des fonctions honorifiques; légalement, il ne pouvait manifester son indépendance que dans le recrutement des membres des assemblées, ou lors du vote d'un sénatus-consulte. Après le recrutement initial, les nominations furent rares, et ne portèrent que sur un tout petit nombre de sièges.

tal, Miot, Rœderer, Menneval, etc., qui s'accordent tous sur la grande liberté des discussions.

Quant aux sénatus-consulte, législation exceptionnelle, le Sénat n'osa jamais s'opposer à la volonté formelle de Bonaparte; il ne lui resta donc plus pour lutter contre le gouvernement que d'user de son influence sur les membres des autres assemblées.

Le Corps législatif, muet, n'avait que son vote; c'était là, il est vrai, une arme définitive; il pouvait paralyser l'œuvre législative du Premier Consul. N'ayant pas le droit de discussion, il se laissa guider par l'opinion des tribuns qui présentaient devant lui la critique des projets. Le Tribunat sera en effet le vrai foyer de l'opposition; il a le droit de parler et en usera pour convaincre le Corps législatif. Composé d'hommes jeunes, fougueux, avides de popularité ou convaincus, n'ayant d'autre rôle à jouer que de se faire écouter, il se dressera contre le gouvernement et essaiera de lui résister.

A la tête de chacun des pouvoirs se trouvait celui qui, après en avoir recruté les membres, le dirigeait : à l'exécutif Bonaparte, au législatif Siéyès. De par la Constitution elle-même, c'était celui-ci qui, aidé de son fidèle Ducos, assisté de Cambacérès et de Lebrun qui ne furent que des témoins inactifs, nomma les vingt-neuf membres qui devaient former la première partie du Sénat. Celle-ci compléta le corps, qui élut ensuite les membres des deux autres assemblées. Ces dernières étaient donc composées par les sénateurs créés eux-mêmes par Siéyès. Enfin, le Sénat devait y avoir une influence durable, puisque c'était lui qui ferait les nominations postérieures et qu'il recrute-

rait parmi ces assemblées les membres nécessaires à son complément. (73) Ainsi le pouvoir législatif était sous l'influence de Siéyès comme l'exécutif était sous l'autorité de Bonaparte.

L'abdication de Siéyès avait été en effet plus apparente que réelle; s'il avait dû abandonner toute une partie de sa constitution, ce qui avait trait au gouvernement, la partie législative était restée presque intacte. S'il n'avait été « personnellement berné » (74) en voyant un autre profiter du coup d'Etat qu'il avait si longuement préparé et prendre la première place dans le gouvernement qu'il avait contribué à établir, trop orgueilleux et trop prévoyant pour accepter d'être le second, il avait abandonné l'exécutif et s'était mis à la tête du législatif. Là, il était le maître, il avait ses assemblées peuplées par lui, comme Bonaparte avait ses administrations et ses fonctionnaires; il lui suffirait d'en choisir soigneusement les membres et il pourrait, tout en paraissant lui avoir cédé, s'opposer à Bonaparte, constituer une puissance rivale et peut-être le tenir en échec.

Mais quand il nomma les premiers électeurs, la liste des candidats avait déjà été fortement écrémée par Bonaparte. Celui-ci avait composé son Conseil d'Etat où il avait placé tous les hommes de valeur qu'il avait trouvés; c'était les aptitudes, les connaissances qui avaient guidé son choix. Il s'était efforcé

(73) Constitution de l'an VIII, titre II, art. 24.

(74) Lanzac de Laborie, op. cit., 168.

d'attirer à lui toutes les capacités, promettant l'activité, les honneurs, montrant dans le Sénat « un tombeau bon pour ceux qui veulent faire des livres. (75) Il avait complètement négligé les opinions, le passé révolutionnaire, appliquant au gouvernement ce principe de fusion dont il allait user dans toute l'administration et qui lui valait l'approbation de presque toute l'opinion publique.

Pour les nominations des membres des assemblées, il voulut laisser entière liberté à Siéyès et recommanda à Cambacérès et à Lebrun, qui devaient prendre part à la nomination des vingt-neuf premiers sénateurs, de rester simples spectateurs, si bien qu'il n'eut aucune influence sur ces choix. (76) Siéyès nomma donc les vingt-neuf sénateurs, qui élurent alors les autres. Les hommes qu'il choisit avaient pour la plupart figuré dans les assemblées de la Révolution, surtout dans celles du Directoire. Le Sénat, sur cinquante membres élus, comprit dix-neuf Anciens, six députés des Cinq-Cents, six constituants, deux législateurs, deux conventionnels n'ayant pas figuré dans les assemblées postérieures, soit plus de la moitié des membres d'anciens fonctionnaires du Directoire, des généraux et des amiraux : Kellermann, Casa-Bianca, Lespinasse, Fléville-Lepley, Sérurier, Ganthaume, et nombre de savants, professeurs au Muséum ou mem-

(75) Roederer, *Œuvres*, III, 308.

(76) Roederer, *Œuvres*, III, 330.

Journal des Hommes libres, 5 nivôse an VIII.

bres de l'Institut : Berthollet, Monge, Lacépède, Laplace, qui céda le ministère de l'Intérieur à Lucien, Daubenton, Lagrange.

La liste des nominations, telle qu'elle fut publiée par le *Moniteur* du 7 nivôse, est très intéressante si l'on veut étudier comment Siéyès fit son choix. Des vingt-neuf sénateurs désignés le 3 directement par l'ancien consul, vingt-cinq sont des députés ou des fonctionnaires du Directoire ; deux sont d'anciens constituants, Dailly et Destut de Tracy. Cette première liste comprend tous les membres de la société d'Auteuil, même ceux qui n'ont pas joué de rôle actif au 18 Brumaire, et tous ceux des commissions intermédiaires qui ne furent pas arrêtés par la limite d'âge, sauf cependant Rœderer ; Siéyès s'était-il rendu compte du double rôle que celui-ci avait joué pendant le coup d'Etat ? On n'y trouve ni Clément de Ris, ni François de Neufchâteau, amis personnels de Siéyès et qui devaient être sur celle du lendemain. Les premiers choix se sont donc portés sur les alliés politiques de Siéyès et furent la récompense des services rendus.

Le lendemain, les élections furent moins homogènes, on y trouve, outre des députés et des fonctionnaires, six négociants et le banquier Perrégaux.

Dans les autres assemblées, il y avait quatre cents places à pourvoir ; le nombre des candidats était bien supérieur, tous s'agitaient, intriguaient, faisaient appel à leurs amis. Siéyès, fidèle à sa méthode, y plaça d'abord les membres des commissions intermédiaires

et des assemblées directoriales, soixante-cinq au Tribunal, plus des trois cinquièmes, deux cent trente-sept au Corps législatif, ce qui porta leur nombre à trois cent quatre, soit plus des deux tiers du total. Cependant, trois cent soixante-dix députés du Directoire n'eurent pas de place dans les nouvelles assemblées. (77) Pour les répartir entre les deux groupes, Siéyès mit « les hommes propres à la parole et enclins au bruit au Tribunal, les fatigués obscurs au Corps législatif ». Les « fatigués d'un ordre élevé » étaient déjà au Sénat. (78)

Tous les républicains qui avaient joué un rôle quelconque dans le coup d'Etat ou qui l'avaient seulement désiré, les idéologues d'Auteuil, les députés des Anciens et des Cinq Cents se trouvèrent casés. Au Sénat, c'était Volney qui avait refusé le ministère de l'Intérieur et repoussait les avances de Bonaparte : « Dites au Premier Consul qu'il est beaucoup trop bon cocher pour que je m'attelle à son char. Il voudra le conduire trop vite, et un seul cheval rétif pourrait faire alier chacun de son côté le cocher, le char et les chevaux (79). C'étaient Garat, Creuzé-Latouche, Cabanis, Destuut de Tracy, tous amis de Mme Helvétius, Lecoulteux-Canteleu et Choiseul-Praslin, deux idéologues un peu à l'écart.

Au Tribunal, que l'on considérait comme la partie

(77) *Publiciste*, 10 nivôse an VIII.

(78) Thiers, *Histoire du Consulat*, t. I, p. 320.

(79) Guillois, *Le salon de Mme Helvétius*, p. 137.

la plus active des assemblées, on mit ceux qui voulaient parler, combattre, qui avaient soif de popularité et ne demandaient qu'à briller; Benjamin Constant, que tenaillait depuis si longtemps le désir d'entrer dans une assemblée. Sa nomination était due en partie à Mme de Staël, qui aurait ainsi un porte-parole, mais et surtout à son extrême souplesse, à l'adresse qu'il mit à se présenter à Bonaparte comme l'ennemi de Sieyès, à Sieyès comme l'ennemi de Bonaparte. Chabaud-Latour l'avait introduit près du général : « Vous sentez bien que je suis avec vous, lui dit-il; je ne suis pas de ces idéologues qui veulent tout faire avec des penseurs. Il me faut du positif; si vous me nommez, vous pouvez compter sur moi ». Traversant la cour du Luxembourg, il était allé chez Sieyès : « Vous savez combien je hais la force, je ne serai pour rien ami du sabre. Il me faut de la justice. Aussi, si j'obtiens votre suffrage, vous pouvez compter sur moi, car je suis le plus grand ennemi de Bonaparte » (80). Quoique Joseph Bonaparte eût répondu de lui à son frère, celui-ci ne le mit pas au Conseil d'Etat, comme Constant l'espérait peut-être. Il avait été l'ami de plusieurs membres du Directoire; protégé par Sieyès, il prit place au Tribunat où il voyait un marche-pied d'où il pourrait s'élever aux premières place du gouvernement (81).

(80) Aimé Martin, *Souvenirs, Intermédiaire des Chercheurs et des Curieux*, t. XXIX.

(81) Girardin, *op. cit.*, t. I, p.251.

Près de lui, « le plus brillant des tribuns » Laromiguière, « qui l'était le moins » (82), homme tranquille qui avait horreur de la popularité. « Ce n'est pas que j'aime à me cacher, disait-il, mais je n'aime pas à me montrer » (83). Il avait cependant refusé le Sénat et allait faire une opposition silencieuse. Daunou, qui n'avait pas pris part aux préliminaires du coup d'Etat, qui avait voté contre la Constitution dans les séances du Luxembourg et regrettait de l'avoir rédigée, repoussait toutes les avances de Bonaparte pour ne pas recevoir la récompense d'une chose qu'il réprouvait (84). Il avait choisi le Tribunat parce que ce devait être le siège de l'opposition et il allait en être un des membres les plus sincères. Ginguené s'y trouvait aussi ; ce « modéré sous a Terreur, exagéré sous le règne de la modération » (85), ne pouvait manquer de se jeter dans l'opposition ; sans arrière-pensée, d'ailleurs, ne regrettant et ne désirant rien, il était, avec le poète Andrieux, le seul opposant sans ambition ni dépit (86).

Chazal, conventionnel et votant, l'un des conjurés les plus actifs, se trouvait aussi au Tribunat. Ami de Sieyès, dont il subissait l'ascendant, il avait été assidu aux conciliabules préparatoires du coup d'Etat ; le

(82) Girardin, id.

(83) Picavet, *Les Idéologues*, 537.

(84) Lacretelle, op. cit., I, 305.

(85) Girardin, op. cit., I, 252.

(86) Lacretelle, op. cit., I, 395.

19 brumaire, aux Cinq Cents, il était monté à la tribune quand Lucien avait quitté l'Orangerie pour rejoindre son frère et entraîner les grenadiers. Il était vice-président et c'était à lui de prendre la parole; une hésitation eut tout perdu. Il avait fait un discours vibrant et, à la reprise de la séance, après l'expulsion de la majorité des députés, il avait encore parlé et présenté le projet qui donna le Consulat et les commissions intermédiaires. C'était lui qui avait fait voter la loi d'exclusion qui portait son nom. Cependant, il ne voulait pas avoir travaillé pour Bonaparte: « J'entrai dans la conspiration de Brumaire pour arracher la patrie à l'anarchie qui dévorait, la reconstituer plus sagement » (87). Continuant à subir l'influence de Sieyès, il va se jeter passionnément dans l'opposition, s'attaquer aux lois importantes, émettre des vœux pour corriger celles qui auront été votées malgré lui; dans tous les projets, il va chercher des traces de despotisme et les mettre en évidence avec une éloquence véhémence. Alexandre, Isnard, Barra, Parent-Réal, Barthélémy, Combe-Dounous semblaient ternes auprès de lui. L'éloquence n'était pas leur fait, « Le tribun Alexandre a lu son rapport comme un écolier et a eu du mal à en venir à bout », dira dix-huit mois plus tard le rapport de police qui renseigne le gouvernement sur ce qui se passe au Tribunat (88).

(87) Chazal, *Mémoire au préfet des Hautes-Pyrénées*, octobre 1815

(88) Arch. nat., F. 7, n° 3830, *Rapport du 14 frimaire, an IX*.

Desrenaudes, l'ancien grand vicaire de Talleyrand, son collaborateur au ministère des relations extérieures sous le Directoire, allait essayer de secouer l'influence de son protecteur. C'était pourtant un homme craintif, qui n'osait se mettre en avant et que la crainte de l'épuration assagira complètement; il avait « peur d'attirer sur lui les soupçons et d'être ensuite persécuté » (89).

Avec Thiessé nous retrouvons l'énergie, ses discours allaient être particulièrement acerbes et entraîner l'épuration des assemblées. Ganilh et Mailla-Garat complétaient l'opposition, tous deux assez faibles de caractère et entraînés par leurs collègues plus violents; le premier était, comme presque tous les tribuns, un ami de Sieyès; Mailla devait sa nomination à son oncle Garat, de la Société d'Auteuil, déjà sénateur, et le public ne manqua pas de le signaler (90).

Le Corps législatif était moins brillamment composé; réduits au vote silencieux, ses membres n'avaient besoin ni d'éloquence ni de capacités. Ils recevaient l'impulsion du Tribunat et on espérait qu'il

(89) Arch. nat., id., pluviôse an IX.

(90) Voir le quatrain de l'époque :

Pourquoi ce petit homme
Est-il au Tribunat ?
C'est que ce petit homme
A son oncle au Sénat.

la suivrait. A côté des très nombreux députés des assemblées directoriales, on avait mis des conventionnels, beaucoup de prêtres constitutionnels. A la tête de ceux-ci se trouvait Grégoire, l'évêque de Blois, fourvoyé dans le Corps législatif dont il était le membre le plus illustre. Républicain convaincu, il ne devait jamais s'incliner devant le gouvernement, même à la veille de l'Empire, et ce sera sur son nom que se livrera une des plus grandes manifestations de l'opposition sénatoriale.

A part La Tour d'Auvergne, le premier grenadier de France, et quelques hommes recommandés par leur parenté tels que Frochot, Eschasseriaux jeune, le reste était composé d'hommes obscurs qui n'avaient pas rendu assez de services pour mériter le Sénat, qui n'étaient pas capables d'en rendre assez pour être au Tribunat. Mais tous, ou presque, étaient des révolutionnaires nantis; ils avaient trouvé des avantages dans la Révolution et c'était pour les garder qu'ils avaient fait ou laissé faire le coup d'Etat. Ils espéraient qu'élevé par eux au premier poste, Bonaparte gouvernerait pour eux, qu'ils profiteraient du gouvernement qu'ils avaient établi.

Mais Bonaparte leur donna la sécurité et ne répondit pas pour le reste à leur attente. Il ne voulait pas s'appuyer sur un parti, « c'est se mettre tôt ou tard sous sa dépendance » (91). Les premiers actes furent

(91) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, I, 115.

des actes de tolérance envers la religion, ses premiers règlements des règlements d'administration publique qui s'appliquaient à tous. L'élite intellectuelle de ces révolutionnaires, philosophes, savants, membres de l'Institut, chez qui l'intolérance était une doctrine, virent là une désertion de sa part. Dans l'œuvre de réorganisation, la masse des révolutionnaires, habituée à travailler pour elle seule et qui voulait un gouvernement qui appliquât ce système, vit une trahison. Ces révolutionnaires arrivés et pourvus formaient une aristocratie dans la nation, « privilégiés de la Révolution » (92), ils voulaient un gouvernement oligarchique et l'avaient établi par la Constitution même, cette constitution anti-démocratique qui refusait au peuple le droit d'agir et même de parler. Bonaparte arrêtait tout; on lui avait donné le pouvoir afin qu'il l'exerçât pour une classe; il s'en servait pour toute la nation. Une fois arrivé, grâce à leur appui, il se séparait d'eux. Ils se levèrent donc contre lui. N'ayant pas la force militaire ni l'énergie morale nécessaires pour faire un coup d'Etat, ils vont combattre légalement dans les assemblées.

Il ne s'agissait pas de renverser le gouvernement, mais d'arrêter dans son œuvre celui qui était à sa tête, peut-être même de l'écarter et de le remplacer par un autre. Le pouvoir consulaire était récent, Bonaparte était seul, entouré de ministres qu'il ne con-

(92) *Rapport de Lacuée*, cité par Rocquain, op. cit., 248.

naissait que depuis peu de temps, très différents les uns des autres, il semblait que l'opposition dut triompher rapidement.

Il n'en fut rien; Bonaparte était plus fort qu'ils ne le pensaient et c'étaient eux qui faisaient sa force. En effet, lors des nominations législatives, il n'était pas intervenu; il ne connaissait pas les hommes, disait-il, et si les choix étaient mauvais il valait mieux qu'ils eussent été faits par d'autres (93). Il ne lui déplaisait pas que les assemblées ne représentassent qu'un parti; si elles avaient été soutenues par l'opinion publique, leur opposition aurait été irréductible. Chef d'un gouvernement qu'il voulait autoritaire, il aurait sûrement à lutter contre elles, ce serait une force de plus pour lui si elles naissaient impopulaires.

Elles l'étaient en effet et par leur origine même. La nation avait accepté le coup d'Etat parce qu'on lui avait promis d'abolir les partis et de terminer la Révolution. Elle vit avec stupeur la composition des assemblées; elle y retrouvait les hommes qu'elle avait rejetés en l'an IV, en l'an V, chaque fois qu'elle avait pu exprimer sa volonté et qui s'étaient maintenus au pouvoir par la violence. Elle croyait être débarrassée d'eux par le 18 Brumaire, elle les retrouvait encore. Leur persistance à se maintenir au pouvoir effrayait; leurs noms rappelaient les plus mauvais jours de la Révolution dont ils avaient profité et leur présence

(93) Rœderer, *Œuvres*, t. III, p. 330.

la prolongeait davantage. Avant même qu'ils eussent agi, l'opinion publique se déchaîna contre eux : « que le Ciel désengoue Bonaparte de ces messieurs et qu'à ce prix il le conserve », écrit Joubert à Mme de Beaumont (94). Les journaux reconnaissaient que Bonaparte était étranger à ces choix (95) et s'étonnaient que ceux qui les avaient faits se fussent si peu souciés des désirs de la nation. « Lorsque les circonstances obligent à se passer du vœu du peuple, il faut au moins lui prouver que l'on cherche ce que l'on doit présumer lui être agréable » (96). Le Diplomate parodie les litanies : « des éternels conventionnels, délivrez-moi, Seigneur » (97). Thurot s'étonne du peu de choix qu'offre le parti républicain : « Vous serez bien étonnés d'apprendre que le nombre des républicains se réduit à ...quelques centaines d'individus qui depuis dix ans exploitent la France et veulent conserver ce privilège » (98).

Ce mouvement anti-parlementaire était général et devait le rester; chaque fois que l'opposition se manifestera, même dans une simple phrase, l'opinion prendra le parti du gouvernement; elle s'élèvera contre cette poignée d'avocats, de philosophes, qui empêche le Premier Consul d'accomplir son œuvre:

(94) Lettre du 31 décembre 1799.

(95) *Journal des Hommes libres*, 5 nivôse.

(96) Id.

(97) *Diplomate*, 18 frimaire.

(98) *Gazette de France*, 9 nivôse.

elle le croira menacé, le plaindra comme une victime, en l'an VIII, en l'an X; et quand il voura affermir son despotisme et modifier la Constitution, il pourra se passer des assemblées législatives; le pouvoir qu'elles lui refuserait peut-être, elle le lui confèrera avec enthousiasme.

CHAPITRE III

LA SESSION LÉGISLATIVE DE L'AN VIII

LES DÉBUTS DE L'OPPOSITION DANS LES ASSEMBLÉES — LES INTRIGUES PENDANT LA CAMPAGNE DE MARENGO

La session législative de l'an VIII s'ouvrit peu de jours après la promulgation de la Constitution, et le 11 nivôse le Tribunat se réunit pour la première fois. On ne doutait pas que ce serait dans cette assemblée que se manifesterait l'opposition (1), et le public attendait avec impatience le moment où elle se dessinerait. Elle existait en effet dans ce corps depuis sa création; les républicains qui s'étaient laissé arracher la Constitution voulaient, non pas modifier ce qui avait été établi, mais lutter sur tous les points obscurs dans le sens du libéralisme; à l'exemple de l'Angleterre, ils espéraient organiser une opposition comme celle des chambres anglaises et « prendre au sérieux la Constitution » (2). Ce n'était pas ainsi que le concevait Bonaparte, qui n'imaginait pas que les assemblées pussent retarder ses lois par leurs discussions, croyait

(1) *Journal des Hommes libres*, 14 nivôse.

(2) Mme de Staël, *Dix ans d'exil*, p. 211.

sans doute que leur vote ne serait qu'une formalité vite obtenue et « considérait le Tribunat et le Corps législatif comme des jouets inoffensifs avec lesquels des enfants bien élevés pouvaient se distraire en laissant à lui seul le soin de pourvoir aux choses sérieuses » (3). Peut-être pensait-il aussi qu'ayant une situation honorable et bien rétribuée dans le nouvel ordre de choses, ses alliés d'hier se trouveraient satisfaits.

Il se trompait, et le Tribunat le lui montra dès sa première séance en élisant président Daunou. Celui-ci était digne de ce choix que Bonaparte ne pouvait blâmer, mais Daunou était l'un des députés qui s'étaient opposés au despotisme naissant du général de qui il avait repoussé toutes les avances pour garder son indépendance; il avait, comme Sieyès, présenté aux commission un projet de constitution qui avait été écarté; n'était-il pas naturel qu'il en eut gardé une certaine amertume, d'autant que c'était la constitution à laquelle il avait collaboré qui avait été renversée le 18 Brumaire.

Après cette élection, le Tribunat décida quel serait le costume de ses membres; cette grave question l'occupa deux séances puis il lui fallut régler certains détails d'organisation intérieure. L'assemblée était logée dans le Palais Egalité, l'ancien Palais-Royal, célèbre par ses orgies du Directoire. Comme tous les locaux n'en étaient pas libres, il fallut casser des

(3) Mme Reinhardt, *Lettre du 18 nivôse*.

baux, fermer des maisons de jeu et de débauche : quelques députés s'élevèrent contre le choix d'un tel immeuble; Duveyrier prit la parole (4) : il se félicita au contraire de ce choix, rappela que « la Révolution avait pris naissance dans cette enceinte », que c'était de là qu'était parti l'élan qui avait donné à la France la liberté et qu'il pouvait renaître : « dans ce lieu, si l'on osait nous parler d'une idole de quinze jours, nous rappellerions qu'on vit abattre une idole de quinze siècles ».

Cette simple phrase alarma l'opinion, une polémique s'engagea dans les journaux; Rœderer, dans le *Journal de Paris*, accusa le Tribunal de vouloir établir une opposition systématique (5) : « Sait-on bien ce que c'est que le Tribunal? Est-il vrai que ce soit l'*opposition organisée*. Est-il vrai qu'un tribun soit condamné à s'opposer toujours, sans raison et sans mesure, au gouvernement, à attaquer tout ce qu'il fait et tout ce qu'il propose, à déclamer contre lui quand il approuve le plus sa conduite, à le calomnier quand il n'a que du bien à en dire, à l'insulter quand il doit le plus de reconnaissance à son zèle, à tout agiter quand le gouvernement travaille à tout calmer... Si c'était là le métier de tribun, ce serait le plus vil et le plus odieux des métiers ».

Le Publiciste lui répondit le même jour (Rœderer avait coutume de communiquer ses articles avant de

(4) Discours du 13 nivôse.

(5) *Journal de Paris*, 15 nivôse an VIII.

les insérer). Il feignit de montrer combien une telle conduite était impossible à concevoir et ajouta que l'opinion la condamnerait. « Il serait bien étrange d'imaginer qu'une corps constitué dans l'Etat est destiné à une opposition permanente et nécessaire, qu'il faut créer des occasions quand elles ne s'offrent pas, supposer inquiétude quand il y a calme, égarer l'éloquence sur les matières qui y portent le moins, et mettre à contribution de grands souvenirs que rien ne rappelle... La popularité n'est pas dans le vague des déclamations, elle n'est pas plus dans les cris, dans les gestes, dans les apostrophes ». Jourdan, dans un article intitulé « Tribuns de Rome et tribuns de France » (6) établit les différences qui existent entre leur fonctions, rappela que « si la peur paralyse les force, la témérité les use ».

Au Tribunat même, dans la séance du 15, Girardin répondit à Duveyrier : « Nous ne connaissons pas d'idole en France »; il nia que le Tribunat fut, comme on le disait déjà dans Paris, le centre d'une opposition déclarée, il s'éleva contre les déclamations vaines et les expressions regrettables où l'éloquence entraîne les orateurs. « Nous n'entendrons plus aucun mot semblable à celui échappé dernièrement à l'un de nos collègues »; il obtint que les tribuns prêlassent le serment suivant : « Je promets de remplir avec fidélité les fonctions que la Constitution m'a attribuées ».

(6) *Moniteur*, 17 nivôse.

Devant ce résultat inattendu, Duveyrier essaya de pallier sa maladresse : son passé, ses attaches, l'intérêt de son existence, tout, disait-il, démentait l'intention hostile qu'on donnait à ses paroles. « Je repousse solennellement la plus injuste accusation et démens l'interprétation que la malveillance... ». Mais personne ne fut dupe de ses explications embarrassées et le *Moniteur* revint sur son discours pour railler les déclamations des tribuns.

Lorsqu'il avait prononcé cette phrase malheureuse, Duveyrier ne s'attendait pas à ce qu'elle eut un tel retentissement; pendant le cours de la Révolution, on avait attaqué le gouvernement d'un façon bien plus directe sans que personne ne s'en émut; les députés n'avaient pas l'habitude de peser toutes leurs expressions. Instruit par l'effet produit par son collègue, Benjamin Constant savait ce qu'il faisait en dénonçant des traces de despotisme dans un projet de loi le jour même où Duveyrier patageait lamentablement dans ses tentatives d'explication.

S'il entamait la lutte contre le gouvernement, c'était moins par convictions républicaines que pour obéir aux avis pressants de Mme de Staël qui lui conseillait d'attirer l'attention sur lui par un discours éclatant. Il était en effet complètement sous l'influence de son amie qui le dirigeait et dont l'attitude décida du parti qu'il prit au début du Consulat et dans les années suivantes, « il vivait dans son ombre et se mouvait dans son tourbillon » (7).

(7) Sainte-Beuve, *Nouveaux Lundis*, t. I, p. 437.

A cette époque, Mme de Staël n'était pas encore l'ennemie de Bonaparte; les réponses de Necker à ses lettres nous la montrent en pleine période, non seulement de confiance mais d'enthousiasme. Le coup d'Etat l'avait débarrassée du Directoire qui lui était plutôt hostile; elle avait rouvert son salon et y recevait le plus de monde possible, de préférence des membres du gouvernement. Ce n'était pas un salon d'opposition, loin de là; elle brûlait de prendre part à la politique et, comme elle ne pouvait le faire directement, elle espérait influencer la politique des autres. Elle essayait d'attirer chez elle les hommes qui approchaient le Premier Consul; elle se fit présenter Boulay. Sans doute fut-il flatté d'être introduit chez cet écrivain célèbre, mais il ne tarda pas à s'apercevoir qu'elle n'avait voulu le connaître que pour l'entretenir des questions politiques qu'elle voulait soumettre à Bonaparte. Il cessa toutes relations avec cette femme qu'il jugeait maintenant « plus ambitieuse que spirituelle » (8). Rêvant d'être l'inspiratrice de Bonaparte, elle avait besoin près de lui un allié sûr; puisqu'elle ne le trouvait pas dans le gouvernement, il fallait y faire entrer Benjamin Constant; qu'il le méritât par sa valeur, ni l'un ni l'autre n'en doutait; il suffirait d'attirer sur lui l'attention du Premier Consul. Le tribun, en effet, s'imaginait que le gouvernement, faible puisqu'il était récent,

(8) Boulay de la Meurthe, *Mémoires*, I, 136.

avait besoin d'hommes forts et qu'il suffirait de se signaler au pouvoir comme chef de l'opposition pour arriver au Conseil d'Etat (9).

Les consuls avaient adressé au Corps législatif, pour qu'il fut transmis au Tribunat, leur premier projet de loi, concernant les opérations de communications respectives des autorités; il s'agissait de régler la manière dont se ferait désormais le travail législatif. L'opposition allait y trouver matière à critique : le gouvernement, en effet, ne s'obligeait pas à joindre au projet un exposé des motifs pour le justifier; de plus, il voulait fixer le jour de la discussion au Corps législatif pour éviter une obstruction tribunitienne et ne garantissait pas au Tribunat un délai minimum pour étudier et discuter le projet.

Ce fut Mathieu qui présenta le rapport au nom de la commission qui comprenait, outre le rapporteur, Boutteville, Miot, Labrouste, Curée. Ses critiques portèrent sur les deux points ci-dessus; ils les atténua en remarquant que dire que c'est le gouvernement qui fixe le jour de la discussion n'implique pas qu'il le fera définitivement; le Tribunat pourra toujours demander qu'il soit prorogé. Il cherchait cependant quels motifs avaient poussé le Conseil d'Etat à rédiger ainsi cet article. C'était sans doute la crainte que le Tribunat ne prit trop de temps, qu'il fit de la durée des débats une sorte de veto suspensif; il s'éleva

(9) Girardin, *op. cit.*, I, 237.

contre cette hypothèse « peu d'accord avec l'idée de l'activité tribunitienne ». Quant à l'exposé des motifs, il serait facile de demander au gouvernement une nouvelle loi dans laquelle il s'obligerait à les joindre; on pouvait donc adopter la loi. Il terminait en faisant allusion à l'incident précédent et à l'article de Rœrer qui condamnait l'attitude opposante du Tribunal qu'il jugeait, lui, nécessaire. « Quand la contradiction est un devoir, il ne peut venir à l'idée de personne de la considérer comme une offense ». C'est « le contre-poids du très grand pouvoir du gouvernement, qui l'empêchera de succomber à la flatterie; ce sera donc votre devoir de faire entendre chaque jour le langage austère de la vérité » qui se courroucerait « si des vibrations despotiques venaient ébranler l'air » (10).

Ce projet incomplet et mal rédigé — ce sera là un reproche que fera souvent le Tribunal aux projets qui lui seront présentés — donnait prise à l'opposition agacée du retentissement qu'avaient eu les quelques mots de Duveyrier et de la polémique élevée à ce sujet. Duchesne, Constant, Gillet et Ginguéné l'attaquèrent; leurs objections portèrent toutes sur les mêmes défauts, ceux qu'avait remarqués le rapporteur. Le discours de Constant éclipsa tous les autres; c'était la première fois qu'il parlait devant une assemblée, son éloquence mordante, étincelante, étonna et sub-

(10) Discours du 15 nivôse.

jugua ses collègues. Il commençai par risposter au *Journal de Paris* et par rendre responsable de l'état d'esprit manifesté dans le projet actuel ses craintes d'une opposition perpétuelle et sans objet, son idée que la vocation du Tribunat ne pouvait être que de retarder la formation de la loi. Il trouvait dans ce projet « une impatience inquiète d'éluder notre résistance prétendue en nous gagnant de vitesse, de présenter, pour ainsi dire, les propositions au vol, dans l'espérance que nous ne pourrions pas les saisir et de leur faire traverser notre examen comme une armée ennemie, pour les transformer en lois sans que nous puissions les atteindre ». Ainsi le gouvernement parviendrait à faire voter par le Tribunat des lois que celui-ci n'aurait pas le temps d'étudier et de comprendre; où les auteurs « auront peut-être inséré, comme sans y attacher d'importance, dans une parenthèse, un acte additionnel, quelque disposition d'apparence accessoire et qui contiendra les moyens les plus imprévus et les plus terribles d'empiètement ». Enfin, il terminait en réclamant pour le Tribunat le droit à une discussion « souvent sans doute sans résultat » afin de « servir de modèle à la génération qui suivra », « pour conserver au peuple ses derniers organes », et qui ne devait nullement inquiéter le gouvernement; « qu'on ne s'effarouche pas de quelques paroles qui, après avoir retenti dans cette enceinte, iront se perdre dans les airs ».

Le projet fut ensuite défendu par Thiessé, Chauvelin et Riouffe. Celui-ci fit un éloge outré des consuls

et surtout de Bonaparte, attaqua violemment Constant, critiqua amèrement l'opposition et fut trois fois rappelé à l'ordre.

Pour la discussion devant le Corps législatif, le Tribunat désigna, avec le rapporteur et Thiessé, Duchesne dont la critique avait été la plus modérée; le scrutin donna au Tribunat 54 voix pour le projet, 26 contre, 250 et 23 au Corps législatif.

Le nombre des non est assez faible si l'on considère, comme le fit le *Moniteur* (11), que le projet n'était point parfait et qu'il eut été très facile à corriger. Mais la discussion paraissait justifier les craintes de Roederer; il n'y avait pas là, semble-t-il, matière à tant d'éloquence, tant de passion. C'était le premier projet présenté au Tribunat et celui-ci paraissait affirmer de cette manière quelle position il comptait prendre vis-à-vis du gouvernement.

Ce fut ainsi que le public comprit son attitude et il s'en indigna; on ne pouvait donc pas faire de loi sans qu'une poignée de politiciens se mit à les critiquer. Toute la rancune contre les révolutionnaires nantis éclata, on plaignit le gouvernement d'être obligé de compter avec eux; on justifiait d'avance les abus de pouvoir qu'il pourrait commettre pour se débarrasser de telles assemblées. « Si les hommes qui ont intrigué pour avoir des places, si ceux qui les ont données se plaignent un jour du pouvoir exé-

(11) *Moniteur*, 18 nivôse an VIII.

cutif, nous serons autorisés à leur dire : c'est votre faute » (12). On poussa Bonaparte aux mesures extrêmes; la *Gazette de France* proposa d'ouvrir un plébiscite pour demander au peuple s'il voulait qu'on revisât les assemblées (13). Les journaux de toutes nuances appuyèrent, le *Surveillant*, le *Journal des hommes libres*, le *Publiciste* :

« La Constitution a désigné les consuls. En acceptant la Constitution le peuple a rendu légitime l'autorité des trois membres du gouvernement. Toutes les autres nominations ont été avancées par un calcul dont il n'est aujourd'hui que trop facile de deviner le but.....; les nominations faites par le Sénat ont été si étranges et ont tellement heurté l'opinion » (14). Partout, dans le peuple, dans les salons, on parlait de cette revision (15).

La *Décade*, organe de Ginguené qui avait attaqué le projet, essaya de montrer qu'il y avait beaucoup d'exagération à attribuer aux tribuns tant d'arrière-pensées, et que tout le mal venait de l'interprétation que des témoins malintentionnés avaient donnée au discours de Duveyrier. « On a observé avec des intentions hostiles les premiers pas des nouvelles autorités, on a saisi quelques mots échappés à des hom-

(12) *Gazette de France*, 28 nivôse.

(13) *Gazette de France*, 22 nivôse.

(14) Le *Publiciste*, 24 nivôse an VIII.

(15) Bailleu, *Rapports de Sandoz-Rollin des 16 et 26 janvier*, t. I, p. 363 et suivantes.

mes qui ont peu l'habitude des assemblées et des tribunes publiques, on les a relevées, grossies. envenimées » (16).

Le gouvernement feignit de ne pas être touché par les critiques du Tribunat, le *Moniteur* ne riposta guère au discours de Constant et releva au contraire sévèrement les éloges ridicules dont Riouffe avait, dans la même séance, couvert le Premier Consul (17). Mais, s'il ne disait rien ouvertement, Bonaparte, en sous main, frappait ses adversaires. Ce ne fut pas à Constant qu'il s'attaqua, quoiqu'il fut d'autant plus mécontent que celui-ci l'avait assuré de son dévouement et qu'il s'en croyait sûr. Il punit ses inspireurs.

Mme de Staël l'était déjà; quand Benjamin Constant lui avait montré les inconvénients qui pourraient résulter de son discours pour son salon, elle avait répondu : il faut suivre sa conviction (18). Elle ne prévoyait pas la conséquence immédiate de cette manœuvre; ce soir-là elle donnait un grand souper, sans doute pour fêter les débuts du tribun, et elle y attendait des membres du gouvernement. Après la séance du Tribunat, ce fut une série de billets d'excuses, dix à la file, et l'un des premiers était de Talleyrand. Son salon fut presque désert, suprême humiliation

(16) *La Décade philosophique*, 28 nivôse an VIII.

(17) *Moniteur*, 18 nivôse.

(18) Mme de Staël, *Dix années d'exil*, p. 8.

pour cette femme qui se complaisait au bruit et aux discussions. L'opinion tout entière, et non pas seulement celle de ses amis, la rendit responsable des discours de Constant. Le *Journal des hommes libres*, jacobin, l'*Ange gardien*, royaliste, les insultèrent tous deux; enfin, on prétendit que le gouvernement allait l'expulser. Sans doute, c'eût été facile puisqu'elle était étrangère, cependant il n'y avait pas de raison suffisante pour justifier une mesure aussi sévère; elle eut crié à la persécution et c'eût été un bien mauvais début pour un gouvernement que de s'attaquer à une femme, surtout sans autre raison que le discours d'un de ses amis; c'était se rendre ridicule ou odieux. D'autre part, si rien n'arrêtait son ardeur combative, elle risquait de triompher trop haut; surtout on pouvait craindre qu'elle formât un centre d'opposition. Fouché, un de ses amis, manœuvra à merveille; il lui conseilla habilement de quitter Paris, au moins momentanément : le Premier Consul se contenterait de la savoir à quelque distance de la capitale, à Saint-Ouen, par exemple; mieux valait ne pas le mécontenter encore, puisqu'il avait le droit de l'exiler. Mme de Staël s'affola (19) et obéit.

Ce ne fut pas seulement Mme de Staël que l'opinion rendit responsable du discours de Constant; la *Gazette de France* prétendait voir derrière lui Sieyès

(19) Mme de Staël, *Dix ans d'exil*, 1^{re} partie, chap. II. Rœderer, *Œuvres*, III, 659-660.

et il semble qu'elle eut raison. Sieyès, déjà, groupait autour de lui les mécontents, ceux qui, comme lui, avaient participé au coup d'Etat, et, comme lui, estimaient n'avoir pas eu assez de part au résultat. Peut-être, à cette époque, se contentait-il encore de bouder à l'écart, sans diriger directement les opposants, mais ceux-ci se sentaient certains de son appui et son attitude devant le gouvernement devait les encourager. En tous cas, il y eut à ce propos quelques conversations très animées entre le président du Sénat et le Premier Consul (20), qui se terminèrent par le départ de Sieyès. « Citoyen, aurait dit Bonaparte, votre maison sert de rendez-vous à tous les mécontents; aucun gouvernement ne le tolérerait, et vous ferez bien de vous retirer à la campagne ». Sieyès s'inclina (21); il déclara à ses collègues qu'il avait besoin de changer d'air, et s'en alla chez son ami Clément de Ris, en Indre-et-Loire.

Le gouvernement ne tarda pas à s'en repentir; tout Paris apprit bientôt cette absence, qu'on prit pour une disparition; on s'inquiéta, de faux bruits coururent, on assura que le sénateur était emprisonné au fort de Ham avec seize de ses collègues (22); des agitateurs s'emparèrent de la nouvelle pour provoquer une

(20) Bailleu, *Rapports de Janvier*, op. cit., I, 363 et suivantes.

(21) Mme Reinhardt, *Lettre du 18 nivôse*, p. 115.

(22) Mme Reinhardt, id., Arch. nat., A, F, IV, 1329, *Rapports de police des 22-23 nivôse*.

baisse à la Bourse; l'émotion fut très forte et le ministre de la police fit démentir ces bruits. Quelle que fut alors la popularité de Bonaparte, lorsqu'on crut qu'il s'était défait de son ancien allié, qu'il revenait aux procédés de la Terreur, l'opinion fut bouleversée et n'admit la vérité que lorsque Sicyès revint, comme le lui demanda le gouvernement. Il se réconcilia momentanément avec le Premier Consul (23) et l'affaire fut terminée.

Le résultat n'en fut pas moins que l'opinion avait été très secouée; elle en rendit responsable le Tribunal. Elle continua à le considérer comme un organe gênant, capable uniquement de faire de l'opposition pour déplaire au Premier Consul. Cette conviction passa dans la masse qui forgea le mot tribuner « pour indiquer l'expression d'une mauvaise humeur grondeuse et sans cause » (24), et les assemblées, si mal accueillies dès le début, furent plus impopulaires que jamais.

Cette impopularité n'arrêta pas le Tribunal, au contraire; il se trouva en quelque sorte fixé dans sa position d'opposant par le jugement même qu'on avait porté contre lui. Il ne voulut pas avoir l'air de céder devant l'opinion et continua à attaquer les projets qu'on lui présenta. Le premier qui lui fut soumis

(23) Bailleu, *Rapports des 26 janvier et 2 février*, op. cit., I, 364.

(24) Guillois, *Le salon de Mme Helvétius*.

était relatif au tribunal de cassation; il s'agissait de réorganiser toute cette branche de la justice, comme l'avait prévu la Constitution qui déterminait les attributions de cette juridiction et le recrutement de ses membres (25). Outre quelques questions de fond mal réglées, particulièrement celles ayant trait à l'attribution à ce tribunal des fonctions réservées auparavant au jury d'accusation pour ce qui concernait le crime de forfaiture commis par les juges, le projet contenait une grande quantité de vices de détail faciles à critiquer (26).

La discussion, commencée le 6, dura quatre jours; Huguet, Thiessé, Ganilh, Malherbe, Caillemer parlèrent contre le projet que défendirent Favart, Duchesne, Légier, Faure. Ce fut Thiessé qui présenta la critique la mieux étudiée; il s'éleva d'abord contre la possibilité du recours en cassation pour les décisions des juges de paix rendues en dernier ressort; cela exagèrerait d'une façon inutile les frais du procès. Il attaqua surtout l'article 6 qui attribuait au tribunal de cassation la poursuite, l'instruction, l'accusation contre les magistrats inculpés de forfaiture qui, une fois l'accusation admise, devaient être traduits devant le jury ordinaire de jugement. Devant qui pourraient-ils porter leurs recours en cassation; devant le tribunal qui aurait été lui-même jury d'accusation ? Il y avait là une fâcheuse confusion de pou-

(25) Constitution de l'an VIII, art. 65 et 66.

(26) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 191.

voirs. Puis cet article était en contradiction avec la Constitution qui avait spécifié que le tribunal ne connaîtrait pas du fond et qu'un premier jugement admettrait ou rejetterait l'accusation; cette dérogation à la règle commune était inconstitutionnelle. La discussion fut calme, le Tribunat approuva le projet par quarante-quatre voix contre trente et une.

Les conseillers Emmery, Lacuée et Berlier devaient présenter la loi au Corps législatif. Emmery et Lacuée parlèrent d'abord. Quand ce fut le tour de Thiessé, au lieu de se borner à rapporter la décision du Tribunat et les discussions qui avaient eu lieu, il prononça un réquisitoire virulent contre le projet. Berlier devait lui répondre et le fit avec une extrême amertume, l'accusant d'outrepasser son mandat, de trahir l'opinion de ses collègues; il considérait son discours comme inconstitutionnel et s'étonnait que le président du Corps législatif ne l'eut pas rappelé à l'ordre. Celui-ci l'interrompit plusieurs fois; les députés, vexés de ce blâme, murmurèrent (27) et le projet fut repoussé par quatre-vingt-quinze voix de majorité.

Cet échec était dû au discours de Berlier, ses collègues le lui reprochèrent, mais le Premier Consul l'approuva (28); il était content qu'on eut dit leurs vérités à ces tribuns tapageurs, même au prix d'un projet de loi.

(27) *Moniteur*, 15 pluviôse.

(28) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, I, 92. Rœderer, op. cit., III, 415.

Quant à l'opinion, elle ne s'émut guère. Le *Publiciste* s'inquiéta bien un peu : « Dans les circonstances présentes, ce rejet a paru un événement » (*Publiciste*, 15 nivôse). Mais l'*Ami des lois* fit l'éloge de Thiessé : « Thiessé a donné les preuves d'un grand courage. Je le vois, la liberté sage a encore de vrais amis » (29). Le discours de Berlier avait peut-être inquiété un peu ceux qui, tout en n'aimant pas les députés, ne voulaient pas de despotisme. Peut-être aussi jugea-t-on que le gouvernement était de taille à se défendre; enfin le peuple, absorbé par les affaires qui commençaient à reprendre, n'avait pas le temps de s'occuper des tournois parlementaires.

L'opposition se porta ensuite sur une loi capitale, la division territoriale et l'administration locale qui établissait les préfectures et organisait toute l'administration de la province. Daunou, rapporteur de la commission, fit de nombreuses objections au projet (30). Dans la première partie, il releva les erreurs, très nombreuses en effet, signala des omissions; mais ce fut la seconde partie surtout, l'administration, qu'il critiqua. Il attaqua d'abord ce fait que le préfet avait la présidence des tribunaux de contentieux, s'étonnant qu'il put être à la fois juge et partie, et demanda d'autre part qu'on rendit aux conseils de départements et d'arrondissements la faculté de dé-

(29) *L'Ami des lois*, 16 pluviôse.

(30) Discours du 23 pluviôse.

battre les comptes des préfets et des sous-préfets. Puis il s'attaque aux articles concernant les municipalités; l'organisation n'en était pas claire, la nomination des maires et des adjoints par le préfet ne lui semblait pas constitutionnelle, car la Constitution indiquait que c'était le Premier Consul qui devait les nommer et non qu'il déléguait son pouvoir. Il faisait le même reproche pour l'absence de toute administration municipale à Paris. Son rapport était très sévère, surtout pour la seconde partie du projet à laquelle il n'accordait pas un éloge. Il conclut cependant en demandant l'adoption, mais c'était d'une façon qui conseillait le rejet.

Après lui, Duchesne, Caillemer, Gillet et Ganilh parlèrent contre le projet (31). Ce dernier apporta de nouveaux arguments; il critiquait le trop grand nombre des municipalités qui obligerait à choisir des maires et des adjoints sans aucune instruction; il attaqua particulièrement l'influence très grande que l'on donnait aux préfets et aux sous-préfets pour la formation de la liste des jurés. Malgré l'âpreté de son discours, malgré la sévérité de celui de Daunou, le projet fut adopté avec une majorité de quarante-six voix; il devait l'être avec cent cinquante-quatre voix de majorité au Corps législatif. C'est que la loi était de première importance, il s'agissait de la réorganisation complète du pays. En la repoussant, les dé-

(31) Discours des 23-24-25 pluviôse.

putés auraient justifié les dires de ceux qui les accusaient d'entraver méthodiquement la marche du gouvernement.

Les projets suivants furent adoptés à une forte majorité. Le premier (soit 60 voix pour le projet 20 contre au Tribunat; 246 pour 22 contre au Corps législatif) sur la conscription ne fut combattu que par quatre des membres dont trois d'ailleurs ne faisaient pas partie de l'opposition. Le principe du remplacement ne souleva pas d'objection; ces républicains enrichis n'y voyaient pas d'inconvénient; Portiez s'éleva contre l'exemption des indigents qui pouvait, disait-il, « intervertir l'ordre social (32).

Le second, sur l'organisation des tribunaux, contenait celui sur le tribunal de cassation, rejeté le mois précédent et que Thiessé critiqua encore (33). Tenant compte des objections élevées la première fois, le Conseil d'Etat avait divisé le tribunal de cassation en trois sections connaissant séparément des trois opérations attribuées auparavant au tribunal entier. Ayant reçu satisfaction sur ce point, Thiessé s'éleva cette fois contre cette juridiction pour les juges accusés de forfaiture; si un juge de paix, disait-il, ne cite pas dans son mandat d'arrêt la loi qui l'autorise à le délivrer, l'obligera-t-on à venir du bout de la France entre deux gendarmes ? on n'osera. Encore que sa

(32) Discours du 15 ventôse.

(33) Discours du 24 ventôse.

critique fut présentée d'une façon exagérée, elle était juste, mais Thiessé ne l'avait pas formulée le mois précédent quand le Conseil d'Etat aurait pu s'en inspirer pour sa deuxième rédaction. Quoique cela dut entraîner une troisième discussion, il n'en demanda pas moins le rejet pour cette seule raison.

Ce fut Ganilh qui présenta la critique générale de la loi. Il y voyait une tendance fâcheuse du gouvernement à mettre le pouvoir judiciaire sous la dépendance par trop directe de l'exécutif; le président et le vice-président des tribunaux seraient nommés par le Premier Consul. « S'il se présentait des occasions où il fallut s'exposer à les perdre (ces dignités judiciaires) ils se trouveraient placés entre leur intérêt et leur devoir... Ainsi les tribunaux ne lutteraient... que de servilité envers le premier magistrat de la République... les dignités judiciaires seraient un sujet de jalousie, de discorde et de haine entre eux, et un moyen de les assujettir à sa volonté ». Déjà les jurés étaient choisis par le préfet. « Seraient-ils autre chose que ses créatures, ses complaisants, ses flatteurs, toujours disposés à absoudre ou à condamner suivant ses passions et ses intérêts » ? Il s'éleva ensuite fortement contre l'article 35 qui établissait un commissaire du gouvernement dans toutes les villes où le gouvernement le croirait utile. Le danger de cet article était que le Corps législatif n'aurait pas plutôt accordé ceci en un cas que le gouvernement le lui demanderait pour tous et qu'il serait « difficile, pour ne pas dire impossible, de le lui refuser ». Ayant ainsi mon-

tré l'empiètement que l'exécutif cherchait à prendre sur le pouvoir législatif, il découvrit dans le projet le dessein « que des malveillants, sans doute, ont attribué au Conseil d'Etat, de vouloir gouverner le peuple par ses arrêtés et de ne recourir au Corps législatif que rarement et dans des cas absolument indispensables, imputation que certains arrêtés du Conseil d'Etat rendent malheureusement que trop vraisemblable »; ce qui amènerait « la dissolution du pouvoir législatif, la confusion des pouvoirs, l'usurpation des droits du peuple et la perte de la liberté civile dont la conquête a coûté tant de sang, de larmes et de pertes ».

Encore que Ganilh eut prêté ces desseins au Conseil d'Etat, Bonaparte dut se sentir atteint; à cette époque l'accord était encore complet entre lui et ses conseillers; débutant dans l'administration, il avait besoin de leur expérience, et son attitude avec eux était plus celle d'un collègue que d'un supérieur; un immense champ s'étendait devant leur activité, et les conseillers lui étaient reconnaissants de le leur avoir ouvert. Le discours de Ganilh les blessa fortement; ils avaient la conviction qu'ils faisaient, et eux seuls, œuvre utile; le vote des assemblées était une nécessité constitutionnelle, c'était l'obligation de présenter un travail soigné, mais les retards que risquait d'apporter l'opposition les agaçaient; enfin, c'était dans l'intérêt de la France qu'ils travaillaient, ils en étaient convaincus, et sans aucune arrière-pensée contre-révolutionnaire ou despotique.

Ses collègues ne suivirent pas Ganilh; peut-être la

violence de son discours les inquiéta-t-elle; Desmeunier, Sédillez, Faure parlèrent pour le projet (34) qui obtint 59 oui contre 23 non au Tribunat, 232 oui et 41 non au Corps législatif.

L'opposition se manifesta encore sur le projet suivant, relatif au rachat des usufruits et rentes foncières dus à la République. Ils avaient été abolis partiellement le 25 août 1792, complètement le 17 juillet 1793. Le projet rétablissait ceux qui ne provenaient pas des des privilèges féodaux. Il faudrait donc en connaître l'origine, et pour cela il suffirait d'un commencement de preuve par écrit appuyé par deux témoins. La rédaction n'en était pas nette. Duchesne, au nom de la commission composée de Ludot, Thibaut, Leroi, Fabre de l'Aude, Le Goupil-Duclos, remarqua que les auteurs avaient généralement confondu les rentes foncières et féodales; dès lors, ajoutait-il, il ne faut pas s'étonner des murmures qui se sont fait entendre dans cette enceinte (35).

En effet, si le premier jour les orateurs ne firent que des critiques de détail, le lendemain Chabot de l'Allier, Chazal, Constant s'élevèrent contre le principe même de la loi, l'accusant de rétablir le système féodal. Chazal alla plus loin; il ajouta que le projet avait été fait dans l'intérêt d'agioteurs, mais s'empressa d'ajouter que Bonaparte n'en savait rien, car

(34) Discours des 23 et 24 ventôse.

(35) Discours du 27 ventôse.

il ne l'aurait pas présenté. Il fit un tableau terrible des conséquences d'une telle loi : « des jugements, des exécutions, des saisies, la désolation, le désespoir, la stérilité, la misère, tous les vices, tous les crimes de la féodalité au sein de la patrie ». Benjamin Constant, qui n'avait pas repris la parole depuis son fameux discours de Nivôse, monta à la tribune pour faire rejeter le projet « comme dangeareux, comme équivoque, comme favorisant sous un autre nom les prétentions féodales, comme rallumant, à la fin de la Révolution, des haines mal éteintes qui pourraient la recommencer, enfin comme préparant la ruine des citoyens par la foule des procès qu'il rend inévitable ». Après cet exode enflammé, il remarqua que, si des propriétaires dont les rentes foncières ont été abolies ont vendu leurs biens bon marché à cause de cette abolition, c'est l'acquéreur qui va bénéficier de la nouvelle loi.

Leroi, membre de la commission, répondit point par point aux objections : la loi de 1795 qui abolissait les rentes foncières, rendue sous la menace des partis, était une loi inique; la crainte des procès était mal fondée, les acquéreurs de 1795 n'avaient pas joui sans arrière-pensée des biens mal acquis et s'attendaient à ce qu'une nouvelle loi vint abolir la loi injuste. Quant à l'appréhension que les émigrés reprissent leurs biens, elle était vaine; ayant acquitté le prix, les acquéreurs de biens nationaux étaient propriétaires.

Malgré cette réfutation des principales objections de l'opposition, le gouvernement retira le projet; il

craignait un échec sur cette question qui touchait à la propriété foncière; il aurait contre lui tous les acquéreurs de biens nationaux, et ils étaient nombreux dans ces assemblées de « révolutionnaires nantis » comme les appelait Bonaparte (36), qui avaient collaboré au 18 Brumaire pour établir un gouvernement qui les protégeait eux et leurs propriétés nouvellement acquises.

Le projet de loi rétablissant la liberté de tester au préjudice de l'égalité en ligne directe fut également combattu au nom des principes révolutionnaires. Les tribuns craignaient le rétablissement du droit d'aînesse par la quotité disponible (37) et les intrigues qu'il produirait dans les familles (38). Au contraire, Constant vit dans la liberté de tester le moyen d'empêcher les pères de désirer le retour aux privilèges. Andrieux prononça un éloquent discours; après s'être élevé contre le système qui consistait à présenter le code « par lambeaux », il fit l'historique des controverses révolutionnaires au sujet de cette liberté; la loi proposée était pour lui le commencement du retour à l'ancien régime : « à la suite de ce droit d'aînesse, rien n'empêche que l'on ne nous ramène bientôt les substitutions. J'ai combattu la loi comme dangereuse, immorale, anti-républicaine... Il faut rejeter

(36) Roederer, *Œuvres*, III, 124.

(37) Discours de Legou, 29 ventôse.

(38) Discours de Légiér, 2 germinal.

un projet qui nous ramène aux sottises, au vices et à toute la fange de la monarchie, qui mine les fondements de la République et qui prépare la corruption des générations futures ». Enfin, dans une belle péroraison, il demanda qu'on écoutât la voix de Mirabeau et qu'on lut son discours.

L'impression fut très vive; l'appel à Mirabeau émut l'assemblée, mais un membre rappela l'un des argument du célèbre orateur : « l'homme mort n'est plus rien aux yeux de sa famille, il ne doit être pour ses enfants qu'un cadavre incapable de s'opposer au droit qu'ils ont de prendre possession de ses biens » (39). Il s'en suivit un certain malaise chez ces hommes sortis de la bourgeoisie, propriétaires pour la plupart et respectueux de la propriété. Jard-Panvillers proposa ironiquement de faire lire à la tribune le discours où Tronchet répondait aux arguments de Mirabeau. Les journaux firent remarquer que Mirabeau ayant été déshérité, son avis était quelque peu entaché de partialité (40). On renonça donc à cette lecture et, après quelques discours fort ternes, le projet recueillit 53 voix contre 35 au Tribunat et 213 contre 53 au Corps législatif. Les membres les plus avancés ne s'avouèrent pas battus, et rouvrirent la discussion; usant du droit d'émettre des vœux que lui donnait la Constitution, Chazal présenta en Floréal une mo-

(39) Discours de Favard, 28 ventôse.

(40) *Journal des Débats*, 6 germinal.

tion demandant l'abolition de la loi (41). Mais un vœu n'obligeait pas le gouvernement (42) et celui-ci n'eut aucune suite.

La loi relative aux finances et contributions de l'an IX fut également discutée le dernier mois de la session. Ce qu'on critiqua, ce fut qu'elle n'était qu'une loi de circonstance quand toute l'organisation financière était à refaire; c'est pourquoi Fabre de l'Aude qualifia le projet « d'incomplet, dangereux et manifestement contraire à l'article 45 de la Constitution » (43). Il lui reprochait de ne pas faire suffisamment appel aux contributions indirectes, surtout de n'avoir pas prévu assez de recettes; à quoi Bailleul répondit qu'on ne pouvait raisonnablement pas refuser au gouvernement quatre cent quatre-vingt-dix-neuf millions sous prétexte qu'il en avait besoin de huit cents. Aussi la loi obtint-elle quarante-cinq voix contre quarante au Tribunat et deux cent quarante-huit contre dix-neuf au Corps législatif où les députés tenaient moins compte des principes et plus du résultat direct.

Pendant la fin de la session, une loi de peu d'importance sur les péages fut rejetée par quarante voix contre vingt-cinq au Tribunat et deux cent trois contre soixante-seize au Corps législatif. Jean-Bau-

(41) Procès-verbaux du Tribunat, séance du 16 floréal.

(42) Constitution de l'an VIII, titre III, art. 29.

(43) Discours du 22 ventôse.

tiste Say (44) la jugeait trop complexe et condamnait le remplacement de la taxe progressive par la taxe uniforme; Thibaut trouvait qu'elle ne rapporterait pas suffisamment. Berthélémy s'éleva contre ce fait que le gouvernement réglerait seul cette taxe et qu'il se passerait de l'autorisation du Corps législatif, « alors que chaque jour elle est nécessaire pour des biens nationaux ou communaux ou pour ceux des hospices ». En effet, les objets d'administration locale étaient fort nombreux et, séparément, faisaient perdre beaucoup de temps aux tribuns; le Premier Consul n'était pas fâché de leur donner cette occasion anodine de prononcer des discours.

Le Corps législatif se sépara le 1^{er} germinal; le Tribunat était permanent. Sur la proposition de Chénier (45) il réduisit ses séances au nombre de deux par semaine; il semblait lui-même embarrassé de sa permanence et de son inactivité. Pendant les vacances du Corps législatif, il n'avait pas d'autres fonctions que de déférer au Sénat les actes du gouvernement qu'il jugerait inconstitutionnels, d'exprimer ses vœux sur les lois faites ou à faire, et sur les améliorations à apporter à l'administration publique; mais c'étaient là des vœux bien platoniques, qui n'obligeaient pas le gouvernement même à une simple délibération. Enfin il recevait les pétitions adressées par les parti-

(44) Discours du 5 germinal.

(45) Proposition du 23 germinal.

culiers. Pendant les premiers mois, elles avaient été renvoyées aux ministres presque sans examen; quelques tribuns s'élevèrent contre la désinvolture avec laquelle on traitait un droit que la Constitution avait accordé aux citoyens; une commission fut chargée de présenter ses vues à cet égard et proposa de faire du bureau de l'assemblée une sorte de bureau des pétitions.

Constant examina la question, non seulement dans ses rapports avec un droit constitutionnel, mais avec la destination même du Tribunat et trouva là une occasion de revenir sur cette question, dont il avait été tant parlé au début de la session. « Constituez-vous donc de ce que vous devez être, non pas chambre d'opposition permanente, ce qui serait absurde et dans quelques circonstances coupable, non pas chambre d'approbation éternelle, ce qui serait servile et coupable dans certains cas, mais chambre d'approbation ou d'opposition suivant les mesures proposées et chambre d'amélioration toujours ».

Le projet de la commission fut vivement combattu; Chauvelin se moqua de ce qu'il appela : « un appel des pétitions aux pétitions »; on passa à l'ordre du jour et rien ne fut modifié à l'attitude du Tribunat vis-à-vis des pétitions.

Beaucoup, il est vrai, étaient complètement ridicules; parfois, c'était un citoyen qui proposait de faire rétribuer les juges par les plaideurs (46), un

(46) Procès-verbal du 4 ventôse.

autre demandait au Tribunat de lui procurer « une place » (47) un autre encore de le faire nommer greffier à Caen. Plus de quatre-vingt cinq pour cent provenaient de villes insistant pour qu'on y établît le tribunal ou la préfecture; souvent aussi des notaires s'élevaient contre le cautionnement qu'ils étaient obligés de fournir. Pendant cette session une seule pétition est intéressante, celle présentée le 27 nivôse par un détenu qui se plaignait d'être enfermé depuis deux mois à la Conciergerie sans avoir été traduit en justice ni même entendu, et qui dénonçait le ministre de la police comme coupable de cette violation de la Constitution. En marge nous trouvons cette note : « A mettre de côté. A l'ordre du Tribunat ». Nous ne savons pas quelle suite lui fut donnée, les procès-verbaux sont très secs et ne nous font pas connaître la physionomie des séances dont nous n'aurions qu'une idée fausse si nous ne consultations pas les journaux et les mémoires de l'époque.

Quant au droit de déférer les actes inconstitutionnels au Sénat, le Tribunat n'en usa pas; pendant toute cette session un seul tribun y fit appel; Coudray dénonça un règlement des consuls qui soumettait la garde nationale de Paris à une juridiction militaire; c'était, disait Coudray, en opposition avec l'article 48 de la loi du 1^{er} messidor an VII qui garantissait que

(47) Procès-verbal du 9 ventôse.

la garde ne serait soumise qu'à la loi. La commission passa à l'ordre du jour.

Pendant les vacances parlementaires, l'activité du Tribunal fut très faible, car il n'y avait pas de projets de loi à examiner. Le 2 messidor cependant, le jour même où un message du gouvernement lui annonçait la victoire de Marengo, le Tribunal procéda au renouvellement de son bureau et élut son président; Jard-Panvillers et Andrieux obtinrent le même nombre de voix; Andrieux était le plus âgé, il fut proclamé. Ce double vote indique nettement les deux tendances de l'assemblée : Jard fut élu par ceux des tribuns qui désiraient être agréables au gouvernement; sans grande valeur personnelle, sans éloquence, son attitude déferente envers l'exécutif pouvait seule le faire remarquer. Andrieux avait été choisi par l'opposition dont il était l'un des auditeurs les plus sérieux; il avait parlé contre plusieurs projets de loi et l'avait toujours fait avec beaucoup de précision; ses discours contenaient des arguments portant juste. « Il y a autre chose que des comédies dans Andrieux, disait Bonaparte (48).

Ainsi la session qui avait débuté par l'élection de Daunou se terminait par celle d'Andrieux. Certes, les nominations faites par le Sénat contenaient en germe l'opposition mais celle-ci fut développée par le malentendu que causa, dès les premiers jours, le discours

(48) Jules Simon, *l'Académie sous le Directoire*, p. 178.

de Duveyrier. Habitué à parler librement à la tribune, accoutumés à outrer l'expression de leur pensée, les membres des anciens Conseils crurent voir dans la réprobation de l'opinion publique la marque d'un esprit contre-révolutionnaire dont ils firent grief au gouvernement. Les conseillers se blessèrent des insinuations mordantes des tribuns et les leur reprochèrent parfois durement et avec une âpreté peut-être maladroite; le Corps législatif, qui ne reconnaissait pas au Conseil d'Etat le droit de les leur adresser, se cabra à ces reproches faits devant lui à ses collègues et, prenant parti pour le Tribunat, rejeta la loi que celui-ci avait pourtant votée. Peut-être aussi la tentative de fusion de Bonaparte, qui ne tenait pas compte du passé révolutionnaire des hommes qu'il employait, fut-elle pour quelque chose dans l'attitude des tribuns (49). Ils ne comprirent pas l'esprit qui animait le Premier Consul et qui apparut clairement au début de la session lors des nominations au tribunal de cassation. « Target, le président, n'a pas voulu défendre Louis XVI, savez-vous qui je nomme à sa place, disait Bonaparte à Bourienne, Tronchet qui l'a défendu » (50). Il plaça également dans ce tribunal Merlin et Murair; le premier avait proscrit l'autre en Fructidor. Il fallait bien que les nouveaux

(49) Voir dans le *Journal des Hommes libres* l'opinion du parti avancé sur le point, 15 nivôse an VIII.

(50) Bourienne, *Mémoires* II, 68.

fonctionnaires se fissent bonne mine; il n'en était pas de même au Tribunat, où Siméon, qui était juge au tribunal de cassation, fut nommé un mois après le début de la session. La première fois qu'il vint à la séance, « Chénier lui lança des regards foudroyants, Bailleul s'agita sur son banc en demandant : où veut-on nous mener; Daunou, qui avait contribué à adoucir l'exil de Siméon, l'évita de peur de passer pour un chouan » (51).

Ils étaient des révolutionnaires mais des révolutionnaires nantis; c'est ce caractère qui explique presque tous les votes hostiles de la session. C'est pour eux qu'ils avaient fait le coup d'Etat et non pour la masse; aussi la loi sur la conscription qui établit le remplacement ne fut-elle pas combattue. Ils s'opposaient à ce qui touchait à la propriété, lors des lois sur le rachat des rentes foncières, sur la liberté de tester; ils demandèrent le renforcement des impôts indirects qui pesaient sur tous et dégrevaient les propriétaires.

Pendant cette première session, l'opposition n'avait pas été très forte. Peu de membres en faisaient alors partie, ils ne s'étaient pas encore groupés comme ils devaient l'être l'année suivante; le déchaînement de l'opinion publique, lors du discours de Constant, les avaient effrayés; ils avaient vu le peuple pousser le Premier Consul à dissoudre les assemblées. D'autre part, Bonaparte, dont l'autorité n'était pas encore

(51) Thibaudeau, *Mémoires*, édition de 1913, p. 20.

affermie, transigeait, il retirait un projet lorsqu'il était presque sûr du rejet. Dans le gouvernement, ses actes étaient empreints de la même prudence, de la même hésitation conciliante. Il lui fallait compter avec les différents partis et, n'étant pas encore assez fort pour se passer d'eux, comme il ne voulait s'allier ni aux jacobins ni aux royalistes, il était bien obligé de composer avec les modérés.

La session législative finie, les membres des assemblées s'étaient dispersés; cependant la plupart d'entre eux, et surtout les tribuns qui avaient une séance tous les quinze jours, ne s'étaient pas éloignés; ils étaient restés soit à Paris, soit aux environs immédiats. Les conjurés de Brumaire, comme ils se nommaient entre eux, se retrouvaient encore le 19 de chaque mois à Auteuil chez le restaurateur Brigaut pour commémorer le coup d'Etat et le rôle qu'ils y avaient joué. Les convives étaient pour la plupart des membres des commissions intermédiaires : à leur tête Sieyès groupant ceux que Rœderer appelle les brumairiens mécontents « parce que, après avoir participé au coup d'Etat, ils n'en avaient pas tiré tout le parti espéré (52). L'atmosphère du dîner était sans doute celle qui entourait toujours Sieyès, boudeuse, critique, hostile à ce que faisait le gouvernement.

Quelques-uns d'entre eux, à tendances moins opposantes, et que gênait la désapprobation de Sieyès, se

(52) Rœderer, *Journal*, p. 13.

voyaient en petit comité chaque tridi rue du Bac chez un restaurateur où ils se groupaient avant le 18 Brumaire et que depuis Auteuil avait supplanté. Aux brumairiens : Cabanis, Lenoir-Laroche, Garat, Lebreton, Béranger, Gallois, étaient venus se joindre, et pour peu de temps, Miot et Girardin, tous deux dévoués au gouvernement, confidents de Joseph, ce philosophe républicain dont les idéologues se croyaient les amis; tous deux hommes intelligents, sensés, habiles aussi, qui savaient, surtout Girardin, garder une grande influence sur leurs collègues tout en prenant le mot d'ordre du Premier Consul, capable, il l'avait montré dès les premiers jours, d'apaiser, de diriger l'assemblée, de la calmer après les discours véhéments de l'opposition.

Dans les deux groupes, celui d'Auteuil et celui de la rue du Bac, on faisait de la politique discrètement, prudemment, car la proximité du Premier Consul obligeait à beaucoup de réserve.

Or, le 16 Floréal, celui-ci partit pour Dijon où il allait, disait-il, inspecter et organiser l'armée de réserve; il laissait la direction du gouvernement à Cambacérès, en qui il avait grande confiance; il ne cessa de lui écrire pour lui indiquer comment il fallait agir, le chargea de le renseigner sur ce qui se passait à Paris. C'est qu'il n'était pas tranquille; il n'y avait pas dix mois qu'il était Premier Consul et son pouvoir, encore mal assuré, fondé sur un coup d'Etat, était à la merci d'un autre coup d'Etat. Il n'était point sûr de la fidélité de ses anciens alliés, au contraire, et

le succès même de leurs manœuvres en Brumaire ne pouvait que l'inquiéter maintenant. Cette conspiration, où il avait joué un si faible rôle, poussé en avant par les véritables conjurés, ne pouvaient-ils pas la recommencer contre lui ? Pour les empêcher de s'agiter par trop, il annonça en partant que son absence ne durerait que quinze jours, et le 6 prairial, avant de quitter la France, il fixa encore ce terme à son retour, espérant que, retenus par un délai si court, les mécontents resteront cois (53). Il n'avait pas tort de s'inquiéter.

Ce départ fut un stimulant pour l'opposition et, en province même, on s'agita. Le préfet de la Loire signale la joie et l'exaltation des jacobins (54) ; celui de la Drôme remarqua leur exode vers Lyon, et supplia Bonaparte de ne point s'exposer (55). A Paris, les exclusifs cherchèrent un prête-nom qui put leur servir de chef ; ils trouvèrent Sieyès qui tâtait le terrain et se demandait de quel côté il allait se tourner.

L'absence momentanée de Bonaparte était une excellente occasion pour se débarrasser de celui qui l'avait supplanté. Certain d'être approuvé, suivi par les assemblées, il lui suffirait d'une poignée d'hommes pour s'emparer des postes les plus importants du gouvernement, pour immobiliser les consuls et ceux des ministres qui protesteraient.

(53) Napoléon, *Correspondance*, VI, 4834-4877.

(54) Arch. nat., F. 7, n° 6267, *Rapport du 20 floréal*.

(55) Id., FIC III, 6, *Lettre du 6 germinal*.

Y en aurait-il beaucoup? C'était peu probable; du Directoire ils étaient passés au Consulat; pour conserver leurs fonctions, ils se rallieraient au nouveau gouvernement dès que celui-ci aurait des chances sérieuses de réussite. Quel intérêt auraient-ils à défendre Bonaparte, qui confisquait tout le pouvoir, toute la popularité. Ce ne serait ni Fouché, ni Talleyrand; Carnot lui-même, l'intègre Carnot, mettrait-il beaucoup de conviction à défendre quelqu'un dont les opinions étaient si éloignées des siennes? Certes, le ministre de l'Intérieur Lucien se débattrait, moins pour son frère que pour lui-même, qui perdrait de grandes espérances. C'était à cause de lui surtout qu'il faudrait choisir les conjurés parmi les gens résolus, car il faudrait faire vite, afin qu'il n'y ait ni hésitation ni crise, que la nation se trouve en face du fait accompli. Ainsi elle ne réagirait pas; elle n'avait pas réagi après le 18 Brumaire et pourtant il s'agissait alors d'une autorité vieille déjà de quatre ans qu'on remplaçait par un système entièrement nouveau. Rien de semblable cette fois, on ne changeait que quelques hommes, le peuple ne se dérangerait pas pour si peu.

Mais l'entourage de Sieyès, les membres de l'opposition étaient des hommes timides, même les plus fougueux en paroles étaient hésitants, craintifs devant l'acte décisif; d'autre part, la majorité, si elle n'avait pas le gouvernement qu'elle rêvait, ne s'en accommodait pas trop mal et pouvait craindre pis; ils ne se sentiraient pas le courage d'entreprendre le

mouvement et en laisseraient à d'autres la responsabilité (56). Toutes ces raisons firent que Sieyès ne se déroba pas quand les exclusifs essayèrent de s'entendre avec lui. Le 21 floréal, il assista à l'une de leurs réunion où se trouvaient Barras et Merlin de Thionville. Celui-ci parla longuement de la tyrannie du Premier Consul, déclara qu'on pouvait compter sur le Sénat qui, Bonaparte renversé, nommerait aux premiers postes du gouvernement les chefs du mouvement. Il espérait que Sieyès confirmerait ses paroles, mais celui-ci ne voulait pas s'avancer et garda le silence (57).

Il savait évidemment que les exclusifs ne l'aimaient pas et comptaient se servir de lui puis le rejeter le coup fait. « Ils sont décidés, s'ils réussissent, ne pas faire grâce à ceux qui, s'étant montrés partisans de la Terreur, ont paru depuis supporter patiemment la Constitution de l'an VIII et n'avoir pas pris parti contre le général Premier Consul » (58). Leurs chefs préférés auraient été Antonelli, Félix Le Pelletier, Jourdan; mais il leur fallait un nom plus éclatant, ils prenaient le sien (59). Afin de montrer qu'il ne s'agissait plus d'un coup de main populaire et pour rassurer l'opinion publique ils prétendaient s'appuyer sur les assemblées, citaient comme des leurs des tribuns,

(56) Arch. nat., A, F, IV, 1329, 21-22-23 messidor.

(57) Arch. nat., A, F, IV, 1329, *Rapport du 23 floréal*.

(58) Id., *Rapport du 29 floréal*.

(59) Rapports des 29 floréal et 11 prairial.

dés membres du Corps législatif : Constant, Ginguéné, Chazal, Chénier, Hardy (60).

Devinant tout cela, et qu'il risquait fort, le coup d'Etat terminé, d'avoir le même sort qu'après le 18 Brumaire, d'être de nouveau évincé, Sieyès ne se décidait pas. Il lui semblait dangereux de s'allier aux exclusifs; d'autre part, eux seuls étaient capables d'agir.

Or, on apprit à Paris que le Premier Consul avait quitté Lyon et, par Genève et Lausanne, gagnait l'Italie pour prendre le commandement de l'armée.

Chose curieuse, ce départ fut, pour ceux qui intriguaient, plus qu'un espoir; il semble qu'ils aient à peine songé à la possibilité d'une victoire de Bonaparte, d'un retour triomphal. « Qu'il soit mort ou vaincu, c'est synonyme », écrivit le 23 juillet Mme Danjou à d'Avaray. Sa place serait libre naturellement sans qu'il fut nécessaire d'avoir recours à un coup de force qui la prendrait?

La Constitution portait : « Le Sénat conservateur... élit les Consuls » 61). C'était vague, aucun mode d'élection, aucun délai n'étaient fixés; aucune liste de candidature prévue. Il serait facile à l'opposition de faire désigner son candidat si elle se groupait d'avance, se mettait d'accord sur un nom, l'indiquait à ceux de ses membres qui faisaient partie du Sénat,

(60) Rapports des 3-11-18-22-27 prairial.

(61) Constitution de l'an VIII, titre II, art. 20.

intriguait près des autres sénateurs pour obtenir leur vote et, devançant tout le monde, faisait procéder à l'élection dès qu'on apprendrait la nouvelle de la mort ou de la défaite de Bonaparte.

Pour cela, il n'était plus besoin de l'aide des exclusifs, leur neutralité suffisait, mais encore fallait-il en être certain et ne pas se les aliéner en présentant un candidat qu'ils ne pussent admettre. Il fallait un nom qui réunît à la fois les suffrages des exaltés et des modérés, qui ne fut ni suspect aux jacobins, ni hostile aux modérés.

Sieyès, chef de ces derniers, qui se groupaient plus étroitement depuis le départ de Bonaparte, voulait savoir sur qui se porteraient leurs voix. Auparavant, il avait réuni ses amis les plus intimes et ses plus chauds partisans, sans doute pour décider en petit comité qui l'on désignerait; il s'agissait maintenant de connaître l'avis de la majorité.

En effet, tout mécontents qu'ils fussent, les brumairiens ne regrettaient pas la Constitution de l'an III; ce qui leur déplaisait dans l'état de choses actuel, c'était le chef qui se trouvait à la tête du gouvernement, mais en Floréal sa disparition paraissait très probable et par conséquent il suffirait d'en trouver un qui leur fut plus favorable.

Ce fut pour fixer ce choix qu'eut lieu la réunion d'où sortit ce qu'on appela la conspiration d'Auteuil, terme assez peu précis, car il semble bien qu'Auteuil ait été le siège de deux intrigues parallèles. Seuls, Miot de Mérito et Girardin éclairent un peu ce qui s'y

passa (62); en effet, eux seuls mentionnent cette réunion où devaient sans doute se trouver une cinquantaine de parlementaires. Le fait était cependant connu : deux personnes en parlèrent à Joseph Bonaparte; Talleyrand confirma leurs dires, et cependant on n'en trouve pas trace dans les rapports de la préfecture de police qui faisait surveiller étroitement Sieyès, ni dans les récits des contemporains, de ceux qui ont dû être à portée de connaître cette réunion ou même d'en faire partie : Fouché, Bailleul, Lacroix, Constant, Lucien Bonaparte.

Miot et Girardin n'y assistaient pas; c'est Joseph qui leur en parla le 10 ou le 11 prairial dans son château de Monrfontaine, comme ils étaient restés seuls vers dix heures du soir. On avait convoqué les membres de cette réunion quand on avait appris que le Premier Consul avait passé les Alpes et pris le commandement de l'armée. Nous ne savons pas exactement qui s'y trouvait; les membres des commissions intermédiaires, sauf Boulay et Lucien, sans doute des opposants amis de Sieyès qui n'avaient pas fait partie de ces commissions, des habitués des dîners d'Auteuil; Bailleul, tout dévoué à Sieyès; Ginguené, un des tribuns les plus fougueux; Constant, toujours prêt à entrer en lutte avec le gouvernement. On posa de

(62) Pour tout ce qui concerne la conspiration d'Auteuil, voir Miot, I, p. 273 et suivantes, et Girardin, I, p. 175 et suivantes.

suite la question telle que chacun la comprenait, et l'un des membres envisagea la mort de Bonaparte : « Que deviendrions-nous, nous, républicains, nous qui avons voté la mort de Louis ».

Dans le gouvernement, Cambacérès était trop faible pour les défendre; Lebrun, Abrial, Talleyrand étaient royalistes; Lucien, ambitieux « et lié avec nos irrécconciliables ennemis, les terroristes »; Fouché était le seul sur qui l'on put compter « mais pouvait-il empêcher que l'on prit un parti très fâcheux pour nous ». « Notre salut, celui de notre pays exige que nous nous occupions de ce qu'il y aurait à faire si Bonaparte était tué ».

L'orateur ne s'en cache pas, il s'agit de leur intérêt à eux parlementaires, républicains modérés, placés entre les terroristes et les royalistes. Le parti que prit unanimement l'assemblée le montre également. « Tous, en premier lieu, furent d'accord qu'il importait tout particulièrement que la Constitution fut maintenue, puisqu'elle donnait à chacun d'eux une existence et une sorte de bien-être qu'ils ne pouvaient raisonnablement attendre d'un nouveau changement; il fallait prendre pour base la conservation de l'ordre de choses établi. Tout se réduisait donc au choix du successeur de Bonaparte ».

On passa d'abord en revue les militaires : Masséna, Bernadotte, Brune, Moreau. Ce fut celui-ci qui fixa le plus longtemps la discussion, cependant il fut écarté à cause de ses opinions politiques que l'on connaissait mal, de son patriotisme plus qu'incertain, de

son caractère faible, et parce qu'il était capable de trahir, de traiter avec l'étranger, de jouer le rôle de Monck. Enfin, on ajouta qu'ayant trop se plaindre de Bonaparte, on ne voulait plus d'un militaire. On songea, alors, aux frères du Premier Consul. On fit l'éloge de Lucien, mais ce n'était pas l'homme qu'il fallait; quant à Joseph, il fut repoussé.

Un membre, dont Girardin ne nous donne que les initiales Ch., mais dont ce qu'il nous dit, royaliste, ami de Lebrun peu favorable à Sieyès, persécuté et traduit devant le tribunal révolutionnaire, beau parleur, pourrait nous faire croire qu'il s'agit de Chabaud-Latour, proposa ensuite et défendit Carnot. La principale, la seule objection que l'on fit, fut que Carnot avait été fructidorisé, et qu'il ne devait pas être favorable à ceux qui avaient fait cette journée. A cela, on répondit que par conséquent les modérés ne le repousseraient pas; votant, il ne transigerait pas avec les royalistes, assurerait la tranquillité complète des conventionnels; ayant, après le 9 Thermidor, soutenu les jacobins : Barrère, Collot, Billaud-Varennes, leurs partisans se rallieraient à lui; auteur des plans de campagne de 1793, ami intime de Moreau, il aurait les suffrages des militaires. Ce fut donc lui qu'on choisit : « Si ce n'est pas celui que nous désirerions le plus, c'est celui qui mérite la préférence, c'est celui pour qui nous devons réunir tous nos efforts ».

Cette dernière phrase nous montre que tout en votant pour Carnot, les membres de la réunion avaient

une arrière-pensée; ce choix, en effet, est étrange : l'inspirateur de cette réunion, Sieyès, n'aimait pas Carnot, qui le lui rendait bien; et, cependant, il avait tout fait pour qu'on le choisît. Cela frappa Joseph et ses deux amis; cependant celui-là l'expliqua par une question d'intérêt : « tout ce que craint Sieyès, c'est d'être pendu pour avoir voté la mort; Carnot lui donne sous ce rapport une grande sécurité. Et il espère qu'en contribuant à son élévation il lui laissera manger tranquillement l'argent... ainsi, sécurité est la bannière sous laquelle Chénier et Cie viendront se ranger quand ils verront que le pouvoir ne peut leur appartenir ». Un des tribuns émit une autre hypothèse : « Si Carnot est nommé, il en doit l'obligation à Sieyès, si Bonaparte n'est pas tué, il voudra perdre l'homme désigné pour lui succéder ». Ainsi quelle que soit l'issue, Sieyès n'a rien à craindre. Mais cette sécurité était-elle un motif suffisant pour que Sieyès acceptât Carnot. Pourquoi l'autrait-il appuyé — car c'était l'appuyer que ne pas le combattre; pourquoi ne pas montrer à ces parlementaires, satisfaits de la Constitution actuelle et voulant la conserver, quels dangers il y avait pour eux à mettre à la tête du gouvernement ce républicain rigide qui voudrait certainement revenir à des formes plus démocratiques. Une hypothèse se présente : Sieyès ne voyait-il pas en Carnot une sorte de transition entre le chef actuel du gouvernement et un autre? Quel-

qu'un qui préparerait l'avènement d'un nouvel état de choses impossible en ce moment?

En ce cas, le choix de Sieyès s'expliquait facilement. On ne pouvait mettre à la tête du gouvernement un homme que la Révolution aurait marqué de ses excès. Le nom de Carnot était assez connu pour lui valoir tout de suite un certain appui dans l'opinion publique, qui maintenant qu'elle était habituée à avoir à sa tête un Bonaparte, ne se contenterait plus d'une nullité comme à l'époque directoriale. De plus, il attirerait les jacobins, les exaltés avec lesquels il fallait compter, et qui seraient reconnaissants aux chefs du mouvement d'avoir mis à la tête du pays un des plus pures gloires de la Révolution.

Ainsi, l'avènement de Carnot était possible, probable, et c'était là un premier point pour Sieyès.

D'un autre côté, il y avait peu de chances pour que son gouvernement durât. Son intégrité républicaine était passée de mode, et ne tarderait pas à irriter ceux qui voulaient profiter de leur situation et que gênait la surveillance de Bonaparte; de plus, malgré le rôle glorieux qui lui avait valu son titre d'organisateur de la victoire, on pouvait lui reprocher de ne pas s'être pas opposé aux excès révolutionnaires; il avait été membre du Comité de salut public et ses ennemis le lui rappelleraient au moment voulu; des menées habiles arriveraient facilement à inquiéter l'opinion publique, que le seul mot de Terreur affolait, et quand il ne pourrait plus tenir à la place suprême, qu'il devrait l'abandonner, il serait évident que tout gouver-

nement issu directement de la Révolution était impossible, qu'il faudrait chercher autre chose.

On ne pouvait admettre le retour de Louis XVIII, qui prétendait rétablir en bloc l'ancien régime, et tout naturellement l'attention se porterait sur le duc d'Orléans.

Le projet était tentant à différents points de vue : Carnot tombé, le pays persuadé de l'impossibilité pour un gouvernement révolutionnaire de se maintenir, craignant le retour des Bourbons, ou de nouveau l'anarchie, Sieyès appellerait alors le duc d'Orléans, le présenterait à la nation, se porterait garant de lui devant elle. Il sauverait la situation, et en même temps imposerait au nouveau roi les conditions de son avènement.

Lui, qui avait échoué si misérablement dans sa constitution, toute mutilée, transformée, méconnaissable dans celle de Frimaire, an VIII, pourrait l'obliger à en accepter une de sa main et donnerait en même temps à la France un roi et une constitution. D'ailleurs, le prince ne rencontrerait peut-être guère d'opposition dans le pays qui, lassé, ne demandait que le calme et la garantie des biens nationaux, avec quelques libertés essentielles. Un roi constitutionnel serait même une garantie contre le retour de Louis XVIII. Au point de vue patriote, on n'avait pas grand' chose à reprocher au jeune duc : il s'était toujours tenu à l'écart, n'avait pas voulu combattre la France, restait en Angleterre, malgré l'ordre de Louis XVIII de rejoindre l'armée du Rhin, pour s'oc-

cuper de la santé de ses frères, du retour de sa mère alors en Espagne (64). Son nom militait en sa faveur et semblait écarter toute idée d'absolutisme, son âge, 27 ans, ne pouvait être un obstacle. C'était au contraire un avantage pour Sieyès : peu habitué aux affaires politiques, éloigné de France depuis des années, il n'y connaissait plus rien, plus personne, le nouveau roi aurait besoin d'un conseiller, d'un guide, et ce rôle conviendrait fort bien à Sieyès qui, s'il n'aimait pas l'action directe, ne dédaignerait pas de l'inspirer.

En fut-il question lors de Marengo ? Mme Danjou l'écrit à d'Avaray (65) : « On a parlé d'un d'Orléans, mais un cri de réprobation s'est élevé, et le général Lefebvre a mis la main sur son sabre ». Lefebvre était trop républicain pour admettre un roi, même constitutionnel et comme il ne cachait pas ses opinions, ce ne fut sans doute pas les modérés qui en parlèrent devant lui. Près de ceux-ci, la proposition eut sans doute soulevé moins d'indignation, et après l'essai d'un gouvernement jacobin avec Carnot, peut-être n'en aurait-elle plus soulevé du tout.

Dès Marengo aurait-elle été si mal accueillie ? On peut croire le contraire, dans certains milieux tout au moins. En avril 1802, Champagny dit à d'Entraigues : « j'ai vu, il y a quinze mois, une quantité de

(64) Daudet, op. cit., III, 53.

(65) *Lettre à d'Avaray*, citée par Vandal, II, 423.

sénateurs, de généraux, même de ministres, prévoir cet événement, mais je n'ai vu balancer qu'entre deux personnes : le duc d'Enghien et le duc d'Orléans » (66).

Que celui qui devait être Louis-Philippe n'ait pas voulu, en 1800, se prêter à ces mouvements, c'est possible, quoique nous ne sachions rien là-dessus et que l'affirmation de Daudet (67) soit toute gratuite. Mais il est certain qu'il existait un parti orléaniste en France (68). Les chefs du gouvernement le savaient : pendant le Consulat provisoire, alors que Bonaparte, qui ne connaissait pas bien encore les hommes qu'il devait employer, cherchait, demandait des renseignements et se faisait dresser de longues listes de recommandations par ceux en qui il avait confiance, Regnault de Saint-Jean-d'Angely lui communiqua, avec une de ces listes si intéressantes, la note suivante intitulée « Observations générales », « en choisissant parmi les ex-constituants, il faut se mettre en garde contre le parti d'Orléans, qui n'est pas une chimère, et qui pourrait devenir très dangereux. Il est certain que les partisans de cette Maison intriguent sourdement » (69).

La police les épiait de près, surtout après Marengo,

(66) Pingaud, *Un agent secret sous le Consulat et l'Empire*, p. 226-227.

(67) Daudet, *Histoire de l'émigration*, III, 35.

(68) Id., III, p. 34-35.

(69) Intercalé dans les *Mémoires de Bourrienne*, III, p. 146.

car auparavant elle n'en fait mention qu'une fois dans ses rapports, ce qui semble prouver qu'ils étaient restés tranquilles avant cette époque, mais qu'ils s'étaient agités suffisamment pendant le départ du Premier Consul pour attirer l'attention de la police, toujours lente à apercevoir une intrigue nouvellement formée. Et si Bonaparte ne semble pas très convaincu en frimaire VIII, et demande à Rœderer : « Y a-t-il une faction d'Orléans » (70), en 1802, il accusera formellement le Sénat de s'allier aux orléanistes, de vouloir établir un grand électeur qui serait de la maison d'Orléans et il visera Sieyès qui se sentira personnellement attaqué et que son trouble dénoncera (71).

C'est en effet Sieyès le chef de ce que les rapports de police appellent indifféremment le parti, la faction d'Orléans, ou plus simplement les orléanistes, qualificatif qu'elle donnait à tous les membres opposants des assemblées : Duveyrier, Constant, Bailleul, Chénier, Alexandre, des législateurs, des tribuns, bref les brumairiens mécontents. A partir de Marengo, c'est ainsi qu'elle les désignera, bien à la légère sans doute, car il est difficile de croire qu'un Chénier, qu'un Bailleul eussent admise l'hypothèse d'un rétablissement de la monarchie, même avec la branche d'Orléans. Peut-être tenaient-ils intérieurement le même raisonnement que les exclusifs qui disaient :

(70) Rœderer, III, 304-305.

(71) Girardin, I, 299. Thiers, III, 269.

« Nous savons pour qui Sieyès travaille, mais il faut le laisser faire. C'est à lui de commencer, nous achèverons l'ouvrage » (72). Sieyès ménageait tous les partis, essayait de se les concilier (73), il feignait de leur demander conseil sur les moyens de revenir à la Constitution de l'an III. Mais c'était près des membres des assemblées qu'il se dépensait le plus. Ceux-ci étaient depuis longtemps ses alliés, il avait plus de chances de réussite avec eux.

Toujours prudent, il ne se montrait guère, parlait peu en public, dévoilait rarement ses desseins. Il les communiquait cependant à quelques amis sûrs, des exemplaires de sa constitution, calquée sur la constitution anglaise, circulaient parmi les membres du Tribunat et du Corps législatif (74). Il disait ne pas vouloir du pouvoir pour lui-même, mais que son ambition « était de mettre à la tête du gouvernement un homme de sa main » (75). Cependant le parti, très hésitant, n'osait agir, il espérait profiter de menées des jacobins, il aurait voulu que ceux-ci tentassent un coup de main dont il tirerait parti (76).

Les brumairiens, les orléanistes, les exaltés n'étaient pas seuls à conspirer, à tabler sur la disparition de

(72) Arch. nat., 1329, *Rapport du 4 messidor*.

(73) Id., *Rapports des 4-7-8-23 messidor*.

(74) Id., *Rapports des 9 et 16 messidor*.

(75) Id., *Rapport du 12 messidor*.

(76) Id., *Rapports des 21 et 27 messidor*.

Bonaparte. Des ministres : Talleyrand, Fouché (77), des membres les plus haut placés du gouvernement s'agitaient. Dans la famille même de celui dont on guettait la place, on supputait les chances de succession, on se prémunissait contre les hasards. Lebrun prend ses précautions et resserre son alliance avec les royalistes. Cambacérès essaie de se donner de l'importance près des ambassadeurs et des assemblées (78); Joseph, ami de Bernadotte, de Mme de Staël, de Constant (79), tous opposants, pressent Miot et Girardin, écrit au Premier Consul une lettre où il exprime assez nettement son désir d'être désigné comme successeur, et le réclame comme un droit (80), va en Italie retrouver son frère, sans doute pour exiger la reconnaissance de ce droit. Lucien, ce singulier ministre de l'Intérieur, qui abandonne son ministère, s'enferme en son château du Plessis, pendant qu'on est sans nouvelles de l'armée, pour pleurer sa femme (81) ou peut-être se réserver, irait bien, lui aussi, en Italie, si son frère ne le lui avait pas défendu formellement (82).

Sieyès songeait à s'en faire un allié, puisqu'il pen-

(77) Madelin, *Fouché*, 320. Masson, *Bonaparte et sa famille*, II, 343. Viailles, *L'archichancelier Cambacérès*, 208. Duchesse d'Abrantès, *Mémoires*, IV, 349, 355. Hyde de Neuville, *Mémoires*, 1331.

(78) Viailles, op. cit., 208.

(79) Masson, op. cit., 339.

(80) Lettre à Bonaparte, 24 mai 1800.

(81) *Révolution française*, 1905, Mantouchet-Cambacérès.

(82) *Révolution française*, 1905, Mantouchet-Cambacérès.

sait l'appeler aux réunions d'Auteuil (83). La Fayette lui offrait la main de sa fille (84), afin de l'avoir comme appui, car il semble bien ressortir des témoignages des contemporains que La Fayette joua aussi un rôle quelconque. Quel personnage un peu important ne s'agita pas ?

« Telles furent les conspirations dites de Marengo, il n'y en eut pas dix, il n'y en eut pas cent, il y en eut mille, autant que de groupes intéressés à détruire le gouvernement consulaire ou à s'arranger de cette destruction... Une idée les nourrit, c'est que le pouvoir, l'existence même de Bonaparte, ne peuvent survivre à une défaite... Ainsi s'explique... chez ses hauts associés une infidélité prévoyante. En vue de la grande succession qui peut échoir au plus habile, au plus prompt, héritiers de tous genres : frères, collègues, ministres, sénateurs, disposent leurs moyens. Dans le plus grand mystère, ils ébauchent des gouvernements de rechange » (85).

Et, au milieu de cette fièvre, plus de nouvelles d'Italie : Bonaparte est-il mort ? vaincu ? « on se recherche, on se rassemble, on va chez Chénier, chez Courtois, à la coterie Staël, on va chez Carnot » (86). On s'affole devant l'évidence de l'événement, devant la décision à prendre, les mille intrigues se croisent,

(83) Miot, Girardin.

(84) Masson, op. cit., II, 342.

(85) Vandal, op. cit., II, 414-415.

(86) Fouché, *Mémoires*, 57.

s'embrouillent, se renforcent, se combattent, celle de Sieyès et celle de Talleyrand et de Fouché, celle de Carnot, celles de Lucien, de Joseph, les républicains appuyés sur les jacobins sont alliés aux royalistes : chacun ne songe qu'à une chose : arriver; on s'arrangera après pour rester. C'est un tissu inextricable d'intrigues où sont pêle-mêle toutes les opinions, car chacun veut le pouvoir, mais le veut seul, et s'appuie sur son voisin, avec la volonté de s'en délivrer le coup fait.

Que se serait-il passé si Bonaparte n'était pas revenu? Quelles luttes terribles entre tous ces hommes qui voulaient le pouvoir devenu subitement libre? Quelle ruée de tous les partis, peut-être la guerre civile dans la capitale, peut-être Paris entraînant la province.

Mais, brusquement, la nouvelle de Marengo éclata, inattendue, victorieuse, anéantissant tous les espoirs : Bonaparte n'était pas mort — il allait revenir plus fort que jamais.

Les conjurés furent consternés, puis ils songèrent à se tirer d'affaire, et à s'innocenter auprès du vainqueur. Cambacérès déclara très habilement qu'il aurait fait proclamer Joseph; Sieyès assura qu'il ne savait rien; Lebrun, Cambacérès sauvèrent Fouché; Fouché essaya de défendre Carnot (87).

Bonaparte ne sévit pas. Pourtant il savait. Dès son

(87) Fouché, op. cit., 57.

départ, d'ailleurs, il s'en doutait, et le 16 floréal il écrivait de Genève à Cambacérès : « Je vous le recommande encore : frappez vigoureusement le premier, quel qu'il soit, qui s'écarterait de la ligne » (88).

Sandoz-Rollin nota son mécontentement à son retour (89), « son air était soucieux, et tel que je ne l'avais jamais vu. Ne serait-il pas content de ce qui s'est passé pendant son absence ». Dans son rapport du 15 (90), il nota une scène à Cambacérès. Plus tard Bonaparte parlera à Rœderer de Carnot, et déclara que c'eut été un bon choix (91).

Et, pourtant, il n'y eut aucun changement dans le ministère à son retour; rien ne parut modifié dans le gouvernement. Bonaparte feignit d'ignorer ce qu'il ne pouvait réprimer, mais la confiance avait disparu. Son attitude vis-à-vis de ses collaborateurs changea; il devint autoritaire, imposa sa volonté, prit de plus en plus l'attitude du maître qui exige qu'on lui obéisse sans discussion.

Peut-être est-ce à son retour de Marengo qu'il comprit la fragilité de son pouvoir, qu'il se rendit compte que son gouvernement serait peu de chose tant qu'il reposerait que sur sa vie, et faut-il chercher là les origines du *senatus consulte* de l'an X et celui de l'Empire.

(88) *Correspondance de Napoléon*, IV, 47-64.

(89) Bailleu, *Rapport du 16 juillet*, I, 386.

(90) Bailleu, *op. cit.*, I, 387.

(91) Rœderer, *Journal*, 13.

CHAPITRE IV

LA SESSION LEGISLATIVE DE L'AN IX

LE PREMIER SENATUS-CONSULTE

Puisqu'elle n'avait pas osé tenter un mouvement illégal pendant la campagne d'Italie, c'était surtout sur le terrain parlementaire qu'allait se manifester l'opposition; elle s'était produite au Tribunat pendant la première session; après Marengo, elle changea d'allure; elle fut moins personnelle, moins improvisée. Les opposants s'étaient groupés fortement pendant l'absence du Premier Consul, ils le restèrent.

En dehors des assemblées, ils continuèrent à conspirer par habitude, peut-être par besoin de s'éblouir et pour se donner l'illusion d'une force et d'un courage qu'ils n'avaient pas. Ils se réunissaient près de Mme de Staël et de Mme de Condorcet; celle-ci avait quitté Auteuil et s'était installée à La Villette avec Mailla-Garat. Au mois d'août, Mme Helvétius mourut; quoiqu'elle eut légué sa maison à Cabanis et à Gallois, qui habitaient près d'elle depuis sept ans, ses amis se dispersèrent. Le législateur La Roche, le seul membre de la société d'Auteuil qui ne fut ni au Sénat ni au Tribunat, regagna Orville, son village natal dans le Pas-de-Calais. Cabanis et Gallois allèrent à La Villette, où Mme de Condorcet était restée seule depuis

que Mailla-Garat l'avait abandonnée pour Mme de Coigny, la jeune captive d'André Chénier. Ils reformèrent leur société; proches de Paris, ils pouvaient s'y rendre fréquemment; ils s'occupèrent plus activement de politique qu'à Auteuil et se mêlèrent davantage aux intrigues parlementaires.

Mme de Staël avait rouvert son salon; son enthousiasme pour le Premier Consul était complètement tombé : son séjour forcé à Saint-Ouen, la persistance du gouvernement à ne pas solliciter ses avis, l'échec de Constant resté simple tribun, tout cela l'avait fortement refroidie. Qu'elle ait souhaité la défaite lors de Marengo comme elle l'affirma plus tard par haine restrospective, c'est peu probable; elle ne voyait pas encore en Bonaparte un tyran et ne renonçait pas à l'attirer. Ce fut pour y arriver qu'elle publia son livre « de la littérature », espérant que l'attention du Premier Consul se porterait sur elle et s'y fixerait. La thèse qu'elle soutenait était la théorie de la perfectibilité, chère aux philosophes de la Révolution, et pour laquelle ils avaient combattu la théorie classique. Ce livre était une maladresse à tous les points de vue; elle faisait un éloge de l'éloquence à une époque où l'on était las et où le discours de Constant laissait encore un souvenir désagréable dans le public; elle voyait un danger dans l'esprit militaire, et cela après la victoire de Marengo; enfin, elle faisait l'éloge des philosophes, les déclarait indispensables dans un Etat, les défendait des sarcasmes de la masse. Celle-ci en effet ne leur était pas bienveillante, elle

leur reprochait « leur véritable tyrannie, leurs prétentions », leurs préjugés « non moins vains que les préjugés nobiliaires » (1). Son livre tout entier « acte de foi philosophique et politique » (2) était contraire aux sentiments de la nation et de Bonaparte qui luttèrent contre l'idéologie et son ingérence dans le gouvernement. La bienveillance qu'elle espérait du Premier Consul ne se manifesta pas.

Déçus, comprenant que le gouvernement ne varierait pas dans son attitude vis-à-vis d'elle, se sentant en désaccord avec l'opinion, elle changea de direction et se tourna d'un côté tout oppsé. « Son talent viril, sa passion pour la célébrité, sa manie irréductible de se mêler aux affaires du gouvernement, son naturel frondeur... » (3) l'amènèrent à vouloir diriger l'opposition. Son salon devint « un club politique où les actes du gouvernement furent censurés avec amertume et où l'on provoquait sans détour à la révolte contre l'autorité du chef de l'Etat ». Ses opinions politiques étaient encore assez flottantes, néanmoins elle aimait la liberté et voulait la défendre contre le despotisme : « Mme de Staël professe les principes du républicanisme. Sa brillante imagination tantôt commande aux circonstances et tantôt en reçoit l'empreinte. Les idées les plus opposées trouvent place

(1) *Etat de la France au 18 Brumaire*, anonyme, pluviôse an VIII.

(2) Gautier, *Mme de Staël et Napoléon*, p. 48.

(3) Menneval, *Mémoires*, p. 149.

dans sa vaste pensée, comme les hommes de toutes les opinions se rencontrent en même temps dans son salon. Ses habiles mains tiennent un fil dans tous les partis » (4). Elle recevait en effet des hommes attachés au Premier Consul : Berthier, Talleyrand, Junot, même Joseph; elle comptait sur le jacobin Fouché, qui la protégeait de sa main; les étrangers de marque, lorsqu'ils passaient à Paris, venaient lui rendre visite, elle était de tous les bals. Mais son cercle intime était formé d'opposants, les amis de Mme de Condorcet venaient la voir quand ils ne regagnaient pas La Villette; les deux femmes n'étaient pas encore séparées par Fauriel.

A côté de ces deux foyers où l'on s'occupait surtout de l'opposition dans les assemblées, se trouvait un autre centre, celui de Sieyès, qui intrigait surtout. La chute des projets qu'il avait échafaudés pendant la campagne d'Italie avait fortement aigri ce sénateur; après avoir espéré un rang exceptionnel dans l'Etat, une grande popularité, il s'était vu de nouveau éclipsé par Bonaparte. La victoire de Marengo avait anéanti le bel avenir qu'il avait envisagé si complaisamment, et rendait impossible tout soulèvement contre le gouvernement; il perdait même le regain d'importance qu'il avait prise pendant l'absence du Premier Consul. Enfin, son oisiveté même le lassait (5); surtout quand il la comparait à la prodi-

(4) Girardin, I, 258.

(5) Thiers, III, 321.

gieuse activité de son ancien collègue. Il avait beaucoup désiré représenter la France au Congrès de Lunéville (6); la nomination de Joseph à ce poste le vexa comme une insulte faite à son génie (7). Oisif, jaloux, blessé, il trouvait à redire..., et se montrait morne... (8)

Il avait des alliés dans le Sénat « qui, réduit à tout voir, à ne rien faire, était quelque peu ennuyé de sa disignité oisive (9). Autour de lui se tenaient ses amis, de Tracy, l'idéologue religieux; Garat, « philosophe disert, plus prétentieux que profond » (10); Cabanis, qui se détachait de Bonaparte, son idole dix mois plus tôt et qui évoluait lentement vers l'opposition. Près de ce matérialiste convaincu, Lanjuinais, élu en mars grâce à l'appui de Volney et de Joséphine, « dévot sincère, honnête homme véhément qui s'échauffait à l'idée de résister au nouveau César » (11), allait représenter l'opposition jusqu'à l'Empire.

Sieyès avait des partisans, non seulement au Sénat et dans les assemblées, mais même en dehors des parlementaires et parmi les exaltés. Sans doute ceux-ci voyaient-il en lui un instrument dont ils se serviraient pour abattre Bonaparte, et qu'ils rejetteraient ensuite,

(6) Arch. nat., F. 7, 3829, *Rapport de la préfecture de police des deux premières décades de Brumaire*.

(7) Id., *Rapport du 24 brumaire*.

(8) Id., Thiers, III, 351.

(9) Id., Lanzaç de Laborie, I, 170. Thiers, id.

(10) Thiers, III, 351.

(11) Thiers, III, 322.

mais ils oubliaient peut-être un peu combien il leur avait été odieux en Brumaire, combien ils l'avaient raillé pour les mécomptes dont le Premier Consul avait payé ses services et leur devenait-il presque agréable parce que, « peu satisfait de sa nullité, il montrait ce qu'il avait montré à tous les pouvoirs, un visage froid et désapprobateur » (12).

Enfin l'Institut lui-même, si fier l'année précédente de compter Bonaparte parmi ses membres, s'éloignait maintenant de lui. Il comprenait beaucoup d'opposants, des philosophes et des littérateurs devenus sénateurs et tribuns. C'était le seul corps officiel qui n'eût pas été modifié depuis l'an IV; composé presque exclusivement de révolutionnaires, il gardait jalousement les traditions républicaines et s'en faisait gloire. Dépité de ce que Bonaparte abandonnait les principes dont il faisait montre au début de l'an VIII, de sentir qu'il avait été en quelque sorte trompé, de voir le philosophe dont il s'enorgueillissait se transformer en maître autoritaire, il essaya, lui aussi, de lutter contre cette autorité. Il ne pouvait le faire ouvertement, n'ayant pas de moyen d'exprimer son opinion; il agit sur le Sénat, sur le Tribunat, et prit place dans l'opposition (13).

Ces différents groupes avaient une cause commune d'inquiétude : la bienveillance de Bonaparte pour le

(12) Thiers, III, 322.

(13) Masson, *Napoléon et sa famille*, II, 81-82.

culte catholique. Après Marengo, le Premier Consul avait assisté à un *Te Deum* solennel dans la cathédrale de Milan; on savait qu'il avait rencontré à Verceil le cardinal Martiana; on disait qu'il avait promis des avantages à la religion romaine. Cette politique de conciliation ne pouvait être comprise ni par Madame de Condorcet et son cercle de philosophes, ni par l'Institut dont presque tous les membres étaient athées; les déistes qui se trouvaient parmi eux n'admettaient aucun culte : ils voyaient dans la religion une de ces superstitions héréditaires qu'il faut étouffer de force. La Révolution avait commencé cette œuvre salutaire; en même temps, qu'elle avait abattu le despotisme des rois, elle avait abattu celui des prêtres. Bonaparte, lui, voulait le rétablir; pour ces philosophes intolérants, c'était la contre-révolution, le retour à l'ancien régime; derrière le prêtre, ils voyaient les dîmes, les nobles, le roi peut-être. Puis, le catholicisme était leur rival; ils l'avaient presque écrasé, et Bonaparte voulait défaire leur œuvre, ramener cet ennemi des doctrines philosophiques, des discussions métaphysiques. Ils le devinaient bien : le culte rétabli, puissant, le règne de l'idéologie serait fini et les démarches du Premier Consul près de la cour de Rome les atteignaient dans leur prédominance même.

Ces inquiétudes étaient partagées par Madame de Staël; comme eux, elle avait la haine du catholicisme; protestante, elle désirait que la France adoptât sa

religion, mais plutôt que de lui en voir une autre, elle préférait qu'elle restât irréligieuse.

Une autre chose les inquiétait dans le gouvernement, c'était l'autorité toujours grandissante de Bonaparte. Affermi par la victoire de Marengo, il resserrait son étreinte, augmentait sa puissance et menageait moins les modérés. Il se savait fort et le montrait; il s'écartait de sa politique un peu timide du début et entrait dans la voie de la réorganisation despotique.

Pour lui résister, les républicains comptèrent sur Sieyès qui intriguait sourdement, continuait ses menées de Floréal en se dissimulant soigneusement, qui correspondait avec l'étranger (14) et laissait les opposants le prendre pour chef. Les membres du Tribunat et du Corps législatif espéraient qu'il parviendrait peu à peu à ébranler le gouvernement et à en échauffer un autre à la tête duquel il se mettrait (15). Ses partisans étaient nombreux. Ils essayaient de lui refaire une popularité et répétaient sans cesse qu'il était indispensable à l'Etat; c'étaient surtout Chénier et Duveyrier; celui-ci s'agitait fiévreusement, multipliait les réunions (16). Il devenait le chef actif de l'opposition des parlementaires hors des assemblées; il s'efforçait de se rapprocher des exclusifs, de les

(14) Arch. nat., A, F, IV, 1329, *Rapports des 14 et 17 frimaire*s.

(15) Id., 12 *brumaire*.

(16) Id., 22 *vendémiaire* et 3 *brumaire*.

unir momentanément aux modérés pour augmenter la force de ces derniers, et pour y arriver, il assistait à leurs réunions avec Chénier, Bailleul, Hardy, le législateur Huon. Les tribuns voulaient se rallier les partisans de l'an III, mais c'était là chose difficile. Ceux-ci, Reubell, Treilhard, La Revellière-Lepeau, Gohier, Duval (17), voulaient rétablir le Directoire où ils avaient les meilleures places dans le gouvernement, tandis que sous le Consulat ils étaient presque tombés dans l'oubli. Restés fidèles à leurs principes, convaincus de la justice de leur cause, ils méprisaient ces républicains qui venaient les chercher après les avoir trahis, et qui voulaient renverser la Constitution qu'ils avaient eux-mêmes établie pour en imposer une autre qui les favorisât davantage. « Vous êtes des lâches », disaient-ils à Ginguené (18).

Duveyrrier s'efforçait en outre d'attirer des membres du gouvernement, en particulier l'ex-amiral Truguet, connu pour sa fougue révolutionnaire. Il faisait partie du Conseil d'Etat où il discutait violemment avec Bonaparte, répondant parfois vertement à ses objections un peu trop vives, s'emportant contre tout ce qui lésait la liberté ou l'égalité; c'était lui qui commençait la discussion quand ses collègues ne s'y décidaient pas et n'osaient protester contre une mesure qu'ils désapprouvaient; il le faisait avec véhémence, avec

(17) Id., *Rapports des 17-22-23 frimaire*.

(18) Id., *23 frimaire*.

passion, s'opposant à tout ce qui augmentait la puissance du Premier Consul. Il s'était laissé entraîner par Duveyrier chez Reubell, où il avait dîné; il recevait les membres les plus connus de l'opposition, Chénier, Huon; à ses réunions, on parlait de Moreau (19).

Le parti modéré cherchait également un appui dans l'armée; il voulait détacher de Bonaparte des généraux illustres afin de l'affaiblir et de lui créer une faction hostile parmi les soldats. Ils essayèrent, dès le début de l'an IX, de s'associer Moreau (20) dont ils connaissaient la jalousie à l'égard de Bonaparte, excitée encore par sa belle-mère, envieuse de Joséphine; mais à cette époque le général repoussa leurs avances (21).

C'était pour ses alliés de Messidor que l'opposition travaillait; la faction d'Orléans l'accueillait de son mieux (21 *bis*). Sieyès et surtout Duveyrier (21 *ter*) s'efforçaient de lui assurer le succès. Leur plan était double : ils voulaient d'une part alarmer l'opinion publique en lui montrant les conséquences qu'aurait une nouvelle guerre qu'ils accusaient Bonaparte de préparer, afin de détruire la confiance générale en Bonaparte (22). De plus, les parlementaires devaient,

(19) Id., *Rapports des 30 brumaire et 18 frimaire*.

(20) Id., *Rapports des 1^{er} brumaire, 15 et 18 frimaire*.

(21) Id.

(21 *bis*) Id., *Rapports du 4 frimaire*.

(21 *ter*) Id., *Rapports des 20-21-22-23 frimaire*.

(22) Id., *Rapports des 15 et 16 brumaire*.

au Corps législatif, voter contre les projets de loi, au Tribunal multiplier les motions hostiles au Premier Consul, préparer à l'avance les mesures les plus rigoureuses contre le gouvernement (23), réclamer le droit d'examiner les opérations du gouvernement quelles qu'elles fussent, de s'assembler chaque fois que les circonstances l'exigeraient, de tenir tête aux conseillers d'Etat et de repousser leurs projets. Mais comme on se rendait compte qu'il y avait peu de chance de réussite tant que Bonaparte serait proche, on devait attendre que le Premier Consul fût absent et que les armées eussent éprouvé un revers (24).

S'ils étaient nombreux au Tribunal, les opposants l'étaient beaucoup moins au Corps législatif, où se trouvaient des hommes plus timides; mais ils espéraient s'y créer une majorité, car nombre de députés commençaient à « s'ennuyer du silence qu'ils sont obligés de garder » et, désirant que le Corps législatif ne joue pas toujours « à bouche fermée », voulaient un rôle moins obscur (25).

Depuis Marengo, l'opposition avait perdu un appui puissant : celui des membres du gouvernement qui, dès le retour de Bonaparte, étaient rentrés dans l'ordre et essayaient de montrer par leur zèle un dévouement qui rassurât le Premier Consul. En même temps, ils essayaient de faire disparaître les traces de leurs in-

(23) Id., *Rapports des 4 brumaire et 1^{er} frimaire*.

(24) Id., *Rapports des 6 et 15 frimaire*.

(25) Arch. nat., F. 7, 3829, *Rapports des 7 et 28 frimaire*.

trigues. Faut-il voir là la cause de l'extraordinaire enlèvement de Clément de Ris qui reste à nos yeux très obscure? L'hypothèse générale fut que, lorsque le bruit courut que Marengo était une défaite, Fouché avait envoyé à Clément des placards tout prêts où ils se proclamaient consuls avec Talleyrand. Apprenant la victoire par un deuxième message, il avait donné au sénateur l'ordre de tout détruire, et celui-ci en avait gardé quelques exemplaires. Ce serait pour rentrer en possession de ces papiers compromettants que Fouché aurait simulé une attaque de brigands, et fait enlever papiers et sénateur. Charles Rinn, qui a étudié soigneusement toute l'affaire (26), repousse cette explication. Elle était accréditée à l'époque même et c'est peut-être pourquoi elle a laissé si peu de trace dans les mémoires du temps; on ne voulait sans doute pas s'y appesantir. Même au Sénat, il ne semble pas que les collègues de la victime eussent été bouleversés; le plus ému fut Bonaparte, qui envoya sur les lieux son aide de camp Savary pour procéder à l'enquête comme s'il croyait Fouché compromis dans cette affaire et se méfiait de lui.

L'opposition attendait avec impatience la session législative de l'an IX qui devait s'ouvrir le 1^{er} Frimaire. Celle-ci commença pour elle par un échec. Un siège de sénateur était libre et les deux assemblées législatives devaient présenter chacune un candidat (27).

(26) *Un mystérieux enlèvement*, Paris 1910.

(27) Constitution de l'an VIII, titre II, art. 16.

Les républicains voulaient que le Corps législatif élût l'évêque Grégoire, chef de l'Eglise constitutionnelle, et l'un de ses plus ardents défenseurs; ils étaient sûrs que ce choix serait très désagréable à Bonaparte, qui négociait alors avec la cour de Rome. Malgré leurs intrigues, il y eut balottage le 7, et le 9 Dédelay d'Agier fut élu par deux voix de majorité.

En même temps, le premier projet présenté à cette session était voté; il concernait l'intérêt des cautionnements des receveurs des contributions, dont il abaissait le taux, qui était en l'an VIII de 10 %, à 5 % et 7 % pour les receveurs généraux. La commission avait été unanime à approuver le projet; cependant, Fabre de l'Aude, qui en faisait partie, monta ensuite à la tribune. Il critiquait les motifs du Conseil d'Etat, disant qu'il vaudrait mieux reviser soigneusement les dépenses dans toute l'administration et supprimer un grand nombre d'abus. « Je ne veux point juger ici si le gouvernement a fait tout le bien qui dépendait de lui et si les résultats sont tels qu'il les annonce. » (28) En dehors de ce manque de confiance dans la bonne foi du gouvernement, bien étrange dans la bouche d'un familier de Joseph, il estimait que l'abaissement du taux de l'intérêt était prématuré. Ce fut la même objection que Thibault présenta contre le projet, mais ce motif était insuffisant pour produire un rejet, et le projet fut voté.

(28) Discours du 7 frimaire.

L'opposition se déchaîna alors contre celui concernant les archives nationales qui avaient été très négligées pendant la Révolution et qu'il s'agissait de réorganiser complètement. Déjà un arrêté du 8 Prairial avait statué sur leur emplacement : le Conseil d'Etat avait jugé impossible d'attendre le vote d'une loi que le grand nombre de projets indispensables à la vie du pays ne permettrait pas de présenter avant plusieurs mois. Mais ce ne fut pas l'urgence qu'il invoqua pour justifier cet arrêté : les orateurs du gouvernement soutinrent que celui-ci n'avait pas outrepassé ses droits et qu'il était resté dans la limite de son pouvoir. Or, le Tribunat, qui était déjà décidé à critiquer âprement tout ce qui lui en offrirait l'occasion, était particulièrement chatouilleux pour ce qu'il considérait de sa compétence et ne voulait pas en être frustré.

Le premier, Bézard reprocha à la loi de n'être que le complément d'un arrêté inconstitutionnel. Encore si cet arrêté avait été une mesure dont le gouvernement ne pouvait se passer, « mais il prétend n'avoir pas excédé son pouvoir. Et ce serait avec une mûre connaissance de ses idées, de ses principes, c'est avec le texte de cette doctrine sous les yeux que le Tribunat et le Corps législatif sanctionneraient des dispositions additionnelles à celles de cet arrêté... » (29)

Les orateurs suivants : Portiez, Jubé, Laloï reprirent

(29) Discours du 11 frimaire.

tous le grief d'inconstitutionnalité; ce n'étaient pourtant pas des membres de l'opposition; ceux-ci s'abstinrent, jugeant sans doute que leur intervention n'était pas nécessaire et se réservant pour d'autres occasions où ils seraient seuls à critiquer un projet moins facile à attaquer. Au Tribunal, le projet ne ne recueillit que cinq voix contre quatre-vingt-cinq, au Corps législatif cinquante-huit contre deux cent neuf, malgré l'appel à la concorde entre les différents corps de l'Etat que fit Regnault de Saint-Jean-d'Angély en présentant le projet. Il savait bien ce qui avait dressé les deux assemblées contre la loi, quoiqu'il feignît de ne pas y croire. « J'écarte la pensée d'une jalousie de pouvoirs, aussi improbable qu'impossible. »

Tel était pourtant le véritable motif du rejet, et c'est pourquoi le gouvernement en fut si blessé. La loi n'avait pas une importance capitale, mais ce vote prouvait la mauvaise volonté des assemblées et l'influence qu'y prenaient les membres de l'opposition. Ceux-ci le considérèrent comme une victoire (30). Leur union portait ses fruits, ils la resserrèrent encore. Constant proposa de s'entendre en petit comité pour préparer les séances et distribuer les rôles; cette réunion préparatoire prit le nom de « Comité

(30) Arch. nat., AF IV 1329, *Rapport de police du 12 frimaire*.

des Lumières » (31). Les opposants s'y groupèrent, afin de continuer la tactique qui leur réussissait si bien. Ils se croyaient sûrs du Tribunal; que, de son côté, le Corps législatif continuât de refuser son vote au gouvernement, celui-ci serait obligé de céder. L'élite intellectuelle se passionna; les tribunes, souvent presque vides l'année précédente, se remplirent de curieux attirés par la lutte et désireux d'en suivre les péripéties. (32)

Celle-ci reprit le 12. La commission du Tribunal, composée de Faure, rapporteur, Andrieux, Mallarmé, Ganilh et Gary, demanda à l'unanimité et pour la première fois le rejet d'une loi, celle sur les justices de paix. Le gouvernement en réduisait le nombre de près de moitié et augmentait par conséquent l'étendue de leur circonscription. Il invoquait, pour justifier cette réduction, la difficulté de trouver un assez grand nombre d'hommes instruits et capables de remplir ces fonctions et la nécessité de faire des économies. Il retirait aux juges de paix la police judiciaire, sans indiquer à qui elle serait confiée, se réservant de régler ce point par une loi ultérieure; il donnait comme motif de cette réforme que la police manquait de vigueur dans la main de ces magistrats.

Ce fut surtout sur ces deux points que se porta

(31) Bailleul, *Causes de l'élévation de Napoléon et de sa chute*, I, 121.

(32) Arch. nat., F. 7, 3829, *Rapport du 12 frimaire*.

l'opposition. Au premier, elle objecta que l'économie serait plus apparente que réelle, le juge serait obligé à se déplacer au loin pour apposer les scellés, les plaideurs à venir de plus grandes distances pour assister aux audiences. Ce fut surtout le retrait de la police aux juges qui inquiéta à juste titre les tribuns; on touchait là aux libertés individuelles et les juges de paix étaient les seuls magistrats qui fussent élus. La loi qui devait régler cette nouvelle organisation n'existait pas encore; il fallait pour le moins attendre qu'elle fût présentée au Corps législatif pour qu'on pût voter le projet actuel en toute connaissance de cause. En outre, il y eut des critiques de détail : « De nombreuses omissions, des dispositions obscures, insuffisantes, erronées, divers renvois, les uns implicites, les autres formels ; au total, rien n'est plus incomplet. » (33)

Grâce à l'entente qui régnait parmi les opposants, il n'y eut pas, comme dans la session précédente, de discours présentant les mêmes arguments, d'orateur montant à la tribune pour répéter, sous une forme à peine différente, ce qui avait été déjà dit. La critique, encore que les membres les plus éloquents de l'opposition ne prissent pas part à la discussion, fut clairement présentée. Bara attaqua la réduction du nombre des juges (discours du 12 Frimaire), Grenier le retrait de la police à ces magistrats (14 Frimaire), Cail-

(33) Faure, *Rapport du 12 frimaire*.

lemer s'en prit à quelques points de détail (15 Frimaire).

Huguet rompit ce bel ordre; il prit la parole pour demander la suppression de la conciliation; il présentait là une opinion toute personnelle; son discours touffu, qui interrompait une discussion si bien engagée, déplut au Tribunal, qui passa à l'ordre du jour et n'ordonna pas l'impression (elle fut faite cependant). Le même jour, Sédillez parla pour le projet; espérait-il que son avis serait de quelque poids dans la décision que prendraient ses collègues? En marge de son discours, on lit cette remarque mélancolique : « Cette défense n'a pas trouvé beaucoup de faveur; elle contrariait une opinion générale presque formée. » Carret parla également pour le projet, mais les autres tribuns favorables au gouvernement s'abstinrent; sans doute comprenaient-ils que la partie était perdue d'avance et préféreraient-ils ne pas se compromettre aux yeux de leurs collègues.

Bonaparte comprit qu'il allait à un échec et retira le projet. Il était furieux; il avait essayé de conquérir individuellement plusieurs membres de l'opposition, notamment Duveyrier, avec qui il était en froid depuis l'« idole de quinze siècles ». Le tribun dînait chez Cambacérès, qui l'entraîna chez Madame Bonaparte. Le Premier Consul parut content de le voir, parla des projets de loi, puis brusquement : « Et l'idole, vous savez bien : que si l'on nous parle... » Duveyrier s'excusa de son mieux, il avait dit « des idoles », il voulait parler de Necker, du duc d'Or-

léans, de Mirabeau, de La Fayette, de Pétion, de Robespierre, de Marat... Bonaparte l'interrompt : « Encore pis ! Necker et Bonaparte, Bonaparte et Pétion, Robespierre et Bonaparte, Bonaparte et Marat ! Non, non, vous ne pensiez qu'à moi seul. L'idole a maintenant plus de quinze jours et elle entend bien ne céder la place à personne. Je vous connais maintenant, ajouta-t-il pour excuser son interlocuteur désespéré : avocat distingué, la parole prompte, l'imagination vive, la tête méridionale. » (34)

Il avait proposé à plusieurs tribuns de venir discuter avec lui dans son cabinet « au lieu de déclamer à la tribune. Nous aurions des conversations de famille. » (35) Il avait demandé à Daunou de venir au Conseil d'Etat, lui disant franchement : « Ce n'est pas que je vous aime, mais j'ai besoin de vous. » (36) Andrieux, à qui il faisait des avances et se plaignait de l'opposition, lui répondit : « Vous êtes de la section de mécanique, vous savez qu'on ne s'appuie que sur ce qui résiste. » (37)

Le mauvais résultat de ses tentatives de séduction et l'échec de son projet de loi produisirent chez lui une mauvaise humeur qui éclata le 2 Nivôse au Conseil d'Etat. Il déclara que « le Tribunat était d'une insolence insupportable, les amis du gouvernement y

(34) Réal, op. cit., p. 40.

(35) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 198.

(36) Guillois, *Le salon de Mme Helvétius*, p. 159.

(37) Jules Simon, *l'Académie sous le Directoire*, p. 178.

étaient sans courage, même Desmeunier..... que de toutes les assemblées le Tribunat était la plus méprisable. » Enfin il chargea la section de l'Intérieur de proposer une organisation du Tribunat et du Corps législatif telle que le Tribunat « ne puisse plus insulter en public le gouvernement » (38).

Son mécontentement était partagé par les conseillers auteurs du projet et que blessaient les critiques des tribuns.

La session débutait mal, l'opposition triomphait. Après avoir été vaincu lors de la loi sur les archives, le gouvernement capitulait. Les opposants, enivrés par leur victoire, se contenaient moins et parlaient ouvertement de leurs projets. Déjà, avant le début de la session, Duveyrier prédisait que « le gouvernement ne tiendrait pas plus que celui du Directoire » (39); chez Madame Vestris, belle-sœur du danseur du Théâtre-Français, Chénier déclarait que « les mesures étaient prises pour changer l'ordre des choses qui sapait l'édifice révolutionnaire » (40). « A-t-on oublié que nous avons fait le 10 Août? » s'écriait-il un autre jour. Dès le début de Frimaire, il y avait eu chez Bailleul une réunion secrète à laquelle assistaient Huon, Ginguéné, Hardy, et l'on avait envisagé la possibilité d'un coup d'Etat (41).

(38) Rœderer, III, 378.

(39) Arch. nat., AF IV, *Rapport du 3 vendémiaire*.

(40) Id., *Rapport du 9 vendémiaire*.

(41) Arch. nat., F. 7, 3829, *Rapport du 7 frimaire*.

Certains membres des assemblées auraient-ils songé à organiser un attentat contre Bonaparte? Le rapport de police du 2 Nivôse l'affirme. Selon lui, Constant et Lenoir-Laroche se seraient entendus avec les exclusifs et en particulier avec Bergoeing, ex-représentant, pour se débarrasser de Bonaparte; Barras aurait fait partie du complot et ç'aurait été à lui qu'un homme serait allé proposer en son nom et en celui de treize camarades de tuer le Premier Consul moyennant une somme de deux cent cinquante mille francs déposée d'avance. Une des conditions aurait été la réunion des Thermidoriens aux patriotes. Constant aurait assuré que la somme était déjà déposée et qu'on s'occupait de faire la liste des nouveaux gouvernants. Était-ce là pure invention de la part d'un policier trop zélé et à court de renseignements, ou étaient-ce vaines rodomontades de Constant et de Barras, qui aimaient tous deux à se faire passer pour des conspirateurs dangereux et ne reculaient pas devant l'invraisemblance de leurs inventions? C'est possible et même probable, car on ne s'imagine guère Constant allié avec Barras. Nulle part on ne trouve trace de ce complot. Peut-être cependant n'eut-il pas le temps de se former complètement, les royalistes ayant devancé les jacobins. Le 3 Nivôse un attentat détourna violemment l'attention des luttes parlementaires et les relégua à l'arrière-plan; le Premier Consul faillit être tué rue Saint-Nicaise par l'explosion d'une machine infernale. L'émotion fut intense; l'hypothèse de la mort

de Bonaparte s'empara de la nation, et l'affola. Sans lui, que deviendrait la France? Elle se voyait de nouveau livrée à l'anarchie directoriale ou à la guerre civile. De toutes parts, des adresses affluèrent, félicitant le Premier Consul d'avoir échappé au danger et exprimant l'angoisse du pays. Si Bonaparte avait douté de sa popularité, il eût pu s'en rendre compte, ainsi que de la reconnaissance que le pays lui témoignait. Il comprit qu'à la faveur de l'émotion soulevée il pourrait obtenir ce qu'il demanderait, et autour de lui conseillers et sénateurs le comprirent aussi.

La plupart des adresses demandaient la punition des coupables; beaucoup accusaient ceux qu'on dénommait les terroristes; la majorité des membres du gouvernement croyait que la machine infernale était leur œuvre, Bonaparte en semblait certain; seul, Fouché se réservait. Mais l'attentat du 3 Nivôse n'allait pas être pour le pays un simple accident sans autre conséquence que des arrestations arbitraires et des déportations injustes; il allait permettre au Premier Consul de se forger un moyen de gouvernement nouveau qu'il emploiera dans les circonstances particulièrement importantes, lorsqu'il voudra éviter le pouvoir législatif et modifier en dehors de lui la Constitution. Les gouvernements révolutionnaires n'avaient pu influencer sur elle que par des coups d'Etat; Bonaparte va se donner un moyen d'agir sur elle légalement. Employée d'abord pour punir les auteurs supposés d'un acte criminel et pour atteindre dans quelques individus un parti que l'on craignait encore,

cette arme allait lui servir à accroître sa puissance et lui donner un pouvoir infiniment plus grand que celui d'un souverain constitutionnel. Pour qu'elle n'inquiât pas l'opinion, pour que les républicains ne fissent pas une opposition qui en eût dévoilé les dangers, il fallait qu'elle parût nécessaire : l'attentat de Nivôse la justifiait. Et ce fut là une date importante dans l'histoire du Consulat, puisque le sénatus-consulte de Nivôse an IX prépara et permit celui de l'an X et celui qui établit l'Empire.

Ce fut au Conseil d'Etat que cette arme fut forgée. Le 4 Nivôse, une députation de conseillers vint féliciter le Premier Consul de n'avoir pas été atteint et lui demanda de prendre des mesures de répression. « Il est temps de satisfaire au vœu national et de présenter les mesures nécessaires au maintien de l'ordre public. » (42) Bonaparte répondit que les coupables n'étaient pas des royalistes comme le prétendait Fouché : « Ce sont des septembriseurs, des scélérats couverts de crimes, qui sont en conspiration permanente, en révolte ouverte, en bataillons carrés contre tous les gouvernements qui se sont succédé. » Tous les assistants abondèrent dans son sens, excepté Fouché qui restait à l'écart, pâle et défait. Les députations du Sénat et du Tribunat arrivèrent ensuite, persuadées que la législation existante ne suffisait

(42) Discours de Boulay, cité par Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, II, 39.

pas pour punir et prévenir ces crimes, et demandant au gouvernement des mesures efficaces à ce sujet. Ainsi sollicité, Bonaparte n'avait qu'à tirer parti de cette bonne volonté et demander au Conseil d'Etat l'armée que les parlementaires l'incitaient à prendre.

Il rencontra une résistance inattendue. Les conseillers, habitués à discuter librement et qui ne voulaient pas abdiquer leur dignité ni leur conscience, protestèrent contre la loi qu'on voulait les obliger à rédiger, et dans ce corps qui faisait partie du gouvernement il y eut une opposition fort vive contre le chef de ce gouvernement. Elle ne fut pas formée seulement de républicains, quoique ceux-ci fussent les plus violents. Elle comprit tous les conseillers, jacobins et royalistes; en même temps qu'elle ressuscitait brusquement les vieilles haines de parti, elle les réunit cependant contre l'arbitraire et l'injustice.

Dès la première séance, il y eut conflit. Le Conseil d'Etat se proposait d'ajouter deux articles à la loi sur les tribunaux spéciaux à laquelle il travaillait; l'un attribuerait à ces tribunaux la connaissance des attentats contre la sûreté du gouvernement, l'autre donnerait au Premier Consul le droit d'expulser de Paris les individus dont la présence compromettrait la sûreté de l'Etat. Mais dès que Portalis eut fini l'exposé des motifs, et avant qu'il eut commencé à lire les articles, le Premier Consul s'éleva contre la lenteur des tribunaux spéciaux. « Il faut fusiller autant de coupables qu'il y a de victimes, quinze ou vingt, en déporter deux cents et profiter de cette occasion pour

purger la République. » (43) Il voulait la formation d'un tribunal extraordinaire dont il ferait partie et qui jugerait les jacobins. (41) Røederer et Cretet s'élevèrent contre son désir d'être juge. (45) Truguet demanda que le tribunal put atteindre également les royalistes et s'attira cette réponse véhémement de Bonaparte : « Veut-on que je déporte dix mille prêtres, des vieillards ? Il faut que je renvoie tous les membres du Conseil d'Etat, sauf deux ou trois ; on dit aussi que ce sont des royalistes, même le citoyen Defermont. Il faudra que j'envoie le citoyen Portalis à Sinnemary, Devaisne à Madagascar... Ne croyez pas, citoyen Truguet, que vous vous sauveriez en disant : J'ai défendu les patriotes au Conseil d'Etat. Ces patriotes-là vous immoleraient comme nous tous. »

Il avait parlé un quart d'heure avec fougue, et leva brusquement la séance. Truguet, devant qui il passait, voulut lui dire quelques mots, il ne s'arrêta pas : « Allons donc, tout ceci est bon à dire chez Madame de Condorcet et chez Mailla-Garat ». Ce n'était pas la première fois qu'il y avait au Conseil d'Etat des discussions entre le Premier Consul et Truguet ; le conseiller était souvent maladroit dans ses critiques, bles-

(43) Les envoyés à la fête de la République, en vendémiaire, avaient demandé qu'on prit des mesures à cet effet.

(44) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, II, p. 39 et suivantes.

(45) Røederer, *Œuvres*, III, 57.

sant parfois. Quelques semaines auparavant, lors d'une des séances consacrées aux colons de l'île Bourbon, Truguet avait fait l'apologie de la politique du Directoire. Barbé-Marbois avait répondu et Bonaparte était intervenu, soutenant avec force celui-ci; mais il n'avait jamais apporté une telle ardeur à la discussion.

Cette violence inquiéta les conseillers qui voulurent s'opposer aux mesures qu'il réclamait. Le lendemain matin, les sections de Législation et de l'Intérieur furent convoquées chez Cambacérès, qui leur dit que le Premier Consul insistait pour qu'on donnât au gouvernement un pouvoir extraordinaire et demandait la rédaction d'un projet de loi dans ce sens. La plupart des membres protestèrent; Portalis, qui d'ordinaire soutenait les opinions du Premier Consul, parla longuement, avec plus de chaleur que de coutume, contre les mesures d'exception; lui qui avait été proscrit par les jacobins, il voulait leur éviter l'injustice dont il avait été victime. De nouveau, il demanda l'addition d'articles à la loi sur les tribunaux spéciaux, comme s'il négligeait la sortie violente par laquelle, la veille, le Premier Consul avait interrompu son discours. Sans discuter la question, Cambacérès répondit qu'on pouvait sans crainte rédiger le projet demandé, puisqu'il y aurait discussion, ce que le Premier Consul accueillait toujours favorablement, « à condition qu'on n'y mêle ni amertume ni épigramme », ajouta-t-il. Ceci était à l'adresse de Truguet. Il n'était possible de rien objecter; les con-

seillers se résignèrent donc ; il ne pouvaient en effet avouer leur crainte de se laisser arracher, quand ils seraient en présence de Bonaparte, une mesure qu'ils lui refuseraient en son absence. Toute cette séance fut très agitée. Rœderer, ennemi personnel de Fouché, faisait circuler une pétition demandant qu'on retirât la police à ce ministre, qu'on changeât tous les membres de cette administration, attribuant l'attentat à la bienveillance de l'ancien jacobin pour ses anciens alliés. Cambacérès eu beaucoup de mal à ramener un peu de calme.

A midi, il y eut une seconde séance, chez le Premier Consul cette fois. Aux deux sections étaient venus se joindre, outre les consuls, les ministres de l'Intérieur, de la Justice et Talleyrand; Fouché n'y était pas convoqué, tant était grande la conviction que les coupables étaient des terroristes et qu'il avait une part de responsabilité dans leurs menées. La question fut ainsi posée : le gouvernement agirait-il de sa propre autorité, ou fallait-il une loi? Bonaparte penchait pour la deuxième solution; il voulait des mesures légales, conformes à la Constitution. La loi votée, on ne pourrait lui faire aucun reproche, puisque les assemblées l'auraient acceptée. Au contraire, les conseillers étaient d'avis qu'un acte de gouvernement suffirait pour prendre cette mesure qu'ils réprouvaient. Hommes consciencieux et honnêtes, ils ne voulaient pas échapper à la responsabilité qui pèserait sur eux, ni demander la collaboration des assemblées qui seraient ainsi liées en quelque sorte par leur

complicité à cette mesure que leur vote rendrait légale; peut-être croyaient-ils que le gouvernement craindrait d'agir s'il se trouvait seul.

Il semble que quelques conseillers doutassent déjà de la culpabilité des terroristes. Thibaudeau s'éleva le premier contre le projet, disant que dans les assemblées, on n'était pas certain qu'ils fussent les auteurs de l'attentat. Lui-même n'en paraissait pas convaincu : il n'y avait pas de tête à ce parti, personne pour donner l'impulsion, personne surtout pour profiter de l'attentat. Cet argument n'entama pas la conviction du Premier Consul; pour l'assassiner ils n'avaient pas besoin de prévoir qui lui succéderait, on verrait après. Thibaudeau fit encore remarquer qu'on devinerait contre qui ces lois étaient faites ; Bonaparte ne le nia pas : il avait déjà des lois spéciales contre les émigrés et les chouans. Thibaudeau usa alors d'un autre argument : la loi ne passerait pas. A cela Bonaparte répondit que le parti jacobin n'avait pas assez de représentants au Corps législatif pour la faire repousser. Thibaudeau se tut devant l'échec de ses tentatives. Que pouvait-il faire de plus pour voter une loi dirigée contre des hommes qu'ils ne croyaient pas coupables? Rœderer et Regnault parlèrent ensuite; ils craignaient aussi un vote hostile et, dévoués au Premier Consul, ils s'en inquiétaient. Bonaparte, qui avait gardé tout son calme pour discuter avec Thibaudeau et avait parlé sur le ton d'une conversation familière et amicale, quand il eut à

combattre le même argument présenté par ses fidèles Røederer et Regnault, s'emporta comme la veille : « Vous êtes toujours dans l'antichambre du Tribunal...parce que l'on vous a rejeté deux projets de loi, vous tremblez. » Miot partageait les inquiétudes de Regnault et de Røedere; comme eux, il repoussait l'idée d'un acte de gouvernement, et cependant craignait pour la loi un rejet ou un vote à une très faible majorité; comment se passer du Corps législatif ? « Vous avez raison, lui dit Talleyrand près de qui il était assis et à qui il faisait part de ses inquiétudes, mais n'y a-t-il que le Corps législatif ? A quoi bon avoir un Sénat si on ne s'en sert pas ? » (45 *bis*) Ce fut à cet habile ministre que s'adressa Bonaparte quand, pour couper court à la discussion, il posa nettement ces questions : « le pouvoir extraordinaire n'appartient à personne. Qui a le droit de le donner ? Si personne n'en a le droit, le gouvernement doit-il le prendre ? Citoyen Talleyrand, quel est votre avis ? » Il n'était plus moyen de tergiverser, il fallait répondre directement. Talleyrand conseilla un acte de gouvernement comme en imposant plus à l'étranger; Abrial fut du même avis, afin que l'on agit vite; Lebrun l'appuya. Cambacérès ne vota pas, mais il était facile de voir qu'il penchait pour la loi. La majorité décida qu'elle n'était pas nécessaire.

Une séance plénière eut lieu l'après-midi même;

Portalis rapporta la délibération du matin. La majorité se prononça pour l'acte de gouvernement. Truguet, Defermont, Lacuée votèrent contre; beaucoup ne votèrent pas. Les sections de Législation et de l'Intérieur restèrent seules en séance pour rédiger l'arrêté conformément au vote; mécontent de celui qu'on lui présenta, le Premier Consul fit proposer à la délibération les points suivants : 1° une commission militaire; 2° une commission spéciale pour déporter; 3° consulter le Sénat avant l'exécution. Les sections délibérèrent sur la première question. Dans leur désir de voir le gouvernement assumer directement la responsabilité des mesures arbitraires qu'elles prévoyaient, elles déclarèrent que le gouvernement devait déporter lui-même, et toujours pour le même motif, afin qu'il ne s'en fit pas un collaborateur ou un complice, le gouvernement communiquerait les actes au Sénat, au Tribunat et au Corps législatif après et non avant l'arrêté qui aurait été pris.

Qu'il ait ou non deviné les motifs qui faisaient agir le Conseil d'Etat, Bonaparte exposa à Boulay les raisons qui lui faisaient demander la sanction du Sénat avant l'acte et Boulay les rapporta à ses collègues. Ses arguments étaient puissants : les consuls étaient irresponsables, ainsi que les conseillers d'Etat; était-il juste que, prenant une mesure inconstitutionnelle, ils la fissent exécuter par un ministre responsable qui, si l'acte était déféré au Sénat, serait seul accusé ? D'autre part, si le Premier Consul disparaissait, ne se pourrait-il pas qu'on accusât les deux autres consuls ?

Et, s'adressant à Cambacérès, qui s'était montré d'un avis opposé au sien, il lui fit remarquer qu'il ne serait pas de force à imposer silence à ses ennemis.

Ainsi, c'était pour obtenir la collaboration du Sénat, pour éviter que le gouvernement portât seul la responsabilité de cette mesure, que Bonaparte demandait cette sanction, que pour ces raisons mêmes les conseillers avaient voulu lui refuser. Et, pour qu'on ne lui objectât pas la possibilité d'un refus de la part du Sénat, il proposa de faire présenter par le préfet de police devant les consuls, le Conseil d'Etat et les ministres un rapport sur l'attentat du 3, ses auteurs, les mesures proposées par le gouvernement; le conseil délibérerait et des orateurs iraient ensuite au Sénat porter le résultat de cette délibération. Il ne doutait pas de l'approbation de ce corps, il savait que la majorité des sénateurs était hostile aux jacobins; de plus, si vraiment les opposants, le parti de Sieyès avait eu partie liée avec eux pendant Marengo, il connaissait assez la mentalité de ces hommes craintifs, attachés à leurs fonctions, pour ne pas douter qu'ils laisseraient frapper leurs anciens alliés afin de détourner les soupçons.

Les sections ne pouvaient rien objecter; Bonaparte ne leur demandait pas leur avis, il leur ordonnait de rédiger d'avance le procès-verbal de cette grande séance du Conseil. Cette rédaction demanda quatre jours, les conseillers ne pouvant empêcher cette mesure firent traîner la discussion. D'ailleurs on se demandait de plus en plus si les terroristes étaient vrai-

ment coupables et des doutes s'élevaient nombreux à ce sujet. Dès le premier jour, Bonaparte avait affirmé cette culpabilité avec véhémence mais sans apporter aucune preuve, cependant que Fouché s'était laissé accuser sans se défendre comme s'il était sûr d'avoir plus tard le dernier mot. A Thibaudeau, qui lui demandait ce que signifiait cette attitude et l'interrogeait avec force, il avait répondu : « Je parlerai quand il sera temps. Rira bien qui rira le dernier ».

Après une séance préparatoire du Sénat, dont la majorité se montra prête à accéder aux désirs du Premier Consul, eut lieu la séance plénière du Conseil d'Etat préparée par les sections avant que l'on connut l'innocence des terroristes. Depuis quelques jours, le *Moniteur* publiait des rapports de police signalant les menées de ce parti, rappelant la tentative d'assassinat de Cerrachi. Quoiqu'il sut mieux que personne que les coupables étaient les royalistes, Fouché fit, devant les consuls, les conseillers, les ministres, un rapport où, sans accuser directement les jacobins de l'attentat, il demandait qu'on les frappât comme danger public; puis il lut une liste portant les noms de cent vingt d'entre eux qu'on devait traduire devant une commission militaire, déporter ou exiler. Après cette lecture, le Premier Consul ouvrit la discussion sur le point de savoir si les hommes figurant sur cette liste devaient être l'objet d'une mesure générale. Personne ne parla. Devant l'iniquité d'une telle mesure, à laquelle on voulait les associer, les conseillers res-

tèrent atterrés. Pour briser le silence, le Premier Consul déclara qu'il allait mettre aux voix. Alors Thibaudeau protesta : « Jamais on n'avait discuté que le point de savoir s'il fallait une mesure extraordinaire et le gouvernement devait la proposer au Sénat, au Corps législatif ou la prendre lui-même, sauf ensuite au gouvernement à la faire appliquer aux individus reconnus coupables ». Et maintenant, on voulait la prendre avant tout recours au Sénat, on voulait l'appliquer à des individus qu'on savait innocents et l'on voulait que les conseillers délibérassent sur ces individus eux-mêmes ! Quelle que fut l'admiration des conseillers pour le génie de Bonaparte, quoiqu'ils eussent été nommés par lui, quoique depuis plus d'un an ils fussent ses collaborateurs les plus directs, les plus dévoués peut-être, c'était là une chose qu'ils ne pouvaient admettre.

Boulay appuya Thibaudeau, Rœderer protesta contre l'injustice : « Il faut prendre garde de ne pas punir d'un côté quand le crime est de l'autre ». Regnault critiqua que, dans son rapport, Fouché eut dit qu'on « tenait les fils », « il faut dire qu'on ignore les auteurs ». Ces arguments étaient justes et Bonaparte ne put donner que cette réponse : on avait des convictions, non des preuves. Il savait à ce moment que les coupables étaient des royalistes et non des terroristes, d'où son embarras. Cambacérès vint à son secours et abonda longuement dans son sens. Il avait une grande influence sur les conseillers, il était moins directement intéressé dans cette affaire que son col-

lègue, ancien conventionnel, on pouvait le croire plus favorable à ceux qu'on voulait frapper. Pourtant, il argua que le ministre qui avait fait le rapport était responsable, que ce n'étaient ni les consuls, ni les conseillers qui appliqueraient cette mesure, qu'il jugeait utile, mais le ministre et le préfet de police responsables. Le Premier Consul approuva : maintenant il n'y avait pas d'autre réponse à faire aux justes objections des conseillers que de leur rappeler que ce ne seraient pas eux qui en porteraient la responsabilité. Il coupa court en mettant aux voix les questions suivantes : « Faut-il une mesure extraordinaire? » Les conseillers avaient trop longtemps discuté cette mesure pour pouvoir en repousser le principe. « Faut-il une loi? » Lacuée et Defermon, qui s'étaient prononcés pour la loi dans la séance du 6, déclarèrent qu'il n'en était plus besoin puisqu'on consultait le Sénat; seul, Truguet persista dans sa manière de voir, et demanda que le gouvernement fit part de ses hésitations au Corps législatif.

Boulay de la Meurthe lut sa rédaction du procès-verbal préparé par les deux sections. « Attendu qu'il a existé une classe d'individus qui ... ne peut être envisagée... que comme une ligue de brigands, que la Constitution et les lois sont insuffisantes contre eux, ...le gouvernement devra déporter les individus que le ministre de la police lui désignera et qu'il reconnaîtra comme faisant partie de cette classe. Cet acte étant un acte extraordinaire devra être déféré au Sénat pour devenir matière d'un senatus consulte pronon-

çant sur la question de savoir si cet acte est conservatoire de la Constitution ». Ainsi le Sénat ne pourrait ni improuver ni infirmer l'acte, mais seulement déclarer s'il était inconstitutionnel; c'est ce que répondit Bonaparte à Defermon qui lui demandait pourquoi on déférerait l'acte au Sénat : il s'agissait de lier seulement celui-ci pour qu'il ne put pas, plus tard, attaquer cette mesure.

La discussion avait duré sept jours et Bonaparte n'avait pas obtenu ce qu'il demandait tout d'abord : l'établissement d'un tribunal extraordinaire dont il fut président. Les conseillers n'en avaient pas moins accepté un acte injuste qui condamnait des non coupables. Ils n'avaient pu faire autrement; contre eux, ils avaient eu les consuls, et surtout Cambacérès dont ils connaissaient la modération, les ministres Fouché, Abrial, Talleyrand. On leur avait présenté la nécessité de cette mesure : il n'existait aucun autre moyen de frapper les jacobins. Ils se laissèrent arracher leurs votes, et les premiers qui cédèrent furent d'anciens jacobins. Ce fut Réal, l'ami de Fouché qui, lorsqu'il apprit à ses collègues quels étaient les vrais coupables, annonça en même temps qu'il signerait la liste de proscription. Boulay et Emmery firent la même déclaration. Outre Truguet qui ne céda pas, ce furent Rœderer, Regnault, et surtout Thibaudeau qui résistèrent le plus longtemps. Ils cédèrent cependant espérant que le Sénat refuserait son approbation à cet acte arbitraire.

Le Sénat approuva. Dans la séance préparatoire

du 10, Sieyès, le chef de l'opposition, n'avait pas défendu l'acte que Lanjuinais avait violemment attaqué. Cependant une minorité composée des membres les plus indépendant : Cabanis, Garat, Volney, Lambrechts, Lenoir-Laroche, Vimar, en avait montré les injustices; mais la grande majorité avait opiné dans le sens du Premier Consul. Quand la délibération du Conseil lui fut transmise, le Sénat ajouta aux motifs du Conseil d'Etat des développements par lesquels il affirmait son droit à collaborer à cette mesure. « Considérant que le désir et la volonté du peuple ne peuvent être exprimés que par l'autorité spécialement chargée de conserver le pacte social, ...que le Sénat est le juge naturel de la mesure,... ».

Dans ce sénatus consulte, les sénateurs voyaient le moyen de constater leur droit à agir sur la Constitution; il avait fallu pour cela condamner des individus innocents du crime qui servait de prétexte à cet acte; ils ne s'arrêtèrent pas à cette considération. Seuls, ne voulant pas s'associer à ce vote, n'osant pas voter contre, peut-être à cause de Sieyès, Lanjuinais, Garat, Cabanis, Volney ne vinrent pas siéger le jour du scrutin (46) et le sénatus consulte reçut l'approbation du Sénat.

L'attitude de ce corps s'explique aisément. Ces républicains modérés, ces révolutionnaires nantis, avaient peur des jacobins et saisirent l'occasion de les frap-

(46) Guillois, *Le salon de Mme Helvétius*, p. 144.

per. D'autre part, le projet augmentait leur importance; du Sénat inactif, uniquement gardien de la Constitution, il faisait un corps agissant « dont l'autorité, supérieure à toutes les autres, dominerait tout le système constitutionnel, et qui, sous prétexte d'en assurer la conservation, deviendrait maître de la modifier au gré du gouvernement » (46 bis). Le Sénat ne comprit-il pas quel pouvoir il donnait au Premier Consul, ou l'ambition fut-elle plus forte que la prudence? Peut-être sentait-il l'opinion publique encore vibrante de la frayeur éprouvée. Peut-être n'osa-t-il pas refuser ce que lui demandait Bonaparte. Quand celui-ci demanda la sanction sénatoriale, il savait depuis quatre jours qu'elle ne lui serait pas refusée (46 ter).

Grâce à la complicité du Sénat, le gouvernement avait pu éviter, dans ses mesures contre les jacobins, l'opposition du Tribunat. Celle-ci s'était tue momentanément, effrayée par l'attentat, et n'avait dénoncé ni le principe même du sénatus consulte, ni les déportations. Peut-être n'avait-elle pas osé défendre ces hommes que le pays condamnait, ou n'était-elle pas

(46 bis) Miot, op. cit., I, 341.

(46 ter) Pour les séances du Conseil d'Etat relatives à l'attentat du 3 nivôse, voir Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, ch. IV.

mécontente de voir frapper ceux qu'elle avait combattus à la fin du Directoire. Mais ce ne fut là qu'une trêve de courte durée; elle trouva une excellente occasion de se manifester contre le projet qui permettait au gouvernement d'établir des tribunaux spéciaux dans certains départements, pour certains crimes et qui devaient être une mesure extraordinaire. Le projet était antérieur au 3 nivôse et comprenait celui sur les justices de paix retiré en Frimaire. De plus, l'article 32 donnait au ministre de la police la faculté d'exiler à soixante kilomètres de Paris les individus qui lui paraîtraient dangereux.

Au Tribunal, Duveyrier fit un très long rapport; il examinait la loi point par point pour en justifier chaque article; il la jugea nécessaire, conforme à la Constitution puisque l'article 63 de la Constitution permettait d'en suspendre l'Empire et que le sénatus consulte du 19 déclarait qu'elle n'avait pas déterminé les mesures de sûreté nécessaires. Il approuva même qu'il n'y eut pas de possibilité de recours en cassation. Quoique cette loi fut dirigée contre les très nombreux brigands qui ravageaient alors les campagnes, l'attitude de Duveyrier pourrait surprendre, surtout à propos d'une loi si facile à combattre. Ce tribun s'était fait remarquer, notamment dans les premiers mois de la session de l'an IX, comme un des membres les plus actifs de l'opposition. Mais la politique conciliante de Bonaparte portait ses fruits, Duveyrier était reçu chez Mme Bonaparte, il discutait avec le Premier Consul; avant de faire son rapport,

il lui avait demandé la suppression de l'article 32 que Bonaparte avait immédiatement accordée. « Quel est l'imbécile qui a imaginé cet article? » s'était-il écrié, oubliant qu'il en était l'auteur (47).

Mais si Bonaparte s'était concilié Duveyrier, cette concession enhardit les tribuns, et le 5, Constant prit la parole sur la deuxième partie de la loi, celle qui créait les tribunaux spéciaux. Il y mit d'ailleurs une certaine modération, probablement à cause des récents événements; il reprocha au projet d'anéantir l'institution du jury, d'être inconstitutionnel, d'être mal rédigé; mais son discours, fort long, manquait de vigueur. Isnard, Chazal, qui lui succédèrent à la tribune, l'imitèrent. Le lendemain ce fut Daunou qui parla; il le fit sans fracas, sans ostentation, il ne s'égara pas dans des critiques de détail et ne produisit qu'un seul chef d'accusation, l'inconstitutionnalité, mais avec une terrible autorité. Pendant plusieurs heures il examina le projet; sa logique impitoyable en démontra toutes les parties, en produisit tous les ressorts cachés et c'était un réquisitoire si convainquant, si impitoyable que le *Moniteur* n'osa pas le reproduire exactement et l'altéra (48).

Après lui Chénier prit la parole avec sa véhémence coutumière; abandonnant la critique du projet, il

(47) Réal, op. cit., p. 149.

(48) Procès-verbaux du Tribunat, *Lettre de Daunou au président*, 8 pluviôse.

glorifia la Révolution, blâma le gouvernement de s'en écarter, l'adjura d'y revenir comme à un remède à tous les désordres. « Que le gouvernement se rallie toujours davantage aux principes républicains, aux institutions républicaines, à l'opinion républicaine... Que les rênes du gouvernement soient confiées à des mains républicaines, alors l'esprit public s'améliorera, alors les lois ordinaires suffiront parce qu'elles seront exécutées ». Ginguené mit dans son discours une violence inouïe, et cela dès les premières phrases. « Si le courage des amis de la liberté n'avait pas été éprouvé depuis douze ans par tant et de si fréquentes vicissitudes, aujourd'hui, plus que jamais, leur fermeté pourrait être ébranlée ». Il voulut prouver que ces tribunaux ramèneraient la Terreur : ils n'étaient pas prévus pour un temps déterminé, c'était une commission extraordinaire comme celles de la Convention, mais aggravée de ce fait que les membres nommés par le gouvernement lui seraient servilement dévoués; pour se justifier de les créer, c'était aux maximes terroristes qu'on avait recours. Il terminait par une apologie des révolutionnaires. Il n'attaquait pas directement Bonaparte, mais accusa le gouvernement de ressusciter l'arbitraire de la Révolution, et il y mit tant de colère, tant de passion, que ses collègues eux-mêmes en furent effrayés et lui demandèrent de retirer le dernier paragraphe qui ne fut pas imprimé.

Ensuite Bailleul, l'ami de Sieyès, prit la défense de la loi, peut-être pour justifier le sénateur de son vote

sur le sénatus consulte, et montra la nécessité des tribunaux exceptionnels. Parent, Réal et Picault furent hostiles et la discussion fut close le 14, après un discours acerbe de Mailla-Garat. On passa au vote et l'opposition fut très déçue quand la loi fut votée avec huit voix de majorité. Ginguené surtout était hors de lui. Il prétendait que Sieyès partageait sa colère, et avait réuni plusieurs de ses collègues pour aviser aux moyens de repousser une telle loi. Cependant, il comptait encore sur le Corps législatif. « Nous verrons ...si partout il y a des esclaves ». Il menaçait d'appeler l'armée au secours de la liberté : « Il est des généraux qui ne verront pas tout ceci d'un œil complaisant, nous avons des amis aux armées et si l'on veut ramper à Paris, nous irons rejoindre les soldats qui verront en nous les véritables représentants du peuple » (49).

La discussion reprit le 18 devant le Corps législatif; le rapport de Duveyrier fut terne, il ne pouvait en être autrement; il se contenta de réunir les critiques dont la loi avait été l'objet, de les classer, et termina en demandant l'adoption, conformément à son rapport au Tribunat et aux votes qui y avaient été recueillis. Siméon et Caillemer conclurent de même. Aussi ne fût-ce pas à eux, mais à Chénier et Ginguené que répondit le conseiller François de Nantes

(49) Arch. nat., F. 7, 3829, *Rapports de police des 14-15-16 pluviôse*.

dans un discours d'une cinglante ironie. « Laissons là les déclarations plus ou moins oratoires, les spéculations plus ou moins métaphysiques dans les ténèbres desquelles on a enveloppé la question... Ne pourrait-on pas appeler la satire ...qu'on a faite préface d'un code d'une nouvelle Arcadie, où tous les propriétaires sont tranquilles, où tous les citoyens sont en sûreté et où, en conséquence de cet heureux état de choses, c'est la métaphysique qui dicte les lois et les métaphysiciens qui gouvernent? » La réponse était dure et Cambacérès et Lebrun lui en firent le reproche, mais Bonaparte l'approuva : « Il vaut mieux perdre quelques voix et prouver que l'on sent les injures et qu'on ne veut pas les tolérer » (50). Il était exaspéré par les discours de l'opposition et surtout par celui de Ginguené et le vote de la loi avec cent quatre voix de majorité ne l'apaisa pas.

En réponse à l'opposition, il fit encarter dans les journaux officiels une page d' « observation ». Il reprochait aux opposants leur conduite pendant la Révolution et flétrissait les poltrons qui, pendant la Terreur, «ont vécu». Ceci était dirigé contre Sieyès qui avait fait cette réponse lorsqu'on lui avait demandé quel rôle il avait joué pendant cette époque troublée. « Ils sont douze ou quinze et se disent un parti. Déraisonneurs intarissables, il se disent orateurs. Ils débitent depuis cinq ou six jours de grands discours

(50) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 127.

qu'ils croient perfides et qui ne sont que ridicules. A qui en veulent-ils? Au Premier Consul... Ajoutez si vous voulez les sarcasmes de douze ou quinze nébuleux métaphysiciens ».

C'étaient surtout ces derniers qui l'irritaient, il disait au Conseil d'Etat : « Ils sont douze ou quinze métaphysiciens bons à jeter à l'eau. C'est une vermine que j'ai sur mes habits... Il ne faut pas croire que je me laisserai attaquer comme Louis XVI » (51). Néanmoins, il pouvait se rendre compte que dans les cas importants au moins les assemblées lui cédaient malgré les discours hostiles. De plus, les meneurs du Tribunal eux-mêmes n'osaient pas faire appel à l'opinion publique comme ils l'avaient déclaré tout d'abord. Chénier et Constant ne firent pas paraître les articles qu'ils avaient préparés, prétendant qu'ils avaient laissé passer le moment favorable (52). Ginguéné, qui avait menacé de s'élever contre la loi dans la *Décade* (53) n'y fit pas allusion.

Ils se sentaient plus forts sur le terrain parlementaire. Le mois suivant, le Tribunal rejeta le projet sur la dette et les domaines nationaux par vingt-six voix de majorité. On reprochait surtout au projet de ne pas présenter le budget un an à l'avance, de consolider la dette à 3 % alors que les créances de l'an VIII l'avaient été à 5 % et de renouveler ainsi la banque-

(51) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 204.

(52) Arch. nat., F. 7, 3829, *Rapport du 4 ventôse*.

(53) Id., *Rapport du 15 pluviôse*.

route à l'égard des porteurs de cette dette. La discussion fut très vive; quand on proclama le résultat du scrutin quelques cris de Vive la République furent poussés dans les tribunes que l'on fit évacuer sur la demande de Riouffe et de Chauvelin (54); cependant la loi fut votée au Corps législatif par 195 voix contre 91.

La loi relative à la procédure et au tribunal de cassation rencontra une opposition encore plus sérieuse. Thiessé, au nom de la commission composée, outre du rapporteur, de Desmeunier, Duchesne, Bézard, Ludot, l'attaqua avec beaucoup de force (55). Le projet, disait-il, n'apportait aucune des améliorations qu'on attendait; le nombre des nullités celui des affaires portées en cassation ne diminuerait pas, il s'écoulerait autant de temps entre le crime et le châtiment des coupables; bien plus, la nouvelle loi aggravait la situation : les frais de procédure, les chances d'impunité étaient augmentées, le tribunal dénaturé, le jury avili.

Après Roujoux, Andrieux prononça un discours remarquable : ses critiques étaient celles de Thiessé, mais présentées d'une façon plus précise, appuyées sur une analyse exacte des articles incriminés. Il conclut en disant que la Constitution elle-même faisait du Tribunat un corps « contradicteur et non un apo-

(54) Thiers, op. cit., II, 455.

(55) Discours du 25 ventôse.

logste du gouvernement » (56). Il obtint cinquante-deux voix de majorité contre le projet et fut désigné comme rapporteur devant le Corps législatif. Il y fit l'éloge des Anciens qui n'hésitaient pas à rejeter un projet pour un vice de rédaction, et des Cinq Cents qui le modifiait suivant la discussion qui avait eu lieu aux Anciens (57). Cet éloge des assemblées directoriales dont tant de membres siégeaient au Corps législatif lui réussit, et la loi fut repoussée par cent quatre voix de majorité.

La session finit peu après et le gouvernement se garda bien de la prolonger comme il avait fait en l'an VIII. Les discours montraient que l'opposition se développait considérablement et que sa tactique réussissait. Il avait maintenant à faire à « une opposition organisée, adversaire légale du gouvernement » « un véritable parti d'opposition parlante » (58). Cependant elle n'arrivait pas encore à produire de résultats fort importants. Pendant cette session, le Tribunat n'avait rejeté que deux projets, le Corps législatif trois; et aucun des membres des assemblées n'avait osé élever la voix contre le sénatus consulte et la déportation des cent vingt jacobins. Ce furent des conseillers qui intercédèrent pour quelques-uns d'entre eux; Berlier qui, à deux reprises, demanda

(56) Discours du 26 ventôse.

(57) Discours du 27 ventôse.

(58) Miot, op. cit., I, 258.

la liberté de Destrem et de Talot, et discuta âprement avec Bonaparte (59). C'était d'ailleurs au Conseil d'Etat que le Premier Consul avait rencontré le plus d'opposition au sénatus consulte, dans ce corps dont il avait lui-même recruté les membres qu'il pouvait révoquer.

Pour le Sénat, le sénatus consulte aurait dû être l'occasion d'affirmer son indépendance, de prouver que l'opposition n'était pas seulement une sorte de mauvaise humeur qui s'exhalait en vaines paroles et se cachait dans les salons et les réunions privées. Il ne le fit pas. Avec ce sénatus consulte qui livrait vingt innocents à l'arbitraire gouvernemental, il donnait au Premier Consul la mesure de sa faiblesse, et celui-ci s'en souviendra quand, un an plus tard, il voudra atteindre, non plus des jacobins, mais ceux-là mêmes que les sénateurs avaient nommés à leurs fonctions, leurs alliés, leurs amis, des membres de l'opposition : ce sera le Sénat lui-même qu'il chargera de les frapper.

(59) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 60.

CHAPITRE V

LA PREMIERE SESSION LEGISLATIVE DE L'AN X

LE CODE CIVIL — L'EPURATION

Pendant les vacances législatives, l'opposition se calma un peu; elle ne pouvait plus se manifester dans les assemblées et la présence de Bonaparte à Paris arrêtait les intrigues étendues. Néanmoins, elle continua à s'agiter autour de Sieyès. Celui-ci, tout en assurant le Premier Consul de son entier dévouement, laissait ses amis le prôner ouvertement, et prétendre qu'il pourrait, grâce à ses relations avec l'étranger, faire déclarer la guerre personnellement au Premier Consul qui serait « bon gré mal gré obligé de céder la place » (1). C'était Bailleul qui répandait ces bruits; il essayait de persuader aux exclusifs que Sieyès avait de « grands moyens », et ceux-ci finissaient par le croire; peu à peu, ils admettaient que, reconnaissant qu'il s'était trompé en s'alliant aux orléanistes, il revenait franchement vers les exaltés (2).

L'arrivée à Paris de Mme de Condorcet consolida les opposants en les groupant. Elle avait rencontré

(1) Arch. nat., F. 7, 3829, *Rapport de police du 16 germinal*.

(2) Id., *Rapport du 29 floréal*.

Fauriel au Muséum quelques mois plus tôt, il avait démissionné de son poste au ministère de la police et s'était installé avec elle dans un appartement de la Grande Rue Verte, non loin de chez Lucien Bonaparte. L'ancienne Société d'Auteuil l'avait bien accueilli; lui s'était d'abord montré froid et défiant; puis l'accord s'établit complètement, et le nouveau salon devint un centre d'opposition comme celui de Mailla-Garat ou de Mme de Staël (3).

Celle-ci avait passé l'été à Coppet, d'où elle avait essayé une fois de plus d'attirer l'attention du Premier Consul. Pour y arriver elle employa cette fois son père, persuadée qu'il se ferait écouter. Au début d'août, Necker publia les « Dernières vues de politique et de finances offertes à la nation française ». Elle ne doutait pas qu'une œuvre aussi géniale, fruit d'une longue expérience et de sages réflexions, ne fut destinée à passionner le public et à soulever l'opinion. Son attente fut absolument déçue.

Necker commençait par une critique de la Constitution de l'an VIII; il en relevait les défauts, en prédisait avec sagacité les résultats : il niait qu'elle fut républicaine et voyait nettement en Bonaparte un dictateur (3 bis). Cette première partie devait sûrement plaire à l'opposition, si elle allait irriter le Premier Consul; mais ensuite l'ancien ministre comparait les différents régimes et, après avoir

(3) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, II, 34.

(3 bis) Premier chapitre.

montré sa grande préférence pour la monarchie anglaise, demandait le rétablissement de la noblesse et du droit d'aînesse (4).

Dans le public intellectuel, ce fut une indignation générale; gouvernementaux et républicains s'unirent pour blâmer Necker; on s'étonnait qu'il voulut changer la Constitution de la France, qui en avait tant vu, on lui rappela les erreurs de son ministère; Fiévée dénonça « sa vanité, son ignorance des hommes, son anglomanie. (*Mercure de France*, 10 fructidor an X). On voyait en lui un étranger qui, ayant contribué à provoquer la Révolution, s'était esquivé et avait vécu confortablement à l'écart, regardant de loin les maux dont il était cause (5). On remarqua avec malice que M. de Calonne publiait, lui aussi, des conseils; on le railla et on le lut très peu (6). La masse de la nation ne s'inquiéta pas de lui; c'était un souvenir trop ancien et qui lui rappelait de mauvais jours; à peu près satisfaite du Consulat, elle ne désirait pas de changement.

Néanmoins, l'opposition grandissait dans les milieux parlementaires : deux nouvelles causes étaient venues la fortifier ou l'aigrir. La paix lui était un grave échec puisqu'elle satisfaisait le peuple en lui donnant ce qu'il désirait depuis longtemps et en lui

(4) V^e chapitre.

(5) Gauthier, op. cit., p. 95.

(6) Lacretelle, op. cit., II, 37.

permettant de développer sa prospérité naissante. Cependant elle lui avait amené des alliés avec les généraux qui, « forcés de plier devant l'autorité civile après dix ans d'indépendance, enviaient l'élévation de leur ancien compagnon d'armes et de fortune » (7), et voulaient lui demander des compensations. Anciens révolutionnaires, jacobins pour la plupart, férus de ces principes républicains que le gouvernement négligeait, athées et fanatiques, dans leur irreligion, ils devaient s'entendre avec les opposants des assemblées.

Ce qui mettait le comble à l'indignation de ces derniers, c'étaient les négociations avec le pape, qu'on sentait près d'aboutir. Le Premier Consul en parlait ouvertement au Conseil d'Etat (8), y justifiait sa politique religieuse et déclarait qu'il se souciait peu de l'opinion de quelques idéologues. « Je m'attends bien à ce que quelques soi-disant philosophes ennemis de toute religion blâmeront mon ouvrage, mais je saurai me passer de leur suffrage » (9). Il avait fait clore le concile national, annonçait son intention de faire démissionner les évêques, même les constitutinnonnels.

L'opposition cria à la réaction et prétendit craindre

(7) Bailieu, op. cit., II, *Rapport de Lucchésini du 9 septembre 1801*.

(8) Ræderer, III, 334-335-342. De Proust, II, 75. Berlier, *Précis de la vie politique de Th. Berlier*, 43. Boulay de la Meurthe, *Négociations du Concordat*, III, 464.

(9) Boulay de la Meurthe, id.

« d'être bientôt obligée de donner des preuves de catholicité pour obtenir ou conserver des places (10). Elle trouvait des adversaires au Concordat dans toutes les assemblées, au Conseil d'Etat, au Sénat, au Corps législatif « qui avait souri de pitié à l'idée de réédifier l'Eglise » (11), au Tribunal surtout, où l'on s'élevait particulièrement contre le traitement accordé aux prêtres. Les tribuns assuraient que le Concordat ne serait jamais voté (12). Sous l'influence des passions anti-religieuses, il se formait une coalition de sénateurs, de tribuns, de législateurs qui regardaient l'accord avec le pape « comme un monument de la monarchie sorti de la fabrique du Conseil d'Etat » (13).

Ce fut en manière de protestation que le Corps législatif élut comme président Dupuis, l'auteur de l'ouvrage « Sur l'origine des cultes », œuvre qui servit, avec les « Ruines » de Volney, à la propagande anti-religieuse pendant la Restauration; dans le Tribunal, les membres de l'opposition resserraient leur entente. En face d'eux les tribuns favorables au gouvernement jugèrent sages de s'unir; quelques-uns d'entre eux, d'opinion rassise, avaient une certaine

(10) Arch. nat., F. 7, 3829, *Rapport de police du 14 fructidor an IX*.

(11) Id., 3830, *Rapport du 24 vendémiaire an X*.

(12) Boulay de la Meurthe, op. cit., III, 522, *Lettre de Cobenzl du 23 décembre 1801*.

(13) Id.

influence sur leurs collègues : Jard-Panvillers, Chabaud-Latour, Savoye-Rollin, même Siméon et Girardin, quoiqu'on connut l'amitié qui liait ce dernier avec Joseph et Lucien Bonaparte. Il allait à Mortfontaine, au Plessis, souvent aussi à la Malmaison; il renseignait le Premier Consul sur l'état d'esprit du Tribunat, et lui donnait de sages conseils sur la façon de procéder pour obtenir des votes favorables. Bonaparte ne les suivait pas toujours, ce qui amenait parfois des mécomptes, et Girardin le lui faisait remarquer, comme il le note malicieusement dans son journal, une des sources les intéressantes et les plus exactes de l'histoire de l'époque. De ce groupe faisaient partie Gallois, le seul idéologue qui ne sera pas éliminé; Adet, Jaucourt; ils s'entendaient d'avance pour le choix du bureau et des commissions et s'efforçaient de guider la majorité du Tribunat, facile à influencer (14).

La session débuta par les votes des traités de paix que le gouvernement avait conclus pendant les vacances; il en présenta cinq en cinq jours. C'était inaugurer brillamment la session et on ne pouvait s'attendre à une opposition sur ce sujet. En effet, les traités avec les Etats-Unis, les Deux Siciles, la Bavière, le Portugal ne furent discutés que pour la forme. Comment eut-on pu s'opposer à un traité déjà signé; il semble que cela dût être impossible. Cepen-

(14) Girardin, *op. cit.*, t. III, p. 235.

d'ant celui avec la Russie fut l'occasion de discussions très vives, et cela pour un seul mot, celui de *sujet* employé dans l'article 3 : « les deux parties contractantes ...se promettent mutuellement de ne pas souffrir qu'aucun de leurs *sujets* se permette d'entretenir une correspondance quelconque ...avec les ennemis du gouvernement actuel de sdeux Etats... Tout *sujet* d'une des deux puissances qui, en séjournant dans les Etats de l'autre, attenterait à sa sûreté, serait de suite éloigné dudit pays ». Thibaut interrompit la lecture pour s'écrier que les Français étaient des citoyens et non des sujets. Beaujon, rapporteur, fut chargé par la commission de demander des explications à l'orateur du gouvernement, le conseiller Fleurieu. Celui-ci prit la défense du mot incriminé, et Beaujon refusa de continuer son rapport. Costaz le remplaça; il alla trouver le Premier Consul lui-même, qui convint que le mot était « malsonnant » (15) et donna les raisons qui en nécessitaient néanmoins l'emploi. C'était pour ne pas désigner plus clairement les émigrés, auxquels il espérait que la Russie, ainsi liée envers lui, retirerait sa protection. Costaz rédigea donc un rapport long et touffu, où il exposait le résultat de son entrevue avec le Premier Consul.

Pendant ce temps, sur les conseils du petit groupe gouvernemental, Jard-Panvillers, qui jouissait à juste titre de l'estime du Tribunat (16), proposa de discuter

(15) Girardin, op. cit., t. I, p. 152.

(16) Girardin, id., t. I, p. 151.

le traité en comité secret; ses collègues acceptèrent. Riouffe fit un long discours, il conseillait de voter le traité, mais avec une remarque improbatrice devant le Corps législatif. Chauvelin demanda que le Tribunal émit le vœu que le Conseil changea le mot. Ganilh attaqua les deux propositions et comme le résultat de la démarche de Costaz n'était pas encore connu, il conseilla d'envoyer au gouvernement une députation qui solliciterait une explication satisfaisante. Beaujon s'y opposa : tout l'article 3 rendait le traité inacceptable. Alors Chénier se leva, il exposa avec emphase qu'il avait beaucoup de choses à dire, et qu'il voterait contre le traité, mais qu'il ne parlerait qu'en séance publique. Cette déclaration jeta un froid; Bailleul intervint avec beaucoup d'adresse; il répondit à son collègue que l'on peut tout dire dans une conférence amicale et Chénier, gêné de sa maladresse, s'excusa en assurant qu'il avait été mal compris. Vezin ramena la discussion qui menaçait de s'égarer. C'était un homme de tournure rustique, à l'accent montagnard, qui ne parlait guère aux séances. « Je n'entends rien à la diplomatie, dit-il, je ne sais pas sa langue; mais je vois dans le projet un traité de paix. C'est une si bonne chose qu'il faut s'empresser de l'adopter avec tous les mots qu'il contient. Croyez que le peuple ne vous pardonnerait pas un rejet, et que la responsabilité qui pèserait sur vous serait terrible ». Ce raisonnement convainquit l'assemblée qui pencha immédiatement pour l'adoption. Mais Chazal, croyant sans doute que l'opposition gagnerait à une

remise, demanda qu'on renvoyât la discussion à la séance suivante.

Entre temps, le Premier Consul eut connaissance du rapport de Costaz, qui reproduisait ses propres explications. Il les avait données sans songer que le rapporteur ne se contenterait pas de les répéter oralement mais les publierait par écrit; elles risquaient de déplaire à l'empereur de Russie; Bonaparte chargea donc Fleurieu de les démentir. Or, Fleurieu avait promis à Costaz, pour que celui-ci consentit à se charger du rapport, qu'il adopterait les explications que le tribun donnerait. Il lui écrivit donc qu'il retirait sa parole et sa lettre parvint pendant la seconde séance secrète, alors qu'on allait procéder au vote. Parent-Réal était arrivé, muni de deux rédactions, l'une pour le rejet, l'autre pour l'adoption, toutes deux protestant contre le mot sujet. Bailleul les avait combattues, se prononçant pour l'adoption simple. Constant s'était emporté : « des millions d'hommes ne s'étaient pas fait tuer pendant dix ans au nom de la liberté pour que leurs frères redevinssent des sujets. Le vœu de la seconde coalition est ainsi accompli » (17). Cependant, Girardin avait réussi à calmer l'effervescence de ses collègues, et à faire pencher la majorité vers l'adoption, quand arriva la malencontreuse lettre de Fleurieu. L'agitation fut à son comble, les orateurs se succédèrent à la tribune; Chénier s'écria que « ce

(17) Discours du 16 frimaire.

mot devait rester enseveli sous les ruines de la Bastille » ; il semblait qu'on ne parviendrait même pas à prendre une décision, quand Andrieux, le spirituel écrivain, proposa cette addition : « Par amour pour la paix, le Tribunat adopte... » Ses collègues, fatigués, heureux de voir enfin voter le traité qu'ils ne pouvaient repousser, adoptèrent sa proposition et demandèrent que le débat fut clos. Girardin protesta ; il savait quel serait le mécontentement du Premier Consul si cette phrase ironique était votée. Il réclama la parole, qu'on ne voulut pas lui donner afin de ne pas rouvrir la discussion. Il menaça de la prendre en séance publique et on la lui accorda. « On ne se tire pas d'affaire avec un mot d'esprit, dit-il. La proposition d'Andrieux n'est pas autre chose. Ceux qui n'ont pas autant d'esprit que lui, et le nombre en est grand, n'en trouveront pas beaucoup à faire dire par le Tribunat qu'il adopte un traité de paix par amour de la paix ».

On abandonna la proposition d'Andrieux. Le Jordan demanda qu'on prit un arrêté pour que les orateurs qui iraient devant le Corps législatif relevassent l'impropriété du mot sujet ; Siméon l'appuya, à condition toutefois que les orateurs recevraient cette mission oralement et non par arrêté.

La discussion allait recommencer ; Chabaud-Latour, président, vit que la majorité était prête à le soutenir contre la minorité opposante qui voulait lui faire épouser ses ressentiments contre le gouvernement. Il mit aux voix la proposition de Siméon, la déclara adoptée, annonça la clôture de la discussion,

ouvrit la séance publique, fit commencer l'appel nominal, et proclama le vote du traité par 70 voix contre 14. « Tout cela fut l'affaire d'un instant et la séance était levée depuis longtemps sans que les Chénier, les Ginguené et autres se fussent aperçus que leur fureur contre le président n'avait plus ni but ni résultat » (18..

Au Corps législatif, Fleurieu lut une note qui provenait directement du cabinet du Premier Consul. Elle justifiait l'emploi du mot sujet de manière à ne pas alarmer la Russie, et rappelait la modération que le gouvernement apportait dans sa politique extérieure afin de rassurer le czar. Le traité fut adopté par 229 voix contre 31. Cependant le Premier Consul avait été très piqué de ces violentes discussions qui furent connues. L'opinion ne put admettre qu'on voulut s'opposer à un traité de paix (19); qu'importait un mot dans ce grand bienfait? Elle accusa le Tribunal de s'opposer systématiquement à tout ce que le gouvernement lui présentait; il allait lui donner raison.

Le Conseil d'Etat avait profité des vacances législatives pour s'occuper d'un grand travail; il s'était mis à la rédaction du code civil, réclamé par la na-

(18) Girardin, op. cit., t. I, p. 150. Girardin est le seul auteur qui nous donne le récit détaillé de cette discussion en comité secret.

(19) Arch. nat., F. 7, 3830, *Rapport du 17 frimaire*.

tion et le Tribunal lui-même (20). Il n'avait pas voulu produire une œuvre hâtive, mais longuement mûrie. Dès Thermidor VIII, le président du tribunal de cassation Tronchet, Bigot de Préhameneu, commissaire du gouvernement près de ce tribunal; Portalis, commissaire au conseil des procès, avaient été chargés d'examiner les trois projets de code rédigés par ordre de la Convention (21)). La section de législation, composée de Boulay de Meurthe, président; Berlier, Emmercy, Portalis, Réal et Thibauudeau, devait en rédiger également un. Enfin, chaque projet présenté par la section était ensuite discuté en séance plénière, et la discussion, dans cette assemblée où les juristes étaient en majorité, où les deux écoles de droit coutumier et de droit romain étaient brillamment représentées, devait être particulièrement intéressante et fructueuse.

Pendant les séances consacrées au code, l'entente s'était resserrée entre Bonaparte et ses conseillers; ceux-ci avaient été effrayés en Nivôse de sa façon impérieuse de conduire la discussion, d'imposer sa volonté et d'exiger les votes. Son attitude avec eux était maintenant toute différente; il présidait et dirigeait la discussion, rien de plus; il soutenait ses arguments avec vivacité mais sans acharnement et les abandonnait dès qu'on lui en montrait l'erreur; il apportait un grand bon sens, une manière de voir toute

(20) Discours prononcés lors de la présentation du projet sur la liberté de tester, 26-27-28 ventôse an VIII.

(21) *Bulletin des lois*, Arrêté du 14 thermidor an VIII.

différente de celle des jurisconsultes dont pourtant il respectait l'autorité. « J'ai pu ne pas parler comme le citoyen Tronchet, mais ce qui a été dit par lui, par les citoyens Portalis et Cambacérès, l'a été dignement... Quant à nous, hommes d'épée ou de finance, qui ne sommes pas de la jurisprudence mais de la législation, peu importe nos opinions. J'ai pu dire dans la discussion des choses que j'ai trouvées mauvaises un quart d'heure après, mais je ne veux pas passer pour valoir mieux que je ne vaux » (21 bis).

On savait quel rapprochement s'était produit entre le Premier Consul et ses conseillers; le désir d'entrer au Conseil d'Etat en devenait d'autant plus grand, et aussi le regret de n'y avoir pas été appelé, ce qui augmentait encore vis-à-vis de ce corps la jalousie de certains tribuns déçus; aussi fût-ce en grande partie contre lui que fut dirigée l'opposition. D'autre part, les membres de l'opposition espéraient-ils encore à cette époque amener Bonaparte à composer avec eux? Pour nous, qui connaissons la suite des événements, qui savons que, moins d'un an plus tard, le Consulat à vie remplacera le Consulat à temps, cela semble impossible; mais au début de l'an X, on ne pouvait prévoir le sénatus consulte de Thermidor. Si l'on en croit Locré (22), les opposants n'avaient pas renoncé à leur espoir de rétablir l'ancienne prépon-

(21 bis) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 414.

(22) *Législation de la France*, Prolégomènes, p. 57.

dérance des assemblées. Comprenant qu'on ne pouvait plus renverser Bonaparte, ils voulaient l'obliger à compter avec eux, et, s'illusionnant sur leur popularité et leur force, « ils se croyaient dans la position la plus favorable pour mettre le gouvernement dans leur dépendance ». Parmi eux, « beaucoup ont bu longtemps à la coupe du pouvoir », « Ce sont des rois détrônés », disait Bonaparte à Locré. Anciens, membres de la Convention et du Directoire, ils voulaient rétablir « cette prédominance que les assemblées ont si longtemps exercée ». Pour réussir, pour que Bonaparte cédât, le meilleur moyen, le seul, était de repousser ses projets de loi, particulièrement ceux du Code civil, auxquels il avait tant travaillé. On ne pourrait reprocher à l'opposition de compromettre l'ordre et la grandeur de la France : le Code n'était pas indispensable et un retard de quelques mois n'aurait pas grande importance. Que pourrait faire le gouvernement, si les assemblées repoussaient ses projets; la Constitution ne lui donnait aucune arme contre elles, une dissolution eut été inconstitutionnelle. Privé de lois il ne pourrait que céder. Cette tactique avait encore ceci d'attrayant pour les membres les plus craintifs de la minorité opposante qu'elle était absolument légale, d'une part, et de plus que le gouvernement n'avait aucune arme contre eux.

Bonaparte s'attendait bien à des difficultés; des tri-

(23) Rovigo, *Mémoires*, p. 440.

buns dévoués l'avaient prévenu (23), mais il ne pensa sans doute pas qu'elle put être aussi forte qu'elle se montra dès les premières séances.

Le 3 Frimaire, Portalis, « l'orateur le plus fleuri, le plus éloquent s'il s'avait s'arrêter », disait Bonaparte (24), était allé au Corps législatif présenter le premier titre du Code civil : De la promulgation des effets et de la publication des lois en général. Il exposa le plan et la division du code, les principes fondamentaux de la législation des personnes, et après avoir indiqué ceux de la législation de la propriété, il annonça que cette seconde partie ne serait pas présentée pendant cette session.

Grâce aux tribuns dévoués au gouvernement, la commission chargée ne comprenait pas les membres les plus violents de l'opposition. Hors Andrieux, qui en était rapporteur, Faure, Laussat, Boutteville, Bézard appartenaient plutôt à la majorité. Andrieux lut son rapport le 12 frimaire; il était net et clair, bien ordonné, facile à comprendre et contrastait en cela avec l'exposé des motifs de Portalis. L'orateur s'efforça de ne montrer aucun parti pris; bien plus, son discours débuta par une phrase élogieuse pour le Premier Consul : « l'homme ...reconnait la main du génie qui maîtrise les événements parce qu'il sait les prévoir, les préparer et le conduire ». Il s'excusa de critiquer cet ouvrage et, devinant quels desseins on

(24) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 415.

lui attribuerait, il voulut de suite s'en défendre. « Loin de nous ...la pensée d'apporter le moindre obstacle, le moindre retard, mais aussi loin de nous la faiblesse coupable de fermer les yeux sur les défauts..., de voter l'adoption de lois qui nous paraissent essentiellement mauvaises ».

Son rapport était divisé en deux parties, l'une comprenant les observations s'appliquant à l'ensemble du projet, l'autre celles qui concernaient chaque article. Dans la première, il niait que le projet fut à sa place à la tête du Code, car il n'était pas seulement relatif au Code civil mais aux lois temporaires; que les articles fussent tous des articles de loi; ce sont, disait-il, des principes énoncés, des axiomes de morale ou de jurisprudence, déplacés dans un code. La rédaction en était défectueuse, l'ordre des articles ne s'imposait pas, tantôt on y employait le futur, tantôt le présent suivant qu'il s'agissait réellement d'une loi ou d'un article simplement énonciatif. Ce projet n'était pas une introduction digne d'un Code civil, ce n'était qu'une loi de huit articles non coordonnés entre eux dont la rédaction en général est vicieuse. A l'article premier sur la promulgation de la loi et le délai où elle sera réputée connue, il adresse les critiques suivantes : le texte ne précise pas la date de la promulgation; est-ce l'heure ou la fin du jour où le Premier Consul a signé? Il porte « ce moment », ce qui veut dire sans doute l'heure; « d'où la nécessité de dater tous les actes de l'heure, et celui qui aura été licite à onze heures cinquante-neuf ne le

sera plus à midi sonnant ». La présomption qui veut que la loi soit connue dans un certain délai peut être fausse devant des faits tels que ponts coupés, inondations, invasions. Le calcul qui prend pour centre la cour d'appel de Paris est défectueux. Ainsi, à Auxerre, qui est à deux cents kilomètres de Paris, la loi est réputée connue dans les trente-six heures, tandis qu'à Rouen, hors du ressort mais plus proche de la capitale, elle ne l'est que dans les soixante-six heures. Le projet n'indique pas comment aura lieu la publication ! A l'article II : la loi oblige tous ceux qui habitent le territoire, il objectait qu'elle obligeait également les Français à l'étranger, et qu'elle n'obligeait pas les étrangers en France. Enfin, il concluait que le projet était « en général incohérent, mal ordonné, déplacé en tête du Code civil et indigne d'y figurer ».

Immédiatement après lui, Chazal monta à la tribune. Il savait qu'au Conseil d'Etat le Premier Consul montrait une préférence pour le droit romain ; ancien conventionnel, Chazal devait naturellement pencher pour le droit révolutionnaire. Il commença par rappeler, comme si le Conseil avait fait quelque confusion à ce sujet, que l'expression « droit civil » n'est pas la même en français et en latin. Après avoir développé ce point assez longuement, il attaque la rédaction même du projet et, indirectement, le Conseil d'Etat qui l'avait rédigé et Portalis qui, pour excuser les défauts de rédaction, avait dit dans son exposé que rien n'est aussi difficile à faire qu'une bonne définition. « Ce n'est pas une raison, répondit Chazal, pour

dispenser de la donner quand il la faut et qu'on la doit. L'orateur du Conseil d'Etat fait de la modestie quand il devait payer en lumière et qu'il le pouvait si bien. Il ne s'agissait que d'expliquer ce qu'on veut régler ».

Il fit quelques critiques sur des points précis, comme le délai de promulgation : « Le premier magistrat de France ne pourra sceller une loi qu'en présence d'une pendule ». Puis il releva les dispositions des articles 6 et 7 qui disaient que le juge qui refuse de juger sous prétexte de silence, d'obscurité ou d'insuffisance de la loi, peut être poursuivi pour deni de justice. Certes, « ce droit limité de faire grâce ne saurait être abandonné, illimité et à la discrétion de cent tribunaux ordinaires et de tous ceux extraordinaires qu'on nous a donnés, et qu'on voudra encore nous donner », mais il rappela qu'il avait demandé, quand on discutait la Constitution, que le Sénat fut érigé pour ce cas spécial en jury d'équité. L'article incriminé réglait une question qui touchait aux dispositions constitutionnelles; le Corps législatif avait-il réellement le droit de le voter? « La Constitution est la règle sacrée du législateur, il ne peut pas plus y toucher qu'un juge à la loi. » Il rappela que, seul, le Sénat a pouvoir sur la Constitution, comme s'il avait oublié de quelle manière le Sénat avait, en Nivôse, usé de ce pouvoir, et la docilité que Bonaparte avait rencontrée dans ce corps qui, moins de deux mois plus tard, devait l'éliminer, lui et tous les opposants.

L'orateur conclut au rejet : « Comment l'adopteriez-

vous... alors que les mêmes articles... se trouvent à la fois, ou étrangers à ce code, ou déplacés à son frontispice, et qu'ils sont en outre si incomplets. »

Les orateurs suivants, Demeunier, Ludot (24 *bis*), Curé, Huguet (24 *ter*), parlèrent en faveur du projet; sauf Demenuier, qui s'efforça de détruire les arguments d'Andrieux, il le firent sans éloquence et sans rien apporter de convaincant ni même de précis.

Mailla-Garat leur succéda à la tribune; il attaqua avec véhémence les articles 6 et 7 : « Une seule de ces dispositions amènerait successivement la désorganisation du système total de la Constitution et de la République française, et ce malheur affreux ne serait pas le seul. Cette disposition fait plus que d'effacer le code civil auquel on l'annexe; elle fait de ce code un nouvel aliment de tous les abus qu'il était destiné à guérir... Enfin, citoyens, on substitue à la simplicité des lois de la République la confusion des jurisprudences monarchiques, à l'uniformité des rapports la diversité des garanties, à l'égalité des lois les préférences de l'arbitraire, et au règne de la justice l'autorisation de tous les abus. » Toute la conclusion est dans le même style.

La séance fut levée après son discours; la discussion continua le 21, mais elle fut loin d'être aussi brillante. Lahary s'éleva contre la partialité du rapporteur qui l'empêchait de rien approuver dans le

(24 *bis*) Discours du 18 frimaire.

(24 *ter*) Discours du 19 frimaire.

projet : « Il n'est pas un seul article qui ait trouvé grâce devant son inflexible sévérité. Il est même telle disposition qui, quoique foncièrement bonne, n'a précisément été censurée que parce qu'elle fait partie du projet de loi... Tout, en un mot, a été l'objet de sa critique, critique, il est vrai, très franche, très ingénieuse, très mesurée, mais aussi subtile, je crois, que peu fondée en raison. » Craignant sans doute une réplique violente d'un des membres de l'opposition qui avaient sur lui l'avantage d'une plus grande facilité de parole il s'empressa d'ajouter : « A Dieu ne plaise que j'entende inculper ici ni le rapporteur de votre commission, dont la censure a été si discrète et si mesurée, ni les autres adversaires du projet, qui ont été emportés par un zèle entier peut-être, mais qui, par cela même, ne peut qu'honorer leurs sentiments. » Ce discours prudent dura certainement plus d'une heure, il a trente-deux pages d'impression. Costé, Favard qui parlèrent contre, Portiez qui parla pour le projet, n'apportèrent rien de nouveau; on passa au vote qui repoussa la loi par soixante-cinq voix contre treize.

La discussion reprit devant le Corps législatif. Andrieux répéta les critiques qu'il avait faites devant le Tribunat; il s'éleva contre la promulgation et la manière de le dater, déclara de nouveau que le projet ne faisait pas partie intégrante du code; le rejet n'en retarderait donc pas la confection; il savait que c'était cette considération qui rendait impopulaires ses critiques. Enfin, il blessa vivement le Conseil d'Etat en

prétendant que ce n'était en somme qu'une série d'articles ramassés dans les codes romains et qui n'avaient rien d'original. « Quant aux sept autres articles, la plupart sont des principes qu'on trouve au code du Digeste, dans tous nos livres, et je vois bien ce qu'il y a de dangereux, mais je ne vois pas, je l'avoue, ce qu'il y a d'urgent à les convertir en projets de loi. »

Portalès lui répondit par un discours exagérément long et qui fatigua l'assemblée. Thiessé répliqua le lendemain, et le fit d'une façon plutôt ironique : « Citoyens, l'orateur que le gouvernement a chargé de défendre le projet qu'on vous propose de convertir en loi s'en est acquitté hier d'une manière digne de sa haute réputation. Il a prouvé que sa mission, quelque élevée qu'elle fût, ne se trouverait jamais au-dessus de ses talents; il eut pu dédaigner une victoire qu'il s'est efforcé d'obtenir pendant une heure entière. » Boulay de la Meurthe, piqué, prit la défense de son collègue et répondit avec ironie aux critiques de Thiessé qu'il qualifia d'arguties. « On a prétendu apercevoir je ne sais quelle qualité malveillante et coupable dans ces mots : *en vertu*... Je suis persuadé même que le délicat et clairvoyant critique, si on s'était servi des mots *au moyen*, y aurait encore aperçu quelque germe destructeur et qu'il aurait allégué contre ces mots qu'il nous propose les mêmes subtilités qu'il a alléguées contre les mots *en vertu*, que peut-être alors il aurait préférés à ceux qu'il nous oppose aujourd'hui. »

Favart, le seul jurisconsulte du Tribunal qui ait

pris la parole dans ce débat, le fit avec aigreur. Le Tribunal « n'a pas entendu de déclamations », répliqua-t-il à Boulay. Berlier mit dans son discours moins de mauvaise humeur que Boulay; il fit remarquer que le projet n'avait pas besoin d'être élégant, mais utile, et rappela le travail considérable qu'il avait coûté. Ces considérations ne touchèrent pas le Corps législatif qui se jugea blessé par les paroles de Boulay et qui voulut manifester son accord avec le Tribunal ; il repoussa le projet avec trois voix de majorité. C'était peu, mais la véhémence des discours prouvait l'état d'esprit de l'opposition qui se montra en cette circonstance nettement dirigée contre le Conseil d'Etat. Dans le projet, c'était moins le projet en lui-même qu'elle avait attaqué que l'œuvre du Conseil, « œuvre de procureurs conduits par un soldat, disait-elle, plate compilation appelée fastueusement Code civil ». (25)

Devant cet échec il y eut hésitation au Conseil d'Etat, et l'on se demanda s'il ne vaudrait pas mieux suspendre momentanément la discussion. Le Premier Consul proposa de présenter le premier livre tout entier. Il en avait déjà parlé en Messidor, et Thibaudeau l'avait appuyé; ce conseiller était d'avis que « la discussion sur un livre ou sur le code entier ne serait ni plus longue ni plus verbeuse que sur deux ou trois projets, parce que les orateurs seraient obligés de

(25) Thiers, *Histoire du Consulat*, III, p. 337.

(26) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 219.

s'imposer des bornes, de s'attacher aux bases principales et de négliger les détails ». (26) En Messidor, la majorité avait été d'avis opposé; cette fois, Portalis, puis Cambacérès se montraient favorables à ce mode de présentation, auquel se rallia Rœderer. Tronchet craignait le mauvais effet que produirait ce changement. Selon lui, après quelques rejets, le Corps législatif se laisserait; il proposait même, une fois voté le premier livre, le plus important, celui qui donnerait moins de prise aux discussions parce qu'il contenait le droit naturel dont le législateur n'est pas maître de s'écarter, de passer immédiatement au troisième. Le premier était seul urgent, les autres pouvaient attendre. Dumas conseilla soit de composer avec le Tribunat en organisant des conversations préliminaires qui seraient conformes à l'article 29 de la Constitution portant que le Tribunat exprimerait son vœu sur les lois à faire, et c'était aussi l'avis de Thibaudeau, soit, puisque Boulay le jugeait inutile (« nous deviendrions les bêtes noires du Tribunat ») (27), d'attendre simplement que l'opposition se soit calmée. Le Premier Consul décida de patienter encore quelques jours; il y avait deux projets en discussion; on pouvait encore risquer la bataille. S'ils étaient rejetés, on exécuterait la menace qu'avait faite Portalis à quelques tribuns, on mettrait le Corps législatif à la diète des lois : « Nous prendrons nos quartiers d'hiver, dit Bonaparte, nous continuerons à dis-

(27) Thibaudeau, *op. cit.*, 222.

cuter au Conseil pour l'année prochaine. Ce qui m'a frappé, ajouta-t-il, c'est la perspective de neuf combats sur neuf projets de loi. » (28 On attendit donc le résultat de la discussion.

Le premier titre du Livre des personnes : « de la jouissance et de la privation des droits civils », avait été présenté le 11 pour Boulay de la Meurthe; la réplique violente de ce conseiller à Thiessé dans la discussion du projet précédent ne devait pas en rendre l'adoption plus facile. D'ailleurs, il prêtait à la discussion; au Conseil d'Etat même, les séances où on l'avait rédigé avaient été très animées; Bonaparte s'était heurté à l'opinion de la majorité et avait dû lui céder.

La commission du Tribunat partagea le rapport entre Siméon qui fut chargé de la première partie, et Thiessé qui reçut la seconde. Siméon fut très conciliant; il conclut en disant qu'il aurait demandé l'adoption si la majorité de la commission n'avait décidé d'en rejeter la deuxième moitié. (29)

Thiessé s'occupa de la privation des droits civils. Il attaqua les dispositions qui permettaient aux enfants d'émigrés de recouvrer leurs droits civils; il s'éleva, comme l'avait fait le Premier Consul au Conseil d'Etat, contre la rupture du mariage, conséquence de la mort civile, montra quels résultats incohérents elle amènerait; puis il s'opposa à l'introduc-

(28) Thibaudeau, id.

(29) Discours du 25 frimaire.

tion de la confiscation dans le droit français. (30)

Les orateurs qui lui succédèrent furent nombreux; presque tous attaquèrent le projet. Boissy d'Anglas, Ganilh, Chazal, qui prononça un discours très puissant, s'élevèrent contre le droit d'aubaine que rétablissait la loi, et contre le principe de réciprocité qui obligerait la France à traiter les étrangers résidant sur son territoire comme les Français le seraient à l'étranger. Cela, leur semblait « indigne d'un pays libre dont les lois dépendraient de celles de l'étranger ». (31) Chénier déclara que c'étaient là des « préjugés gothiques que la philosophie a renversés ». (32) Dix-huit tribuns prirent la parole pour ou contre le projet, qui fut rejeté le 11 Nivôse par trente voix de majorité.

Quelques jours après le titre premier, le gouvernement avait présenté le titre II : « des actes d'état civil ». C'était Thibaudeau qui avait été chargé du discours au Corps législatif. D'une impartialité rigide, il le fit sans aucun parti pris, sans violence. Le Tribunat lui en sut gré. Il était peut-être effrayé des conséquences que pouvait avoir son opposition, et des échos du mécontentement du Premier Consul. Il fut moins hostile que précédemment; la commission, dont faisaient partie Constant et Duveyrier, se pro-

(30) Discours du 27 frimaire.

(31) Ganilh, Discours du 1^{er} nivôse.

(32) Discours du 2 nivôse.

nonça pour l'adoption. (33) Constant parla le premier après le rapporteur. Il loua la perfection de soixante-six articles sur soixante-huit, mais il critiqua les deux autres, surtout celui qui permettait à la mère d'un enfant naturel d'en désigner le père sur l'acte de naissance. Puis, quittant le projet lui-même, il s'éleva contre la manière de présenter les lois, qui obligeait le Tribunal de rejeter tout un projet pour quelques articles, et laissa entendre qu'il serait préférable que cette assemblée eût le droit d'amendement. (34) Trois jours plus tard, après Caillemer, Grenier, Parent-Réal, il reprit la parole dans le même sens. Néanmoins, le projet fut adopté avec trente-huit voix de majorité, le lendemain du jour où le titre précédent avait été rejeté.

Il était trop tard. Tous les conseillers, même ceux qui avaient été favorables à l'opposition parce qu'elle empêchait le gouvernement de tomber dans l'arbitraire, se prononcèrent cette fois contre le Tribunal.

Bonaparte écrivit lui-même le message par lequel il annonçait aux assemblées qu'il retirait les projets de loi sur le code et celui sur la marque, qu'il avait présenté quelque temps avant. « Le gouvernement, étant convaincu que le temps n'étant pas encore venu où l'on portera dans ces grandes discussions le calme et l'unité d'intention qu'elles demandent... » (35) Il

(33) Rapport du 2 nivôse.

(34) Discours du 4 nivôse.

(35) Message du 13 nivôse.

imposait ainsi aux assemblées un chômage qui allait les discréditer dans l'opinion publique, qui verrait en elles un obstacle à la marche régulière du gouvernement.

Pendant que le Tribunat repoussait les projets du Code civil, le Premier Consul subissait un échec aussi grave au Sénat. Ce corps, jusqu'alors si docile, qui avait voté presque sans hésitation le sénatus consulte de Nivôse an IX, encouragé par le succès de l'opposition tribunicienne, voulut manifester son indépendance vis-à-vis du gouvernement. Il ne pouvait intervenir dans les discussions parlementaires et devait attendre que le Tribunat lui déférât une loi comme inconstitutionnelle. (36) Il lui restait son pouvoir électoral, dont il pouvait user contre les désirs de Bonaparte. En Frimaire, une occasion exceptionnelle se présenta; trois sièges de sénateurs vaquèrent simultanément. Il était facile aux trois assemblées de montrer leur volonté d'être désagréables au Premier Consul.

En fait, étant donné l'inactivité des sénateurs, cette opposition était assez anodine; elle ne gênait en rien la marche du travail législatif et même, en se privant ainsi de trois de ses membres dans les assemblées délibérantes, elle s'affaiblirait plutôt. Mais au point de vue moral, cela devait avoir un grand retentissement. Pour recruter un nouveau collègue, les séna-

(36) Constitution de l'an VIII, titre II, art. 21.

teurs devaient le choisir parmi trois candidats présentés par le gouvernement, le Corps législatif et le Tribunal.

Le 3 Frimaire, eut lieu l'élection du candidat du Tribunal. Dans les tout premiers jours de la session, l'opposition n'avait pas encore la force qu'elle eut après et les tribuns dévoués au gouvernement purent obtenir vingt-cinq voix pour Desmeunier, que l'année précédente Bonaparte avait désiré voir au Sénat (36 *bis*); les autres se portèrent sur Daunou, Deschamps, qui en eurent chacun sept, et sur quelques autres; il y eut ballottage. L'opposition en profita pour se grouper, ce qu'elle n'avait pas fait au premier tour, et le 8, Desmeunier fut choisi par cinquante-trois suffrages; Daunou en groupa vingt-six. Le lendemain, le Corps législatif procéda à l'élection de son candidat et désigna Grégoire par cent cinquante-huit voix sur deux cent trente-deux. Cette forte majorité étaient due aux cinquante prêtres constitutionnels qui faisaient partie de l'assemblée et qui votèrent pour le représentant le plus illustre de leur église, à un moment où elle était menacée par les négociations du Concordat. Mais si « le choix de Grégoire, après la présidence déferée à Dupuis, était un redoublement de manifestation contre le Concordat » (37), celui de Desmeunier n'avait rien d'alarmant; il prouvait l'exis-

(36 *bis*) Girardin, op. cit., 244.

(37) Thiers, op. cit., III, , 335.

tence d'une forte majorité non opposante dans le Tribunalat.

Bonaparte ne le comprit pas ainsi; vexé de voir au deuxième tour Daunou obtenir vingt-six voix après sept au premier, il ne se contenta pas de Desmeunier qu'il eût pu présenter au nom du gouvernement et qui, choisi par deux autorités, aurait certainement été élu. Il lui reprochait de ne pas prendre assez nettement position contre les opposants que le tribun, peut-être pour obtenir le siège de sénateur, paraissait ménager. Il lui fit nettement ce reproche le 25 Frimaire, le blâmant de n'avoir pas répondu avec plus de force le 18 au rapport d'Andrieux sur le premier projet du Code civil. A quoi Desmeunier répondit qu'il n'avait pas osé sortir de la modération, étant « naturellement colère comme un dindon ». (37 bis)

Il est possible que Bonaparte n'ait pas voulu par amour-propre désigner le même candidat que le Tribunalat, ou même que pensant qu'il serait suivi par le Sénat qui se croirait obligé d'élire le candidat du gouvernement, il ait voulu faire montre à l'opposition de l'autorité qu'il croyait avoir près des sénateurs. Sans attendre que les assemblées eussent procédé aux deux autres élections, il présenta pour les trois postes à pourvoir trois généraux : Lamartillière, Jourdan, Berruyer. Ce n'étaient point de ses créatures, Jourdan avait paru contraire au 18 Brumaire (38),

(37 bis) Girardin, op. cit., III, 245.

(38) Thiers, op. cit., III, 337.

Lamartillière était le plus ancien officier d'artillerie; Berruyer, officier d'infanterie très âgé, avait pris part à la guerre de Sept Ans. Ces choix ne pouvaient déplaire au Sénat, mais ce fut la manière de les présenter en bloc, et surtout de les motiver par un préambule qui lui parut déplacé : « Vous avez la paix, disait-il en substance; vous la devez aux généraux; prouvez-leur en les nommant que la patrie n'est point injuste. »

Pour le premier siège, Desmeunier, candidat du Tribunat, Lamartillière, candidat du gouvernement, Grégoire, candidat du Corps législatif, se trouvaient en présence. En admettant qu'il n'ait pas voulu élire le candidat du Premier Consul, général obscur et qui n'avait d'autre recommandation que d'être présenté par le gouvernement, le Sénat aurait pu désigner Desmeunier avec la certitude de n'être pas désagréable à Bonaparte. Pour Grégoire, il n'en était pas de même; il était le chef des constitutionnels et l'ennemi d'une convention avec le pape. Il s'était toujours montré républicain convaincu. Orateur de la députation envoyée le 3 Frimaire par le Corps législatif pour répondre au tableau de la situation de la République, li n'avait fait aucun éloge des consuls. Son discours, très bref, était d'un ton bref qui laissait deviner l'hostilité de l'orateur. « C'est la dernière fois qu'on a tenu ce langage au chef de la nation. » (39) Grégoire

(39) Grégoire, *Mémoires*, I, 433.

avait bien contre lui tout un groupe de sénateurs, effrayés soit par ses convictions républicaines, soit par son attachement à la religion. Il avait écrit à Sieyès pour le prévenir de l'invariabilité de ses principes, mais cela n'avait pas arrêté l'ex-abbé; au plaisir de faire un choix tout à fait opposé aux vues du Premier Consul se joignait celui d'élire un conventionnel. (40) Lui qui résidait généralement à la campagne revint tout exprès à Paris (41); il s'agita près des idéologues, des philosophes, ses amis, leur expliqua que ce choix serait une attaque directe contre le pape et les prêtres réfractaires. Poussé par lui, François de Neufchâteau entraîna Kellermann à qui il persuada que Bonaparte serait satisfait de cette élection et qui fut tout étonné de son mécontentement. Bref, il fit tant que Grégoire fut élu avec trois voix de plus que Lamartillière. Quoique la majorité fût faible, elle prouvait au Premier Consul que le Sénat n'avait pas renoncé à toute indépendance.

L'opposition avait trop bien réussi pour s'arrêter là; il restait deux sièges vacants au Sénat. Pour l'un, le gouvernement avait désigné Jourdan, le Corps législatif et le Tribunat n'avaient pas encore choisi de candidat. On décida d'élire dans les deux assemblées, pour donner plus de poids au vote, le tribun Daunou. Le parti des conventionnels se dépensa au Corps

(40) Girardin, *op. cit.*, I, 244.

(41) Thiers, III, 331.

législatif; les députés disaient à leurs collègues : « Nommez Daunou, il est à la fois l'ennemi du gouvernement et l'ennemi personnel du Premier Consul. » C'était exact, et Cambacérès en donna les raisons à ses familiers : il s'était opposé à la Constitution quand on l'établissait, il avait depuis lors refusé d'être ministre et conseiller d'Etat; enfin, à la dernière session, il avait déclaré qu'il ne siégerait plus parce qu'il y avait « tyrannie » dans le gouvernement. Le porter candidat, c'était « une déclaration de guerre contre le Premier Consul, une volonté clairement manifestée de vouloir renverser le gouvernement », disait encore Cambacérès devant Stanislas Girardin. (42)

Le 9, il fut élu par le Corps législatif avec cent trente-neuf suffrages, contre Lamartillière, qui n'en obtint que cent trente-quatre. Les intrigues reprirent au Tribunat; elles eurent lieu d'abord dans la salle de lecture, où des membres du Corps législatif s'étaient unis aux tribuns. Chénier, Constant, Emile Gaudin, Chazal recrutaient des votes. Le 18, après le rejet de la loi sur la jouissance des droits civils, le Tribunat, excité par cette victoire, procéda immédiatement au scrutin, quoiqu'il fût déjà très tard, et Daunou fut désigné par quarante-huit suffrages, contre trente-neuf à Lamartillière. Les opposants triomphaient; après l'élection de Grégoire, celle de Daunou leur paraissait certaine puisqu'il était pré-

(42) Girardin, op. cit., III, 247.

senté à la fois par les deux assemblées. ,

Bonaparte ne cacha pas son mécontentement. Mais l'élection n'était pas faite, il restait le vote du Sénat. Il décida de l'empêcher. Le 12 Nivôse, le lendemain de ces deux échecs : le rejet du troisième projet de code, la désignation de Daunou, les sénateurs vinrent, ainsi que toutes les décades, en groupe aux Tuileries. La réception fut orageuse. Le Premier Consul commença par leur reprocher de ne plus élire de généraux. Sur la réponse de Kellermann qui, pour se justifier, dit que François de Neufchâteau lui avait assuré que le Corps législatif désignerait pour le prochain siège le général Lamartillière, Bonaparte apostropha François : « Je suis bien aise de savoir, citoyen François, que vous disposez du Corps législatif. » Puis, le quittant, il dit, en fixant Sieyès, qu'il savait l'existence au Sénat d'une faction désireuse de changer la Constitution et de nommer un électeur qui serait un d'Orléans. A cette attaque directe, Sieyès rougit, se troubla et finalement quitta la salle. Après avoir mis beaucoup de sénateurs « hors rang » (43), le Premier Consul s'adressa à tous : « Je vous préviens que je regarderai la nomination de Daunou comme une insulte personnelle. Vous savez que je n'en ai jamais souffert aucune. » (44) Les sénateurs se retirèrent très humiliés, disant que « jamais des

(43) Girardin, op. cit., III, 249.

(45) Id.

hommes n'avaient été traités ainsi ». « Mais comme les assemblées, depuis la Révolution, ont toujours eu peur de quelque chose, c'est aujourd'hui le Premier Consul qui leur fait éprouver ce sentiment. » (45) Et ils obéirent.

L'élection devait avoir lieu le 14, deux jours après cette scène violente. Il y avait deux candidats : Jourdan et Daunou. Ne pouvant pas élire le second, ne voulant pas élire le premier, car c'eût été s'humilier trop ouvertement devant Bonaparte, le Sénat eut recours à un subterfuge.

Le Corps législatif, effrayé par le message du 13 par lequel les consuls retiraient les projets de loi, vota immédiatement après l'avoir reçu pour le candidat à la deuxième place vacante. Ce n'était pas à l'ordre du jour, mais un membre le demanda et cette assemblée, qui venait de repousser un projet de loi et d'élire Grégoire sous l'impulsion du Tribunat, élut Lamartillière par deux cent trente-trois voix sur deux cent cinquante-deux : on ne pouvait se rendre plus promptement aux ordres du Premier Consul (45 *bis*). Le Sénat alors feignit de ne pas avoir reçu le message du 11 qui lui annonçait que le Corps législatif avait élu Daunou, mais bien celui du 13 désignant Lamartillière : ainsi il se trouvait en présence de trois candidats : Jourdan pour le gouvernement, Daunou pour le Tribunat, Lamartillière pour le Corps légis-

(44) Girardin, *op. cit.*, III, 249.

(45 *bis*) Thiers, *op. cit.*, III, 362.

latif. Il nomma donc Lamartillière pour complaire au Premier Consul sans paraître s'abaisser par trop devant lui. (46)

Cette abdication, qu'ils considérèrent comme une trahison, mécontenta violemment les tribuns; ils ne s'y attendaient pas, « ils étaient furieux ». (47) C'était une victoire pour Bonaparte. Ouvertement, les sénateurs n'avaient pas complètement cédé; en fait, ils avaient obéi aux ordres reçus le 12. Ils avaient eu peur de sa colère; ces soixante hommes que la Révolution aurait dû, semble-t-il, aguerrir, avait lâchement plié devant un seul, qui ne pouvait cependant rien contre eux puisqu'ils étaient inamovibles, puisqu'ils étaient inéligibles à toute autre fonction publique. Mais son mécontentement leur faisait peur. « Jupiter avait froncé le sourcil! » s'écria l'ironique Girardin; ils cédèrent.

Bonaparte voulut profiter immédiatement de leurs nouvelles dispositions. Il avait besoin d'eux pour une opération assez délicate; après l'élection de Lamartillière, il comprit qu'il pourrait tout leur demander. Il s'agissait d'obtenir la révision des deux assemblées

(46) Vu le message du premier Consul du 25 frimaire par lequel il présente le général Jourdan, vu le message du Tribunat du 11 nivôse par lequel il présente le citoyen Daunou, vu enfin le message du Corps législatif du 13 nivôse par lequel il présente le citoyen Lamartillière, le Sénat adopte le général Lamartillière et le proclame membre du Sénat conservateur. *Procès-verbal du Sénat, séance du 14 nivôse.*

(47) Girardin, op. cit., III, 249.

législatives et l'élimination des membres opposants. Dès le début du Consulat, dès le premier discours de Constant, une partie de l'opinion publique avait réclamé cette mesure. A cette époque, c'eût été trop tôt : si près de celui de Brumaire, c'eût été un coup d'Etat qui eût enlevé la confiance en la Constitution de l'an VIII et le nouveau gouvernement. Depuis lors, il y avait eu Marengo, la paix, une sécurité plus grande, un relèvement économique certain dans tout le pays; on avait vu le Premier Consul à l'œuvre. Bonaparte était sûr d'avoir avec lui la majorité des Français agacée par cette opposition qui semblait mesquine et faite uniquement pour agacer le gouvernement (48). Cobenzl, ambassadeur d'Autriche, qui suivait de près les événements, écrivait à son gouvernement : « Ce ton d'aigreur qui, dès les premières séances, s'est manifesté, a redoublé. Chazal... s'est distingué par des traits dirigés contre les coups d'autorité du gouvernement. Le rejet... montre combien le Tribunat est peu disposé à seconder les opérations du gouvernement. » (49)

Aux yeux de Bonaparte, les votes et les discours des dernières décades avaient rendu cette mesure indispensable. Dès les discours de Constant et de Chénier sur le traité de paix avec la Russie, il en avait parlé

(48) Arch. nat., F. 7, 3830, *Rapports de la préfecture de police 23-24 frimaire an X*.

(49) Lettre du 25 décembre 1801, citée par Boulay, *Les négociations du Concordat*, t. IV, p. 519.

à Girardin qui se trouvait dans son cabinet avec Talleyrand et le conseiller Fleurieu. « Je suis toujours prêt à donner à chacun de vous les éclaircissements qu'il peut désirer... ma complaisance ne va cependant pas jusqu'à m'entretenir avec des chiens, car il faut être chien pour risquer, pour un mot, de recommencer la guerre... Je rencontre ces chiens-là partout. Partout ils mettent des bâtons dans les roues. Il faudra faire enfin cesser cette lutte scandaleuse... J'attends avec impatience le moment où ils seront expulsés des assemblées. Ceux qui m'ont manqué une fois peuvent être assurés que je ne l'oublierai jamais. » (50)

Cependant, les discours seuls de l'opposition ne l'auraient pas amené sans doute à une mesure aussi violente, mais les votes des assemblées l'inquiétèrent davantage; car il craignait qu'elles se laissassent entraîner par la minorité opposante. « Ce sont les chiens qui occupent votre tribune. Ils s'entendent parfaitement, ils ont des chefs de file... Ces discours n'auraient pas d'inconvénient si la majorité était acquise et toujours fidèle... On ne pouvait jamais compter sur elle dans les occasions importantes. » Lorsqu'il parlait ainsi à Girardin, peut-être Bonaparte espérait-il que le tribun, qui avait une certaine influence sur ses collègues, leur rapporterait ses paroles, et que ceux-ci s'en effrayaient. Le résultat fut complètement op-

(50) Girardin, *op. cit.*, t. III, p. 231.

posé. Sans doute pensèrent-ils que la tactique était bonne et que le Premier Consul ne tarderait pas à céder; ils persévérèrent dans leur attitude.

Après les rejets des premiers titres du Code, ce fut au Conseil d'Etat que Bonaparte exhala sa mauvaise humeur; dans la séance du 2 Nivôse où l'on préparait le projet organisant l'instruction publique, rappelant les discussions sur le Code, il s'inquiétait pour celui-ci. « Ils se livreront à une foule de déclamations vagues, ils diront des injures pour se donner de l'importance, pour faire quelque chose. Avec la nation française qui est prête à mépriser son gouvernement si elle voit qu'on l'insulte impunément, il faut éviter ces injures. Ils sont comme de petits chiens qui attaquent la citadelle de Strasbourg pour la renverser. » (51) Quelques jours après, comme il discutait au Conseil d'Etat le mode de recrutement du cinquième du Tribunat et du Corps législatif, il parla encore de l'opposition : « Ces gens-là ne briguent pas seulement des places ou de l'argent. Il faut aux uns le règne des clubs, aux autres l'ancien régime. Dans le Tribunat, les plus honnêtes hommes courent après le succès sans s'inquiéter s'ils ébranlent l'édifice » (52). Et le 18 il conclut son discours aux conseillers venus le saluer avant son départ pour Lyon : « Encore une fois, il ne faut pas d'opposition. Que voulez-vous

(51) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, t. II, p. 410 et 411.

(52) Thibaudeau, *id.*, p. 412.

qu'on fasse avec des hommes comme Ganilh et Mailla-Garat ? » (53)

L'épuration était décidée, l'opinion publique s'y attendait, et Cobenzl y fait allusion dans sa lettre du 23 Frimaire : « Il semble que le Tribunat prend à tâche de contrarier les opérations du gouvernement. Il sera pris des mesures acerbes contre quelques-uns de ses membres, parmi lesquels on compte Daunou, Chénier, Chazal, etc. » L'occasion se présentait de le faire dans les formes légales, au moins en apparence : la Constitution portait (54) que le Tribunat et le Corps législatif seraient renouvelables par cinquième tous les ans et que le premier renouvellement aurait lieu en l'an X; elle n'indiquait pas comment il se ferait, c'était donc au Sénat d'y pourvoir.

Le mode en fut discuté au Conseil d'Etat : allait-on s'en remettre au tirage au sort, faire désigner par le Sénat les membres qui devraient quitter leurs fonctions, ou plutôt, pour ne pas avoir l'air de frapper les victimes, ceux qui devraient les garder? La séance fut animée, certains conseillers trouvant préférable qu'il subsistât une opposition dans le Tribunat, penchaient pour la voie du sort. Au contraire, ceux qui voulaient l'anéantir, et surtout Rœderer, demandaient le scrutin, sous prétexte que se fier au hasard, c'était détruire le droit d'élection du Sénat; à quoi leurs

(53) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, II, 414.

(54) Constitution de l'an VIII, titre III, art. 27.

collègues leur répondaient que le droit d'élection se manifesterait en élisant les nouveaux membres. L'accord ne pouvant se faire, on décida de laisser aux sénateurs le soin de trancher la question. On savait bien qu'on y ferait passer la désignation. (55)

Aucune date n'était indiquée dans la Constitution pour le renouvellement. Sachant le Sénat prêt à toutes les capitulations, Bonaparte lui envoya le 17 Nivôse un bref message : « Sénateurs, l'article 27 de la Constitution veut que le renouvellement du premier cinquième du Corps législatif et du Tribunal ait lieu en l'an X et nous touchons au quatrième mois de cette année. Les consuls ont cru devoir attirer votre attention sur cette matière. Votre sagesse y trouvera la nécessité de s'occuper sans délai des opérations qui doivent procéder à ce résultat. » (56)

Les sénateurs comprirent ce que signifiait ce message; on ne pouvait s'y tromper, et Lucchesini, ambassadeur du roi de Prusse, écrivait à son souverain : « Je suppose que ce message signalera aux sénateurs les chefs du parti conventionnel qui dirigent cette opposition, d'autant plus que ceux du Tribunal seraient peut-être capables de déférer au Sénat comme inconstitutionnel le dernier acte du gouvernement qui lui ôte le moyen de le chicaner si injustement. » (57) « Le vœu et l'attente du public impartial

(55) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, II, 171.

(56) Procès-verbaux du Sénat, séance du 17 nivôse.

(57) *Rapport chiffré du 8 janvier 1802*, cité par Boulay, IV, 541.

sont que le Sénat fasse disparaître surtout au Tribunal les auteurs et les apôtres de cette opposition perturbatrice. » (58)

Le 18 Nivôse, le Premier Consul partit pour Lyon, où il devait présider la consulte italienne. Il se rendait sans doute compte que, comme le disait Cambacérès au Conseil d'Etat (59), « il ne connaissait rien à la conduite des grandes assemblées ». Pour le remplacer dans ses fonctions et pour obtenir du Sénat les décisions qu'il désirait, il laissait à Paris l'habile Cambacérès. Celui-ci, en effet, n'était pas seulement le suppléant prévu par la Constitution, le conseiller prudent, il s'était efforcé de gagner les sénateurs et d'occuper le terrain que la négligence boudeuse de Sieyès lui abandonnait. (60) On savait que c'était à lui qu'il fallait passer pour obtenir une faveur du Premier Consul et c'était à lui qu'on s'adressait. « Il en profitait avec un art infini et toujours caché pour contenir ou ramener les opposants. Mais cela se faisait avec une telle discrétion que personne ne songeait à s'en plaindre. » (61)

De Lyon, où il s'occupait des affaires de l'Italie, le Premier Consul lui écrivit souvent à ce propos, lui dépeignant l'indignation de la nation (62), sa volonté

(58) *Lettre du 11 janvier*, op. cit., IV, 542.

(59) Thibaudcau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 223.

(60) Thiers, op. cit., III, 192.

(61) Id., 61. Mautouchet, *Cambacères*, la Révolution française, décembre 1902, t. 43, p. 528.

(62) *Lettre du 25 nivôse*.

de se débarrasser de cette opposition dangereuse (62 *bis*) ; il assurait son collègue que tant qu'elle subsisterait, il ne présenterait aucun projet de loi, même si cela devait durer un ou deux ans (63). « Je ne crois pas qu'il soit possible de continuer à marcher lorsque les autorités constituées sont composées d'ennemis. » (64) Ayant appris par une lettre du 25 de Cambacérès que le Sénat avait décidé de procéder par désignation des membres restants, il répondit : « Je vous prie de tenir la main à ce qu'on nous débarrasse exactement des vingt et soixante mauvais membres que nous avons dans les autorités constituées. » (65) Ces membres, il en désigne une partie : Thiessé, Chazal, Chénier, Garat et surtout Daunou : « Le système n'a pas de plus grand ennemi que Daunou. » (66) Il recommande de les faire remplacer par des hommes « bien pensants » (67) ; on choisirait des préfets comme celui du Mont-Blanc (68).

Cambaécérès fit tous ses efforts pour mener à bien cette tâche difficile. C'était lui qui avait conseillé cette mesure à Bonaparte (69) ; il n'avait pas pu le

(62 *bis*) Lettre du 28 nivôse.

(63) Lettre du 1^{er} pluviôse.

(64) Lettre du 4 pluviôse.

(65) Lettre du 28 nivôse.

(66) Lettre du 1^{er} pluviôse.

(67) Id., 4 pluviôse.

(68) Id., 2 pluviôse.

(69) Thiers, III, 357-359. Lacretelle, *Histoire du Consulat*, I, 406.

calmer lors de sa véhémence sortie aux sénateurs, le 12 Nivôse; le Premier Consul, hors de lui, voulait dissoudre les assemblées; Cambacérès, qui n'aimait pas les moyens violents, parla pour l'épuration. Il fut de ceux qui conseillèrent de faire désigner les membres sortants par le Sénat et se chargea de l'obtenir. (70)

Dans cette assemblée, il avait des alliés, d'anciens membres du gouvernement, Laplace, Lacépède, Jacquemont, Tronchet qu'il venait d'y faire élire et qui ne pardonnait pas aux assemblées le rejet des projets du Code civil. « Les sénateurs se sont trouvés nombreux à l'audience du gouvernement. Nous avons ensuite parlé à ceux dont les dispositions sont connues. Nous leur avons proposé de procéder d'abord aux élections du Corps législatif et d'opérer ensuite au Tribunat » (71). Il répondait confidentiellement à chacun d'eux que l'opposition devenait un danger. « Notre situation est grave, plus grave que vous ne le croyez. Laissez déclamer les tribuns; ils feront avorter l'œuvre la plus digne d'un grand siècle et d'un grand homme. » (72) Il dirigea les opérations du Sénat avec une telle délicatesse, que son ingérence ne produisit pas de récriminations.

(70) Thiers, op. cit., III, 366.

(71) Lettre de Cambacérès et de Lebrun au premier Consul, 12 pluviôse, collection particulière, citée par Boulay, *Négociations du Concordat*, IV, 563.

(72) Lacretelle, op. cit., 406-409.

Lors de la réception du message, le Sénat nomma une commission pour l'examiner. Elle se composait de trois membres du bureau, Lacépède, Jacqueminot, le général Lefebvre, auxquels se joignirent trois autres sénateurs : Fargues, Laplace et Tronchet, qui fut nommé rapporteur. Le 24, Tronchet fit le rapport au nom de la commission et conclut à la réélection des quatre cinquièmes des assemblées seule mesure qui « convenait à la dignité du Sénat » (73). Ses conclusions furent combattues avec force et éloquence par une vingtaine de membres qui voulaient qu'on s'en remit au tirage au sort. C'étaient tous des idéologues : Cabanis, Lecouteux-Canteleu, Destut de Tracy; Lambrechts se joignit à eux. Choiseul-Praslin avait annoncé qu'il parlerait; il se tut. Garat, Lenoir-Laroche prirent la défense de l'opposition; ce dernier prétendit que les lois présentées au Corps législatif avaient une tendance à la royauté; Garat fit « un long discours dans lequel il a employé les ressources de son éloquence; beaucoup de choses sur Daunou, beaucoup de choses sur son neveu Mailla-Garat ». La séance fut longue et confuse. « On a remarqué un homme (Sieyès) dont le visage s'obscurcissait ou s'éclairait à mesure qu'on parlait pour ou contre. » (74) Malgré les efforts des orateurs, le Sénat adopta

(73) Arch. nat., CC I, *Registre des délibérations du Sénat, séance du 24 nivôse.*

(74) Lettre de Cambacérès au premier Consul, 25 nivôse, citée par Boulay, II, 552.

la proposition de Tronchet par quarante-quatre voix contre quinze. Tout ce qu'il fit pour les victimes, ce fut de décider que, si l'on procédait immédiatement au vote, néanmoins celui-ci n'aurait d'effet qu'à la fin de la séance ordinaire, le 30 Ventôse. (75)

Par l'élimination, c'était Sieyès qu'on atteignait, on revisait les choix qu'il avait faits en l'an VIII, on lui enlevait des alliés, on diminuait son influence dans les corps qu'il avait lui-même organisés et recrutés. Lors de l'élaboration de de la Constitution, Bonaparte, se réservant l'exécutif, lui avait abandonné le législatif; il le lui reprenait maintenant en partie. C'est que, dans l'opposition des derniers mois il avait reconnu la main de son ancien collègue; le 12 Nivôse, devant les autres sénateurs, il lui en avait violemment fait le reproche; de Lyon, il écrivait à Cambacérès : « La conduite de Sieyès dans cette circonstance (l'opposition au Code civil), prouve parfaitement qu'après avoir concouru à la destruction de toutes les constitutions depuis 91, il veut encore s'essayer sur celle-ci... ». Il regrettait de ne pouvoir l'atteindre directement, et dut se contenter de le frapper dans ses amis. « Il devrait faire brûler un cierge à Notre-Dame pour s'être tiré de là si heurensement et d'une manière inespérée » (75 bis).

La forte majorité par laquelle les sénateurs, qui allaient moins de six mois plus tard s'opposer au

(75) Arch. nat., CC I, *Registre des délibérations du Sénat, séance du 26 nivôse.*

(75 bis) Même lettre.

consulat à vie, avait voté l'épuration des assemblées, nous semble étrange et même presque inexplicable. Espéraient-ils regagner ainsi un peu de popularité dans l'opinion, lui prouver qu'ils n'étaient pour rien dans l'opposition des derniers mois et qu'ils voulaient collaborer à l'œuvre du Premier Consul? Lucchesini écrivait le 20 au roi de Prusse : « Le service que le Sénat vient de rendre au gouvernement... donne à ce corps beaucoup de considération ».

Aurait-il pu ne pas le lui rendre? Il semble que c'eût été possible. L'opposition qui était au début d'une vingtaine de membres d'après Fauriel (76), chiffre bien faible pour une assemblée de cinquante membres recrutés par Sieyès, et sans doute inférieur au chiffre réel, était passé à quatorze ou quinze, nous dit-il. En fait, il y avait eu une quinzaine de discours protestant contre l'épuration lors du rapport de Tronchet; cela laisse supposer que le nombre des opposants était de beaucoup supérieur et devait être au moins d'un tiers de l'assemblée. L'opposition nettement déterminée de ce tiers n'aurait-elle pas pu arrêter les différentes opérations dont se composaient l'épuration et, en tous cas, faire porter les votes sur d'autres noms que ceux désignés par Bonaparte? Sauver tout au moins Daunou, le rédacteur de la Constitution de l'an III, de celle de l'an VIII, qui avait failli être consul, qui, s'il ne l'avait pas refusé, aurait été nommé conseiller ou sénateur.

(76) Fauriel, *Les derniers jours du Consulat*, p. 97-98.

En admettant que Cambacérés eut travaillé les sénateurs trop habilement pour qu'une majorité fut possible dans ce sens, Bonaparte aurait-il pu persister si les quinze membres qui avaient parlé le 26 contre l'élimination avaient démissionné, et Sieyès à leur tête? Ils n'osèrent.

Qu'avaient-ils à craindre cependant. Personnages non officiels désormais, la rancune de Bonaparte n'aurait pu les atteindre. Même si Bonaparte avait voulu user des droits qu'ils lui avaient donnés eux-mêmes lors du précédent sénatus consulte, l'opinion publique n'eut-elle pas réagi comme en Nivôse VIII quand, après le discours de Constant, Sieyès était allé, sur l'invitation du gouvernement chez Clément de Ris, et que le gouvernement qui avait exigé ce voyage, avait dû le rappeler devant l'inquiétude générale. Ce qui les retint, faut-il croire que ce furent les vingt-cinq mille francs de leur traitement ou plutôt la crainte de retomber dans l'obscurité, de redevenir de simples particuliers après avoir fait partie pendant un si grand nombre d'années des assemblées ou du gouvernement lui-même, d'abandonner un poste qu'ils s'étaient créés en renversant le Directoire et en établissant la nouvelle Constitution. Quel que fut le motif qui les guida, ils cédèrent à Bonaparte qui obtint d'eux, sans compensation, sans promesses, le sacrifice de leurs alliés, de leurs confidents, de leurs amis; deux ans avant l'Empire, ils aspiraient à devenir courtisans.

CHAPITRE VI

L'ELIMINATION DES OPPOSANTS

LA DEUXIEME SESSION LEGISLATIVE DE L'AN X

Les projets du Code civil retirés, le Corps législatif et le Tribunal siégeaient sans aucun travail. Il ne leur restait plus que ceux concernant les objets d'administration locale. Regnault de Saint-Jean d'Angély avait proposé de les réunir, sinon, disait-il, ils occuperaient trente séances. Le Premier Consul et Cambacérès avaient répondu en riant : « Quel mal y a-t-il à cela? ce sera un os à ronger » (1). Mais maintenant que c'était la seule occupation de l'assemblée, la matière avait été vite épuisée; les séances étaient d'une brièveté ridicule (2); on ne pouvait pas toujours renouveler le bureau comme on l'avait fait le 15 nivôse pour masquer le vide de la séance. Le public, moqueur, venait beaucoup plus qu'aux discussions sur le Code et ne ménageait pas les plaisanteries et les bravades (3). Les législateurs étaient très peu

(1) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, 197.

(2) Arch. nat., F. 7, 3830, *Rapports de police, nivôse et pluviôse*.

(3) Id., *Rapports des 16 et 17 nivôse*.

nombreux à leurs séances si courtes qu'ils ne prenaient pas la peine de s'asseoir; embarrassés et soucieux, ils se groupaient dans la salle par quinze ou vingt et causaient entre eux avec beaucoup de chaleur (4). Ils ne s'attendaient pas à la mesure qui les frappaient; peut-être croyaient-ils en être quitte avec le retrait des projets de loi qui les avait surpris lui-même. Ils avaient voulu protester et avaient rédigé un mémoire à présenter au Sénat; mais Cambacérès s'adressa à ceux qui étaient moins compromis, et leur conseilla de n'en rien faire; cela attirerait sur eux l'attention du Sénat, chose bien plus nuisible qu'utile en ce moment.

Ils attendirent donc en silence qu'on décidât de leur sort, mais les paroles de Cambacérès ne laissèrent pas de les inquiéter. Certains tribuns prétendirent qu'ils seraient tous renvoyés (5).

Les plus habiles intriguèrent près des sénateurs pour garder leur siège : « Ils ne pensent qu'à eux et tâchent de conserver leur place » (6). On savait déjà, dans le public, qui serait frappé, les consuls avaient indiqué leurs noms au Sénat, celui-ci ne put les tenir secrets. « Son organisation, écrivait Girardin, lui imposait le devoir de voiler toutes ses opérations du plus profond mystère. Sa puissance toute entière est dans l'extrême discrétion de ses membres. Mais comment

(4) Id., *Rapport du 15 nivôse*.

(5) Id., *Rapport de police du 18 nivôse*.

(6) Id., *Rapport de police du 12 pluviôse*.

espérer raisonnablement qu'une pareille vertu soit exercée par soixante vieux Français. On a donc su tout ce qui se passait dans l'intérieur du Sénat comme si les séances eussent été publiques. Le gouvernement, comme on peut le croire, a exercé une grande influence sur le Sénat et c'est lui qui a, pour ainsi dire, formé la liste des sortants « (7).

Cambacérès tenait Bonaparte au courant des opérations du Sénat, il avait fait tout son possible pour contenter son collègue et pour le débarrasser de ceux qu'il lui avait nommés. « Ceux qui sont écartés étaient indiqués comme méritant cette défaveur » (8). Mais pour anéantir toute trace d'opposition il aurait fallu pouvoir éliminer plus de députés. « Il y en a déjà quarante d'élus donc treize d'éliminés. Dans ceux qu'on conserve il y a peut-être quelques hommes équivoques, mais on n'a que soixante membres à exclure et l'on est encore à la lettre C » (8 *bis*).

Néanmoins le gouvernement fut obéi et les principaux opposants furent exclus; ceux qui, dans le Tribunal, s'étaient distingués par l'obstination ou la véhémence de leurs opinions opposantes; dans le Corps législatif, ceux qui avaient voté le rejet des lois, les prêtres constitutionnels, les républicains les plus convaincus, ceux qui avaient élu candidat l'évêque Grégoire le mois précédent (9).

(7) Girardin, I, 252.

(8) *Lettre du 4 pluviôse*, citée par Boulay.

(8 *bis*) Id.

(9) Grégoire, I, 436.

Le choix des éliminés ne se fit pas sans discussion (10) : celle-ci se porta surtout sur Daunou. Nombre de sénateurs ne pouvaient admettre qu'on le sacrifiât, vingt-trois votèrent pour lui, mais c'était sur son nom que l'opposition s'était manifestée d'une manière éclatante, déclanchant ainsi le retrait du projet de lois et le renouvellement (11); il avait lutté pendant les deux premières sessions sans fracas, mais avec une grande ténacité; après le vote des tribunaux spéciaux, il avait refusé de siéger plus longtemps. De tous ses adversaires, c'était celui qui avait le plus de valeur et de crédit, et le Premier Consul exigea son élimination « pour qu'on sache bien qu'il ne pardonne jamais à ses ennemis » (12).

Constant fut également écarté; l'éclat de son premier discours, ses qualités oratoires qui le rendaient capable d'entraîner l'assemblée en faisaient un danger pour le gouvernement. Andrieux, le littérateur qui s'était révélé brillant orateur; Ginguené, le rédacteur de la *Décade*, organe des idéologues; Mailla-Garat, l'un des plus jeunes tribuns, qui ne parlait que rarement, mais le faisait avec une verve mordante; l'économiste Say, le silencieux Laromiguière, tous littérateurs ou philosophes, membres de l'ancienne So-

(10) Arch. nat., F. 7, 3330, *Rapport du 3 pluviôse*.

(11) Girardin, I, 250.

(12) Girardin, I, 258.

ciété d'Auteuil, furent exclus. Avec eux, Chénier, qui s'était déclaré l'ennemi du Premier Consul (13); Chazal, son collègue aux Cinq Cents, qui avaient lutté contre toute trace d'arbitraire et de retour à la « féodalité »; Parent-Réal, le disciple de Daunou (14); Thiessé, Isnard, tous les restes encore vivaces des premiers Conseils.

Alexandre, ami intime de Sieyès, commissaire des guerres, sous le Directoire qui avait destitué le général Lefebvre, dut son exclusion à ce même général, devenu sénateur (15). Desrenaudes, l'ancien grand vicaire de Talleyrand, qu'il avait courageusement défendu pendant sa proscription, fut également éliminé; le ministre l'avait longtemps gardé près de lui, l'avait fait nommer tribun, mais alors « une légère vapeur tribunitienne vint lui monter à la tête » (16). Il déclara à son protecteur : « comme tribun, je ne relève que de ma conscience ». « Il s'agit bien de votre conscience, répliqua l'ancien évêque; ce n'est pas pour elle, c'est pour votre vote que l'on vous a nommé tribun ». Desrenaudes ne céda pas, et se jeta dans l'opposition; mais, craintif, il préférait les intrigues aux discours; néanmoins, il fit devant le Corps législatif l'éloge de Moreau, ce qui décida de son élimina-

(13) Girardin, I, 257.

(14) Id., 255.

(15) Id., 225.

(16) Id., 259.

tion (17). Ce fut aussi le sort de Cambe, qui n'assista pas à la dernière session disant qu'il économisait ainsi les frais du voyage (18). Bailleul, Ganilh, amis intimes et confidents de Sieyès; Saint-Aubin, Barra, Légier, Thibault, Courtois, Barthélemy, « moins connus, gens de lettres ou d'affaires, anciens conventionnels, anciens prêtres, n'avaient eu d'autres titres pour entrer au Tribunat que l'amitié de Sieyès et de son parti, le même titre les en fit sortir » (19).

Pourtant, ceux qui les frappaient ainsi étaient ceux qui les avaient nommés; idéologues et philosophes, membres de l'Institut, membres de la Société d'Auteuil, amis de Sieyès qui, eux, restaient au Sénat; ils avaient intrigué avec eux pendant Marengo, ils les avaient poussés à l'opposition, ils leur avaient promis de les aider, de les soutenir. Ils étaient pour la plupart d'entre eux, non seulement des alliés, des collègues, mais des amis près de qui ils avaient vécu pendant les dernières années de la Convention, pendant le Directoire; ils se retrouvaient dans les mêmes cercles, chez Mme de Staël, chez Mme de Condorcet, aux dîners des brumairiens; ils avaient aspiré ensemble à la chute du Directoire, préparé, exécuté le coup d'Etat, établi le nouveau gouvernement; ensemble, ils s'étaient retournés contre leur œuvre et avaient

(17) Girardin, I, 260.

(18) Id., I, 256.

(19) Thiers, III, 238.

essayé de la détruire. Anciens oratoriens, anciens prêtres, anciens conventionnels, victimes des jacobins, ils avaient le même passé; philosophes, savants, littérateurs, idéologues, tous républicains modérés, ils avaient les mêmes opinions. Rien n'était venu les désunir: partagés entre le Sénat et le Tribunat, ils étaient restés une même faction, et maintenant, sans autre cause que le mécontentement du Premier Consul, une partie d'entre eux sacrifiait les autres.

L'opinion publique fut satisfaite de l'élimination; elle lui était favorable et s'exprimait à voix haute dans les tribunes des assemblées (20). Elle la considérait comme un moyen de coercition, qui empêcherait l'opposition d'arrêter la marche des affaires qui la détruirait même dans les assemblées. « On disait que, désormais, il n'y aurait plus de parti d'opposition, que les tribuns tiendraient à leurs quinze mille francs, et que le passé leur servirait de leçon pour l'avenir » (21). Les journaux de l'époque trouvèrent la mesure très juste, les rapports de police n'enregistrèrent aucune plainte. Les ambassadeurs étrangers admirèrent l'idée d'avoir fait procéder à l'élimination par la réélection (21 *bis*). Les éliminés eux-mêmes ne montrèrent pas de rancune à ceux qui

(20) Arch. nat., F. 7, 3830, *Rapport du 28 nivôse*.

(21) Id., *Rapport du 9 floréal*.

(21 *bis*) Boulay, op. cit., V, 145, *Rapport de Cobenzl à Coloredo, Rapport du 15 nivôse* envoyé en retard. *Lettre de Lucchesini au roi de Prusse du 20 février*.

les avaient rayés. Ils semblaient trouver tout naturel qu'ils eussent cédé devant le pouvoir. Ils ne se plaignirent pas de leur sort, à peine quelques-uns murmurèrent-ils dans leurs cercles étroits; Constant était déçu, et Mme de Staël, furieuse de voir l'échec de ses efforts, déclara qu'on avait non pas épuré mais écrémé le Tribunat et traita Bonaparte d'idéophobe; elle n'avait plus personne dans le monde politique, ses amis ou ses alliés en avaient été expulsés, il n'y avait plus d'espoir qu'elle put y avoir une influence directe.

L'épuration avait fait sortir des assemblées soixantedix membres qu'il fallait remplacer. Les nominations devaient être faites par le Sénat, sur les listes de notabilité dont la Constitution avait prescrit la formation. C'était une conception de Sieyès, que Rœderer s'était efforcé d'organiser et qu'en fait il avait encore embrouillée par ses règlements et ses instructions; les préfets n'arrivaient pas à les établir, le public leur était hostile, voyant en elles l'origine d'une sorte d'aristocratie de candidats; même au Conseil d'Etat, elles n'avaient guère que des détracteurs, sauf Rœderer qui tâchait de les défendre contre ses collègues. Le 14 pluviôse, après le retour de Lyon du Premier Consul, le Conseil demanda si les élections du cinquième des assemblées, prévues par l'article 38 devaient être faites sur ces listes et si, par conséquent, le gouvernement les enverrait au Sénat.

On objectait qu'elles n'étaient pas encore toutes parvenues au ministère, qu'elles avaient donné lieu à de nombreuses réclamations. Bonaparte, qui n'ai-

mais pas ce système et le qualifiait d'enfantillage, d'idéologie, en prit pourtant la défense parce que la nation les avaient formées; « c'est la seule influence du peuple dans le gouvernement. On avait d'abord cru l'article de la Constitution inexécutable, et cependant nous en avons fait une loi. Elle était bien difficile à comprendre, et nous croyions qu'il n'y avait que le citoyen Rœderer qui l'entendit. Eh bien, le peuple s'est donné la peine de l'apprendre et de l'exécuter. Vous voudriez à présent annuler tout cela et manquer de respect à la nation qui a donné une grande preuve du sien pour votre loi » (22). On utilisa donc celles qui étaient parvenues au gouvernement, quitte à dédommager par des choix ultérieurs les départements qui n'avaient pas présenté les leurs.

Les nominations amenèrent dans les assemblées de grands propriétaires, quelques préfets comme l'avait indiqué Bonaparte, des magistrats; au Tribunal, les seuls noms connus étaient ceux de Daru, administrateur estimé, secrétaire au ministère de la guerre; de Lucien Bonaparte, revenu d'Espagne après une ambassade mouvementée d'où il rapportait une immense fortune dont l'origine était suspecte; de Carnot, qui avait quitté Paris après sa démission du ministère de la guerre, et s'y trouvait un peu dépaycé; il y revenait tribun quand il était parti ministre, et n'était pas sans amertume. Il n'était pas plus favorable au gouverne-

(22) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 74.

ment que les tribuns exclus, et protesta hautement contre le Concordat dès les premiers jours de sa nouvelle magistrature (23).

On s'étonna sans doute de ne voir nommer que des inconnus; la Clef du Cabinet du 9 Germinal justifia les choix du Sénat dans un article où elle prétendait citer le Courrier de Londres. « Le Sénat ne pouvait mieux entrer dans les vues du gouvernement qu'en choisissant des hommes dont la réputation ne peut inspirer de préventions défavorables à aucun parti. Ils n'ont ni erreur à se faire pardonner, ni entêtement à conserver, ni faction à soutenir ». L'explication est adroite et la critique du choix de l'an VIII visible, mais il suffit de se rendre compte que le Sénat ne pouvait prendre, pour remplacer ceux que leurs opinions avaient fait écarter, des hommes du même parti; Bonaparte ne l'eut pas souffert et, d'autre part, tout ce qui avait une valeur, tout ce qui portait un nom était déjà entré en l'an VIII soit dans les assemblées, soit dans l'administration de Bonaparte.

Le 8 germinal, les nouveaux tribuns prêtèrent serment. Le 11, rendu prudent par l'épuration, le Tribunat se réunit en comité secret pour élaborer un arrêté qui modifiait son organisation : il se divisa en trois sections permanentes : législation, intérieur, finances, où aurait d'abord lieu l'examen des projets et les discussions, ce qui allégerait les séances plé-

(23) Lucchesini, *Lettre du 7 avril 1802. Rapport de police du 14 germinal.*

nières. C'était un progrès aux yeux de Bonaparte qui détestait la publicité des discussions dont il ne voyait pas l'utilité. Les projets sortis du Conseil d'Etat ne pouvaient plus être modifiés, donc la critique du Tribunal ne servait à rien. Depuis longtemps, il songeait à une nouvelle organisation; le 7 frimaire, lors de la discussion du traité de paix avec la Russie, Girardin lui avait fait remarquer que, lorsqu'un projet quittait le Conseil, toute communication cessait entre ses auteurs et ceux qui l'examinaient, alors même que des explications étaient nécessaires (24); il fallait avoir recours à des expédients, des communications officieuses, qui ne réussissaient pas toujours, comme ce fut le cas entre Costaz et Fleurieu. Bonaparte proposa que des commissaires vinssent faire part de leurs objections au Conseil d'Etat; mais Girardin, qui connaissait la jalousie du Tribunal, objecta que ce n'était pas là que ces conférences devaient avoir lieu.

L'opposition au Code civil amena le Premier Consul à réfléchir sur cette question et le 18 nivôse, la veille de son départ pour Lyon, aux conseillers venus lui souhaiter bon voyage, il parla plus d'une heure et expliqua comment il concevait l'organisation du Tribunal. Il fallait, disait-il, le diviser en cinq sections correspondant à celles du Conseil d'Etat, qui communiquerait tout projet de loi à la section correspondante du Tribunal; celle-ci chargerait trois orateurs de dis-

(24) Girardin, III, 241.

cuter avec la section du Conseil. Après la rédaction définitive, la section du Tribunat enverrait ses orateurs au Corps législatif pour le rapport, et là seulement aurait lieu la discussion publique. Comme on lui objectait qu'il détruisait ainsi la publicité : « Mon projet, répondit Bonaparte, assure l'examen calme et impartial de la loi; et il donne de la considération au Tribunat. Le Tribunat, qu'est-ce que c'est? C'est une tribune, mais une tribune sage, qu'il nous faut. Le gouvernement en a besoin. Il n'est pas nécessaire d'avoir cent hommes pour discuter les lois faites par trente; ils bavardent sans rien faire. Au Corps législatif les trois cents font sans parler. Trois cents hommes qui ne parlent jamais prêtent au ridicule. Il eut suffi que le Corps législatif eut nommé au début de chaque législature trente orateurs pour examiner et discuter les projets de loi » (25).

En l'an X, il n'osait pas encore supprimer ainsi le Tribunat; mais l'arrêté du 11 germinal lui montrait qu'il était plein de bonne volonté pour collaborer avec le Conseil, prêt à recevoir une nouvelle organisation du gouvernement et, pour lui plaire, à lui sacrifier son indépendance. C'était bien le sens du discours que son président Marcoelle prononça à l'ouverture de la session extraordinaire du 15 germinal. « S'il est des choses qui sont du domaine de l'expérience, il en est aussi qui doivent se rapporter à

(25) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, II, 412-413.

l'amour de la patrie; il élève l'âme au-dessus des petits intérêts, des petites passions, il fait sacrifier les préjugés, souvent même les abstractions philosophiques, à ce qui est grand et utile; l'instinct du bien est parfois un guide plus sûr que la raison ». Ce que signifiaient ces paroles « entortillées » dans la bouche de cet orateur d'ocile aux impulsions de Cambacérès, Thibaudeau l'a bien compris et nettement exprimé : « Point d'opposition, point de discours contradictoires, rapportez-vous en au Premier Consul, il sait mieux que vous ce qui convient à la France et vous n'êtes ici que pour la forme » (26).

L'arrêté du 11 était l'œuvre des tribuns, sans doute poussés par ceux d'entre eux qui recevaient le mot d'ordre du gouvernement, car il correspondait parfaitement aux desseins de Bonaparte. Celui-ci, par arrêté en date du 18, le compléta en organisant une collaboration étroite entre cette assemblée et le Conseil d'Etat. Si le gouvernement le jugeait utile, il pouvait donner un extrait du registre du Conseil d'Etat au Tribunat (27). Des conférences étaient possibles entre les sections du Tribunat et du Conseil; elles seraient présidées par un consul (28). Ainsi, il y aurait un essai d'amendement avec la section du Conseil d'Etat qui recevrait les observations du Tribunat sous

(26) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, II, 421.

(27) Article 1^{er}.

(28) Article 2.

la présidence d'un consul, dont l'autorité apaiserait les jalousies des membres des deux assemblées; et ces réunions ayant lieu chez le consul président, les tribuns n'auraient pas à se rendre au Conseil d'Etat.

Les assemblées ayant été inactives pendant une grande partie de la dernière législature, le gouvernement les convoqua pour une session extraordinaire, qui s'ouvrit le 15 germinal pour se terminer le 30 floréal. Il profita de leur docilité nouvelle, de l'organisation du Tribunat pour présenter des projets de loi qui, il le savait, heurtaient une grande partie de l'opinion publique et qui auraient rencontré une forte opposition pendant la session précédente.

Ce fut le Concordat qu'il présenta d'abord, le jour même de l'ouverture de la session. On venait d'apprendre la conclusion de la paix d'Amiens et le Corps législatif envoya une députation de vingt-cinq membres féliciter le Premier Consul. Pas un orateur ne fit allusion au Concordat, œuvre personnelle de Bonaparte, à laquelle il avait travaillé seul, sans l'aide du Conseil d'Etat. Ce silence était une marque d'hostilité, Bonaparte le comprit; il remercia très brièvement la députation de ses félicitations et montra l'importance qu'il donnait à la nouvelle loi. « Votre session commence par l'opération la plus importante de toutes ». Il les invita, de façon nette et impérieuse, à voter le projet. « J'espère que, dans votre vote, vous serez unanimes ». Sachant combien les députés craignaient de déplaire à l'opinion publique, il ajouta : « La France verra avec une vraie joie que ses législateurs

ont voté la paix des consciences, la paix des familles, cent fois plus importante pour le bonheur du peuple que celle à l'occasion de laquelle vous me félicitez ». Il désirait beaucoup que ce projet fut rapidement voté sans débats contradictoires, pour que la nation crût à l'unanimité des assemblées. Il n'avait pas permis de discussion au Conseil d'Etat. Le 18 thermidor an IX, après de longs débats sur l'instruction publique, il avait fait lui-même une analyse de la situation religieuse du pays et donné lecture du Concordat; puis, sans consulter le Conseil sur quoi que ce fut, il avait levé la séance, « ayant fait entendre dans son exposé qu'il n'avait pas besoin de lui » (29). Les conseillers, hostiles pour la plupart à ce traité avec le pape, avaient reçu froidement cette communication; cette froideur s'accrut encore quand le gouvernement prononça la clôture du Concile de l'église constitutionnelle. Elle se manifesta particulièrement le 1^{er} fructidor lorsque, dans la séance présidée par Cambacérès, Portalis lut le projet d'arrêté qui promulguait le bref du pape rendant son très cher fils Talleyrand à la vie laïque. Le plus grand nombre dédaigna de voter, et Cambacérès arrêta immédiatement un commencement de discussion entre Regnault et Réal sur l'utilité de l'enregistrement du bref.

Encore qu'on n'ignorât pas les négociations entre

(29) Thibaudeau, *Mémoires*, 159.

le gouvernement et le pape, les journaux n'en parlèrent pas. Bonaparte avait recommandé de leur faire savoir à tous, tant littéraires que politiques, qu'ils eussent à s'abstenir de tout ce qui concernerait la religion, la morale et les cultes (30).

Ce fut Portalis qui, le 15 germinal, avec Régnier et Regnault, présenta le Concordat au Corps législatif. Peut-être le Premier Consul voulait-il lui donner sa revanche du mauvais accueil reçu en frimaire lors de la discussion du Code, et punir les députés qui avaient alors jugé trop long son discours, en leur en imposant un second; par ses attaches royalistes, ses idées religieuses, il était plus désigné qu'aucun autre pour soutenir une convention avec le pape. Il fit précéder son discours d'un long préambule sur la nécessité des religions, il combattit l'idée d'une religion nouvelle, puis entreprit la défense du christianisme et justifia l'ingérence du gouvernement dans les affaires religieuses, sa main-mise sur le clergé par ce fait que celui-ci a une grande puissance et que le gouvernement doit l'utiliser lui-même de peur que d'autres ne s'en servent à leur profit. Cet argument était habile et devait toucher les auditeurs à qui la dépendance du clergé au gouvernement ne pouvait déplaire; pour la même raison, il s'étendit longuement sur les articles organiques.

Il n'y eut pas de discussion au Tribunal; le projet

(30) *Correspondance de Napoléon*, pièce 5.672.

lui avait été communiqué secrètement, afin que l'examen en eut lieu dans les sections et que dans la séance publique on ne risquât pas « de le voir attaquer par quelque ennemi fanatique de la religion » (31). La commission chargée d'examiner le projet était composée de Lucien Bonaparte, Savoye-Rollin, Roujoux, Jaucourt, Arnault, Jard-Panvillers et Siméon, rapporteur. Celui-ci parla le 17. Il fit un long éloge du catholicisme, qui n'était pas dangereux; il dit la nécessité d'une religion pour affermir la morale, pour apaiser les troubles intérieurs et, avant de passer à l'analyse du traité, il fit l'éloge des pasteurs. Les protestants, en effet, ne voyaient pas sans inquiétude cette convention avec le pape, qui proclamait le catholicisme la religion de la grande majorité des Français et en faisait une religion d'Etat. Les assemblées voulurent leur montrer qu'elles partageaient leurs craintes et leur manifester leur estime; le Tribunal choisit le protestant Jaucourt comme orateur devant le Corps législatif qui élut président et secrétaire deux protestants : Rabaut le jeune et Metzger; il ordonna l'impression du discours d'un de ses membres sur la conduite des protestants pendant la Révolution. C'était non seulement une manifestation de sympathie pour le protestantisme, mais aussi une forme de protestations contre le Concordat. Il est vrai

(31) Lucchesini, *Rapport du 7 avril 1802*, cité par Boulay, V, 393.

qu'elle était bien anodine et surtout ne pouvait froisser le Premier Consul à qui on pouvait toujours prétendre que ces choix étaient dictés par le désir d'associer les protestants à l'œuvre consulaire.

Intimidé sans doute par le discours du Premier Consul le 15 aux députés du Corps législatif, le Tribunat vota par soixante-dix-huit voix contre soixante et onze et quinze abstentions le projet que Lucien et Jaucourt furent chargés de présenter au Corps législatif avec le rapporteur. Lucien, récemment converti au catholicisme, parla comme un apôtre (32). Son discours fut éloquent et très apprécié, surtout par le légat Caprara qui le félicita vivement; il admirait beaucoup plus cette éloquence fougueuse que celle, plus redondante et plus fleurie, de Portalis (33). Jaucourt fut bref, il se félicitait d'avoir été choisi, lui protestant, pour présenter cette convention avec le pape. Le scrutin donna deux cent vingt-huit voix pour le projet, vingt et une contre et cinquante et une abstentions. C'était une majorité faible; les abstentions, qui provenaient des députés qui n'osèrent voter non et les votes négatifs s'élevèrent à près du tiers des voix, quatre-vingt-quatorze contre trois cent six.

La résistance des assemblées apparaît encore plus visible si l'on considère que l'épuration était toute récente, que c'était le premier projet de cette session

(32) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, II, 445.

(33) Rœderer, III, 430.

extraordinaire, que la paix d'Amiens venait d'être signée et ajoutait un nouvel éclat à la gloire de Bonaparte et enfin que le Premier Consul avait formellement exprimé aux membres du Corps législatif sa volonté d'un vote de la loi à l'unanimité. Les votes négatifs provenaient surtout des prêtres constitutionnels, ceux-là qui avaient élu pendant la législature précédente Grégoire et Dupuis. Ils prouvaient que, si grâce à l'épuration et à son nouveau règlement le Tribunal était devenu plus docile, l'opposition n'avait pas tout à fait disparu des assemblées; il restait, surtout dans le Corps législatif, une minorité, faible sans doute, qui avait échappé à l'élimination, celle-ci portait sur un nombre trop restreint de membres pour englober tous les opposants et Bonaparte allait les retrouver à chaque projet pendant la fin de la session.

Il présenta d'abord celui sur l'instruction publique. La Révolution avait voulu réorganiser l'enseignement, mais le temps et l'argent lui avaient manqué pour achever son œuvre. Faute de ressources, faute de professeurs, faute d'élèves aussi dans bien des cas, il n'existait d'écoles primaires que dans les villes, les écoles centrales étaient désertes; seul, l'enseignement supérieur avait prospéré; mais le cadre existait et il eut suffi de le reprendre en le modifiant un peu. C'était l'avis de Chaptal qui, lorsqu'il était encore conseiller, fut chargé de présenter un rapport sur l'état des écoles et un nouveau projet. Il fit un long discours que Thibaudeau juge comparable à celui de Condor-

cent; il reprenait l'histoire de l'enseignement à la fin de monarchie, montrait l'œuvre immense entreprise par la Législative et la Convention, et laissait entendre qu'on ne pouvait faire mieux. Aussi, proposait-il, sans rien de bien nouveau ni grand effort d'imagination (34), de diviser l'instruction en trois degrés, d'avoir un pensionnat et huit bourses dans chaque école communale. Les particuliers seraient libres d'ouvrir des écoles.

Ce projet ne satisfit pas le Premier Consul. Quand Chaptal succéda à Lucien au ministère de l'intérieur, Bonaparte chargea Fourcroy de lui en présenter un autre. Le conseiller demanda la liberté d'enseignement; avec la pénurie de professeurs où l'on se trouvait, c'était courir le risque de voir les membres des anciennes congrégations s'emparer à nouveau de la jeunesse. Le sujet était trop important, il influait trop sur l'avenir de la nation pour ne pas intéresser fortement les conseillers. Ce fut là, dit Thibaudeau, matière d'une longue série de projets et de contre-projets, de mémoires. Aucun sujet ne fut peut-être discutée plus longuement (35).

Le Premier Consul lui-même fit connaître ses idées sur ce point et chargea la section de l'intérieur de les rédiger en projet. Négligeant l'enseignement primaire, il s'occupait activement de l'enseignement secon-

(34) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 127.

(35) Id.

daire qui serait donné dans les lycées où il existerait un internat. Six mille bourses devraient en même temps fournir une clientèle à ces établissements, permettre aux enfants non fortunés de recevoir l'instruction et récompenser ainsi les pères de famille des services rendus à la patrie. L'enseignement supérieur était développé.

La discussion se fit à la séance du 18 thermidor IX. La section chargée de la rédaction s'était fort éloignée du projet du Premier Consul et en donna les motifs dans un long mémoire. L'internat, disait-elle, transformerait les professeurs en entrepreneurs; le nombre des bourses était beaucoup trop grand pour qu'elles pussent être accordées avec discernement, il semblait désirable qu'une partie au moins fut conférée après examen; Regnault proposa qu'on put les retirer aux élèves qui ne les méritaient pas. Le Premier Consul répondit lui-même et pendant plus d'une heure à toutes les objections, se défendant d'avantager par trop les lycées comme on le lui reprochait, justifiant son système de bourses par la nécessité de former dans la nation un noyau d'individus élevés suivant les nouveaux principes, par le désir de récompenser ainsi les services rendus par les civils et les militaires, expliquant que retirer une bourse à un élève est une chose grave, presque une flétrissure et que l'enfant qui semble paresseux à douze ans peut encore se mettre au travail.

Les discussions se succédèrent, et le projet fut enfin rédigé selon les conceptions du Premier Consul. L'Etat

ne subventionnait pas les écoles primaires, abandonnées aux communes et dont les élèves devaient payer une rétribution; des restrictions étaient apportées à la liberté d'enseignement : il fallait l'autorisation du gouvernement pour ouvrir une école; les proviseurs, censeurs, économistes des lycées devaient être mariés ou l'avoir été, enfin il n'était pas question d'instruction religieuse. C'était là toute une série de mesures dirigées contre la main-mise du clergé sur les écoles secondaires.

Le conseiller Fourcroy, auteur de la deuxième rédaction au Conseil, porta le projet au Corps législatif le 30 germinal. Conventionnel, ancien membre du comité de l'instruction publique, il avait contribué à établir l'organisation que supprimait la loi qu'il présentait, et critiquait l'œuvre de la Convention. La discussion se fit au Tribunal le 4 floréal. Daru, nouvellement élu, jugea sévèrement les hommes qui, ayant participé à la Révolution, la condamnaient maintenant : « La cause de la Révolution n'est la cause de personne : personne ne peut se vanter de l'avoir faite. Ses malheurs appartiennent au moins autant à ceux qui l'ont nécessitée par leurs fautes qu'à ceux qui l'ont provoquée par leurs plaintes ou leur courage; et lorsqu'elle compte parmi ses accusateurs un si grand nombre de ses complices, sa défense est peut-être plus particulièrement le devoir de ceux qui, indépendants encore de tous les partis après dix ans de querelles, sont assez heureux pour n'avoir pas un mot à rétracter ». Seul, Duchesne critiqua le

projet d'une façon assez serrée. Il s'éleva contre l'abandon des écoles primaires aux particuliers, au bon plaisir des conseillers généraux de communes; il trouvait les lycées trop nombreux, trop avantagés, trop dispendieux aussi; il protesta contre le nombre excessif des bourses, attribuées uniquement aux élèves des écoles secondaires; son discours fut net, bien composé, pondéré, sans emphase. Le vote donna au Tribunat quatre-vingts voix pour le projet, neuf contre; au Corps législatif deux cent cinquante et une pour, vingt-sept contre.

Le projet sur la Légion d'honneur devait rencontrer plus d'opposition. Bonaparte voulait transformer le système de distinction créé par la Révolution; il lui reprochait trop de complexité : les armes d'honneur entraînaient parfois double paie, dans d'autres cas elles étaient purement honorifiques; en outre, elles étaient réservées aux militaires. Enfin, il avait vu quelle impression avaient produite les décorations des ambassadeurs étrangers sur les hauts dignitaires, avec quel regard d'envie ils les examinaient. En pluviôse IX, devant quelques intimes, Monge, premier inspecteur de polytechnique, Duroc le conseiller Didelot, Derison, Arnault, il en fit la remarque. Monge déclara que ce n'étaient là que hochets de vanité; Bonaparte lui répondit que sans la croix de Saint-Louis, Louis XIV n'aurait pas remporté tant de victoires; « Il n'y a qu'à rétablir la croix de Saint-Louis », répliqua Monge en haussant les épaules. Malgré cette hostilité, Bonaparte n'abandonna pas son projet; le

mois suivant il en parla en conseil privé devant les autres consuls, Lucien, Berthier, Regnault et quelques autres conseillers. Si Lebrun protesta que c'était là le rétablissement de la noblesse (36), Cambacérès et Berthier appuyèrent l'idée du Premier Consul qui la travailla, la mûrit, et prépara le projet que Rœderer lut le 14 floréal X au Conseil d'Etat.

Bonaparte en développa ensuite les motifs, rappela l'article 87 de la Constitution qui assurait des récompenses nationales aux militaires, montra les inconvénients des armes d'honneur, qui formaient, selon lui, un système confus. Le général Mathieu Dumas lut un mémoire pour soutenir l'organisation proposée; il demandait toutefois que cette institution fut réservée aux militaires, ou tout au moins que seuls ceux qui avaient satisfait aux lois sur la conscription pussent l'obtenir.

Bonaparte lui répondit longuement, « avec une force d'éloquence et de raisonnement peu commune » (37); il montra la prédominance de l'élément civil sur le militaire, et comment, même chez un bon général les qualités civiles devaient l'emporter sur les autres. Il illustra ses arguments d'exemples tirés de l'histoire de France et de sa propre expérience : « Je savais bien ce que je faisais lorsque, général d'armée, je prenais la qualité de membre de l'Institut », et se cita

(36) Mme du Mesnil, *Mémoires sur le prince Lebrun*, p. 341.

(37) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 80.

lui-même comme preuve de ce qu'il avançait : « Ce n'est pas comme général que je gouverne, mais parce que la nation croit que j'ai les qualités civiles propres au gouvernement » (38). A cela personne ne pouvait répondre et la séance fut levée.

La discussion reprit le 18. Berlier fit la critique du principe même de la Légion d'honneur, il y voyait un ordre qui conduirait à l'aristocratie et qui était inutile dans une république : « Les croix et les rubans sont les hochets de la monarchie » ; et, tout en le faisant longuement, se défendit de citer l'exemple des Romains. Bonaparte répliqua vivement : « Il est vraiment singulier que, pour repousser les distinctions, on cite l'exemple du peuple chez lequel elles étaient le plus marquées ». Reprenant point par point le discours de Berlier : « On appelle cela des hochets, dit-il, eh bien, c'est avec des hochets qu'on mène les hommes ». Il ne nia pas que ce fut un ordre mais soutint que la France avait besoin d'institutions qui groupassent les citoyens et conclut que, si cette mesure ne devait pas sauver seule la République, elle y jouerait son rôle » (39). Combacérès appuya le projet, s'attachant à prouver que la Constitution n'interdisait pas les distinctions; Portalis lui succéda et développa longuement, au milieu de l'inattention générale, les principes de J.-J. Rousseau sur l'influence et la nécessité des signes.

(38) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 79.

(39) Id., p. 82-83.

Le projet fut encore discuté en l'absence du Premier Consul; ce fut lui qui présida la séance du 24, Thibaudeau combattit cette institution comme diamétralement opposée au principes de la Révolution et inutile dans une République. « Je ne vois pas qu'avec la Légion d'honneur, les premières armées de la République eussent fait de plus grands prodiges » (40). Enfin, comme la session du Corps législatif ne devait plus durer que quelques jours, il se demandait s'il était sage d'envoyer à cette assemblée une loi « qui exige les plus sérieuses méditations » et pour laquelle il prévoyait de « vives oppositions ».

Le Premier Consul résista à cette suggestion; sans doute jugeait-il qu'il valait mieux ne pas laisser le Conseil d'Etat s'appesantir davantage sur le projet et ne pas risquer d'indiscrétions. Peut-être pensait-il que, le souvenir de l'épuration étant encore récent, il était préférable que cette discussion eut lieu immédiatement. Portalis, Rœderer, Dumas combattirent l'ajournement; on le mit aux voix, il fut rejeté par quatorze voix contre neuf, celles des conseillers hostiles au projet, Lacuée, Emmery, Berlier, Béranger, Thibaudeau, Defermon, Jolivet, Crétet et Réal. Ceux-ci « ne voyaient pas dans le projet un commencement de despotisme, ils voulaient défendre l'égalité » (46).

Dès le lendemain, le projet fut porté devant le Corps législatif par Rœderer qui fit un court exposé

(40) Thibaudeau, id., p. 86.

des motifs. Au Tribunat, Lucien, rapporteur, conclut à l'adoption. Carnot, Savoye-Rollin, Chauvelin parlèrent contre le projet et reproduisirent les arguments de Thibaudeau et de Berlier au Conseil d'Etat. Savoye-Rollin (47) craignait que la nouvelle institution rétablît une nouvelle noblesse, dont elle renfermait tous les éléments : « aucune noblesse n'avait même commencé avec tant d'avantages ». Comme corps intermédiaire, elle était au moins superflue, les seuls corps intermédiaires étant les corps constitués. Enfin, il la jugeait « contraire à l'esprit et aux principes de la République et au texte de la Constitution. Jamais il n'avait parlé avec tant de netteté et son discours fit une impression profonde qui irrita Lucien. Son oncle Duchesne, l'un des derniers opposants, qui allait quitter de lui-même le Tribunat l'année suivante, l'arrêta au moment où il descendait de la tribune : « Tu viens de parler en homme libre, lui dit-il, je te rends mon estime ». On était habitué à entendre Savoye-Rollin appuyer le gouvernement, et cette nouvelle attitude avait surpris l'assemblée. Fréville parla après lui mais ne lui répondit pas. Son discours était écrit et il n'avait pas prévu les objections de son collègue; il s'efforça de démontrer les avantages de la loi.

Ce fut alors le tour de Chauvelin. Il avait prévenu

(46) Lanzaç de Laborie, *Paris sous Napoléon*, I, 249.

(47) Discours du 28 floréal.

qu'il improviserait; c'était là chose rare et chacun voulait savoir comment il s'en tirerait. Avant et pendant le début de la séance, note l'ironique Girardin, « il s'était promené pendant deux heures dans la salle des conférences, les mains sur les yeux, à la manière de Fox et de Cazalis, et se pressait la tête comme s'il craignait d'en laisser échapper quelques idées ». Il commença pas annoncer qu'il allait parler sans aucune espèce de préparation. « C'était une précaution oratoire totalement superflue, car chacun eut bientôt l'occasion de s'en apercevoir ». Il ne parvint pas à rassembler ses idées et répéta quelques bribes du discours de Savoye-Rollin. Il était fort embarrassé, car il était désireux de parler contre le gouvernement qui ne l'avait pas nommé à l'ambassade de Londres comme il l'espérait; puis il était en froid avec le Premier Consul depuis le traité de paix avec la Russie et ne comptait pas être compris dans la promotion de la Légion d'honneur. Il pouvait donc faire à bon marché figure d'opposant et par conséquent briller par un courage qui ne lui coûtait rien. D'autre part, c'était là un rôle auquel il n'était pas habitué et il n'était pas sans une certaine appréhension.

Après lui, Carrion Nisas dit quelques mots, puis le président annonça la clôture de la discussion. Lucien demanda alors à résumer les objections. Pendant le discours de Nisas, il avait écrit rapidement quelques pages en réponse à Savoye-Rollin. Il le comparait à don Quichotte, l'accusa de chercher à injurier le gouvernement plus qu'à critiquer le projet, parla de la

nation en termes dédaigneux; il prit un ton de supériorité et s'exprima « comme un jeune présomptueux, fort des liens qui l'attacha au Premier Consul », dit Thibaudeau, beaucoup moins indulgent pour lui que Girardin, ami dévoué de Lucien, mais qui note cependant ses travers. Il donna l'impression qu'il défendait une idée de famille » (41); et par sa violence affaiblit beaucoup l'excellence de sa réponse (42). Savoye-Rollin fut privé du droit de réplique et en eut les larmes aux yeux. Il dit à Lucien que c'en était fait de la liberté si l'on ne pouvait plus combattre une loi sans être accusé d'attaquer le gouvernement, et que ses reproches, inconvenants dans la bouche de tous les tribuns, l'étaient particulièrement dans la sienne. « Je suis citoyen et frère », répondit gravement Lucien.

Son discours eut un succès tout opposé à celui qu'il attendait. Les tribuns piqués, n'accordèrent au projet que cinquante-six voix contre trente-huit.

Au Corps législatif, il n'y eut pas de discussion contradictoire puisque la majorité avait voté pour la loi. Quand on en vint à la présentation de la Légion d'honneur il était neuf heures du soir. Les tribunes étaient pleines; des auditeurs, femmes, étrangers, anxieux sans doute d'entendre Lucien, n'avaient pas trouvé place dans l'enceinte réservée au public et s'étaient installés sur les bancs des législateurs. Le

(41) Thiers, III, 486.

(42) Girardin, I, 158.

discours de Lucien produisit grand effet; sa voix nette, sa diction articulée lui permettait de se faire entendre malgré la mauvaise acoustique de la salle. Napoléon disait qu'il lui fallait une tribune (43), il lui fallait même une grande salle; celle du Tribunat était trop petite et il s'y sentait à l'étroit. Il produisait toujours plus d'effet au Corps législatif.

Après lui, Rœderer parla longuement et fut beaucoup moins apprécié; puis Fréville, qu'on entendit à peine. Quand vint le tour de Girardin, les députés, fatigués, demandèrent grâce et il lui fallut promettre de ne pas parler plus dix minutes. Mathieu Dumas, orateur du Conseil d'Etat, fut le sixième orateur et le dernier. Il réussit cependant à secouer l'attention de l'assistance et obtint grand succès en rappelant le souvenir de Marcus Claudius Marcellus, qu'on surnommait l'épée de Rome. « Eh bien; notre Marcellus, notre Consul, dont le peuple vote en ce moment la perpétuelle magistrature, celui qui protège les sciences et les arts, notre épée de France vous propose, pontifes de la loi, d'élever un double temple à l'honneur et à la vertu ». On battit des mains pendant dix minutes (Rœderer, *Journal*, 128); mais, quoique l'orateur eut donné clairement à entendre que le projet était l'œuvre du Premier Consul, quoiqu'il eut rappelé que le plébiscite venait d'être ouvert pour donner le Consulat à vie à Bonaparte, les « pontifes de la loi »

(43) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, 415.

ne votèrent le projet que par cent soixante-six voix contre cent dix-neuf.

Girardin avait prévu ce vote (44). Ce qui l'étonna, ce fut que les boules noires venaient en grand nombre de députés connus pour être dévoués au gouvernement. Bonaparte, lui, ne s'attendait pas à une telle résistance. Il en fut surpris.

Si l'on additionne les voix obtenues dans les trois assemblées, on trouve deux centre-six votes favorables, cent trente-huit hostiles; soit une majorité de soixante-dix-huit voix. « Une victoire si vivement disputée et si péniblement arrachée à deux corps si venaient de subir une épuration, ne flatta pas beaucoup le Premier Consul » (45); il avoua à Thibaudeau qu'il aurait mieux valu attendre, comme celui-ci le lui avait conseillé. Il ne pardonna pas leur opposition aux assemblées et surtout au Tribunal qui, même réorganisé par son nouveau règlement, avait ainsi critiqué cette loi à laquelle il tenait particulièrement; il allait bientôt lui faire sentir sa rancune.

Au moment où le Concordat rétablissait le culte catholique, Bonaparte s'occupait d'une mesure qui devait, pensait-il, contribuer également à ramener le calme en France; le rappel des émigrés. C'était là une question fort délicate, l'article 93 de la Constitution de l'an VIII s'opposait formellement à leur retour.

(44) Girardin, *op. cit.*, I, 171.

(45) Thibaudeau, *id.*, 91.

« La nation française ne souffrira en aucun cas le retour des Français qui ont abandonné la patrie après le 14 Juillet 1789 » ; puis les acquéreurs de biens nationaux voyaient revenir les anciens propriétaires avec une certaine appréhension.

D'autre part, pendant le Consulat même, des mesures avaient été prises en faveur des émigrés. Dès l'an VIII, la liste en avait été close, une commission avait été créée pour étudier les demandes de radiation. Pendant la campagne de Marengo, elle en avait accueilli beaucoup, que Cambacérès avait signées sans les examiner assez sérieusement. Bonaparte, voyant figurer sur les radiations les noms d'hommes connus pour avoir combattu contre la République, avait montré un violent mécontentement. Il avait même demandé à Rœderer s'il n'était pas possible de faire révoquer des mesures prises en opposition avec les lois et les intentions du gouvernement. Berlier était parvenu à l'apaiser, et le Consul lui montra la nécessité de procéder non pas par individus mais par mesure générale, de prendre pour base, non plus les cas particuliers, mais la condition sociale et la date de l'émigration.

On était ainsi arrivé à rendre l'arrêté du 28 vendémiaire an IX qui divisait les émigrés en deux classes, l'une maintenue sur la liste, l'autre la moins nombreuse, en était éliminée. D'autres mesures de détail avaient été prises ensuite, à propos des séquestres sur les bois d'émigrés, du titre premier du Code : de la jouissance des droits civils. Cependant, c'était encore

insuffisant, il y avait trop de noms sur la nouvelle liste, des fraudes se produisaient, on essayait de passer l'une à l'autre catégorie, même sans autorisation. Bonaparte avait voulu en finir avec cette question irritante et rappeler en masse tous les émigrés à quelques exceptions près.

Il ne rencontra aucune opposition sérieuse au Conseil d'Etat; car si les conseillers étaient en théorie hostiles aux émigrés, ils avaient tous des parents ou des amis à faire rentrer. La difficulté commença quand il s'agit de leurs biens; ceux qui avaient été vendus étaient inaliénables, on ne pouvait songer à revenir là-dessus; mais l'Etat était encore en possession de la plupart des bois et de nombre d'immeubles dont certains avaient été attribués à des services publics. Pour ces derniers, il était impossible d'y renoncer sans occasionner de lourdes charges au gouvernement. Quant aux bois, une loi du 2 nivôse an IV les avait déclarés inaliénables et Bonaparte répugnait à les rendre (48).

On discuta d'abord cette question dans un conseil privé composé des trois consuls, des ministres, de conseillers et de sénateurs. La séance fut très animée; il y avait bien accord sur le principe, mais on différait sur le détail; la majorité voulait employer le mot amnistie pour rappeler le caractère criminel de l'émigration. Bonaparte y répugnait, ne voulant pas humi-

(48) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, II, 367.

lier ceux avec qui la France se réconciliait. Il fut obligé de céder devant la majorité; elle l'emporta encore contre lui sur la question des biens. Enfin, on décida de rendre cette décision sous forme de sénatus consulte.

Ce n'était pas la chose nouvelle, il y en avait déjà eu deux, celui de nivôse an IX après l'attentat, et celui par lequel le Sénat avait déterminé le mode de renouvellement du cinquième des assemblées. Ici, il s'agissait nettement d'une mesure concernant la Constitution, puisqu'elle allait à l'encontre de l'article 93. La discussion au Conseil d'Etat eut lieu le 26 germinal, il n'y eut aucune opposition. Le sénatus consulte fut voté au Sénat le 6 floréal sans la moindre contestation (49). Il permettait le retour des émigrés sauf six cas qui ne devaient pas comprendre plus de mille personnes dont cinq cents désignées nécessairement en l'an X. Les biens non encore vendus seraient rendus, sauf ceux qui auraient été l'objet de tous actes et arrangements entre la République et les particuliers, les bois et les forêts, les immeubles occupés par des services publics.

L'accueil que reçut le sénatus consulte ne fut pas celui qu'espérait Bonaparte; si la masse ne dit rien, les émigrés trouvèrent qu'on n'en avait pas fait assez pour eux. Ils reprochèrent à cet acte les quelques exceptions qu'il comportait, la non-restitution de tous

(49) Thiers, III, 458.

les biens. Le *Moniteur*, qui avait fait paraître des adresses de félicitations pour la conclusion de la paix, pour le Concordat, n'en inséra aucune pour l'amnistie (50).

(50) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, II, 374.

CHAPITRE VII

LE CONSULAT A VIE

LE SENATUS CONSULTE DE THERMIDOR

En l'an X, la France, pacifiée à l'intérieur, dont l'industrie et le commerce prenaient un essor nouveau après les années de la Révolution, ne demandait plus que la paix. Le traité d'Amiens la lui donna et suscita un immense enthousiasme dans ce pays fatigué par dix ans de guerre. Rien alors ne pouvait paraître exagéré pour récompenser celui qui lui procurait cette paix, aucun sacrifice trop grand; et, d'ailleurs, tout ce qui contribuerait à affermir, à prolonger le pouvoir de Bonaparte n'était pas un sacrifice pour le pays lassé d'une liberté dont il n'avait pu jouir; c'était au contraire une garantie contre un avenir toujours hasardeux, et puisque Bonaparte faisait sa prospérité, la nation devait souhaiter qu'il en restât le chef.

Bonaparte était alors presque aussi puissant qu'un monarque absolu; depuis le renouvellement des deux assemblées il n'avait plus à craindre de leur part une opposition sérieuse, toujours possible en théorie, mais dont le garantissait la docilité de leurs membres. Il dirigeait entièrement l'exécutif, sans contrôle, car ce n'en était pas un que le vague pouvoir conserva-

teur du Sénat. Il nommait les fonctionnaires, et par là tenait en main toute l'administration; enfin l'abolition des privilèges avait renversé ce qui autrefois limitait l'autorité royale.

La seule chose qui manquait encore à son pouvoir, c'était la durée; la Constitution l'avait nommé pour dix ans; il était rééligible, mais la nécessité même de cette réélection l'obligerait, au moins pendant les dernières années de son consulat, à des ménagements envers le Sénat qui exigerait vraisemblablement, en échange d'un vote favorable, un accroissement de pouvoir peut-être considérable. Puis, l'enthousiasme d'un peuple n'est pas durable, il retombe vite après avoir atteint son paroxysme : huit ans plus tard, la nation aurait oublié les désordres de la Révolution, l'œuvre immense accomplie pendant les deux premières du Consulat; la reconnaissance publique serait usée et quels que pussent être les moyens employés par Bonaparte, il ne pouvait espérer la prolonger encore huit ans.

Dans la famille même du Premier Consul, on se préoccupait depuis longtemps de cette question. Y pensaient tout d'abord ceux qui espéraient en profiter; Joséphine ne lui donnant pas d'enfant, Joseph n'ayant que des filles, c'était Lucien qui était le plus intéressé à une stabilisation du pouvoir dans la famille Bonaparte. Remuant, batailleur, autant que Joseph était conciliant et rêveur, il avait, dès l'an IX, alors qu'il était ministre de l'intérieur, essayé de mettre en mouvement l'opinion publique. Profitant de

l'émotion causée par le complot Cerrachi-Aréna, il avait fait imprimer le « Parallèle entre César, Cromwell, Monk et Bonaparte » (1). Si ce n'était pas son œuvre, l'opinion générale l'attribuait à Fontanes, il l'avait tout au moins inspiré et corrigé.

C'était un libelle de quelques pages qui mettait Bonaparte bien au-dessus de Cromwell, présenté comme un tyran, de Monk présenté comme un imbécile, de César même. Seul, Alexandre pouvait approcher de lui. « Heureuse République, concluait-il, *s'il était immortel!* O nouvelles discordes! O calamités renaissantes, si tout à coup Bonaparte manquait à la patrie! Où sont ses héritiers? Où sont les institutions qui pourraient maintenir son exemple et perpétuer son génie?... Elle existe aujourd'hui, cette autorité tutélaire, *mais rien ne l'assure pour vous-mêmes ni pour vos descendants* ».

Ce pamphlet, publié après les intrigues de Marenco qui avaient été, sinon connues, du moins soupçonnées de tout le public, ne pouvait manquer de faire grande impression. Bonaparte, qui en ignorait l'auteur, fut violemment irrité. Il y blâmait une trop grande liberté de langage, des attaques dirigées nettement contre Sieyès avec qui il voulait rester en bons termes à cette époque, et qui était désigné par son

(1) Parallèle entre César, Cromwell Monk et Bonaparte. Fragment traduit de l'anglais.

initiale : « Chaque jour vous pouvez retomber sous la direction des assemblées, des S... (2).

Mais plus encore il le trouvait prématuré. Au début de l'an IX ses ambitions n'allaient probablement pas si loin, et on les avait de beaucoup dépassées dans ce libelle expédié sous le cachet du ministère de l'intérieur, ce qui lui donnait une allure presque officielle. Il fit venir Fouché et lui dit qu'on devait mettre l'auteur à Vincennes. Le ministre de la police, grand ennemi de Lucien, s'empressa de répondre que c'était là chose impossible, puisque l'auteur était Lucien. A cette époque, les deux frères étaient en très mauvais termes, « l'immoralité de sa politique, l'improbité de son administration, le mauvais choix de ses collaborateurs, avaient déjà irrité le Premier Consul contre lui » (3) et le 18 germinal VIII il y avait eu une scène assez violente due à Fouché. Après le pamphlet, ce fut plus grave; le 12 brumaire, Fouché reprocha à Lucien sa conduite, ses orgies; on vint même aux injures en présence du Premier Consul silencieux (4).

Fouché, qui savait quelle influence Lucien pouvait prendre sur son frère, comprit qu'il s'était trop avancé pour en rester là; il alla voir Moreau, autre ennemi de Lucien, qui n'était pas encore brouillé

(2) Dans les éditions ultérieures les S fut remplacé par les militaires.

(3) Miot, *op. cit.*, I, 281.

(4) Miot, I, 340.

avec Bonaparte, et le poussa à se rendre chez le Premier Consul et à lui dire le mauvais effet que le pamphlet produisait sur les militaires (5). Bonaparte se laissa convaincre, le Parallèle, arrêté à la poste sur l'ordre de Fouché, fut brûlé sur le front des troupes par l'aide de camp Lacuée (6). Lucien quitta le ministère et fut envoyé, comme ambassadeur à Madrid sur l'avis de Cambacérès.

C'était là un triomphe pour Fouché qui, le jour même de cette disgrâce, donna un grand dîner où il invita les chefs de la minorité du Tribunat et Siméon, Talleyrand, Rœderer qui, lui, n'y vint pas. Il avait mis au courant des intrigues de Lucien Joséphine, qui était opposée à une prolongation de pouvoirs et surtout à la désignation d'un successeur, par crainte de l'établissement de l'hérédité qui la séparerait de Napoléon.

Mais ce qui était prématuré au début de l'an IX ne l'était plus à la fin de l'an X, et quand il vit la suggestion, qui d'abord avait été repoussée avec indignation, accueillie cette fois avec faveur dans l'entourage même du Premier Consul, Fouché en avertit Joséphine, afin qu'elle essayât d'en détourner Bonaparte, tandis qu'il combattait le Consulat à vie avec sa police (7).

Autour de Bonaparte, en effet, Cambacérès, certains

(5) Miot, I, 340.

(6) Thiers, II, 521.

(7) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, III, p. 6.

conseillers, Rœderer surtout, des sénateurs, avaient examiné la question et l'avaient résolue dans le sens du consulat à vie. L'obstacle vint de Bonaparte lui-même.

Chose qui semble étrange au premier abord, Bonaparte, toujours si sûr de lui, si prompt dans ses décisions, hésita. C'est que le Consulat à vie entraînerait nécessairement l'hérédité. En effet, si on le nommait consul à vie pour garantir l'avenir, cette garantie serait insuffisante; à cette époque de crises, un attentat était toujours à craindre et sa mort remettrait en question tout le système gouvernemental. Il serait donc plus sage de s'en remettre à Bonaparte lui-même du choix de son successeur, de celui qu'il jugerait digne de le remplacer, capable de marcher dans la voie tracée.

Or, en l'an X, Bonaparte ne voulait pas se désigner de successeur, il ne le pouvait pas. Qui choisir en effet? On ne pouvait penser que cet homme qui s'était élevé presque seul à ce rang, irait chercher celui qui devrait continuer son œuvre dans les rangs de ses adversaires, un Moreau, un Carnot qui, avec des principes opposés aux siens, saperait son œuvre. En dehors de toute question de capacité, de popularité dans la masse, Bonaparte ne pouvait pas faire un tel choix, et le sentiment qui l'empêchait est trop humain pour qu'on puisse le lui reprocher. Cambacérès, placé immédiatement après lui par la Constitution, semblait tout désigné. Mais s'il faisait un confident précieux, un second parfait, il n'était pas né pour les premiers

rôles. Malgré sa vanité proverbiale, il était timide; assagi par l'expérience, il n'était pas ambitieux; il avait tremblé pendant la Révolution, et n'aurait certainement pas accepté cette lourde charge.

Restait la famille Bonaparte. Le Premier Consul y trouvait Josph hostile, ou tout au moins indifférent, peu fait aux affaires publiques auxquelles il ne s'intéressait que de loin, de Mortfontaine, où ses amis dévoués venaient lui conter les événements et les potins de Paris. Lucien, au contraire, président du Tribunat, s'intéressait trop, lui, au gouvernement, se croyait indispensable, se jugeait tout permis. Jérôme ne faisait que des dettes, Louis était le préféré, mais Napoléon, tout en fermant les yeux sur la faiblesse de son caractère, s'apercevait peut-être déjà, sans vouloir se l'avouer, qu'il n'était pas fait pour gouverner. Puis, choisir l'un de ses frères, c'eût été dresser les autres contre lui, déchaîner pour plus tard la guerre dans la famille. Il n'y avait plus que le divorce et la possibilité d'avoir, d'un autre mariage, un héritier direct. Si son entourage l'y faisait penser, Bonaparte ne voulait pas encore s'y décider : il ne s'y décidera que huit ans plus tard.

Ainsi s'expliquent son embarras et son attitude pendant les négociations du Consulat à vie. Il voulait l'obtenir (8), mais il ne voulait que cela, et autour de lui c'étaient les deux qu'on voulait lui donner. Cependant, sur cette question même de Consulat à vie,

(8) Girardin, *op. cit.*, III, 271.

il ne s'exprima pas nettement. Ce lui eût été aisé. Ce qui l'arrêta, il est difficile de le deviner; était-ce pour ne pas dire : le Consulat à vie, pas l'hérédité? ou gêne de demander plus que ce qu'on lui proposerait . peut-être, ou illusion qu'on le lui offrirait naturellement?

Pourtant, il ne fallait pas laisser passer le moment favorable; et la conclusion de la paix d'Amiens que le gouvernement allait présenter aux assemblées était une occasion exceptionnelle. En réponse à cette communication, le Tribunat ne pourrait manquer d'envoyer une députation remercier le chef du gouvernement à qui la France devait cette paix tant désirée. Il suffirait d'obtenir du Tribunat une formule de remerciement vague, facile à transformer en quelque chose de plus positif, et, du Sénat, cette transformation.

Ce fut à quoi s'employa Cambacérès. Il envoya chercher Chabot de l'Allier ancien conventionnel, un de ses familiers, le persuada de prendre la parole le 16 Floréal, après la présentation de la paix par les orateurs du gouvernement, pour proposer l'émission d'un vœu agréable au Premier Consul (9). C'était une motion bien imprécise, mais Cambacérès, qui ignorait les désirs exacts de son puissant collègue et se rendait compte peut-être de ses hésitations, lui faisait ainsi offrir quelque chose dont il pourrait tirer

(9) Girardin, III, 260.

ensuite tout ce qu'il voudrait. Chabot, point désireux d'être seul à faire pareil vœu, en parla à Girardin qu'il savait lié avec Lucien et Joseph. Ce tribun prévint Lucien, qui ignorait encore que des conseillers dussent venir ce jour-là et se montra très étonné de l'apprendre. D'ordinaire, les messages étaient portés d'abord au Corps législatif, puis transmis au Tribunal. En cette circonstance et pour plus de pompe, Régnier, Thibaudeau et Bigot de Préhameneu furent chargés de présenter le traité au Tribunal. Sans doute Lucien fut-il vexé, en tant que président et frère du Premier Consul, de n'avoir pas été prévenu avant tout autre; il conseilla à Girardin de se réserver, mais de faire appuyer la motion par quelques tribuns. Pressentis par Girardin, Riouffe et Gary refusèrent, arguant « qu'on ne doit pas s'engager dans une carrière dont le terme est inconnu ». (10)

Après le message du Premier Consul, Siméon proposa d'envoyer une députation au gouvernement pour le féliciter. Chabot de l'Allier lui succéda à la tribune; il rappela que, chez tous les peuples, des honneurs publics étaient rendus à ceux qui s'étaient distingués par de grandes actions : « Personne n'eut jamais autant de droits à la reconnaissance nationale que le général Bonaparte. » Il énuméra les bienfaits dont il avait comblé la France et proposa à ses collègues d'adopter cette proposition : « Le Tribunal

(10) Girardin, III, 260.

émet le vœu qu'il soit donné au Premier Consul de la République un gage éclatant de la reconnaissance nationale. » (11) Le Tribunat approuva à l'unanimité et le lendemain Siméon, au nom de la députation qui l'accompagnait, présenta le vœu au Premier Consul. Celui-ci le reçut aux Tuileries, entouré de ses collègues, de hauts fonctionnaires, de généraux. Au long discours dans lequel Siméon s'étendait en pompeux éloges, il répondit par quelques remerciements et ajouta qu'il « n'ambitionnait pas d'autre récompense que l'affection de ses concitoyens ».

Le vœu fut porté au Sénat, qui pouvait seul lui donner vie, ainsi que le remarqua l'orateur du Tribunat, qui se présenta comme « l'interprète de la gratitude dont il n'est permis au Tribunat que de voter l'expression ». (12)

Depuis plusieurs jours, le Sénat s'attendait à semblable démarche, et les membres en discutaient avec chaleur. Quelques esprits simples, nous dit Thiers, avaient cru qu'il s'agissait peut-être d'un témoignage comme une statue ou un monument (13). Chabot lui-même, assure Girardin, était loin de se douter que sa proposition contenait le germe du Consulat à vie; il croyait que le Sénat déclarerait que « le Premier Consul avait bien mérité de la patrie ou lui confé-

(11) Discours du 16 floréal.

(12) Discours du 17 floréal.

(13) Thiers, III, 508.

rerait le titre de Père du Peuple ». (14) La masse des sénateurs se rendait compte que c'eût été insuffisant; ils étaient pleins de zèle et, au premier moment, prêts à accorder tout ce qu'on désirait; il fallait seulement qu'ils sussent ce que c'était. Ils allèrent chez Cambacérès et chez Lebrun, chez le premier surtout, s'informer de ce que désirait Bonaparte. « Veut-il être roi? aurait demandé l'un d'eux à Cambacérès. Moi et mes collègues de la Constituante sommes tout prêts. » (15) D'autres interrogèrent Bonaparte lui-même, qui leur répondit que tout témoignage de la confiance publique, celui-là (une réélection de dix ans) ou un autre lui suffirait (16). Il n'en dit pas plus à ceux qui lui étaient le plus dévoués, Laplace, Lacépède, Fargues, Jacqueminot. « Laissez-les faire, répondait-il à Cambacérès qui s'inquiétait; la majorité du Sénat est toujours prête à en faire plus qu'on ne lui demande. » (17)

Est-ce à cette raison qu'il faut attribuer son silence persistant? Espérait-il, comme l'écrit l'agent de Louis XVIII à Paris (18), que le Sénat se déclarerait incompetent et en référerait au peuple? Mais pour cela même il eût fallu une proposition sur laquelle le

(14) Girardin, op. cit., III, 166.

(15) Thiers, III, 504.

(16) Thiers, III, 504. Girardin, III, 267.

(17) Thiers, III, 501.

(18) Remacle, *Un agent de Louis XVIII à Paris*, p. 63, lettre du 16 juillet 1802.

peuple pût voter. Quant à attendre du Sénat plus qu'il n'osait lui-même lui demander, c'était pour Bonaparte risquer beaucoup. Les uns croyaient réellement que le vague témoignage de reconnaissance suffirait; une majorité jugeait impossible, sans violer la Constitution, de faire plus que de réélire pour dix ans. (19)

La minorité opposante s'agita; elle se groupait autour de Sieyès et comprenait, outre Lanjuinais, Garat, des philosophes (20), nombre des membres des anciennes assemblées; ils étaient trente-quatre au Sénat, à qui se joignirent les prêtres constitutionnels. Les plus actifs essayèrent de persuader à leurs collègues que Bonaparte se contenterait de la prorogation. (21) Comme le général Kellermann, lors de l'élection de Grégoire, le général Lefebvre se laissa persuader. (22) Parmi les plus violemment opposés au consulat à vie se trouvait Lanjuinais; on raconte qu'il se serait plaint amèrement à ses collègues de la lâcheté des Français, qui consentaient à prendre pour maître un individu d'une nation dont les Romains ne voulaient même pas pour esclaves; Lefebvre, indigné, se serait jeté l'épée à la main sur Lanjuinais. (23) L'anecdote n'est

(19) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, III, 6.

(20) Remacle, *id.*

(21) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 144.

(22) Thiers, III, 506.

(23) Remacle, *Relations secrètes d'un agent de Louis XVIII*, p. 29, rapport du 10 juin 1802.

pas certaine, et il est d'autant plus facile de douter de son authenticité que Lanjuinais fut nommé plus tard comte de l'Empire. On n'en trouve aucune trace dans les mémoires du temps; quant aux minutes des procès-verbaux du Sénat qui, bien plus que les procès-verbaux eux-mêmes, corrigés, épurés, pourraient nous donner quelque peu la physionomie de la séance, ils sont très incomplets à cette date.

Dès le 15 Floréal, Laplace confia à Rœderer que le Sénat avait l'intention de réélire Bonaparte pour dix ans, et, comme le conseiller ne trouvait pas cela suffisant, Laplace répondit que le Premier Consul voyait du danger à aller plus loin et que, dans le Sénat, certains membres se demandaient même si cette résolution était conforme à la Constitution. (24) Laplace était sincère; familier de Bonaparte, il était allé le trouver pour connaître ses intentions, et n'avait pas pensé que, connaissant son dévouement, Bonaparte put ne pas lui dire ce qu'il ambitionnait. Rœderer avait toujours été, dans l'entourage du Premier Consul, l'un de ceux qui le poussaient à prendre un pouvoir plus étendu. Il comprit qu'il fallait agir immédiatement si l'on ne voulait pas essuyer un échec; il se rendit le lendemain chez Cambacérès qui, quoiqu'il ne connût pas exactement, lui non plus, les in-

(24) Rœderer, *Journal*, 144.

tentions de Bonaparte qui lui cachait ce qu'il désirait et affectait même de ne rien désirer, chargea l'habile conseiller d'obtenir le Consulat à vie avec faculté de nommer son successeur. Rœderer se fit fort d'y arriver, à condition toutefois de pouvoir retarder la discussion de deux jours. Il essaya de trouver Laplace et Jacqueminot, sur qui il pouvait compter, mais tous deux étaient absents; dans la nuit, il écrivit une « Lettre à un sénateur », dont il fit tirer cent exemplaires qu'il envoya au Sénat, mais le libelle arriva trop tard, les portes étaient déjà fermées; une lettre qu'il avait écrite à Laplace ne put lui arriver pour la même raison. (25)

Le 18 eut lieu la séance où Lacépède, au nom de la commission composée de Cornet, Cornudet, Laplace, Lemercier, Porcher, et les membres du bureau : Tronchet, Chasset et Sérurier, qui examinait le message du Tribunat, concluait à la prorogation de dix ans. C'était bien timide de la part d'un ancien membre du gouvernement, mais Lacépède, renseigné par Laplace, croyait sans doute répondre ainsi aux désirs du Premier Consul. Cependant, un murmure s'éleva immédiatement, et quelques membres prononcèrent les mots de « Consulat à vie ». Lacépède, confus de ne pas l'avoir demandé, s'excusa en disant que si la commission n'avait pas émis ce vœu, c'était pour en laisser l'initiative au Sénat. Garat s'éleva violemment

(25) Rœderer, *Journal*, 146-147.

contre le principe du Consulat à vie et fit impression. (26) Alors Fargues, préalablement endoctriné par Cambacérès, proposa qu'on votât sur l'alternative des deux propositions. Tronchet, qui présidait, ne l'admit pas : la commission avait proposé la prolongation de dix ans, c'était sur cette question qu'il fallait voter. Tronchet, lors de l'élimination, avait appuyé le gouvernement qui l'avait fait nommer sénateur, et, comme rapporteur avait conclu au renouvellement par le vote et non par le tirage au sort. Il s'agissait alors d'épurer les assemblées qui s'étaient opposées au Code, et il avait contre elles une forte rancune, qui lui fit négliger ce que pareille mesure avait d'injuste. Quoiqu'il dût beaucoup à Bonaparte, qui l'avait nommé président du tribunal de cassation de préférence à Target, qui l'avait appelé au Conseil d'Etat pour travailler au Code, puis fait entrer au Sénat, il était défavorable à un accroissement de pouvoir en sa faveur; il le jugeait avec la rigidité de ses soixante-seize-ans : « C'est un jeune homme, disait-il; il commence comme César et finira comme lui; je lui entends dire trop souvent qu'il montera à cheval et tirera l'épée. (26 bis).

La proposition de la commission fut donc votée; elle recueillit soixante voix contre une, celle de Lan-

(26) Fauriel, *Les derniers jours du Consulat*, p. 33.

(26 bis) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 245.

juinais. (27) Il ne pouvait pas en être autrement ; impossible au parti gouvernemental de refuser la prorogation de dix ans, sous prétexte qu'il voulait donner le Consulat à vie. Quant à l'opposition, elle ne pouvait, après les grands services rendus par Bonaparte, lui refuser cette prolongation de pouvoir. Puis, ce vote même, qu'elle croyait définitif, était encore de l'opposition. Plus fins que leurs collègues, les opposants avaient deviné ce que le Premier Consul ne voulait pas dire, et qu'il considérerait cette réélection comme un échec, presque comme une injure. Et pourtant, que pourrait-il leur reprocher, puisqu'ici ils avaient voté comme Lacépède, Laplace et tous ceux qui prenaient le mot d'ordre aux Tuileries ou chez Cambacérès ?

Cependant, le Sénat craignait une explosion de colère de la part de Bonaparte, et n'osait lui envoyer une députation dont les membres seraient peut-être malmenés ; il lui adressa un message officiel pour lui faire connaître son vote. (28) Le général Lefebvre, persuadé que le Premier Consul serait très heureux d'apprendre sa prorogation, se hâta pour devancer le messenger et annoncer la nouvelle ; Bonaparte le reçut assez mal (29) et déclara que le Sénat qui ne l'avait pas nommé ne pouvait lui donner une prolon-

(27) Thibaudeau, id. Girardin parle de deux voix mais ne donne pas de nom.

(28) Cornet, *Souvenirs sénatoriaux*, p. 18.

(29) Girardin, III, 268.

gation de pouvoirs. Il se mit immédiatement à dicter à Bourrienne une réponse au Sénat et la corrigea de sa main (30). Cambacérès entra, qui l'empêcha de l'envoyer (31); il lui conseilla de ne pas montrer son mécontentement qui ressemblerait trop à une déception dont ses adversaires seraient ravis, et d'avoir plutôt directement recours au peuple par un plébiscite. (32) Comme c'était chose délicate, après le vote du Sénat, il lui proposa de prendre l'avis de quelques personnes dévouées, et le 19 les trois consuls, le grand juge Régnier, Portalis, Rœderer, Bigot de Préhameneu, les plus monarchistes peut-être des conseillers d'Etat, se réunirent secrètement; ils décidèrent la marche à suivre, Cambacérès se chargerait de tout, et, pour ne pas paraître solliciter ce qu'il désirait si vivement depuis que le Sénat ne le lui avait pas donné, le Premier Consul partirait le soir même pour Saint-Cloud. On rédigea la réponse au message du Sénat : « Sénateurs... le suffrage du peuple m'a investi de la suprême magistrature. Je ne me croirais pas assuré de sa confiance si l'acte qui m'y retiendrait n'était pas encore sanctionné par son suffrage... Vous jugez que je dois au peuple un nouveau sacrifice, je le ferai si le vœu du peuple me commande ce que votre suffrage autorise. »

Par cette réponse excessivement adroite, le Premier

(30) Rœderer, *Journal*, 147.

(31) Girardin, *id.*

(32) Thiers, III, 507.

Consul refusait au Sénat le droit de le nommer et ne voyait dans le vote que la constatation qu'une prolongation de pouvoir n'était pas contraire à la Constitution; en même temps, il lui faisait entendre qu'il aurait recours à un plébiscite.

Il fallait un texte à soumettre au peuple; le Conseil d'Etat seul pouvait le rédiger, mais il était nécessaire de savoir d'abord exactement ce qu'on lui demanderait. Les trois conseillers et Régnier se réunirent le lendemain matin chez Portalis; Rœderer y proposa le Consulat à vie avec faculté de nommer son successeur; ses collègues approuvèrent et ils se rendirent tous chez Lebrun où ils devaient retrouver Cambacérès pour lui soumettre la rédaction de Rœderer. Cambacérès avait changé d'avis et, sans doute pour ne pas laisser aux conseillers d'Etat le temps de discuter les événements de la veille, il les avait convoqués en séance extraordinaire.

Elle eut lieu à deux heures; il y avait là, outre les deux consuls, les ministres sauf Fouché, que l'on savait hostile à la mesure proposée, le préfet de police. Hors ceux que Bonaparte avait consultés la veille, ils ne savaient pourquoi ils étaient réunis. (33) Cambacérès ouvrit la séance en annonçant qu'il s'agissait de choses excessivement importantes; le gouvernement, ajouta-t-il, « compte sur votre zèle, vos lumières, votre attachement ». (34) Maret ayant lu le

(33) Rœderer, *Journal*, 148.

(34) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, 248.

message du Sénat et la réponse du Premier Consul, Cambacérès précisa l'objet de la discussion : comment consulter le peuple, sur quoi, et quand.

Bigot de Préhameneu, à qui il avait indiqué le rôle à jouer, parla immédiatement après lui, fit d'abord l'éloge du Premier Consul, chose inusitée au Conseil, puis demanda que la consultation eut lieu le plus tôt possible et ne fût pas limitée au texte du sénatus-consulte. Roederer l'appuya, et, prenant pour texte le motif « pour donner de la stabilité au gouvernement », protesta que dix ans ne donnaient pas de stabilité et qu'il fallait le consulat à vie avec faculté de désigner son successeur. Régnier objecta qu'une loi était nécessaire pour consulter le peuple; Regnault réfuta rapidement cette opinion; puis Portalis prit la parole. Il la gardait toujours longtemps et n'hésitait point à décerner au gouvernement des éloges hyperboliques. Cette fois encore, il ne les ménagea pas au Premier Consul, « cet homme au sort duquel est attaché le sort du monde... devant qui la terre se tait. »

Ensuite, Dubois vint dire que l'opinion était généralement contraire au sénatus-consulte et que partout on demandait le consulat à vie avec le droit de nommer le successeur. Ces paroles firent impression (35), et Cambacérès en profita pour mettre les deux questions aux voix. Il y eut quelques abstentions : Emery,

(35) Bourrienne, *Mémoires*, V, 90.

Dessoles, Berlier, Thibaudeau, Béranger, nous dit Thibaudeau (36). Boulay (37) en cite sept; dont Boulay, Treilhard, Dauchy.

Il n'y eut pas de contre-épreuve; tout le monde avait hâte d'en finir.

Cambacérès nomma une commission de rédaction, composée de Rœderer, Portalis, Regnault, Bigot de Préhameneu, Muraire, Abrial, qui se retira dans une salle voisine où Cambacérès alla un instant l'aider. Elle revint moins d'un quart d'heure après, Rœderer, qui tenait la plume, ayant copié en cachette le projet rédigé le matin (37 *bis*). « Les consuls de la République, considérant que la résolution du Premier Consul est un hommage éclatant à la souveraineté du peuple; que le peuple, consulté sur ses plus chefs intérêts, ne doit connaître de limite que ces intérêts mêmes... arrête : Le peuple français sera consulté sur ces deux questions : 1° Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à vie? 2° Aura-t-il la faculté de désigner son successeur? »

Comme tous les conseillers croyaient que la proposition avait été faite par ordre du Premier Consul (38), elle ne fut pas combattue. La première partie passa à la presque unanimité, moins Marmont (39)

(36) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 248.

(37) Boulay de la Meurthe, *Mémoires*, p. 162.

(38) Girardin, III, 269.

(39) Rœderer, *Journal*, 149. Girardin, III, 269.

et Dessoles (40). Girardin, qui connaissait intimement nombre de conseillers, et qui écrivit quelques jours après les événements, nous dit que Dejean s'abstint, et que Chaptal observa que le pouvoir qu'on se préparait à déferer au Premier Consul dépassait celui qu'exerçaient les anciens rois de France. (41) Sur la deuxième question, il y eut quelques abstentions. La séance fut levée; elle avait été très froide. (42) Que pouvaient faire les conseillers, en face de ce qu'ils croyaient être un ordre de Bonaparte? Leurs séances n'étant pas publiques, une protestation même eût été inutile; leur vote était en quelque sorte imposé; tous le sentirent. « La majorité ne fut pas trop joyeuse de sa victoire, note Thibaudeau, ni la minorité trop honteuse de sa défaite. »

Les conseillers avaient fait erreur en s'imaginant que tout avait été organisé d'avance par Bonaparte; quand on lui apporta l'arrêté, dans la soirée, le Premier Consul montra un mécontentement violent (43); il s'emporta contre les conseillers et surtout contre Rœderer (44), et voulut annuler l'arrêté. Dès l'arrivée

(40) Rœderer, *Journal*, 149.

(41) Girardin, III, 269.

(42) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, 252.

(43) Rœderer, *Journal*, 149.

(44) Girardin, III, 269. Remacle, op. cit., p. 63, *Lettre du 16 juillet*.

dès deux autres consuls, il s'enferma avec eux, et discuta longuement et avec animation. Ils décidèrent de supprimer les considérants et l'article concernant le successeur. Il était trop tard pour consulter le Conseil d'Etat dont les membres s'étaient dispersés, et on passa outre, quoique le texte portât : « Le Conseil d'Etat entendu... » Le lendemain, Cambacérès s'en expliqua au Conseil ; il donna également les raisons qui avaient motivé la suppression de l'article : le Premier Consul jugeait que le droit de désigner un successeur appartenait au peuple qui ne pouvait l'aliéner ; la contradiction eût été trop flagrante entre le refus d'accepter la prorogation de dix ans et cette demande de désignation ; puis il pensait que si le calme régnait, il serait toujours temps d'aviser, en cas de crise, toute désignation était illusoire. (45)

Le 22, le Sénat apprit par un message des consuls que des registres étaient ouverts et que le peuple allait être consulté par plébiscite. Les sénateurs furent furieux. S'il est vrai que Bonaparte eût désiré dès le début, comme le prétend l'agent de Louis XVIII, que le Sénat se déclarât incompetent, le tour était joué. Si, comme le dit Girardin, les sénateurs avaient voté la prorogation de dix ans pour affirmer leur droit à l'élection au consulat, et pour obliger Bonaparte à se rendre ce corps favorable lorsqu'il voudrait en obtenir le consulat à vie, ils étaient dupés. Après réflexion,

(45) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 253.

et le premier moment de mauvaise humeur passé, Bonaparte avait fort bien compris quels avantages lui apportait cette nouvelle solution. Il l'expliqua le 6 Prairial à Thibaudeau venu le voir à la Malmaison : « Je me serais mis dans la dépendance du Sénat, car celui qui a le droit d'élire a aussi celui de destituer. Le recours au peuple a le double avantage de légaliser la prorogation et de purifier l'origine de mon pouvoir. Autrement il aurait toujours paru équivoque. » Le Sénat le comprenait ainsi; il perdait les derniers reste de son autorité et presque sa raison d'être; que devenait-il si le vote du peuple pouvait modifier la Constitution? Il ne lui restait plus que le droit de recruter les membres des assemblées, droit bien illusoire depuis que, par faiblesse, tremblant devant la colère de Bonaparte, il avait épuré le Tribunat.

Les sénateurs ne cachèrent pas leur mécontentement : Villetard déclara que « dès que le gouvernement s'adresse au peuple, le Sénat n'a plus le droit de parler » (45 *bis*). On nomma une commission pour examiner le message; elle comprenait Barthélemy, Perrignon, Vaubois, Desmeunier, Fabre, Perrigaux. Le 27, leur mauvaise humeur n'était pas passée, et malgré l'exemple des conseillers qui avaient ouvert des registres pour leurs membres, Desmeuniers, rapporteur, annonça que la commission n'avait vu « au-

(45 *bis*) Remacle, id.

cune mesure à prendre relativement au message » (46).

Mais quand ils virent l'immense succès du plébiscite, quand ils apprirent que leurs collègues du Tribunat et du Corps législatif portaient leurs votes au Premier Consul, ils se trouvèrent très embaarrassés. Il était trop tard pour revenir sur leur décision, et persister dans leur attitude risquait de les brouiller complètement avec le gouvernement. Cambacérès eut l'idée ingénieuse de proposer au Premier Consul de confier au Sénat le dépouillement et la proclamation des votes. Cela lui permettrait de s'associer au vœu général de se rapprocher du Premier Consul tout en donnant au nouveau pouvoir une sorte de légitimation (47).

En exécution de l'arrêté, des registres furent ouverts dans toute la France et ils se couvrirent de signatures. Le pays avait été très mécontent de la prorogation (48) et s'empessa d'adhérer au plébiscite. (49) « Il y a eu pour ainsi dire une commotion électrique de reconnaissance », dit le rapport de la préfecture de police du 15 Prairial. Ce succès était dû

(46) Arch. nat., CC, 674.

(47) Thiers, III, 545.

(48) Arch. nat., F. 7, 3339, *Rapport de police du 19 floréal*. Bailleu, op. cit., t. II, p. 105.

(49) Aulard, *Etablissement du Consulat à vie*. Arch. nat., F. 1C, III, Seine, 29, *Rapport de police du 15 prairial X*. F. 7, 3330, *Rapports des 21-22-23-24 floréal*.

en grande partie à la conclusion de la paix d'Amiens qui terminait une guerre que les gouvernements précédents n'avaient pas pu achever. Le Concordat donna au gouvernement les voix du clergé qui poussa les fidèles à voter. (50) En marge des registres, on inscrivit fréquemment des vœux demandant pour le Premier Consul le droit de désigner son successeur.

Ces vœux répondaient aux desseins de Rœderer. Il n'avait pu admettre son échec, et, du ministère de l'Intérieur où il travaillait à la section de l'instruction publique, il essayait de créer un mouvement d'opinion en ce sens. Par une circulaire du 25 Floréal, il avait excité le zèle des préfets à recueillir le plus grand nombre de suffrages possible. Le 14 Floréal, il écrivit de nouveau pour demander les noms de l'habitant le plus imposé, avec le détail des impôts qu'il payait, et la liste des soixante suivants sur la liste. Il expliquait qu'il fallait connaître les opinions et les tendances des citoyens les plus riches, qui, par l'exemple, leurs conversations, leurs dépenses, entraînaient l'opinion publique. Il recommandait de procéder discrètement à cette enquête, pour ne point inquiéter la population.

Les conseillers d'Etat entendirent parler de ces circulaires; nombre d'entre eux n'avaient qu'une faible sympathie pour Rœderer, à qui ils reprochaient de pousser Bonaparte à prendre le pouvoir absolu, et

(50) Arch. nat., F. 3330, *Rapport du 24 floréal*.

qui, parmi ses collègues plus dignes, faisait figure de courtisan. Ils s'adressèrent directement aux préfets pour leur demander communication de la circulaire. L'apparent, préfet de la Vienne, déclara n'avoir rien reçu. Doucet-Pontecoulent, préfet de la Dyle, répondit sèchement qu'il n'avait rien compris à cette circulaire, qu'il détestait les curieux et n'aimait pas beaucoup les novateurs.

Plus de vingt préfets écrivirent à Chaptal pour lui dire que le public s'inquiétait de ces inquisitions dont le bruit avait transpiré. Chaptal fut très mécontent de cette ingérence de Rœderer dans des affaires qui n'étaient nullement de son ressort. Il s'en plaignit amèrement au Premier Consul, qui lui donna raison, blâma Rœderer, et quelques semaines plus tard, fatigué du zèle que ce conseiller avait déployé pour l'hérédité, agacé par cette dernière maladresse, le nomma sénateur.

Malgré les ordres de Rœderer, il n'y eut guère de pression. (51) Personne ne voyait alors en Bonaparte un tyran contre-révolutionnaire. (52) Ce fut un enthousiasme réel; les abstentions furent rares et minutieusement motivées. (53) Il y eut celle de Latour-Maubourg, qui demandait la liberté de la presse ;

(51) Aulard, *Etablissement du Consulat à vie*.

(52) Aulard, *La centralisation napoléonienne, Etudes sur la Révolution française*, 7^e série, p. 157.

(53) F. 1 C, III, Seine, 29, *Rapport de la préfecture de police* 15 prairial X.

celle de Lafayette, qui donna ce motif : « Je ne puis voter pour une telle magistrature jusqu'à ce que la liberté soit suffisamment garantie; alors je donnerai ma voix à Napoléon Bonaparte. » (54) Il écrivit d'ailleurs personnellement au Premier Consul pour lui expliquer son vote et l'adjurer de ne pas sacrifier la liberté. « ... Cette dictature qui a fait de si grandes choses, moins grandes cependant que ne le sera la restauration de la liberté... Il est impossible que vous vouliez qu'une telle révolution n'ait pour le monde et pour vous d'autre résultat qu'un régime arbitraire... Il convient aux principes de ma vie entière d'attendre, pour lui donner ma voix, qu'elle ait été fondée sur des bases dignes de la nation et de vous. » (55)

Des registres avaient été également ouverts dans les assemblées. Il n'y eut pas d'autre vote négatif que celui de Carnot (56) qui inscrivit dans la marge : « Dussé-je signer ma proscription, rien ne m'obligera à déguiser mes sentiments. » Ses collègues, qui n'avaient pas oublié la rude leçon de l'épuration, lui demandèrent instamment « de ne pas les perdre tous par sa résistance inutile ». Il refusa d'abord de rien modifier, puis céda à Siméon, celui des tribuns avec qui il était le plus lié. Siméon effaça le motif, mais la

(54) La Fayette, *Mes rapports avec le premier Consul*, p. 198. Intercalé dans ses mémoires, t. V, p. 148 à 240.

(55) Lettre du 20 mai 1802.

(56) Remacle, *Rapport du 20 juin*, p. 29, signale cependant le vote négatif de Duchesne.

rature restait et on risquait qu'elle attirât l'attention du Premier Consul à qui on devait présenter le registre. Les tribuns étaient fort ennuyés; ce fut Lucien qui les tira d'embarras; il anéantit le registre et en fit faire un autre. (57) La protestation de Carnot fut bientôt connue dans Paris et le public ne l'approuva pas; un quattrain courut la ville :

Vous dites oui et je dis non :

Mon avis diffère du vôtre.

Je vote ma proscription ?

Parbleu, j'en ai voté bien d'autres.

Quant à Bonaparte, il ne lui en tint pas rancune. Plus tard, quand Carnot, nommé candidat au Sénat, vint lui faire visite, le Premier Consul lui fit un excellent accueil et l'entretint de son vote qui, lui avoua-t-il, lui avait donné d'abord beaucoup d'humeur; mais en y réfléchissant, il l'en avait estimé davantage : « Nombre de vos collègues, ajouta-t-il, pensaient comme vous, mais vous seul avez eu le courage de vous prononcer. » (58)

Bonaparte eut la même attitude envers les conseillers qui, le 20 Floréal, avaient voté contre le consulat à vie. A ceux qui les traitaient de jacobins, il répon-

(57) Carnot, *Mémoires sur Lazare Carnot par son fils*, II, p. 248.

(58) Tissot, *Mémoires sur Carnot d'après ses manuscrits*, p. 134.

dait : « On peut être très honnête homme et aimer la République. » (59) « Il y a eu des votes d'enthousiasme pour la liberté, dit-il à propos des votes négatifs. » (60) Le 6 Prairial, à la Malmaison, il causa très longuement avec Thibaudeau, l'un des conseillers qui s'étaient montrés le plus hostile au consulat à vie. Il fit la critique du système de Sieyès et de la Constitution en vigueur, et discuta avec lui des modes de gouvernement; il lui demanda même de lui remettre un mémoire où il exposerait ses vues sur les modifications à apporter à la Constitution. Thibaudeau, flatté, n'y manqua pas; il y joignit quelques avis sur le choix du personnel gouvernemental. (61)

Thibaudeau commençait par une brève critique du système représentatif organisé par la Constitution de l'an VIII, et cela ne déplut pas sans doute à Bonaparte; mais ce que proposait Thibaudeau était évidemment loin de répondre à ses desseins. Il conseillait d'avoir deux chambres, des administrations locales élues, de supprimer les tribunaux spéciaux, et, reprenant les idées chères à la Révolution, demandait la libre discussion des lois et la liberté de la presse. Il s'inquiétait pour les hommes de la Révolution, de qui le Premier Consul semblait se détacher. Bona-

(59) Bourrienne, *Mémoires*, V, 109.

(60) La Fayette, op. cit., p. 200.

(61) Ce document, assez long, ne se trouve pas dans les *Mémoires sur le Consulat*, parus en 1824. Il est inséré dans les *Mémoires* édités en 1911.

parte lui avait dit à la Malmaison : « Que j'aie une opposition de principes révolutionnaires, elle ne sera pas dangereuse, la nation ne se passionnera pas; que ces grands corps me fassent une opposition contre-révolutionnaire, ils entraîneront une grande partie de la nation » (62). Pour les institutions, les principes, les idées qu'elle avait consacrées, il veut sauver la Révolution. La République, il la sacrifierait encore. « Si la France devait avoir un maître, je vous donnerais ma voix, mais ce serait sacrifier en même temps la Révolution. » « Ce n'est rien de tuer d'un seul coup la République, on tue en même temps la Révolution. » Et, dans un tableau tracé de main de maître, il lui montre quel serait le pouvoir absolu qu'il convoite : « Toutes ses institutions viendront environner votre trône. Probablement vous ne le voudrez pas ; elles viendront malgré vous et vous finirez par vous soumettre. Ce seront les anciens privilégiés qui accourront. Les hommes de la Révolution, moi peut-être, qui ne pourront pas s'opposer à la contre-révolution, viendront vous aider à la faire, n'espérant plus trouver qu'en vous une garantie. Quand cela sera consommé, nous serons effrayés de notre fausse situation, et peut-être ne serez-vous pas sans inquiétude sur la vôtre... L'ancienne aristocratie se trouvera seule à sa vraie place. »

Etait-ce vraiment pour l'avenir que parlait Thi-

(62) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 268.

baudeau; n'était-ce pas plutôt le sentiment de crainte que devaient ressentir ces conventionnels, hommes de la Révolution, qui avaient secondé Bonaparte avec l'espoir de gouverner avec lui ou tout au moins d'être protégés par lui? Les émigrés rentraient, très nombreux, et étaient accueillis avec faveur : un Séguier allait être nommé président de la Cour d'appel de Paris, un Ségur conseiller, sans autre mérite que le nom qu'ils portaient. Peu à peu, ils remplaceraient les hommes de la Révolution aux côtés de Bonaparte, fils de cette Révolution dont il oubliait les principes. Et s'il venait à manquer? « Qui viendrait occuper le trône? Votre successeur désigné? Vous savez ce qu'on a fait du testament de Louis XIV. Votre héritier? S'il n'a pas votre génie, quel titre opposera-t-il devant une nation déchue de son courage et de sa souveraineté aux titres de l'ancienne dynastie soutenue par toutes celles de l'Europe? Quel poids auront alors les hommes qui, après avoir renversé la monarchie, auront relevé le trône? Où seront les pères de la Révolution, les fondateurs de la République, les héros qui ont combattu pour elle? »

Les sentiments de Thibaudeau étaient sans doute partagés par nombre de ses collègues des assemblées. C'est la même appréhension qu'avait exprimée Chabot de l'Allier quand, au nom de la députation dont il était l'orateur, il était venu présenter au Premier Consul les votes du Tribunal. Vaublanc avait fait, pour le Corps législatif, un long discours apologétique auquel Bonaparte avait longuement répon-

du. (63) Dans celui de Chabot perçaient ses inquiétudes. Il fit l'éloge du Premier Consul à qui il prêta les idées libérales qu'il eût voulu voir en lui. Ce n'était pas par ironie, c'eût été déplacé; mais comme s'il espérait ainsi les susciter. Comme s'il eût craint que Bonaparte se laissât griser par sa nouvelle nomination, il traça sa ligne de conduite. « Bonaparte a des idées trop grandes, trop généreuses, pour s'écarter jamais des principes qui ont fait la Révolution et fondé la République... En acceptant l'honneur d'être le magistrat suprême des Français, il contracte de grandes obligations et il les remplira toutes... Il respectera, il affermira cette liberté et ne fera rien qui ne soit digne d'elle. » Répondant à l'inquiétude que nous avons vue chez Thibaudeau, Chabot affirma : « Il s'entourera d'hommes de bien qui, ayant fait la Révolution, sont intéressés à la soutenir. » N'ayant pas oublié comment le Tribunat avait été traité lors de l'épuration, qu'elle venait d'être l'humiliation subie par le Sénat quand le Premier Consul, mécontent de sa réélection, avait ordonné le plébiscite, il ajouta : « Il sentira qu'il est de son intérêt... de conserver aux autorités chargées de concourir avec lui à la formation des lois de l'Etat, la dignité, la force, l'indépendance que doivent avoir les législateurs d'un grand peuple. »

Tout déguisés que fussent ces conseils, ils déplurent

(63) Archives parlementaires, 2^e série, p. 68 et suivantes.

à Bonaparte, qui ne voulait pas non plus faire les promesses de gouvernement libéral que Chabot semblait attendre. Sa réponse fut sèche : « La marche du gouvernement sera constamment dirigée dans l'intérêt du peuple d'où dérivent tous les pouvoirs et pour qui travaillent tous les gens de bien ». Dans la froideur de cette réponse, se peignait le mécontentement du Premier Consul qui n'était pas habitué à ce qu'on lui tint pareil langage. Fouché eut beau lui dire que Chabot déchargeait ainsi sa conscience de la responsabilité qui lui pesait depuis qu'il avait fait sa motion (64), il ne se dérida pas.

Les inquiétudes de Chabot et de Thibaudeau ne leur étaient pas particulières; nous les retrouvons dans une brochure anonyme : « Vrai sens du vote national sur le consulat à vie ». (65) L'auteur était Camille Jordan; il avait lutté contre les excès de la Terreur à Lyon; obligé de s'expatrier, il était à l'étranger, puis revenu en France en 1796, il avait été nommé aux Cinq Cents; proscrit en Fructidor, il était allé en Allemagne. De retour en France dès le début du Consulat, il s'était jeté dans l'opposition. Madame de Staël, qu'il avait connue à Saint-Ouen, lui conseillait depuis 1801 d'écrire « quelque bon ouvrage » (66) qui le rendit célèbre en combattant l'arbitraire. Le libelle manqua son but. Jordan avait voté pour le

(64) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, 261.

(65) Paris, in-8, an X.

(66) Gautier, *Mme de Staël et Napoléon*, p. 85.

consulat à vie, mais voulait exprimer des vœux qui étaient, disait-il, ceux de toute la partie saine de la nation. Il réclamait de nombreuses libertés, l'indépendance judiciaire, l'élection d'une partie des conseillers municipaux, la suppression de la censure, la liberté politique; tout cela, selon lui, était contenu dans la Constitution. Il voulait également qu'on changeât cette dernière et qu'on établît un système représentatif analogue à celui de l'Angleterre. On retrouvait dans ce libelle nombre d'idées chères à Madame de Staël et à ses amis.

Le succès ne fut pas celui qu'il attendait; la brochure fut saisie chez le fils du tribun Duchesne. Jordan, qui s'était empressé d'accourir avec l'espoir d'être arrêté, persécuté, et par conséquent connu, ne fut même pas inquiété. Son opuscule ne fit pas de bruit et ne recueillit que les applaudissements enthousiastes de Madame de Staël qui écrivit d'Italie à Jordan pour lui proposer d'aller la rejoindre; mais, retenu par les charmes de Mme de Krudner, Jordan ne se rendit pas à son invitation.

Le libelle de Jordan, comme le mémoire de Thibaudeau et les conseils de Chabot, répondait à une préoccupation générale. On sentait confusément dans le public que le Premier Consul préparait un changement constitutionnel; on ne savait pas exactement lequel, mais on se doutait qu'il modifierait les assemblées. Leurs membres s'inquiétaient, les sénateurs surtout, qui se demandaient si Bonaparte ne les punirait pas en quelque sorte de leur vote lors de la

réélection, et qui tremblaient pour la stabilité et la durée de leurs fonction (67). On parlait beaucoup de l'établissement de deux chambres, une chambre haute et une chambre basse, ce qui eut permis une revision des sénateurs; il n'y avait pas six mois que l'épuration avait eu lieu, et Bonaparte, engagé dans cette voie, ne continuerait-il pas à y marcher? Le succès de la première expérience pourrait lui donner le désir de s'attaquer maintenant au Sénat et celui-ci avait peur que ce fut son tour; et, après avoir sacrifié ses amis des deux assemblées pour complaire au Premier Consul et apaiser son mécontentement, il craignait d'être la victime du despotisme qu'il avait lui-même favorisé.

Dans l'entourage immédiat de Bonaparte, on s'attendait également à un remaniement de la Constitution; le Premier Consul l'avait assez souvent critiquée en public pour qu'on connut son désir de la changer. « L'institution est mauvaise, c'est un système absurde, un enfantillage, de l'idéologie; ce n'est pas ainsi qu'on organise une grande nation », disait-il au Conseil d'Etat du 14 pluviôse an X (67 *bis*). Il s'attaquait surtout aux assemblées. « Il n'est pas nécessaire d'avoir cent hommes pour discuter les lois faites par trente. Ils bavardent sans rien faire, les trois cents font sans parler. Trois cents hommes qui ne parlent jamais pré-

(67) Arch. nat., F. 7, 3830, *Rapport de police du 24 floréal*. Cornet, *Souvenirs sénatoriaux*, p. 18.

(67 bis) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 72.

tent au ridicule » (68). Songeant à altérer la Constitution, il s'en justifiait d'avance, arguant qu'elle n'était l'œuvre que d'un petit nombre : cinquante hommes réunis en temps de crise n'ont pas le droit d'aliéner les droits du peuple, sa souveraineté est inaliénable » (69). Les conditions changeant, il faut la transformer : « Aucune constitution n'est restée telle qu'elle a été faite, sa marche est subordonnée aux hommes et aux circonstances (69 *bis*). Surtout, elle ne doit pas gêner l'action du gouvernement : « Il faut que le gouvernement marche » (69 *ter*).

La Constitution de l'an VIII ne répondait pas à ces conditions. D'ailleurs elle n'était son œuvre que pour une partie, le pouvoir exécutif. Pour le reste, il avait dû admettre le système de Sieyès, absolument opposé au sien puisque dans son principe il voulait subordonner l'exécutif au législatif. Bonaparte avait réussi à éviter cette subordination ; c'était beaucoup en l'an VIII et à cette époque Bonaparte n'admettait plus l'existence en face de lui d'un pouvoir se recrutant lui-même, et sur lequel il n'avait légalement aucune prise.

En fait, il pouvait essayer de s'en attirer les votes par l'appât de fonctions plus rémunératrices ou plus

(68) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 228.

(69) Id., p. 72.

(69 *bis*) Id., p. 229.

(69 *ter*) Id., p. 230.

honorifiques dans le Conseil d'Etat ou l'administration, mais ce moyen nécessitait du temps, des intrigues, une grande habitude des milieux parlementaires, et Bonaparte, toujours pressé d'atteindre le but, n'admettait ni obstacles ni délais. Puis cela était d'une efficacité réduite, par suite du petit nombre de postes à pourvoir, du risque de faire des mécontents, et de ce fait que tout membre ainsi récompensé de sa fidélité au gouvernement laissait un siège libre où le Sénat pourrait placer un membre hostile au Premier Consul. C'était donc le Sénat qu'il fallait s'attacher; or les fonctions en étaient incompatibles avec toutes les autres, les sénateurs étaient indépendants. C'était ce qu'avait voulu Sieyès qui voyait là le seul frein à l'empiètement du pouvoir exécutif; c'est ce que Bonaparte voulait empêcher. Il avait obtenu l'épuration par la crainte qu'il avait su inspirer, mais c'était là un moyen qui s'use trop vite et dont on ne peut se servir qu'avec une extrême modération.

Du reste, l'élimination n'avait-elle pas été insuffisante et n'y avait-il pas eu au Tribunal épuré une opposition encore importante à la Légion d'honneur? Puisque ce corps n'était pas encore assez soumis, le plus sûr était de lui donner une nouvelle organisation qui supprimât à l'avenir toute possibilité d'opposition.

Cette opposition, Bonaparte la retrouvait dans le Conseil d'Etat; il l'y avait admise parce qu'elle n'était pas publique; du reste, elle n'avait d'abord été qu'une forme de la discussion. A mesure qu'il s'éloignait des

principes de la Révolution, les objections des conventionnels du Conseil se multipliaient et prenaient plus de force; leur intransigeance déplaisait d'avantage à son esprit de plus en plus despotique. Quoiqu'il élaborât seul les projets qui heurteraient le plus leurs consciences révolutionnaires, et dont il aurait obtenu difficilement la rédaction telle qu'il la voulait, lors de la discussion, si brève qu'il la tolérât, il rencontrait des critiques nettes et fermes, comme celles de Thiбаudeau et de Berlier à la Légion d'honneur, ou, comme pour le Concordat, l'arrêté organisant le plébiscite, l'attitude générale du Conseil montrait ouvertement une désapprobation hostile. Il lui était difficile de toucher à l'organisation intérieure du Conseil, mais il pouvait en modifier la composition, soit en éloignant quelques membres, il suffirait pour cela de leur donner d'autres fonctions, soit en ajoutant de nouveaux et notamment des administrateurs qui seraient entièrement sous sa main. Enfin, reprenant le système qu'il avait employé pour le consulat à vie, alors qu'il réunissait un petit nombre de conseillers qu'il choisissait partageant ses idées et particulièrement dévoués, il suffirait de faire cette exception la règle et de ne soumettre à tout le Conseil que les affaires d'administration.

Dans le plébiscite, nombre de votes étaient accompagnés de vœux demandant, soit l'hérédité, soit que

(70) Arch. nat., F. 7, 3838, *Rapport du 24 floréal*.

le Premier Consul put désigner son successeur; c'étaient ceux des évêques (70), des agents de change (71), de simples particuliers. Pour ne pas rester en arrière, le Tribunat envoya au gouvernement une députation présentant le même vœu. Fouché, qui voulait effacer son opposition lors de la réélection, fut pris soudain d'un zèle subit pour ce qu'il avait combattu et prépara l'hérédité au Sénat. Ce corps délibéra et le principe fut admis à la majorité contre trois billets négatifs, dont l'un de Lambrechts qui se déclara, et deux blancs, dont l'un fut attribué à Sieyès. Lanjuinais, malade, était absent; Grégoire en voyage en Angleterre.

Ce fut Lecouteulx-Canteleu qui alla présenter le vœu de ses collègues au Premier Consul. Celui-ci se trouva sans doute embarrassé; quelques jours avant, il avait rayé violemment l'article préparé par Rœderer dans l'arrêté organisant le plébiscite. Il réunit à la Malmaison le 3 thermidor un Conseil composé de ses deux collègues, Portalis, Muraire, Régnier, et Rœderer qui rédigea, la séance dura deux heures et demie. Le 4, chez Rœderer, Portalis, Muraire, Régnier travaillèrent avec lui à des changements de rédaction. Le 5, chez Lebrun, celui-ci demanda qu'on ajoutât que les sénateurs pussent être appelés au Conseil d'Etat. Rœderer, qui se doutait pas qu'il al-

(70) Arch. nat., F. 7, 3838, *Rapport du 24 floréal*.

(71) Id., *Rapport du 23 floréal*.

lait être appelé au Sénat, s'y opposa absolument.

Bonaparte n'avait pu faire appel qu'à des conseillers excessivement dociles et souples pour préparer un projet qui altérerait si profondément le Conseil d'Etat. Ceux-ci devaient garder le secret sur toutes ces opérations, mais on se doutait au dehors qu'il se tramait quelque chose. Le 12, chez le conseiller Defermon qui donnait à dîner à quelques collègues et à des sénateurs, on en parla, tout bas d'abord, puis avec une certaine violence. Lanjuinais surtout était indigné : « On veut que nous donnions un maître à la France ! » (73), mais il avoua l'impuissance générale à s'y opposer. « Toute résistance est inutile, il faudrait des armées pour s'opposer à cela. Il ne reste plus qu'à se taire ; c'est le parti que je prends ».

Le 15 thermidor, pendant la grande audience diplomatique, au milieu des représentants de puissances étrangères, une députation du Sénat vint en grande pompe communiquer au Premier Consul, entouré d'une cour qui annonçait déjà la cour impériale, le sénatus consulte pris la veille après qu'eut été terminé le dépouillement des registres du plébiscite (74).

ARTICLE PREMIER. — Le peuple français nomme et le Sénat proclame Napoléon Bonaparte consul à vie.

ART. 2. — Une statue, tenant d'une main les lau-

(72) Rœderer, *Journal*.

(73) Rœderer, *Journal*, p. 282.

(74) Pour le résultat du plébiscite et surtout les votes des armées, voir Sagnac, *L'avènement de Bonaparte au Consulat à vie*. Revue des études napoléoniennes, 1^{er} mars 1925.⁴

riers de la victoire et de l'autre le décret du Sénat, attestera à la postérité la reconnaissance de la nation.

ART. 3. — Le Sénat portera au Premier Consul l'expression de l'amour et de la reconnaissance du peuple français.

Puis Barthélémy, l'ancien proscrit du 18 fructidor, qui remplaçait Tronchet, trop indépendant, à la présidence du Sénat, fit un éloge dithyrambique du Premier Consul. Il essaya ensuite, assez maladroitement, il ne pouvait dire la vérité, d'expliquer le sénatus du 18 floréal réélisant le Premier Consul pour dix ans : l'idée du consulat à vie était contenue dans cet acte, assura-t-il, et le peuple n'avait fait qu'exprimer la pensée du Sénat. Enfin, dans ce discours se trouvait cette phrase : « Le Premier Consul reçoit des Français la mission de consolider leurs institutions, il ne leur donnera jamais que l'élan de la gloire et le sentiment de leur grandeur nationale ». C'était là une invite directe à modifier la Constitution, et Barthélémy n'y joignait même pas de discrets conseils, ou la demande détournée de libertés et de garanties comme Chabot; pour être sûr de ne pas déplaire, il ne parlait que de gloire.

Ce fut surtout cette invite que retint Bonaparte et il y répondit directement. « En me donnant un nouveau gage de sa confiance, le peuple français m'impose le devoir d'étayer le système de ses lois sur des institutions prévoyantes ». Adoptant les explications embarrassées de Barthélémy, il conclut : « Le Sénat a désiré ce que le peuple a voulu et par là il s'est

associé plus étroitement à tout ce qui reste à faire pour le bonheur de la patrie. Il m'est bien doux d'en trouver la certitude dans le discours d'un président aussi distingué ».

Certain d'être suivi par le Sénat, répondant à ses suggestions, il lui présenta le lendemain le sénatus consulte organique qui modifiait la Constitution.

Immédiatement après la grande audience, quand les députations furent sorties, Bonaparte réunit le Conseil d'Etat en séance extraordinaire. Il y avait là les trois consuls, les neuf ministres, Joseph. Le Premier Consul exposa les motifs du projet; il y avait des lacunes dans la Constitution, des parties nécessitaient des compléments, la lettre en était contraire à l'esprit. Il expliqua ensuite pourquoi il n'avait pas voulu copier la constitution anglaise, qui exigeait une noblesse forte et riche et chargea les membres du Conseil de répandre ses raisons (75). Ensuite, le secrétaire d'Etat lut le projet titre par titre. Après chacun d'eux, Bonaparte prenait la parole, en développait les motifs, écoutait et réfutait les objections, qui furent rares et portaient que sur des points de détail : « Dans la discussion on n'aborda pas le fond, on savait que c'était une chose irrémédiablement arrêtée par le Premier Consul » (76), le projet était imprimé avant la séance et déjà distribué aux sénateurs.

(75) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, 292.

(76) Id., p. 301.

Le sénatus consulte transformait le pouvoir législatif, dont Bonaparte s'était plaint si souvent. Les listes de notabilités étaient abolies, les listes communales seules étaient maintenues jusqu'au renouvellement, parce qu'« elles étaient l'ouvrage du peuple et contenaient un grand nombre de noms »; la suppression des autres listes et en particulier de la liste nationale, qui n'étaient pas formées directement par le peuple, n'aurait pas d'inconvénient, elles ne servaient qu'à présenter des candidats entre lesquels le gouvernement choisissait.

La nouvelle organisation, que Bonaparte prétendait plus démocratique, ne donnait guère au peuple plus de part aux élections; tous les citoyens domiciliés dans le canton qui présentait deux candidats à chaque justice de paix et, dans les villes de plus de 5.000 habitants, à chaque place du conseil municipal; ceux-ci étaient choisis sur une liste établie par le préfet des cent plus imposés et qui nommait les membres des collèges électoraux d'arrondissement et de département. Ces collèges présentaient des candidats aux conseils généraux de département et aux assemblées; pour le Tribunat, c'étaient les collèges d'arrondissement; pour le Corps législatif, les collèges d'arrondissement et de département; pour le Sénat, ceux de département seuls.

Les présidents des assemblées de canton, les seules où eut lieu le suffrage direct, seraient, comme les maires et les adjoints des conseils municipaux, nommés par le Premier Consul. Pour ne pas évincer com-

plètement les prolétaires qui ne figureraient pas parmi les cent plus imposés désignés par le préfet, pour ne pas « fermer la carrière aux talents et au génie », comme disait Bonaparte, la moitié des candidats aux places vacantes dans les collèges d'arrondissement et de département devait être prise hors collège. Cette mesure contrebalançait quelque peu le criblage qui s'établissait à travers ces filtres successifs. Elle permettait de désigner des candidats qui ne seraient pas pris parmi les plus imposés.

C'était bien le système le plus démocratique promis par Bonaparte, mais ce ne seraient que des candidats, si même leurs collègues les désignaient. Néanmoins, c'était une amélioration sur le système de Sieyès, mais elle était neutralisée par ce fait que l'autre moitié était nécessairement composée des plus riches propriétaires. Enfin, tous les membres des collèges électoraux le seraient à vie. Ainsi les élections, si on peut donner ce nom à ces séries d'opérations, n'auraient lieu qu'excessivement rarement et ne porteraient que sur un nombre infime de noms à la fois. Il était évident qu'avec une telle organisation, il serait bien difficile à l'opposition de présenter des candidats aux assemblées (77).

Pour celles-ci elles étaient traitées d'une façon très inégale; le Sénat était nettement avantagé, le nombre des cas où il pouvait rendre des sénatus consulte était

(77) Titres I, II et III des assemblées de canton. Titre III des collèges électoraux.

accru, outre tout ce qui découle de son pouvoir conservateur et qui figure dans la Constitution de l'an VIII : il a le droit de dissoudre le Corps législatif et le Tribunat (78); il nomme les consuls, il reçoit communication des traités de paix et d'alliance. Enfin, il n'y a plus incompatibilité entre les fonctions de sénateurs et les principales fonctions publiques; les sénateurs peuvent être consuls, ministres, membres de la Légion d'honneur, inspecteurs de l'instruction publique, envoyés en missions extraordinaires.

Ce que gagne le Sénat, il le paie de son indépendance; il est présidé par un consul, l'initiative des sénatus consulte appartient au gouvernement, le Premier Consul peut nommer sur présentation des collèges électoraux de nouveaux membres à condition cependant que le nombre total des membres ne dépasse pas cent vingt. Pour arriver à le compléter rapidement et arriver aux quatre-vingts membres prévus par l'article 15 de la Constitution de l'an VIII, quatorze membres seront nommés en l'an XI sur présentation du Premier Consul comme seront faites les nominations postérieures. Le résultat de ce système est que le Premier Consul pourra nommer un tiers des membres et que les autres le seront parmi ses candidats, enfin les grands officiers de la Légion d'honneur en faisaient partie de droit, et les ministres y avaient droit de séance.

(78) Titre V, article 55.

Le Conseil d'Etat était singulièrement amoindri; était-ce parce que c'était le seul corps où subsistât encore quelque indépendance de parole, et payait-il son attitude devant le Concordat et la Légion d'honneur ? Il était fixé à cinquante membres, les ministres y avaient voix délibérante, il devait toujours siéger par sections et, ce qui était plus grave, les sénatus consulte étaient délibérés en conseil privé. Celui-ci devait comprendre les trois consuls, deux ministres, deux conseillers, deux sénateurs, deux grands officiers de la Légion d'honneur. Pour que la docilité y fut plus complète encore, le Premier Consul désignait à chaque séance les membres qui devaient le composer. Il était évident que ce serait à ce conseil que Bonaparte confierait les affaires les plus importantes et le Conseil d'Etat devait être bientôt réduit à n'être qu'un tribunal de contentieux (79).

Le Corps législatif était peu atteint et renouvelable par série chaque année par cinquième, les députés étaient classés en cinq séries d'après les départements qui les avaient nommés, et renouvelés dans l'année correspondant à leur série (79 bis). Le Tribunat était plus frappé, Bonaparte ne l'avait jamais supporté qu'avec impatience; dès thermidor an VIII il disait à Rœderer : « Il y a une dépense bien inutile, c'est celle de 4 millions pour le Tribunat. Pourquoi un

(79) Titre VI du Conseil d'Etat.

(79 bis) Titre VII du Corps législatif.

corps de 100 membres, inutile et ridicule quand tout va bien, perturbateur quand quelque chose cloche, un véritable tocsin. Il faut réduire cela à trente membres sans séances publiques, si ce n'est devant le Corps législatif » (80). Reprenant cette idée, il le réduisait à cinquante membres à partir de l'an XIII; jusque là les membres sortants ne seraient pas remplacés. La division en sections subsistait et l'arrêté du 18 germinal renforcé (80 *bis*).

Le titre IV des consuls accroissait singulièrement l'autorité du gouvernement. Outre les pouvoirs nouveaux qui découlaient de l'organisation nouvelle du législatif : nomination des présidents des assemblées de canton, présentation des candidats au Sénat, nomination directe d'un certain nombre de sénateurs, le Premier Consul recevait le droit de faire grâce qui, jusque-là, n'avait appartenu qu'aux rois et semblait être un attribut de la royauté. Les deuxième et troisième consuls étaient nommés à vie tout comme le premier. Pour transformer le consulat à temps de celui-ci en consulat à vie, on avait cru devoir consulter le peuple, pour les autres consuls un sénatus consulte suffisait.

Rœderer avait inséré dans le projet de plébiscite la faculté pour le Premier Consul de désigner son successeur, Bonaparte l'avait rayée et avait ensuite expliqué longuement sa détermination : cette désigna-

(80) Rœderer, *Journal*, p. 19.

(80 *bis*) Titres VI du Corps législatif, VII du Tribunal.

tion ne servirait à rien; d'autre part, il ne saurait qui désigner (81). Les raisons qu'il donnait lui-même le 6 prairial n'existaient-elles plus le 15 thermidor ? Etaient-ce les vœux très nombreux (82) qui accompagnaient les votes ou toute autre cause, le projet accordait ce droit au Premier Consul lorsqu'il le jugerait nécessaire; les modalités de cette formalité étaient minutieusement énoncées et leur complexité même indiquait bien que ce n'était là qu'un moyen d'attente. Cela n'échappa pas aux contemporains. Girardin, qui écrit le 29 thermidor, conclut que cet article a été inséré exprès pour amener plus tard l'hérédité (83).

En somme, le séantus consulte fait par le Premier Consul l'avait été fait pour lui (83 *bis*). Son autorité était accrue, il choisissait les juges de paix et les conseillers municipaux, présidait le Sénat ou le faisait présider par un consul, faisait nommer sur sa présentation les deuxième et troisième consuls, désignait son successeur, présentait les sénateurs jusqu'au nombre de quatre-vingt, les nommait de quatre-vingt à cent vingt, avait le droit de faire grâce. Dans les corps électoraux, son influence était grande, il nommait les présidents des assemblées de canton, il pouvait ajouter un certain nombre de candidats à

(81) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 265.

(82) 95.000 en Saône-et-Loire. Girardin, III, 282.

(83) Girardin, *op. cit.*, III, 284.

(83 *bis*) *Id.*, 285.

ceux qui étaient élus. Quant aux nominations, c'était lui ou son Sénat qui les faisait. «Après toutes les précautions prises pour influencer les choix, écrit Girardin, on a cru devoir prendre la plus sûre de toutes, celle de la nomination; aussi toutes les fonctions de tous les collèges électoraux se bornent-elles à présenter des candidats...; là se trouve le renversement de toute forme représentative et c'est une comédie complètement avilissante pour une nation que de faire nommer des représentants par le pouvoir qu'ils doivent contrôler et contenir ».

Avec le nouveau système, rien ne pouvait faire opposition au gouvernement, le Tribunat était diminué, réduit au silence, il payait son opposition d'avant l'épuration; cette fois cependant, grâce à la réduction par extinction, ses membres étaient moins malmenés : « On a tué le corps et ménagé les individus » (84); mais il était facile de prévoir que Bonaparte ne s'arrêterait pas là. Le Corps législatif n'était pas frappé, malgré les abstentions pendant la session extraordinaire, c'était le Tribunat qui payait pour lui. Le Sénat, présidé par un consul, ne pouvait rendre de sénatus consulte que sur l'invitation du gouvernement; d'ailleurs que pouvait-il, quel serait son esprit, maintenant que la composition en était si profondément modifiée, par la présence des grands officiers de la Légion d'honneur, puis que le Premier

(84) Girardin, III, 283.

Consul pouvait y nommer à son gré, pour parfaire sa majorité, une quarantaine de membres.

Les conseillers d'Etat comprirent immédiatement quel était le but poursuivi et qu'il était atteint. Ils se rendirent compte aussi que c'était la chose faite, on ne les consultait pas, on les informait seulement du nouvel état de choses. Bonaparte savait qu'il aurait rencontré là-dessus une opposition difficile à vaincre : celle, violente d'un Truguet, de ce conseiller qui s'élevait toujours contre les mesures portant atteinte à la liberté, et qui mettait dans ses discussions avec le Premier Consul une âpreté et une violence excessives; celle, plus calme, mais tenace d'un Thibau-deau, d'un Berlier, qui discutaient longuement, avec une précision et une netteté qu'il était difficile de combattre; celle des conventionnels, de tous ceux qui n'avaient pas voté pour le consulat à vie, et qui viendrait soutenir la majorité de leurs collègues, inquiets de voir revenir l'absolutisme qu'ils avaient cru anéantir pendant la Révolution et qu'ils se sentaient coupables d'avoir contribué à rétablir.

La discussion fut presque nulle, que pouvait-on dire quand on voyait devant soi le projet déjà imprimé et qu'on le savait communiqué au Sénat. Il n'y eut que quelques critiques de détail, le fond, il était inutile de dire combien on le désapprouvait. Réal demanda qu'un quart des conseillers municipaux fut désigné sans condition de cens. Après avoir objecté que les plus imposés sont les plus économes des deniers publics, le Premier Consul y consentit; moins

libéral, le Conseil refusa. Truguet demanda que les membres des collèges électoraux fussent nommés à temps; Bonaparte s'y opposa très longuement, c'était en ce moment qu'on nommerait des hommes de la Révolution, plus tard ils seraient oubliés; il cita l'exemple de Reubell, de Barraès : « qui n'avaient aucun appui, aucun refuge naturel. Il fallait des corps intermédiaires entre le peuple et le pouvoir, il fallait établir une carrière civile, qui fut organisée comme la carrière militaire ». Petiet et Roederer insistèrent pour que le successeur désigné par le Premier Consul fut nommé de droit; Bonaparte reprit l'idée qui lui était familière, qu'un homme mort ne compte plus et que la désignation n'aurait d'effet qu'autant que le Sénat y consentirait (85).

La résistance fut un peu plus vive quand il s'agit du Conseil d'Etat, les hommes qui le composaient et qui depuis trois ans bientôt travaillaient en collaboration directe et constants avec le Premier Consul qui, avec lui, avaient, à force d'efforts, de travail opiniâtre réorganisé la France, qui pouvaient à bon droit prendre leur part des éloges prodigués au chef du gouvernement, se voyaient écartés maintenant que la besogne la plus difficile, la plus urgente était terminée. Eux qui avaient guidé l'inexpérience de Bonaparte, qui aux premières heures difficiles, dangereuses même

(85) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, 294-295.

d'un pouvoir encore branlant, ne lui avaient pas ménagé leur aide, ils se voyaient supplantés par d'autres, venus plus tard à l'heure du succès, et le Conseil d'Etat, d'où de si grandes choses étaient sorties, dépecé au profit d'un Conseil privé qui usurpait ses prérogatives.

Petiet réclama que les projets de sénatus consulte fussent discutés et rédigés en Conseil d'Etat; c'était là demande bien inutile; le sénatus consulte qu'on était en train de présenter ne l'avait pas été et on ne reviendrait pas en arrière. Le Premier Consul répondit que pour ces actes il fallait le secret et qu'on ne pouvait l'attendre d'un Conseil de trente à quarante membres : « Il l'a bien gardé jusqu'ici, répondit vivement Marmont entre haut et bas ». Bonaparte comprit quel mauvais effet produisait l'article et parut embarrassé. Regnault appuya Petiet, il critiqua que l'on retirât des droits au Conseil d'Etat pour les transférer au Sénat; il se plaignit que la création du Conseil privé réduirait à presque rien le Conseil d'Etat et le déconsidérerait : « Le Premier Consul est bien le maître de convoquer des conseils privés, dit-il avec amertume, mais il est fâcheux pour le Conseil d'Etat que le conseil privé soit constitué ». Bonaparte essaya de justifier cette création en expliquant, et l'embarras perça dans cette mauvaise raison, qu'il fallait de l'éloquence pour parler devant le Conseil d'Etat et que les ministres qui en étaient privés n'osaient y prendre la parole.

Quand on lut le titre sur le Tribunal, ce fut à Re-

gnault qu'il s'adressa; il savait avec quelle impatience ce conseiller avait supporté l'opposition. « Citoyen Regnault, que pensez-vous de la réduction du Tribunat? » « C'est bon, répondit brièvement celui-ci, d'ailleurs, ajouta-t-il avec une ironie qui n'était pas sans amertume, on l'assimile au Conseil d'Etat, c'est très honorable ». Mais tout ceci était en pure perte et chacun le savait, l'accueil général fut très froid.

Le Conseil délibéra ensuite sur la forme à donner au projet, Bonaparte demanda s'il était obligatoire pour les autorités, Truguet objecta qu'on prétendrait que le Sénat pouvait se passer du Tribunat et du Corps législatif, mais la majorité déclara qu'il le serait; à quoi bon entamer une discussion dont le résultat était connu; le texte en était déjà distribué au Sénat qui le discutait. On décida encore qu'il serait promulgué comme les actes du gouvernement, et qu'il ne serait pas communiqué au Corps législatif puisqu'il n'était pas un projet de loi. Pour y associer le Conseil et quoiqu'il eut été rédigé en conseil privé, le Premier Consul décida de le faire porter par trois conseillers au Sénat qui l'examinerait pour le déclarer conservatoire de la Constitution, sans avoir le droit, le Premier Consul appuya sur ce point, de l'improver ni de l'infirmier.

Au Sénat, il fut examiné par une commission composée des membres les plus favorables au gouvernement, Barthélémy, président; Fargues et Vaubois, secrétaire; Lacépède, Laplace, Lefebvre, Jacqueminot, Desmeunier, Cornudet, rapporteur. Quoiqu'en

dit Thibaudeau dans ses mémoires sur le Consulat, il y eut une certaine opposition, celle de Lambrechts sur les collèges électoraux et celle de Lanjuinais. Villetard et Porchez appuyèrent le projet, le dernier recommanda de faire vite. La commission proposa de nouveau l'adoption; Lambrechts reprit la parole : le dernier sénatus consulte, celui qui donnait à Bonaparte le consulat à vie, était ainsi rédigé : « Le Sénat proclame et déclare... », il faut donc l'acceptation du peuple. Mais le Sénat ne le suivit pas, il n'y eut pas d'autre discussion et le scrutin donna quarante-sept voix pour et trois contre et une abstention (86).

(86) Arch. nat., *Minute des procès-verbaux du Sénat*, C C 12, 117, séance du 16 thermidor.

CHAPITRE VIII

LES DERNIERES SESSIONS LEGISLATIVES DU CONSULAT

LES SENATORERIES

En l'an X, il n'y avait plus, entre le Consulat à vie et l'empire, que quelques degrés à franchir. A Napoléon, dont le prénom figurait pour la première fois dans un acte officiel il ne manquait dans le sénatus consulte du 15 thermidor que l'hérédité et le titre d'empereur; on s'attendait à ce qu'il fit ces derniers pas : « Je ne crois pas me tromper en lui supposant les plus vastes projets d'élévation. Un homme qui dit, il y a quelques semaines, « que l'histoire n'offrait pas d'exemple d'un homme qui eut commencé si bas pour s'élever si haut » et qui veut reproduire Charlemagne éclairé par les lumières de notre siècle, veut au moins laisser son nom à la dynastie qui commence en lui. Nul doute, Sire, qu'il en ait formé le projet, sans fixer l'époque de sa réalisation » (1).

Ce qui empêchait Bonaparte d'atteindre le but vers lequel il marchait, c'était la présence d'une minorité

(1) Bailleu, op. cit., p. 106, *Rapport du Lucchesini au roi de Prusse*, 20 juillet 1802.

opposante, très peu nombreuse il est vrai, mais bruyante. Chose étrange, cette minorité, si faible en face de l'unanimité presque complète du pays, l'agaçait, l'inquiétait; il en avait peur et n'osait la frapper. Peut-être s'exagérait-il son importance, peut-être la lui exagérait-on. Fouché, qui le ménageait, trouvait sans doute là un moyen de ralentir l'élan de Bonaparte vers le pouvoir absolu.

Envers Mme de Staël, cette étrangère qu'il avait le droit d'expulser définitivement, il usait de grands ménagements. Elle publiait alors *Delphine*; dans ce roman passionné, elle faisait l'apologie de l'individualisme, de la liberté; elle attaquait le catholicisme récemment restauré par Bonaparte, elle louait l'Angleterre, l'ennemie acharnée du Premier Consul. N'espérant plus avoir aucune influence, même indirecte dans le gouvernement depuis l'élimination de Constant, elle s'associa à ceux qui voulaient le renverser; elle trempa dans le complot de Bernadotte (2). C'était la chose grave, mais elle ne fut pas atteinte comme elle aurait pu l'être, le complot découvert elle partit en hâte pour Coppet.

Les idéologues d'Auteuil faiblissaient. Ils avaient continué longtemps les intrigues ébauchées pendant Marengo, au début de l'an X, la résistance du Tribunat au Code civil, les votes du Corps législatif leur avait

(2) Voir Mme de Staël, *Dix ans d'exil*, ch. IX. Rovigo, *Mémoires*, ch. I, p. 28. Yung, *Lucien Bonaparte et ses mémoires*, II, p. 107. Guillois, *Les complots militaires sous le Concordat*.

donné une force nouvelle; sans doute quelques-uns avaient-ils pris une part au complot de Bernadotte, et beaucoup en connaissaient-ils l'existence. Dans leurs dîners du Tidi, rue du Bac, qui avaient peu à peu supplanté ceux d'Auteuil, destinés à commémorer un coup d'Etat dont ils regrettaient le résultat, ils cherchaient un moyen de remplacer Bonaparte; ce n'était plus aussi facile qu'en l'an VIII, alors qu'on le croyait vaincu; il fallait maintenant le renverser. Avant de déterminer les moyens d'action, il fallait lui trouver quelqu'un qui consentit à entrer dans cette intrigue et qui disposât d'une force militaire et d'une popularité suffisantes. Il n'était plus possible de songer à un civil; on pensa à Moreau. Lui qu'on trouvait trop royaliste en l'an VII, faisait en l'an X, devant Bonaparte, figure de républicain. Leur brouille était connue, elle avait commencé après le mariage du général avec Mlle Hulot et Bonaparte en accusait surtout la belle-mère du général, femme intrigante qui envenimait les choses (3). Tout devint prétexte à mécontentement; les invitations à dîner du Premier Consul que Moreau refusait, ensuite le fait qu'on ne l'invitait plus. Au moment du Concordat, il se fit remarquer par ses critiques acerbes, son abstention au *Te Deum*, au dîner qui suivit; quand la Légion d'hon-

(3) J. Tessier, *Hohenlinden et les premiers démêlés de Bonaparte et de Moreau*, d'après les mémoires inédits du général Decaen. Revue historique, 1879, t. IX, p. 332 et suivantes.

neur fut instituée, il la tourna ouvertement en ridicule.

Les idéologues d'Auteuil étaient en relations avec Moreau par l'intermédiaire de Daunou, et surtout de Jacquemont. Celui-ci, royaliste, chef de bureau au ministère de l'intérieur, espérait, avec l'aide du général et des brumairiens, renverser le Premier Consul, sauf ensuite à s'entendre avec Pichegru et les royalistes. (Taillandier, *Notice Daunou*, 126). Il voyait souvent Daunou, qui depuis son élimination était bibliothécaire au Panthéon. Garat, dans son livre sur Moreau, nous parle d'une façon vague du rôle qu'il joua lui-même à ce moment et des réunions chez Daunou, Ginguéné (4), Volney, dont le dévouement aux Bourbons est hors de doute (5), trempèrent dans le complot. Ils en parlaient aux amis qu'ils retrouvaient rue du Bas, à Cabanis, le plus fougueux (6), à de Tracy.

Fouché découvrit tout; il ne voulut pas qu'ils fussent frappés et se contenta de les prévenir et de les inviter à cesser leurs réunions du Tridi. Leur groupe se sépara, les royalistes allèrent chez Mme de Staël et Mathieu de Montmorency, entraînant avec eux Daunou; ils y retrouvèrent des préfets, de Barante, de Castillanne, Gérando. Les idéologues retournèrent à Auteuil près de Tracy et de Cabanis, ou près de

(4) Guillois, *Le salon de Mme de Condorcet*, p. 200-201-202.

(5) Id., p. 161.

(6) Tallandier, id., 126.

Mme de Condorcet qui, après sa rupture avec Mailla-Garat, avait quitté La Villette. Elle avait rencontré Fauriel au Muséum en 1801 et s'était installée à Paris où elle avait ouvert un salon afin de faire briller son ami. Fauriel, qui était employé dans les bureaux de Fouché depuis le 18 Brumaire, était presque un inconnu pour la Société d'Auteuil dont il partageait maintenant la manière de voir. Il n'avait pas eu le même enthousiasme que les brumairiens pour le coup d'Etat; il voyait là « une nécessité politique » (7), « il fallait changer d'Etat, il fallait surtout changer d'hommes » (8). Il se trouva vite d'accord avec les brumairiens déçus; en mai 1802, il donna sa démission et quitta Fouché pour se consacrer à la littérature.

Il ne faut pas voir là une protestation éclatante contre le gouvernement; Fauriel était connu pour le nombre de ses démissions. « Et vous, lui dit plus tard Guizot comme il racontait quelques souvenirs de jeunesse, que faisiez-vous? J'en suis sûr d'avance, vous donniez votre démission » (9). Ce fut pendant ces années de loisir qu'il écrivit « *Les derniers jours du Consulat* », dont le manuscrit fut édité en 1886 par Lalanne. Il connaissait Constant et Mme de Staël, qui essaya de l'enlever à Mme de Condorcet (10); elle ap-

(7) *Lettre à Arnaud du 29 frimaire*, citée par Claude Galley, *Fauriel*, p. 71.

(8) Au même, *Lettre du 4 frimaire*.

(9) Guignart, *Notice sur Fauriel*, p. 6.

(10) Stenger, op. cit., 3^e série, p. 352.

préciait ses idées philosophiques, il leur soumit son manuscrit auquel ils y firent quelque critiques que nous trouvons dans les notes marginales (11). Chez Mme de Condorcet fréquentaient aussi Riouffe, le préfet Jean Debry, des médecins amis de Cabanis : Pinal, Boyer-Alibert, Roussel, Pariset. On parlait philosophie et politique.

Devant l'échec de leurs tentatives, ces hommes calmes, timides, plus préparés à l'étude qu'à l'action, se découragèrent. Que pouvaient-ils devant la grandeur sans cesse accrue de Bonaparte? Au Sénat, ils avaient complètement échoué lors de la réélection, Bonaparte ayant fait appel au peuple voyait son autorité affirmée, légitimée d'une manière éclatante. L'épuration avait été un rude coup pour cette Société qui avait tant de ses membres dans les assemblées. Non seulement elle les privait de la possibilité d'une opposition légale mais les éliminés, n'ayant plus de traitement, essayaient de se réconcilier avec le gouvernement, qui d'ailleurs leur fit en général bon accueil dans son administration. Daunou était bibliothécaire du Panthéon; s'il refusa d'être censeur de la Légion d'honneur il écrivait le 8 germinal XIII au ministre (12) : « mon intention est de ne rien écrire qui puisse déplaire au gouvernement » (13).

(11) Guignart, op. cit., 6.

(12) Picanet, *Les Idéologues*, 405.

(13) Guillois, *Le salon de Mme Helvétius*, p. 224.

Chénier, pourtant plus courageux et plus accoutumé aux luttes, s'était affolé en apprenant la mesure qui le frappait en même temps que ses vingt collègues. Sans doute s'était-il cru revenu au temps des proscriptions; Mme de Staël lui fit offrir par Daunou un passeport, afin qu'il put quitter la France. Il resta cependant à Paris et continua à attaquer non plus le gouvernement, mais les favoris. Comme presque tous ses compagnons d'infortune privés brusquement de leur traitement, souvent endettés, qui venaient demander une aide au pouvoir qu'ils avaient combattu, il criait l'impossibilité où il se trouvait de vivre avec son seul traitement de membre de l'Institut et quarante-cinq mille francs de dettes (14). Le Premier Consul ne tint pas rigueur à la plupart des opposants de leur attitude au Tribunat, et les accueillit dans ses administrations; ce fut le cas par Chénier qui fut nommé en 1803 inspecteur général de l'Université. Andrieux fut bibliothécaire de Joseph.

Quant à Chazal, au conventionnel fougueux, qui avait pris une si grande part au 18 Brumaire et qui, sous le Consulat, avait combattu violemment le pouvoir qu'il avait contribué à établir, il se rallia complètement au gouvernement. Il ne faisait pas partie de la Société d'Auteuil, mais il avait toujours compté beaucoup sur le Sénat pour prendre la défense de la liberté, pour assurer le respect de la Constitution, le

(14) Arch. nat., F. 7, 3831, *Rapport du 11 vendémiaire an XI*.

18 frimaire an X, lors de la discussion sur le Code civil, il avait rappelé que, seul, le Sénat avait pouvoir sur la Constitution, et son discours avait été particulièrement acerbe, Berlier lui avait répondu avec une égale âpreté, et le vote hostile qui avait suivi cette discussion avait amené le retrait des projets de loi et l'épuration. Et ce même Sénat, dont il s'instituait le champion, le sacrifiait quelques semaines après à la colère de Bonaparte. « Deux mois à peine écoulés, je fus déposé de mes fonctions de tribun par le Sénat conservateur, par l'autorité même dont je réclamaï les droits, dont je défendais la prérogative la plus belle comme la plus essentielle » (15). Dans la lettre où il se plaignait ainsi de l'ingratitude du Sénat, où il semblait conseiller à ses anciens collègues de ne pas compter sur ce corps pour les défendre contre le gouvernement, il adhéraï formellement au Consulat à vie. « Le sénatus consulte réalise beaucoup d'excellentes idées. Je déclare que je préfère sous tous rapports l'ordre de choses qu'il établit à celui qui existait auparavant ». Il fut récompensé de cette nouvelle attitude et, quelques mois plus tard, fut nommé préfet des Hautes-Pyrénées.

La conduite du gouvernement vis-à-vis des membres de l'opposition était très habile; si quelques-uns retournèrent à leurs études, comme Ginguéné et Laromiguière; si J.-B. Say n'accepta rien du pouvoir,

(15) Chazal, *Lettre à ses anciens collègues*, 4 fructidor. an X.

quoiqu'il fût reçu à la Malmaison (16), la plupart des tribuns, occupés dans des postes où ils ne pouvaient faire montre de leur éloquence, assagis d'ailleurs par l'expérience, cessèrent d'être une cause d'inquiétude pour le gouvernement. Si Bailleul continua à s'agiter (17) et à prôner Sieyès, il n'était plus guère suivi que par Ginguené parfois et Desrenaudes.

La réforme de l'Institut contribua également à affaiblir l'esprit opposant parmi les membres de la société d'Auteuil, qui y étaient fort nombreux, et y entretenait un esprit révolutionnaire que le gouvernement ne voulait plus admettre. Dès le début du Consulat, l'Institut avait été menacé : Morellet et Suard, anciens académiciens qui ne voyaient dans ce corps qu'une création révolutionnaire, avaient rêvé le rétablissement des Académies et surtout de l'Académie française dont ils avaient tous deux fait partie. Ils s'efforcèrent de se rendre favorable Lucien, pendant l'absence de Bonaparte alors en Italie. Lucien, devant qui on faisait briller la gloire d'être un second Richelieu, se laissa facilement persuader ; il leur promit son appui auprès de son frère qu'on devinait défavorable à cette réforme. Mais quand Bonaparte revint après Marengo, l'Institut n'eut pas de mal à obtenir qu'on démentit les bruits qui couraient déjà.

(16) Guillois, *Le salon de Mme Helvétius*, p. 163.

(17) Arch. nat., F. 7, 3831, *Rapports du 8 vendémiaire, du 28 brumaire XI et du 1^{er} pluviôse XII*.

Lucien fut blâmé et ne tarda pas à quitter le ministère de l'Intérieur.

Les académiciens ne se découragèrent pas; ils tâchèrent de gagner Chaptal qui lui avait succédé et qui ne se laissa pas persuader, mais la section de l'Intérieur du Conseil d'Etat fut plus faible. Le Premier Consul lui-même se montra de moins en moins opposé à une réforme qui lui permettrait, d'une part de se rallier les académiciens, d'autre part de modifier un peu l'esprit de l'Institut en y introduisant ces nouveaux éléments et en adoptant une nouvelle division en classes où l'on distribuerait les anciens membres de façon à séparer ceux qui composaient la classe morale et politique, presque tous idéologues et qui donnaient à cette section une attitude nettement frondeuse.

En Nivôse an X, Miot fit un rapport à ce sujet au Conseil d'Etat; il concluait au rétablissement des anciennes académies. Lacuée combattit fortement ce projet, qu'il déclara fait en haine de la Révolution; il demanda que l'Institut fût consulté comme l'ordonnait la loi du 3 Brumaire an IV qui l'avait constitué. Fourcroy lui répondit que jamais les 144 membres de l'Institut ne s'entendraient et que d'ailleurs ce corps n'avait plus l'initiative de ses règlements, qui appartenait au gouvernement. Le projet fut adopté le 3 Pluviôse an XI; il avait été modifié de manière à ne blesser personne. « On retrancha tout ce qui tendait, directement ou indirectement, à subordonner, pour ainsi dire, les citoyens membres de l'Institut à la

prééminence de messieurs les Académiciens » (18), Les idéologues furent dispersés dans la classe de langue et de littérature françaises et dans celle d'histoire et de littérature ancienne.

De plus en plus, les opposants se virent séparés. Après l'épuration, la suppression de leurs dîners du Tridi, le départ de Constant qui avait quitté la France et brisé le lien qui les rattachaient un peu à Madame de Staël et que la rivalité de celle-ci et de Madame de Condorcet à propos de Fauriel avait fortement détendu, leur dernier centre, l'Institut, ne leur appartenait plus : ils s'y sentaient étrangers. Au Sénat, gagné par les sénatoreries, ils voyaient leurs collègues s'abaisser devant le gouvernement. Sieyès lui-même, découragé, s'était rallié; ils suivirent le mouvement général, et acceptèrent, quand ils ne les sollicitèrent pas, les nouvelles fonctions et les nouveaux titres créés par le Consulat et l'Empire.

Dans toutes les assemblées, on retrouve cette même lassitude. Après le sénatus-consulte du 16 Thermidor, il ne pouvait plus y subsister d'opposition. Au Conseil d'Etat n'étaient portées que les affaires que le Premier Consul ne réservait pas au conseil privé, c'est-à-dire celles pour lesquelles il était certain d'obtenir une très grande majorité. Il avait fait de grands changements dans le personnel administratif, et n'avait pas épargné les conseillers. Usant du droit que lui

(18) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 139.

donnait le sénatus-consulte, il nomma au Sénat, outre Fouché, dont la lutte cachée au consulat à vie lui avait fortement déplu et contre qui travaillaient Talleyrand et Joseph, Abrial que le conseiller Régnier remplaça au ministère de la Justice; Rœderer qui ne s'entendait pas avec Chaptal à l'Intérieur. Longtemps, il y avait eu entre eux des tiraillements assez violents qui s'étaient encore accrus après l'envoi par Rœderer de circulaires aux préfets. Bonaparte avait donné raison au ministre, Rœderer avait pris l'attitude d'un courtisan en disgrâce, se plaignant de l'ingratitude du Premier Consul à son égard. Il dit à Lebrun qu'il ne savait même pas si on voudrait le nommer au Sénat. Lebrun répéta cette conversation à Bonaparte, qui s'empressa de dicter l'arrêté de nomination. Il était las des perpétuelles disputes entre Rœderer et Chaptal; le conseiller regarda cette nomination comme une disgrâce, mais le Conseil d'Etat allait voir son rôle s'effacer, tandis que celui du Sénat prendrait de plus en plus d'importance, si bien que Bonaparte préférait avoir au Sénat cet homme qui, depuis le début du Consulat, s'était toujours efforcé d'augmenter le pouvoir personnel du Premier Consul.

Fourcroy remplaçait Rœderer à l'Instruction publique : sa présentation au Corps législatif du projet de loi réorganisant cette matière lui valut sans doute cette nomination; il y avait sévèrement jugé l'œuvre de la commission dont il faisait partie pendant la Convention, et la réponse assez dure de Daru à sa critique de la Révolution lui méritait bien cette com-

pensation. Boulay obtenait le contentieux des domaines nationaux qu'avait eu Régnier. Il fallait là quelqu'un sur qui on pût compter pour résister aux sollicitations des émigrés. C'est ce que Bonaparte expliqua à Thibaudeau, à qui il avait promis un département et n'en donnait pas. Il prétendait dédommager Boulay des attaques de la noblesse et le récompenser du rôle joué par lui lors du 18 Brumaire; mais peut-être avait-il d'autres raisons. « Personnellement, il devait une récompense à Boulay », écrit Thibaudeau. Il est peu probable que celui-ci veuille parler des services rendus trois ans avant; ne serait-ce pas plutôt parce que Boulay n'avait fait aucune opposition au consulat à vie et au sénatus-consulte et avait voté ces mesures ?

Emmery semblait tout désigné pour le remplacer à la présidence de la section de législation, mais il n'avait pas voté pour le consulat à vie. Était-ce cette raison qui amena Bonaparte à lui préférer Bigot de Prehameneu, qui avait fait partie de la commission de rédaction et qui s'était montré favorable à l'accroissement de pouvoir de Bonaparte? Régnauld, qui avait fait partie de cette même commission et qui avait demandé que le successeur désigné par le Premier Consul fut obligatoirement élu, succéda à Rœderer à la présidence de la section de l'Intérieur.

Thibaudeau ne reçut rien, malgré les promesses de Bonaparte; ses conseils, sa franchise avaient sans doute déplu; il fut peu après nommé préfet à Marseille. Il considéra cette nomination comme une dis-

grâce, quoique le Conseil d'Etat fût bien déconsidéré par la création du conseil privé, qui le réduisait à n'être plus qu'un tribunal de contentieux administratif où les ministres et les conseillers à département dédaignaient de paraître, et que, pour pouvoir y nommer Ségur, ce qui portait à cinquante et un le nombre des conseillers, fixé à cinquante par la Constitution, on eût décidé que les conseillers en service extraordinaire ne compteraient pas (19).

Le Tribunat, très amoindri par le sénatus-consulte du 16 Thermidor, le fut encore par un arrêté du Sénat interprétant le sénatus-consulte du 3 Fructidor sur le mode de renouvellement des assemblées. Ce sénatus-consulte portait que les membres des assemblées qui cessaient d'en faire partie seraient désignés par la voie du sort. Jacqueminot, au nom de la commission chargée d'étudier le mode d'application de cet article, conclut que le renouvellement devait se faire par élection. Cambacérès, qui présidait, protesta que le sénatus-consulte « semblait prescrire à la délibération une marche différente de celle qu'elle avait prise ». Le Sénat l'avait suivie pour le Corps législatif, mais quand il était arrivé à s'occuper du Tribunat, quoique l'article portât « ...Le Sénat désignera pareillement... », les sénateurs, désireux de plaire au gouvernement, décidèrent que le mot « pareillement »

(19) Pour tous ce qui concerne ces nominations, voir Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 328 à 337.

ne s'appliquait pas à la voie du sort, mais signifiait seulement que le Sénat devait désigner aussi les membres sortants du Tribunat, et l'on procéda par élection, comme en Pluviôse. On élut donc les tribuns qui quitteraient leurs fonctions dans les années suivantes et la liste fut établie jusqu'à la date où le Tribunat serait réduit à cinquante membres, conformément au sénatus-consulte du 16 Thermidor an X.

Il semble que cette désignation anticipée aurait dû redonner un peu d'indépendance aux tribuns qui n'avaient plus rien à craindre. Il n'en fut rien. Le Tribunat était complètement déconsidéré; chacun s'attendait sans doute à sa prochaine suppression, et ses membres n'éprouvaient plus aucun orgueil d'en faire partie. Le général Menou disait à sa sœur qu'il « ne consentirait jamais à occuper une place si dégradée dans l'opinion publique que celle de tribun s'il n'avait l'espérance d'être bientôt nommé sénateur » (20). Le découragement était complet. Les séances, si bruyantes un an auparavant lors de la discussion du Code civil, où Constant, Andrieux, Chénier prononçaient des discours éloquents et parfois violents, étaient maintenant mornes. Les tribunes restaient vides, qui en l'an IX regorgeaient de public.

Parfois un étranger de passage à Paris, un Anglais à qui la paix d'Amiens avait permis de visiter la

(20) Arch. nat., F. 7, 3830, *Rapport de police du 30 thermidor*.

Francé, y venait curieusement voir ce qu'étaient devenus sous le pouvoir despotique de Bonaparte, les héritiers des législateurs et des conventionnels. Il trouvait une salle petite, d'apparence pauvre, meublée de bancs recouverts d'une cotonnade bleue, des huis-siers au costume étrange et quelque peu ridicule, des députés mal vêtus, mal soignés, certains en grand costume, mais chaussés de bottes communes aux revers boueux, ou portant de gros bas de laine. Dans ce laissez-aller, Carnot, tout habillé de soie, tranchait nettement, ainsi que Chauvelin, Lucien, qui « non seulement était en grand uniforme mais avait des bas de soie et du linge propre et se conduisait en homme du monde, malgré son aspect de juif italien ». C'étaient les seuls, à part le président et les secrétaires, « qui fussent vêtus proprement et eussent l'air de gentlemen » (21).

Henri Redhead, qui avait habité la France jusqu'en 1793 et qui y revenait pour la première fois depuis lors, avait gardé un souvenir vivace des débuts de cette Révolution vers laquelle il s'était senti attiré; il avait assisté à des séances de la Convention : sans doute savait-il que depuis lors des changements immenses s'étaient produits, que bien des voix puissantes s'étaient tues; mais il espérait peut-être retrouver quelques échos de l'éloquence d'alors, comme un re-

(21) Henri Redhead-York, *Paris sous le Consulat*, p. 306-307-308.

flet lointain dans le Tribunal, seul corps où subsistât la discussion, seul héritier des grandes assemblées de la Révolution, dont tant de membres avaient siégé sur les bancs de la Constituante, de la Convention et des Cinq-Cents.

Mais dans cette Chambre épurée, où les projets n'arrivaient que soigneusement préparés, il n'y avait pas de discussion; les séances se passaient en lectures d'ordres du jour, de projets, et en votes; tout cela dans une atmosphère d'ennui, de désœuvrement qui leur donnait un aspect ridicule. « Les six messieurs en gris firent entendre un bruit qui ressemblait au sifflement d'un troupeau d'oies : c'étaient les huissiers qui réclamaient le silence. On lut alors l'ordre du jour qui ne fut suivi d'aucune discussion. Après chaque proposition de loi, les membres, à l'appel de leur nom, s'avançaient vers la tribune et jetaient dans l'urne la boule qui représentait leur vote. Cette cérémonie se répéta un grand nombre de fois pendant plus de trois heures; le président, enfin, agita sa sonnette et dit : « La séance est levée ».

Parfois il y avait débat, et c'était peut-être plus piteux encore, car on sentait trop combien c'était inutile. « Cela consiste en la lecture d'un discours par chacun des membres sur un sujet quelconque, pour la plus grande distraction et l'amusement de l'assemblée. Naguère encore, après ces lectures, avait lieu une délibération d'environ un quart d'heure; mais on s'aperçut que c'était du temps perdu, et maintenant, depuis l'épuration du Tribunal, tout est voté à

l'unanimité. En fait, ils ont pris l'habitude de penser tous de la même façon. »

Au Corps législatif, il y avait plus de tenue ; les membres en étaient « moins débraillés », nous dit Redhead. Mais quel effet singulier dut produire sur un Anglais cette Chambre où tout débat était impossible : « Et maintenant que je vous ai décrit cette assemblée, je vais vous en présenter une autre bien plus étonnante encore et vraiment à peine croyable, cette assemblée de muets qu'on appelle le Corps législatif et où trois cents hommes d'élite se trouvent réunis pendant quatre mois sans avoir le droit de dire un seul mot... Je n'ai jamais entendu parler d'hommes réunis dans le seul but de réfléchir. »

Depuis qu'il n'y avait plus de discussion, à peine quelques discours, le travail législatif allait vite. En deux mois et demi, du 2 Ventôse au 13 Floréal, dix-sept projets de loi furent votés, un seul rencontra une légère opposition au Corps législatif, celui qui faisait d'une réunion de trois personnes un attroupeement et l'assimilait au crime de contrebande (22) ; trente voix se prononcèrent contre lui, cent trente en sa faveur. Quant au Code civil, depuis l'épuration, il n'y avait plus aucune opposition à redouter ; chaque titre avait été discuté en secret par les sections du Tribunat et du Conseil d'Etat en présence du second consul. Au lieu d'une discussion publique, il n'y avait

(22) Loi du 13 floréal an XI.

plus devant le Corps législatif que des orateurs du Tribunal et du Conseil d'Etat qui venaient faire briller leur science et leurs talents oratoires (23). En moins d'un mois, douze projets furent adoptés sans aucune contradiction et presque à l'unanimité, excepté le dernier sur le divorce qui rencontra vingt-neuf voix hostiles au Tribunal, trente et une au Corps législatif. « Les uns ne voulaient pas du tout du divorce, ou trouvaient qu'on le rendait trop facile; les autres, au contraire, trouvaient qu'on y mettait trop d'entraves » (23 bis).

La rupture de la paix d'Amiens, en Floréal an XI, ne donna lieu qu'à des discours apologétiques de la politique du Premier Consul. La nouvelle en fut portée le 3 au Tribunal par les conseillers Beuzé, Miot de Melito, Petiet. Le président répondit : « Les pièces que vous présentez au Tribunal montrent toute l'étendue de la modération du peuple français. » Puis on délibéra, et le 5 fut porté au Premier Consul la délibération votée le 3 Floréal sur le rapport de Daru : « Le Tribunal, convaincu que le gouvernement a fait pour conserver la paix tout ce que l'honneur français pouvait souffrir... Citoyen Premier Consul, la gloire semble avoir épuisé sur vous tous ses dons. De tous les genres de bonheur que votre âme est appelée à goûter, celle d'avoir voulu, d'avoir préparé, d'avoir établi la félicité de trente millions d'hommes sera

(23) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, III, p. 187.

(23 bis) Id.

pour vous la plus touchante et la plus précieuse des récompenses » (24). Pour le Corps législatif, ce fut Fontanes qui parla. Il y avait peu de temps que la faveur de la famille Bonaparte, et surtout de Lucien plutôt que celle du Premier Consul, l'avait introduit dans ce corps. Il fit l'éloge de Bonaparte, un de ces hommes rares de qui « le génie exécute ce qui avant eux paraissait impossible » (25).

Ce Tribunal, si terne, si affaibli, eut cependant encore un dernier sursaut et s'éleva une dernière fois contre une mesure du gouvernement. Ce fut lors de l'arrestation de Moreau. Quand parvint le message annonçant que Régnier avait interrogé ce général, son frère bondit à la tribune et parla avec fougue, quoique sans habileté et sans ordre (25 *bis*); il rappela les victoires de Moreau et demanda pour le vainqueur de Hohenlinden des juges et un tribunal public. Il fit impression, et le 28 une députation du Tribunal vint trouver le Premier Consul et fit une sorte d'apologie de Moreau; non seulement elle mettait en doute sa culpabilité, mais elle s'exprimait de telle sorte qu'elle parlait de lui comme d'un innocent. Le Premier Consul, après une réponse brusque, congédia la députation. Le Tribunal ne renouvela pas sa protestation et se tut. Cependant, Bonaparte ne lui pardonna pas

(24) Discours du 5 prairial.

(25) Discours du 5 prairial.

(25 *bis*) Miot, op. cit., I, 134.

cette dernière manifestation de son esprit critique et le supprima complètement en 1807, comme il en avait depuis longtemps le dessein et comme le prévoyait Girardin en Thermidor. Pourtant, il ne pouvait guère porter ombre à son pouvoir, ce Tribunat « tremblant et mendiant quelque place » (26), qui, au moment de l'Empire, fit appuyer par vingt-cinq de ses membres la motion de Curée, que Carnot fut seul à combattre.

Quant au Corps législatif, pourtant si docile, il ne devait pas garder son organisation : quand Bonaparte avait fait le sénatus-consulte du 16 Thermidor, il n'avait pas touché à cette assemblée; ce n'était pas qu'il en trouvât l'organisation parfaite ; il disait à Thibaudeau : « Ces sourds-muets sont ridicules, c'est de l'invention de Sieyès. » S'il n'y avait pas apporté de modification, c'est qu'il attendait de voir comment seraient composés les corps électoraux et s'ils seraient animés « d'un bon esprit ». S'ils ne donnaient pas les résultats qu'il attendait, on y pourvoirait par autre chose (27).

En l'an XII, le Premier Consul décida d'y faire des changements, et un sénatus-consulte du 28 Frimaire lui enleva quelques prérogatives, ainsi qu'au Tribunat. L'ouverture de la session devait être faite par le Premier Consul accompagné de douze sénateurs choisis par lui; le président à la tête de douze mem-

(26) Miot, op. cit., I, 172.

(27) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 314 à 317.

bres devaient l'attendre à la porte; c'était une chose que le Sénat avait refusé de faire en Floréal an X. Le Premier Consul recevait le serment des législateurs et des tribuns. Jusqu'ici, ce n'était que protocole ; mais ce n'était pas tout. Le Premier Consul nommait le président du Corps législatif sur une liste de cinq candidats établis au scrutin secret et à la majorité absolue; le président logeait au palais, recevait les messages du gouvernement. Le Corps législatif nommait les quatre vice-présidents et les quatre scrutateurs, et le Premier Consul les quatre questeurs sur une liste de douze candidats.

Ce sénatus-consulte fut porté au Tribunat par Treilhard qui le présenta comme un perfectionnement, qui en promettait d'autres (28). Boissy d'Anglas répondit qu'en effet c'était une amélioration du système représentatif : « La communication que vous venez de faire au Tribunat, ajouta-t-il, est un témoignage bien précieux que le gouvernement lui accorde ».

Il faut se rendre compte de l'état d'esprit de ces hommes à cette époque pour comprendre que le président parlait sérieusement; il ne se fût pas risqué à faire de l'ironie en l'an XII; depuis l'an X, depuis l'épuration, depuis l'élimination de Constant, de Chénier, d'Andrieux, de Thiessé, personne ne l'eut osé.

La première fois que ce sénatus-consulte fut appliqué, ce fut le 15 Nivôse, pour le choix du président.

(28) Discours du 1^{er} nivôse.

Le scrutin avait proposé dans l'ordre : Toulangeau, Latour-Maubourg, Massenet, Vicnot, Maublanc, Fontanes. Massenet, démissionnaire, fut remplacé par Duranteau. Le Premier Consul choisit Fontanes qu'il avait poussé, quoique ce candidat fût le dernier sur la liste. « Adulateur imperturbable de tout ce que fit, de tout ce que voulut Bonaparte tant que cet homme extraordinaire tenait le sceptre dans sa main, il mit et le corps qu'il représentait, et la nation au nom de laquelle il parla souvent, aux pieds d'un maître absolu dont il déserta la cause dès que la fortune l'abandonna » (29).

Le sénatus-consulte de l'an X qui, ainsi complété, avait anéanti la vitalité du Tribunat et du Corps législatif, avait au contraire augmenté l'importance du Sénat. Il eût été maladroit, en effet, d'affaiblir exagérément le pouvoir législatif; on eut trop senti quel intérêt y poussait Bonaparte. Aussi le Premier Consul rehaussa-t-il le rôle du Sénat afin que celui-ci ne parut pas diminué devant l'accroissement de l'exécutif, et que les pouvoirs parussent s'équilibrer.

« Le Sénat perd des droits et gagne des avantages », écrivait Girardin (30). En fait, il perdait plus qu'il ne gagnait, mais les avantages qu'il acquérait étaient plus visibles que les droits dont on le privait, et au premier coup d'œil on pouvait croire qu'il y gagnait. Ses fonctions électives étaient restreintes : il ne nom-

(29) Miot, I, 123.

(30) Op. cit., I, p. 283.

mait plus le successeur du Premier Consul, qu'il proclamait seulement; les assemblées dont il recrutait les membres jouaient un rôle de plus en plus effacé; de nombreuses restrictions étaient apportées à son propre recrutement, qui lui appartenait entièrement sous l'empire de la Constitution de l'an VIII.

Le droit de faire des sénatus-consulte organiques de la Constitution lui était reconnu; mais il l'avait déjà exercé en l'an IX après l'attentat de Nivôse, en l'an X pour l'épuration et dans ce sénatus même qui le lui reconnaissait. Encore ne le lui accordait-on que singulièrement affaibli puisqu'il était spécifié que l'initiative de ces actes n'appartiendrait qu'au gouvernement.

Il recevait la faculté de dissoudre le Corps législatif et le Tribunat, qu'il n'avait pas précédemment et de casser les jugements des tribunaux attentatoires à la sûreté de l'Etat. Mais, pour la première mesure, les modalités n'étaient pas définies, et le sénatus-consulte du 3 Fructidor qui allait les organiser devait bien la restreindre. Quant à l'article 55, il était dirigé contre certains jugements prononçant sur les biens nationaux, et ne serait pas plus invoqué que celui qui lui permettait de prendre des mesures pour que le cours légal de la justice ne fût pas interrompu par des détentions arbitraires.

Ce que Bonaparte lui accordait, c'était dans la mesure où cela pouvait rendre service au gouvernement; il avait intérêt à avoir près de lui un pouvoir qui pût

modifier la Constitution, mais il importait toutefois que ce pouvoir fût docile.

Or, le Sénat avait montré lors du Consulat à vie un esprit d'opposition assez fort. Pour que ses nouvelles fonctions fussent utiles au gouvernement, il fallait que cet esprit cessât et que le corps fût tout entier dans la main du Premier Consul. Le sénatus-consulte du 16 Thermidor y pourvoyait. Le recrutement se faisait désormais partie directement par le Premier Consul, partie sur une liste de trois candidats présentés par le Premier Consul. Il fallait cependant compter avec la minorité opposante qui existait dans ce corps; l'augmentation du nombre des conseillers permettait de la noyer dans la majorité composée des membres gouvernementaux qui s'y trouvaient déjà, des grands-officiers de la Légion d'honneur qui y auraient droit de séance, des nouveaux membres que le gouvernement pouvait nommer sans autres conditions que l'âge exigé et l'impossibilité d'excéder le nombre de cent vingt prescrit par l'article 63.

D'autre part, pour que la résistance d'un président ne pût contrarier les projets du gouvernement, comme celle de Tronchet en Floréal, le Sénat serait désormais présidé par un consul, sauf pour les séances consacrées aux élections qui le seraient par un sénateur choisi par le Premier Consul.

Ces mesures, qui anéantissaient l'indépendant du Sénat, ce corps lui-même les approuva. Cornudet, rapporteur de la commission chargée de l'examen du sénatus-consulte, les justifia devant ses collègues; il

y voyait une garantie nécessaire au gouvernement contre le pouvoir de cette assemblée. « La grande puissance du Sénat dont les membres sont inamovibles exige que le gouvernement ait lui-même un moyen de conservation personnel contre ce corps » (30 bis).

Si le Sénat acceptait si facilement la perte de son indépendance, c'est qu'elle était compensée par les « avantages » dont parle Girardin. La Constitution de l'an VIII, pour mettre les séateurs à l'abri des tentatives de séduction du gouvernement, avait spécifié que leurs fonctions seraient incompatibles avec toute autre. Le sénatus-consulte abolit cet article, ce qui permit au gouvernement de faire briller aux yeux des membres du Sénat la perspective d'emplois importants et grassement rétribués et d'achever ainsi la ruine de l'opposition.

Avec ces dispositions, le Premier Consul était maître du Sénat. Le 3 Fructidor, il alla en prendre possession, comme il le dit lui-même au Conseil d'Etat (31). Il voulut, pour cette cérémonie, tout l'éclat dont s'entouraient autrefois les souverains. Depuis le matin, les rues et les ponts étaient gardés, et des troupes faisaient la haie des Tuileries au Luxembourg. Seul dans une voiture à huit chevaux, attelage

(30 bis) Discours du

(31) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 307.

réserve aux rois, il était suivi des deux autres consuls, des ministres, des orateurs du Conseil d'Etat, et entouré d'une nombreuse escorte d'aides de camps, de généraux de la Garde, d'inspecteurs généraux des différentes armes. Une députation de dix membres, parmi les plus connus du Sénat, vint l'attendre au pied de l'escalier; il y avait là le général Kellermann, le vieux président Tronchet, celui-là même qui avait fait échec au consulat à vie, les savants Berthollet et Lacépède, l'idéologue Destutt de Tracy, qui groupait à Auteuil nombre d'anciens amis de Madame Helvétius, Vien, Aubert, Chasset de la Marne, Desmeunier, Vernier.

Le Premier Consul ouvrit la séance en se félicitant d'avoir obtenu du peuple cette augmentation de pouvoir qui lui permettait, de concert avec le Sénat, « d'affermir sur ses véritables bases le règne de la liberté et de l'égalité »; puis il prononça la formule de serment que tous les sénateurs devaient prêter entre ses mains : fidélité à la Constitution, promesse de défendre les droits et les intérêts du peuple et la stabilité du gouvernement. Les orateurs du Conseil d'Etat présentèrent cinq projets de sénatus-consulte, et Bonaparte repartit avec le même cérémonial, laissant Cambacérès présider la séance (32).

Après son départ, le Sénat nomma des commissions

(32) Arch. nat., C C 674, *Procès-verbal de la séance du 3 fructidor*.

pour examiner les sénatus-consulte, qui étaient relatifs aux séances du Sénat et au cérémonial, à la désignation des membres sortants du Tribunat et du Corps législatif pendant les années suivantes, au mode de dissolution de ces assemblées, à la désignation des vingt-quatre villes dont les maires seraient présents au serment du successeur du Premier Consul, à la réunion de l'île d'Elbe à la France. Il s'agissait là, sauf pour ce qui concernait les assemblées législatives, de matières de bien peu d'importance et qui ne nécessitaient pas, semble-t-il, des sénatus-consulte; mais maintenant que cette forme, exceptionnelle auparavant, était légalement introduite dans la Constitution, il n'était plus nécessaire d'attendre des occasions extraordinaires pour l'employer, et le Premier Consul voulait sans doute faire croire au Sénat qu'il l'associait pour une part à son gouvernement et qu'ils collaboreraient désormais.

Les sénatus-consulte furent approuvés, avec quelques modifications ; les accepter tels quels tous les cinq eût montré une docilité servile, et le Sénat voulait afficher une certaine indépendance. Le premier portait la création de tribunes : Bonaparte avait sans doute jugé que, pour donner au Sénat un vague aspect de chambre représentative, il fallait une légère publicité; Lucien, appuyé par Jacqueminot, s'éleva contre cette mesure; la Constitution de l'an VIII avait décidé que les séances du Sénat devaient être secrètes, il fallait respecter cet article (33).

Une autre disposition du même sénatus-consulte fut également critiquée, celle qui disposait que lorsque le Premier Consul viendrait présider le Sénat, une députation de dix membres viendrait l'attendre au bas de l'escalier; Joseph, qui affectait la simplicité et prenait une attitude qu'il croyait républicaine, s'éleva contre cette disposition qu'il jugeait « avilissante » (34) et demanda que ce cérémonial, « dont l'exagération dégraderait à la fois le Sénat et le gouvernement », fût restreint (35). Lucien l'appuya. Sans doute prévoyaient-ils tous deux qu'ils manqueraient pas d'être désignés pour aller recevoir leur frère, et cette perspective leur déplaisait-elle fort. Cambacérès, conciliant, répondit que cet article du sénatus-consulte ne serait appliqué que lors des séances extraordinaires; la commission, dont faisaient partie Joseph et Lucien, fut chargée de s'entendre sur ce point avec le gouvernement. Bonaparte accorda les modifications demandées; il s'agissait, en somme, de fort peu de chose, et il ne lui déplaisait pas de montrer une certaine bonhomie dans ses premiers rapports avec le Sénat transformé; avec l'appas des hautes fonctions publiques et des sénatoreries, il était certain que ce corps ne prendrait pas d'allures indé-

(33) Arch. nat., C C 12, pièce 120.

(34) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 300.

(35) Arch. nat., C C 12, pièce 120, *Séance du 8 fructidor*.

pendantes et n'abuserait pas de sa complaisance. Le Sénat manifesta tout de suite les bonnes dispositions où il se trouvait; le 14 Brumaire an IX, il décida de commémorer par un tableau destiné à l'une des salles les plus apparentes du palais, la réunion des consuls au Sénat (36). François de Neufchâteau avait proposé de frapper une médaille, mais les sénateurs préféraient un tableau où ils pourraient tous figurer. Le peintre Régnault en reçut la commande; il dut rencontrer de grandes difficultés à contenter tous ceux qui voulaient s'y trouver à la meilleure place possible, car il n'en vint pas à bout; après des modifications, des retouches, on le trouva trop froid et le Sénat décida, en Fructidor an XII, de le remplacer par un autre qui représenterait Napoléon empereur dans son char.

La docilité du Sénat reçut un encouragement et une récompense dans la création des sénatoreries. Le sénatus-consulte du 14 Nivôse an XI lui attribua d'abord une dotation de cinq millions, quatre sur les forêts, une sur les biens nationaux. Ceci venait en sus des vingt-cinq mille francs de traitement annuel et devait être partagé entre tous les sénateurs. « Pas un membre n'a ouvert la bouche contre les mesures proposées et ne s'est même donné la peine de montrer du moins un désintéressement feint, dit Joseph à Miot. Les plus républicains prirent un crayon pour calculer

(36) Arch. nat., C C 975.

ce qui reviendrait à chacun dans le partage du dividende commun. »

Mais ce n'était pas tout. Cette dotation était destinée au corps tout entier et servait de prétexte pour introduire, sans que l'intention corruptrice du gouvernement fût trop éclatante, la deuxième partie, qui créait dans le ressort de chaque cour d'appel, une sénatorerie d'un revenu de vingt à vingt-cinq mille francs, dont le titulaire devrait résider trois mois par an et remplir les missions qui lui seraient confiées; elles seraient conférées par le Premier Consul, qui choisirait entre trois candidats présentés par le Sénat. « C'est le vrai complément du sénatus-consulte du 16 Thermidor », déclara sans ironie Chasset de la Marne, rapporteur de la commission chargée d'examiner le projet (37). Cette institution complétait, en effet, l'article abolissant l'incompatibilité entre les fonctions de sénateur et toute autre, que la Constitution avait établie pour protéger l'indépendance des sénateurs. Les contemporains ne se trompèrent pas sur le caractère de « ce moyen légal de corruption » (38). « La corruption est solennellement établie dans le plus grand corps de l'Etat », écrit Girardin.

Que Bonaparte ait vu dans cette institution le moyen d'obtenir du Sénat tout ce qu'il lui demanderait, c'est évident, mais peut-être avait-il un autre dessein,

(37) Arch. nat., C C 975, *Séance du 14 nivôse*.

(38) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 335.

qu'indique le rapporteur: « Le Sénat se trouve ainsi placé entre le peuple et le gouvernement à une place également utile et honorable. » Bonaparte parlait souvent de corps intermédiaires à établir, à propos des listes de notabilité, de la Légion d'honneur, au Conseil d'Etat, dans ses entretiens particuliers; il semblait, à la fin de l'an X, incliner vers la conception de deux Chambres, une haute et une basse (39), à l'imitation de la Constitution anglaise dont il prétendait pourtant ne pas s'inspirer, la jugeant impossible à établir en France, vu le manque de fortune et le trop faible traitement des sénateurs (40); les sénatoreries répondaient à cette intention.

Le sénatus-consulte ne rencontra au Sénat aucune opposition : proposé le 9 Nivôse en séance extraordinaire, il fut examiné par une commission où siégeaient Laplace, Lacépède, Chasset de la Marne, Tronchet et Jacqueminot. Le 14, Chasset fit son rapport; les sénatoreries donnaient au Sénat un caractère de stabilité, d'indépendance, d'utilité; ses propriétés lui permettraient de travailler à l'amélioration du sol, « et son existence, manifestée par ses services, ne serait plus un mystère et presque un problème ». Cette dernière pointe était à l'adresse de l'ancien Sénat, tel qu'il avait été organisé par Sieyès, corps sans autres fonctions que des fonctions électives et conservatrices

(39) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 315.

(40) Thibaudeau, *id.*, p. 291-292.

qui se manifestaient rarement et qui, aux yeux de bien des gens, ne justifiaient pas le traitement que touchaient les sénateurs.

Il fallait déterminer le montant exact de ces dotations; le gouvernement avait proposé vingt à vingt-cinq mille francs; la commission, composée de Cornudet, Lecouteulx-Canteleu, Vaubois, Fargues, conclut à vingt-cinq mille, et se plaignit au Premier Consul quand elle apprit qu'il songeait à le réduire de deux mille cinq cents francs et l'avait fait savoir aux quatre conseillers chargés de réviser le travail de la commission; elle essaya de faire prendre le change et demanda qu'on lui épargnât « de voir ses opérations soumises à une autre censure que celle qu'elle peut exercer lorsque vous aurez fait connaître vos intentions ». Mais on ne peut s'y tromper, c'est la réduction même qui la mécontentait. « La commission aurait tranquillement attendu votre décision si on ne lui avait assuré que les observations renvoyées aux conseillers d'Etat commissaires tendaient notamment à réduire de 2.500 francs » (41).

Restait à décider comment seraient désignés les trois candidats que le Sénat présenterait au Premier Consul pour l'obtention de ces sénatoreries. Au premier moment, on proposa de procéder par ancienneté (41 *bis*); un vœu aurait même été émis dans ce sens (42), mais les sénateurs décidèrent d'employer

(41) Arch. nat., A F IV, 1041.

(41 *bis*) Grégoire, op. cit., I, 129.

(42) Cornet, *Souvenirs sénatoriaux*, p. 29.

l'élection. Fut-ce, comme le prétend Cornet, pour ne pas contrarier Bonaparte qui, d'après lui, aurait admis difficilement que Sieyès reçût une sénatorerie, attendu qu'il possédait déjà un domaine national? N'était-ce pas plutôt parce que « le nombre des sénatoreries n'était pas proportionné à celui des avides et des serviles qui les convoitaient » (43) et que ceux que l'ancienneté eût écartés voulaient courir les risques d'une élection qui pût leur être favorable? Ce point réglé, ce fut la ruée vers ces bénéfices à vie : « Alors se déploya toute l'intrigue des meneurs pour être sur les listes et y faire placer leurs affidés » (44).

La première liste de candidats fut faite le cinquième jour complémentaire de l'an XI; elle portait les noms de quarante-huit candidats, trois par sénatorerie. Il s'y trouvaient les deux frères de Bonaparte, Joseph et Lucien; les anciens ministres Abrial et Fouché; Barthélemy, qui avait présenté le sénatus-consulte du 16 Thermidor proclamant Bonaparte consul à vie; Cornudet, rapporteur de la commission chargée d'étudier le sénatus-consulte organique du 16 Thermidor et qui avait applaudi aux mesures par

(43) Grégoire, *Mémoires*, I, 129.

(44) Id.

(45) Les minutes des procès-verbaux manquent pour l'an XI, si bien que nous avons la liste des candidats présentés par le Sénat mais que nous ne possédons pas, comme pour la seconde liste, le détail des votes qu'il serait très curieux de connaître pour étudier la mentalité du Sénat.

lesquelles Bonaparte mettait le Sénat sous la dépendance du gouvernement; Chasset de la Marne, le rapporteur des sénatoreries; Clément de Ris, François de Neufchâteau qui, nommés au Sénat par Sieyès de qui ils étaient d'intimes amis, s'étaient détachés de lui pour se rapprocher du gouvernement et qui avaient pris place parmi les membres les plus servilement dévoués à Bonaparte; Lacépède, Rœderer, Jacqueminot, qui de tout temps avaient été des plus zélés à appuyer le gouvernement, notamment lors du Consulat à vie; Vaubois, Vimar, Vien qui s'efforçaient de montrer un pareil dévouement; des savants qui avaient suivi Bonaparte en Egypte et qui étaient restés liés intimement avec lui : Berthollet, Monge; des idéologues : Lenoir-Laroche, Lecouteulx-Canteleu, Volney; le vieux président Tronchet qui avait alors près de quatre-vingts ans; Roger Ducos, l'ancien consul qui n'avait point reçu le prix de son abdication comme son collègue Sieyès; des généraux : Kellermann, Lespinasse, Aboville, Casa-Bianca, Lamartillière Rampon; des amiraux : Bougainville, Morard de Galles, Préville-Lepley (46).

Le gouvernement ne pouvait contenter qu'un tiers des candidats. Il nomma, outre Joseph et Lucien, Abrial, Fouché qui, encore très en froid avec le Premier Consul, reçut Mons près d'Aix, qui était en très

(46) La liste se trouve dans les procès-verbaux du Sénat, C C 975.

mauvais état et d'un faible rapport ; Roger Ducos qui méritait cette compensation au silence qu'il gardait depuis trois ans ; Rœderer, Cornudet, Jacqueminot, Desmeuniers, Vaubois, les fidèles de la première heure, Chasset de la Marne qui s'était rallié depuis l'an X, Harville, Perignon, Rampon.

On régla ensuite les modalités de l'entrée en possession des sénatoreries, et les heureux bénéficiaires s'empressèrent pour la plupart de s'y rendre afin de vérifier qu'elles avaient bien la valeur qu'on leur attribuait.

Dans ce Sénat avide de places et de prébendes, Bonaparte n'avait plus d'opposition à redouter. L'arrestation de Moreau porta un dernier coup au petit groupe d'idéologues encore fidèles aux principes républicains. Nul autre que le vainqueur de Hohenlinden ne pouvait prétendre à remplacer le Premier Consul : outre le prestige de ses victoires, il avait l'appui d'une partie de l'armée, jalouse de l'élévation brusque de Bonaparte et divisée par la vieille rivalité qui excitait les soldats du Rhin contre les soldats d'Italie. C'était le seul général sur qui nombre de votes s'étaient portés pendant les intrigues de Marengo ; son opposition frondeuse depuis le Concordat lui avait valu les suffrages de tous les mécontents. Avec lui croulait le dernier espoir de ceux qui espéraient encore renverser Bonaparte.

Comme le Sénat, le Corps législatif et le Tribunat, présidés l'un par Fabre de l'Aude, l'autre par Fontanes, tous deux clients de Joseph et de Lucien Bona-

parte, étaient entièrement soumis au Premier Consul. Quant aux collèges électoraux, aux municipalités, dont les présidents étaient désignés, eux aussi, par le gouvernement, ils étaient acquis à Bonaparte.

La masse l'était également; elle ne voulait que la jouissance paisible des biens nationaux, la sécurité nécessaire pour pouvoir travailler. A cette sécurité, elle sacrifierait les sentiments républicains qui lui restaient, et puisque Bonaparte pouvait seul la lui garantir, elle le laisserait s'emparer des quelques bribes de pouvoir absolu qui lui manquaient encore (47). Le clergé y poussait; il avait besoin de la protection du Premier Consul à qui il s'efforçait de plaire, et tout ce qui allait à l'encontre des principes républicains avait son appui. Bonaparte pouvait être assuré d'avance « de la reconnaissance, de la soumission, des bénédictions de tous les évêques français, quel que soit le titre qu'il se décidera à prendre » (48).

Ce titre, que tous le laissaient libre de ramasser, certains le poussaient à s'en emparer : depuis le sénatus-consulte de Thermidor, on s'attendait à un changement dans la Constitution. Le fait que les trois consuls l'étaient à vie, devait amener pour le Premier Consul une nouvelle dignité; la faculté de désigner son successeur préparait visiblement l'hérédité (49).

(47) Bailleu, op. cit., I, 258, *Rapport du Lucchesini au roi de Prusse*, 22 avril 1803.

(48) Id.

(49) Girardin, III, 283.

C'était tout le fossé qui séparait le consulat à vie de l'empire; Bonaparte n'avait pas osé le franchir en l'an X; il le pouvait (50). A cette époque, il hésitait encore; depuis, la situation avait changé; si Joseph n'avait pas d'autre enfant, si Lucien était en disgrâce depuis son mariage avec Mademoiselle Joubertson, Louis, marié à Hortense de Beauharnais, avait un fils : par conséquent l'hérédité était possible; il suffirait, pour écarter les enfants que Lucien pouvait avoir d'un mariage que Napoléon ne voulait pas admettre, de désigner nommément quelles seraient les branches dont les représentants pourraient aspirer à la succession.

Tout était donc facilité; les sollicitations se multipliaient autour de Bonaparte. Fouché qu'il se trouvait depuis qu'il avait combattu le consulat à vie, s'efforçait de se créer dans le Sénat un parti dont il pût offrir les votes au Premier Consul le jour où celui-ci en aurait besoin, Fouché, l'ancien jacobin, pour rentrer en faveur flattait les désirs de Bonaparte et, après avoir essayé de l'empêcher de parvenir au consulat à vie, le poussait maintenant à prendre l'empire. Fontanes l'imitait dans ses obséquieux discours : « Ce que le présent a manifesté nous défend de craindre ce que l'avenir

(50) Baillet, II, 106, *Rapport de Lucchesini au roi de Prusse*, 20 juillet 1802.

nous cache encore; il est permis de tout oser à celui qui peut tout prévoir »(51).

Il fallait cependant, pour qu'on pût procéder à un tel changement, qu'un événement donnât l'impulsion à l'opinion publique. L'exécution du duc d'Enghien causa une profonde stupéfaction dans la masse, une vive indignation dans certains milieux. La révélation, presque immédiatement après, des menées de l'Angleterre, des complots de Drake, Spencer Smith et Taylor, produisit une indignation inverse; outre que le danger justifiait en partie la conduite de Bonaparte vis-à-vis du jeune prince, ou tout au moins l'expliquait, ce même danger effrayait la France pour elle-même. Tant que l'éventualité de la mort de Bonaparte semblait lointaine, on n'y pensait pas, mais maintenant qu'on la voyait menaçante, on se demandait avec effroi qui lui succéderait si un attentat réussissait. Moreau était en prison, déshonoré par ses intrigues avec les royalistes; Sieyès, fatigué de son opposition silencieuse qui ressemblait plutôt à une mauvaise humeur envieuse, s'en était dégoûté et était retombé dans l'ombre; Barras, Reubell ne compaient plus; Carnot lui-même voyait ensevelis sous l'oubli ses services passés, et l'opinion ne se souvenant plus qu'il avait été l'organisateur de la victoire, ne lui attachait plus que l'épithète de jacobin qui, à cette

(51) Discours au premier Consul pour le remercier de sa nomination de président du Corps législatif, 3 nivôse an XII.

époque de réaction, suffisait à discréditer un homme.

Il n'y avait de possible que le retour des Bourbons, qu'il fallait empêcher, car ce retour, c'était aussi celui des émigrés, l'abolition des conquêtes de la Révolution, la ruine des acquéreurs de biens nationaux. Tout semblait propice à pareille réaction, un trône préparé pour recevoir le roi, plus fort que celui de Louis XVI, une administration plus centralisée que celle de l'ancienne monarchie, une noblesse nouvelle, des bénéfices à vie, et Louis XVIII n'aurait qu'à ceindre la couronne que le sénatus-consulte de l'an X lui avait préparée.

Parmi les plus intéressés à empêcher cette réaction se trouvaient ceux qu'un passé révolutionnaire rendait plus que suspects aux royalistes; les régicides d'abord, nombreux dans l'administration consulaire, ceux qui avaient fait partie des gouvernements de la Révolution, qui avaient figuré dans ses assemblées; c'étaient ceux qui avaient reçu de Bonaparte des pensions, des places, des dotations et qui ne se refuseraient pas à lui donner une couronne si, à l'abri de cette couronne, ils étaient certains de jouir des biens qu'un gouvernement corrupteur avait versé sur eux (52).

Quant au petit groupe d'idéologues qui existait encore, aux quelques hommes désintéressés qui subsistaient en l'an XII, ils savaient que Bonaparte était le

(52) Miot, II, 162.

seul obstacle au retour des Bourbons. « C'est un homme que personne n'aime et que tout le monde préfère », disait en 1799 le vicomte de Ségur (53).

En l'an XII, les idéologues qui l'avaient aimé ne l'aimaient plus, mais le préféraient. Monarque pour monarque, ils préféraient aux Bourbons qu'ils avaient renversés Bonaparte, fils de la Révolution et qui avait été l'un des leurs. C'est pourquoi ils allaient le laisser achever son ascension vers le trône, sans même essayer de lutter, convaincus sans doute de l'inutilité de leurs efforts, et leurs très rares protestations ne seront que de pure forme.

(53) Alisson de Charzet, *Mémoires*, t. II, p. 50.

CHAPITRE IX

L'EMPIRE

Tandis que les idéologues se résignaient à ce qu'ils ne pouvaient empêcher, une certaine effervescence se manifestait dans une partie de l'opinion publique; des journaux anglais, sur l'instigation des agents secrets français, dépeignaient l'état de la France, son anxiété devant un avenir si incertain, et présentaient l'hérédité dans la famille Bonaparte comme le seul remède à l'inquiétude du gouvernement. Ces articles, reproduits dans les journaux français, créèrent une vive sensation en exposant nettement ce à quoi l'on pensait, sans oser le dire tout haut, et donna le courage de l'exprimer. Ce fut des centres les plus éloignés du gouvernement que vinrent les premières adresses, de collèges électoraux dont les présidents étaient nommés par le Premier Consul conformément au sénatus-consulte de Thermidor, et qui étaient réunis dans l'Yonne, le Var, les Hautes-Pyrénées, le Nord, la Roër; il est difficile de savoir jusqu'à point fut spontané le mouvement qui leur fit rédiger des adresses. Elles parvinrent le 4 Germinal à la Malmaison, celle du Var était présentée par l'amiral Ganteaume, tout dévoué à Bonaparte, et qui présidait le collège électoral de ce département. Elle portait

qu'il ne suffisait pas de saisir, d'atteindre et de punir les conspirateurs, mais qu'il était nécessaire, pour assurer le repos de la France, de consolider et de perpétuer le pouvoir dans les mains du Premier Consul et de sa famille. Les adresses qui furent lues ensuite étaient rédigées de façon analogue.

Puis Fontanes prit la parole au nom du Corps législatif; il venait féliciter Bonaparte de l'achèvement du Code civil, lui annoncer que cette assemblée avait décidé de placer dans la salle où elle siégeait un buste en marbre du Premier Consul. Il flétrissait les conspirateurs, mais ne demandait rien de précis; seule sa conclusion : « ... qu'ils méditent en silence sur les causes de la ruine et de l'élévation des empires », rappelait dans son imprécision qui insinuait beaucoup la péroraison de son discours de Nivôse : « Il est permis de tout oser à celui qui sait tout prévoir. »

Comme le Tribunat en l'an X, c'était le Corps législatif qui donnait l'impulsion, mais sous une forme bien moins commode : il ne s'agissait plus d'un vœu au Sénat que celui-ci pouvait examiner, mais d'adresses au gouvernement, de suggestions qui ne nécessitaient aucune délibération. Pourtant, c'était du Sénat seul que tout dépendait; il fallait l'amener à agir. Bonaparte fit appeler près de lui Cambacérès et Lebrun; celui-ci, arrivé le premier, fut tout de suite persuadé; ses convictions lui faisaient admettre la transformation de la République en Empire, et l'intérêt de sa sécurité personnelle l'incitait à préférer

Bonaparte aux Bourbons. Il n'en était pas de même de Cambacérès, ancien conventionnel; ce n'était pas pour remplacer une dynastie par une autre qu'il avait lutté pendant la Révolution. De plus, s'il avait favorisé jusqu'alors l'élévation de Bonaparte, c'est que celui-ci l'élevait avec lui et qu'il partageait son titre; cette fois, il resterait au pied du trône; il n'était pas ambitieux, mais sa vanité en souffrait.

Il ne cacha pas sa désapprobation, et produisit une série d'arguments contre ce qu'on lui proposait : mécontentement des républicains à qui on ne laissait même pas le nom de ce qu'ils avaient fondé, crainte des royalistes qui, le trône rétabli, n'auraient plus qu'à remplacer un souverain par un autre, difficulté de faire reconnaître par l'Europe une nouvelle monarchie.

A cela, Bonaparte répondit que prendre le trône lui-même était le seul moyen d'empêcher les Bourbons de s'y rétablir, et que, d'ailleurs, il désirait la couronne (1). Aucune raison ne pouvait prévaloir contre celle-ci; Cambacérès le comprit quoiqu'il ne pût s'empêcher de montrer à Lebrun sa mauvaise humeur comme ils revenaient le soir à Paris (2). Il se contenta de rester inactif, ne voulant pas collaborer à ce qu'il désapprouvait, et abandonna le Sénat aux intrigues de l'habile Fouché.

(1) Thiers, t. V, p. 72.

(2) Id.

Celui-ci agit bientôt : le gouvernement avait adressé le 27 Pluviôse au Sénat, que depuis l'an X il mettait au courant des affaires importantes, un message contenant les pièces qui concernaient la conspiration de Drake, le rôle de l'Angleterre, et un long rapport du grand-juge Régnier. Le Sénat avait nommé une commission composée de Vaubois, Vernier, Boissy d'Anglas, François de Neufchâteau et Fouché, pour protester un projet de réponse. Fouché persuada à ses collègues que le moment était venu de rétablir la monarchie : il fallait vaincre les hésitations du Premier Consul, gagner de vitesse l'armée qui s'agitait et pourrait bien proclamer Bonaparte avant le Sénat comme le plébiscite avait établi le consulat à vie. En l'an X, le Sénat s'était laissé dépasser; il ne fallait pas que pareil fait se reproduisît. Les sénateurs se rappelèrent leur anxiété en Germinal an X, et ce souvenir dut les inciter à se hâter; d'autre part, une seconde série de sénatoreries restait à distribuer, et ceci ne fut sans doute pas sans influence sur l'attitude de ce corps.

La commission prépara donc son projet, qui demandait au gouvernement la création d'un nouveau mode de jugement pour les grands crimes d'Etat et des institutions propres à consolider l'état de chose et à en assurer la perpétuité (3). C'était Fouché qui

(3) Arch. nat., C C 13, 151.

avait tout préparé (4) sans prévenir Bonaparte à qui il voulait faire cette surprise (5), ni Cambacérès qui présidait d'ordinaire le Sénat.

Le 6, quand la commission présenta son projet, Cambacérès fut très étonné et parvint à ne pas le laisser paraître; les sénateurs s'efforçaient de lire sur son visage jusqu'à quel point le Premier Consul, dont on le savait le confident, approuvait pareille proposition. « Un très léger, mais sensible murmure » (6) se fit entendre dans une partie du Sénat. Le vote donna cependant soixante-cinq voix pour le projet sur soixante-dix. Cambacérès, vexé de n'avoir pas été averti, écrivit au Premier Consul au lieu d'aller le trouver, pour le prévenir de ce qui s'était passé.

Bonaparte décida de revenir à Paris pour recevoir le Sénat et convoqua le lendemain le Conseil d'Etat en séance extraordinaire. Le Sénat, ayant à sa tête son vice-président Lecouteulx-Canteleu, fut introduit en corps dans le cabinet du Premier Consul où le Conseil était réuni. Lecouteulx-Canteleu lut l'adresse rédigée la veille demandant un nouveau mode de jugement et qui continuait ainsi : « Grand homme, achevez votre ouvrage en le rendant immortel comme votre génie. Vous nous avez tiré du chaos du passé,

(4) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, IV, p. 5. Miot, op. cit., II, 163. Thiers, op. cit., V, 73-75.

(5) Thiers, op. cit., V, 75.

(6) Thiers, id., p. 76.

vous nous faites bénir les bienfaits du président, garantisiez-nous l'avenir » (7).

Il n'y avait là rien de précis et Bonaparte répondit d'une façon aussi vague qu'il allait réfléchir : « Quant à tout ce qui tend à consolider le pouvoir actuel, je m'empresserai toujours de profiter des lumières du Sénat et de me concerter avec lui » (8). Sans doute n'était-il pas sûr des dispositions du Sénat. Mais le 9, Lecouteulx, mandé par lui, lui assura que c'était l'hérédité à quoi le Sénat avait pensé. Cependant il parut hésiter, objecta que le moment n'était peut-être pas venu et ne dévoila pas nettement sa pensée à Lecouteulx qui raconta son entrevue à Joseph devant Miot, Girardin et Roederer (9).

Ce qui arrêtait Bonaparte, c'était l'ignorance où il se trouvait de l'attitude que prendrait vis-à-vis de son nouveau titre l'Europe et surtout la Prusse et l'Autriche; il fit donc pressentir ces deux puissances, et pendant ce temps ni les adresses, ni le message du Sénat et la réponse du Premier Consul ne parurent au *Moniteur*. Cependant, les autorités, la flotte de Toulon, les camps, nombre de grandes villes comme Lyon, qui avait rédigé la sienne à l'instigation de Talleyrand (10), envoyèrent des adresses au gouver-

(7) Arch. nat., C C 676, 6 germinal.

(8) Miot, II, 163.

(9) Miot, id.

(10) Thibaudeau, *Mémoires, Lettre de Siméon à Thibaudeau*, p. 152.

nement pour demander l'hérédité. Paris s'abstint, le conseil du département déclara qu'il s'en rapportait au Tribunat. La Révolution avait laissé de trop glorieux et de trop vivaces souvenirs dans cette ville qui avait alors joué un si grand rôle pour qu'on n'y sentît pas tout ce qu'il y avait d'étrange et d'anormal à abolir jusqu'au nom de ce qu'elle avait créé, et l'opinion publique fut très froide (11).

Dans le Sénat, on se préparait au rôle amené par les circonstances. Le Premier Consul envoya le 28 Germinal Joseph au camp de Boulogne, sans doute à cause de ce que sa présence au moment des votes pourrait avoir de délicat pour lui et pour ses collègues. Les idéologues connaissaient leur impuissance; Cabanis, pour ne pas assister à ce qu'il ne pourrait pas empêcher et peut-être pour ne pas devoir le combattre ou paraître l'approuver, demanda un congé de quatre mois à partir du 1^{er} Floréal (12). Lanjuinais, qui en avait obtenu un d'un mois pour raisons de santé le 14 Ventôse, après le rapport sur Drake, le fit renouveler.

Après le message du Sénat, le Conseil d'Etat s'était trouvé assez embarrassé; en l'an XII, il avait payé du démembrement de ses attributions, en partie confiées désormais à un conseil privé, son opposition au con-

(11) Thibaudeau, *Mémoires, Lettre de Mme Devaisnes à Thibaudeau*, p. 152.

(12) Arch. nat., C C 9, 75-76, *Séance du 14 germinal*.

sulat à vie et à l'hérédité; il ne voulait pas rester en arrière cette fois encore et les présidents des sections exprimèrent au Premier Consul leur regret de ne pouvoir émettre de vœu; celui-ci les autorisa à assembler secrètement le Conseil d'Etat pour avoir son avis (13).

Le 15 Germinal, Cambacérès qui présidait le Conseil d'Etat, annonça que le Premier Consul désirait connaître l'opinion personnelle des conseillers sur une question qui le préoccupait et que Régnauld leur ferait connaître. Pour que la discussion ne prît pas un caractère officiel, Cambacérès ajouta que le Conseil était libre de s'assembler où il le jugerait bon, au palais ou ailleurs, et se retira ainsi que le secrétaire général Locré (14).

Les conseillers, ils étaient vingt-sept, quittèrent la salle des séances pour celle de la section de l'Intérieur, et Regnault présenta l'objet de la discussion : « L'hérédité vaut-elle mieux que le gouvernement électif? Le moment de l'établir est-il opportun? Comment faut-il l'établir ? » (15). Après avoir posé ces trois questions, il prononça un long discours en faveur de l'hérédité : c'était le seul moyen d'empêcher les crises qui se produiraient au moment de la succession du Premier Consul; au point de vue diplo-

(13) Thibaudeau, *Mémoires*, p. 121, *Lettre de Régnauld de Saint-Jean d'Angely*.

(14) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 456.

(15) Lettre, citée de Régnauld, à Thibaudeau, p. 121.

matique, cela donnerait plus de stabilité aux négociations avec l'étranger; enfin, c'était le désir de tous les citoyens éclairés (16). Defermon, le plus ancien des présidents de section, rappela que le Premier Consul voulait une discussion libre et parla pour l'hérédité (17). Foucroy l'appuya. Après lui, il y eut un moment de silence et on proposait de mettre aux voix quand Berlier se leva : le sénatus-consulte de l'an X avait organisé la succession, et le système qu'il avait créé avait paru alors propre à garantir la tranquillité publique; la situation n'avait pas changé depuis deux ans, les relations avec les pays étrangers ne pouvaient être meilleures que lorsque la France avait à sa tête un chef à vie pouvant présenter son successeur et offrant ainsi toutes les garanties pour la solidité de ses engagements. Enfin, il insista sur la position équivoque de ceux qui, ayant fait la Révolution, deviendraient l'objet du mépris ou de la risée de ses ennemis s'ils reconstruisaient eux-mêmes l'édifice qu'ils avaient renversé.

A cela Rengault répliqua que Bonaparte, fils de la Révolution, était assez fort pour empêcher le triomphe d'un parti sur l'autre; il rappela que le sénatus-consulte avait toujours été considéré comme un moyen d'attente, qu'on n'avait pas osé aller plus avant, en l'an X, mais que le moment était venu de le complé-

(16) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 456-457.

(17) Miot, *op. cit.*, II, 177.

ter. On passait ainsi insensiblement à la seconde question. Réal Boulay, Béranger (18), Treilhard, Dauchy (19), n'osant combattre ouvertement l'hérédité, se prononcèrent pour l'ajournement; selon eux, les citoyens n'étaient pas disposés à ce changement qui les étonnerait tous et en mécontenterait beaucoup, car il n'était pas justifié par les circonstances : la France prospère, pas de danger proche, le Premier Consul dans la force de l'âge et en bonne santé, ayant acquis sous ce nom une puissance que l'hérédité ne pouvait accroître. Il valait mieux attendre, si l'on désirait cette transformation du gouvernement, que la nécessité s'en fît sentir, de crainte qu'on l'attribuât à l'ambition plus qu'à l'amour du bien public (20).

Les partisans de l'hérédité, Portalis, Pelet de la Lozère, Bigot de Préhameneu répondaient que le calme était, au contraire, le moment favorable et que, d'autre part, il était encore temps de poser des conditions au Premier Consul et de lui demander des garanties pour la liberté : on ne le pourrait plus quand l'armée lui aurait donné le trône.

Ceci amena la troisième question : comment l'hérédité devait être établie? Les conseillers d'Etat déclarèrent qu'elle devait être entourée d'institutions

(18) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 459.

(19) Miot, *op. cit.*, II, 177.

(20) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 459-460.

favorisant la liberté individuelle, celle des cultes, l'inviolabilité de la propriété, celles des domaines nationaux, l'égalité politique dans l'admission aux emplois publics, l'égalité civile dans les jugements, le vote des lois par une représentation nationale (21). Là se décèle la crainte que la nouvelle monarchie marche sur les traces de l'ancienne et rétablisse ce que la Révolution avait supprimé : la noblesse, les privilèges, et que l'on en vint à inquiéter les acquéreurs de biens nationaux. Sur ce point, on ne put s'accorder; on finit par décider de s'en remettre au gouvernement (22). La discussion, qu'on avait cru terminer en moins d'une heure, dura quatre à cinq séances, et on ne put arriver à l'unanimité; le vote donna vingt voix pour l'établissement immédiat de l'hérédité, sept pour l'ajournement.

Il fallait présenter l'avis au Premier Consul; Régnault l'avait rédigé conformément au vœu de la majorité; la minorité protesta qu'il ne s'agissait pas là d'une délibération authentique, mais de l'opinion personnelle de chacun d'eux et rappela son droit à l'exprimer par une contre-adresse. La discussion fut très animée, et le Premier Consul, averti de cet incident, résolut la question en demandant qu'on lui remît séparément l'avis des conseillers. Les présidents de sections les recueillirent donc et allèrent les

(21) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, t. IV, p. 9-10.

(22) Thibaudeau, *Mémoires, Lettres de Régnault et de Siméon*, p. 121.

lui porter à Saint-Cloud, où il était parti pour ne pas se trouver à Paris au moment de ces négociations. Berlier, qui remplaçait Bigot, envoyé en mission en Italie, était dans une situation assez difficile, car il était le seul qui s'était élevé contre le principe même de l'hérédité. Le Premier Consul le reçut très aimablement et ne lui tint pas plus rancune qu'à Boulay, qui avait présenté des observations (23), ni à aucun des sept conseillers qui avaient voté l'ajournement.

Pendant ce temps, des réponses satisfaisantes étaient parvenues de Prusse et d'Autriche : ces deux pays reconnaîtraient le nouveau gouvernement. Rien ne s'opposait donc plus à ce qu'on allât de l'avant. Le 3 Floréal, le Premier Consul réunit un conseil privé où il appela ses deux collègues, Decrès, ministre de la marine, Talleyrand, Régnier, Fouché, qui le premier avait proposé l'hérédité au Sénat; François de Neufchâteau, rapporteur de la commission sénatoriale chargée de l'examen du message sur la conspiration Drak; Lecouteulx, que le Sénat avait chargé de porter la dernière adresse; Rœderer, client de Joseph; Portalis, Regnault, Ségur, trois conseillers favorables à l'hérédité; Boulay et Treilhard, qui s'étaient prononcés contre au Conseil d'Etat; Fontanes, président du Corps législatif, client de Lucien et plat adulateur du Premier Consul. Ce fut dans cette séance que l'on décida le titre que prendrait le

(23) Boulay de la Meurthe, *op. cit.*, p. 163.

nouveau souverain. Puis on s'occupa des modifications à apporter aux institutions; Rœderer demanda l'organisation de deux Chambres; le Corps législatif aurait le droit de discussion; le Sénat, transformé en Chambre, sanctionnerait les actes et en élirait les membres.

Le Premier Consul décida de provoquer de la part du Sénat un vœu plus précis et y joignit l'appas de changements à apporter à la Constitution, qu'il le priait de lui indiquer. Il répondit donc au message du 6 Germinal, disant qu'il n'avait pas cessé de méditer sur cette adresse; le Sénat avait jugé nécessaire l'établissement de l'hérédité dans la suprême magistrature, ainsi que des modifications constitutionnelles; il l'invitait à lui faire connaître sa pensée tout entière.

Mais comme cette suite de messages et d'adresses ressemblait fort à une correspondance administrative où le gouvernement enverrait des ordres, on décida de faire émettre le vœu désiré par une assemblée qui semblât moins acquise au gouvernement que l'était le Sénat; on désigna le Tribunat, plus indépendant, qui avait reçu de la Constitution le droit d'émettre des vœux, qui avait rempli ce rôle lors du Consulat à vie. Pour présenter cette motion, on choisit Curée, ancien conventionnel, connu pour ses opinions révolutionnaires, et pour l'appuyer Siméon, qui avait été proscrit en Fructidor pour ses attaches avec les Bourbons. On associait ainsi les républicains à la destruction de la République qu'ils avaient fondée,

les monarchistes à la ruine des espérances de leur parti et à la fondation d'une dynastie nouvelle.

Le 6 Floréal, le Sénat reçut communication du nouveau message du Premier Consul, qui lui demandait, outre sa pensée tout entière, de lui communiquer l'opinion de chaque sénateur, comme on avait procédé au Conseil d'Etat. Le Sénat nomma le 6 une Commission pour l'examen de ce message; elle était composée de François, qui avait été désigné par soixante-six voix, Fouché et Rœdere sur qui cinquante-neuf voix s'étaient portées : c'étaient les partisans les plus chauds de l'hérédité, Rœderer se l'était toujours montré, Fouché, converti depuis peu par le désir de fair sa cour; Lecouteulx, Boissy d'Anglas, Vesins, Lacépède, Vaubois, Laplace, Fargues complétaient cette nombreuse commission (24). Ils conclurent à la transformation de la République en Empire héréditaire. Lacépède présenta cette proposition, contre laquelle s'éleva seul Grégoire.

Ils envoyèrent des circulaires à leurs collègues, les invitant, au nom du Premier Consul, à donner leur opinion personnelle. Le plus grand nombre envoya son adhésion pure et simple à la rédaction, quelques-uns ne répondirent pas : c'étaient les derniers membres de la Société d'Auteuil, Cabanis, Choiseul-Praslin (25). Il y eut trois billets négatifs, dont un de Gré-

(24) Arch. nat., C C 13, 162.

(25) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, IV, 151.

goire et un de Lambrechts qui se déclarèrent; l'autre fut probablement de Volney, et deux blancs dont l'un fut sans doute déposé par Sieyès et l'autre par Garat (26). Grégoire et Lambrechts joignirent à leur vote une lettre à la commission dans laquelle ils exposaient quels étaient les moyens à employer pour empêcher les excès de pouvoir du nouveau gouvernement.

« Ma conscience, écrivait Grégoire, m'ordonne d'ajouter... que tout changement dans le pouvoir exécutif ainsi que dans le Sénat, tout changement de dénomination dans le titre de la suprême magistrature sont contraires à mon opinion. » Il demandait une déclaration des droits et des devoirs des citoyens, et la déclaration solennelle de la souveraineté du peuple, la ratification par le peuple des modifications proposées à la Constitution, la vérification de l'individualité, de la liberté et de la majorité des suffrages; des garanties pour la liberté individuelle; que l'administration ne puisse jamais déporter ni exiler; plus de tribunaux d'exception autres que les tribunaux de commerce et militaires, l'établissement du jury garanti par la Constitution, la liberté de la presse; que les sénateurs fussent de nouveau inéligibles à toute autre fonction publique, qu'ils pussent s'assembler et délibérer sous la présidence d'un sénateur élu; qu'il n'y eût pas d'assemblées délibérantes dont tous les membres n'auraient pas été convoqués; que le

(26) Thibaudeau, *Mémoires, Lettre de Siméon*, p. 128.

pouvoir législatif eût l'initiative des lois, qu'il décrétât annuellement la liste civile du gouvernement, statuât sur les emprunts, qu'il en connût l'emploi par des comptes annuels détaillés appuyés de pièces justificatives et rendus publics (27).

Ce mémoire n'avait aucune chance de plaire à la majorité du Sénat, puisqu'elle demandait l'incompatibilité des fonctions de sénateur avec toute autre. Elle allait également à l'encontre d'un des plus grands désirs de ce corps, qui espérait obtenir que cette dignité devînt héréditaire. Cependant, on retrouve quelques-unes de ces propositions dans la note que le Sénat joignit à son adresse offrant le trône héréditaire au Premier Consul, comme s'il concluait un marché et en débattait les conditions.

Pendant que le Sénat délibérait et évaluait le prix de sa servilité, le Tribunat remplissait le rôle qui lui était confié. Fabre de l'Aude, président du Sénat, servait d'intermédiaire entre Curée, que le gouvernement avait choisi pour faire la motion sur l'hérédité, et Bonaparte, alors à Saint-Cloud. C'était un homme habile; il était intervenu en l'an X pour que le gouvernement donnât des postes aux tribuns éliminés; il était particulièrement dévoué à Joseph Bonaparte.

La motion, œuvre de Fabre et de Curée, sans doute surtout du premier, proposait le rétablissement de l'hérédité dans la famille Bonaparte. Elle fut portée

(27) Grégoire, *Mémoires*, t. I, p. 440 et suivantes.

au Premier Consul, qui ne s'en montra pas satisfait; il trouvait le langage du républicain désabusé peu habile et peu élevé (28). Comme les raisons qui avaient amené le choix de Curée n'en étaient pas diminuées, il remania le texte et le renvoya à Fabre de l'Aude; parmi les altérations qui portaient sans doute sur le style, s'en trouvait une qui touchait le fond : c'était la suppression des mots « hérédité dans la famille Bonaparte » que remplaçaient ceux-ci : « dans les descendants de Napoléon Bonaparte. » Fabre de l'Aude, ami intime de Joseph, qu'il renseignait jour par jour, insista et fit reporter la motion à Saint-Cloud pour demander qu'on rétablît le texte primitif; mais le projet revint sans modification.

Fabre décida de ne pas faire de bruit autour de cet incident et de donner à Curée le texte révisé par Bonaparte, mais portant la mention : « dans la famille Bonaparte » (29); il espérait qu'après que la motion aurait été présentée et reproduite dans le *Moniteur*, on n'oserait plus y toucher (30). Ceci semble indiquer que le parti de Joseph, qui groupait autour de lui les philosophes, était assez fort, et que ceux qui le composaient ne craignaient pas, pour appuyer leur protecteur, de déplaire au Premier Consul.

(28) Thiers, V, 86.

(29) Arch. nat., C C 13, 163.

(30) Thiers, id. Thiers seul donne le récit détaillé de ces démarches successives. Siméon écrivit à Thibaudeau que le texte avait subi de nombreuses altérations. Le texte de Fabre fut maintenu.

Le 8 floréal, Curée fit sa motion, une commission dont l'ex-conventionnel Jard-Panvillers était rapporteur fut chargée de l'examiner. A la séance suivante Siméon appuya, comme il était convenu, la proposition de son collègue : il y avait plus de deux ans que l'on songeait à cette transformation, dans laquelle il voyait une conséquence de la Révolution; ce n'était pas à proprement parler un changement, et l'on passait d'un gouvernement au même gouvernement (31).

Après Jaubert, qui remplaça Siméon à la tribune, Carnot demanda la parole; des vingt-cinq orateurs qui allaient se succéder pour aduler le nouveau pouvoir et en justifier la création en condamnant la Révolution et l'ancienne monarchie, il fut le seul qui ne s'abaissa pas à de plats éloges, qui, reconnaissant le génie du Premier Consul, ne vit pas là une raison suffisante pour que la nation abdiquât sa liberté. Il dit comment, dès le consulat à vie, on pouvait prévoir pareil dénouement, comment toutes les institutions qui suivirent étaient évidemment monarchiques et tendaient vers le but qui se découvrait enfin. En l'an X Bonaparte était tout puissant; il pouvait choisir entre le système républicain et le système monarchique; la liberté lui était confiée; s'il avait rempli l'attente de la nation, il aurait acquis une gloire incomparable. On parlait d'institutions propres à garantir la liberté: quelle limitation de pouvoir ne serait pas illusoire

(31) Siméon, *Discours du 10 floréal*.

dans un gouvernement dont le chef a dans les mains toutes les forces exécutives et toutes les places à donner. Et d'ailleurs si ces institutions étaient possibles, c'était avoir de proposer l'établissement du monarque qu'il fallait les établir.

Il niait que le plébiscite donnât le vœu réel du pays, puisque les votes inscrits sur des registres devaient être signés, puisqu'ils étaient contrôlés par des fonctionnaires, puisqu'il était impossible de faire insérer dans un journal quelconque la réclamation la plus juste et la plus modérée. Puis il justifia la République de l'accusation, fréquente à cette époque, d'être une cause de désordres, il rappela que l'empire romain n'en avait pas été plus exempt que la république, et que la monarchie française avait été aussi troublée que n'importe quelle république connue; les excès de la Révolution étaient inhérents aux débuts d'un gouvernement aussi nouveau, il étaient tout au plus la preuve qu'il fallait un dictateur temporaire. Qu'on désignât Bonaparte, rien de plus juste, mais on ne devait pas transformer cette magistrature en une monarchie héréditaire et perpétuelle.

Son discours serait sans effet, il le savait, mais il jugeait de son devoir de tribun de protester contre une mesure qu'il improuvait; il avait voté contre le consulat à vie, il voterait de même contre le rétablissement de la monarchie mais, respectueux de la loi, il n'en serait pas moins soumis au nouveau gouvernement.

C'était là un langage que ne pouvaient pas com-

prendre ses collègues. Fût-ce l'exemple de deux tribuns de différents partis, défendant la même motion, qui les entraîna à la suite de Curée et de Siméon, ou plutôt la pensée que si tous deux parlaient ainsi contre leurs opinions, contre leur passé, c'est qu'un intérêt puissant les y poussait, c'est qu'ils comptaient sur la reconnaissance du nouveau gouvernement, et voudraient-ils mériter, eux aussi, une part de cette reconnaissance?

Des vingt tribuns qui se pressèrent à la tribune, à part Faure et Gallois, qui demandèrent timidement quelques garanties pour la liberté, pas un ne prit la défense des institutions qu'on abolissait; tous accablèrent la Révolution qui les avait faits, ce qu'ils étaient devenus, qui les avait libérés des injustices de l'ancien régime, les avait tirés de leur obscurité où, avocats, médecins, négociants, ils végétaient et les avait appelés dans ses assemblées. Ils se répandirent également en invectives contre les Bourbons qu'ils croyaient à jamais écartés du trône, ne leur ménageant ni leurs menaces ni leur mépris. Plusieurs d'entre eux répondirent à Carnot, et l'attaquèrent personnellement; Faure (32), Arnould, Costaz (33), et surtout Carrion Nisas. « Enfin, il me semble que le citoyen Carnot devrait plus que personne être entièrement ramené par la réflexion et l'expérience et, si

(32) Discours du 11 floréal.

(33) Discours du 12 floréal.

j'ose le dire, par ses malheurs et par ses fautes, aux sentiments qui dominent dans cette assemblée et dans la nation. Dans un premier système de démocratie, le citoyen Carnot a eu le malheur d'être exposé à siéger parmi des proscripteurs, dans un autre système il a été lui-même proscrit et le gouvernement contre l'achèvement duquel il s'élève est celui-là même qui se félicite de l'avoir tiré de sa proscription » (34).

Ses collègues comprirent sans doute ce qu'il y avait de déplacé à attaquer le seul d'entre eux qui eut montré de l'indépendance au milieu de la servilité générale et, sans s'acharner davantage contre lui, ils reprirent leurs harangues contre les Bourbons et contre la République à laquelle ils avaient prêté tant de serments. Ceux qui avaient montré l'esprit le plus révolutionnaire, comme ceux qui devaient à la Restauration afficher le plus de zèle pour le gouvernement légitime se signalèrent par la violence de leurs discours.

Cependant, chacun était persuadé de l'inutilité absolue de cette discussion qui n'en était pas une, et on avait hâte d'arriver au dénouement. Le 13, Jard-Panvillers présenta le vœu de la commission. C'était que Napoléon Bonaparte fut nommé empereur, que ce titre fut héréditaire dans sa famille de mâle en mâle par ordre de primogéniture, que la liberté, l'égalité et les droits du peuple fussent conservés dans leur intégrité. Le vœu signé par tous, même Moreau, frère

(34) Discours du 11 floréal.

du général, Carnot seul s'abstint (35), fut porté le lendemain au Sénat par une députation présidée par Jard-Panvillers qui n'épargna pas les Bourbons et résuma les malédictions prononcées par les orateurs contre l'ancienne dynastie (36).

Le Corps législatif n'était pas assemblé, mais Fontanes ne voulut pas manquer d'assurer une fois de plus le gouvernement de son zèle monarchique; il réunit une poignée de législateurs et présenta au Premier Consul le même vœu que le Tribunat et le Sénat; cependant, était-ce parce qu'il était client de ceux des Bonaparte qui se prétendaient républicains, il mêlé à ses adulations quelques conseils : « On ne verra pas le silence de la servitude succéder au tumulte de la démocratie; non, le Premier Consul ne veut commander qu'à un peuple libre ».

Au Sénat, la députation du Tribunat avait été reçue par François de Neufchateau, vice-président, qui avait répondu aux tribuns que, depuis le 6 germinal, le Sénat méditait en silence ce même projet; les sénateurs, en effet, ne voulaient pas se laisser distancer par les tribuns et tenaient à affirmer qu'ils étaient aussi pressés qu'eux de renverser la République dont ils avaient la garde. Afin de ne pas perdre de temps, le Sénat avait tout préparé pour n'avoir qu'à voter dès que le Tribunat se serait retiré; un mémoire était rédigé où

(35) Arch. nat., C C 13, 163.

(36) Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, IV, p. 17.

le Sénat exprimait ses vues sur les améliorations à apporter aux institutions existantes; la rédaction en fut rapidement approuvée, et une députation se rendit à Saint-Cloud, afin que le vœu du Tribunat n'y parvint pas le premier.

Le changement que l'on préparait n'existait encore qu'à l'état de projet, mais les motions des deux assemblées lui donnaient un caractère officiel; on n'avait donc plus à cacher les préliminaires de ces propositions et le 15 le *Moniteur* publia les adresses reçues depuis le 6 germinal et tous les actes du Sénat.

Il ne restait plus qu'à modifier une dernière fois la Constitution pour la mettre en harmonie avec la nouvelle forme de gouvernement. Les assemblées espéraient qu'on leur accorderait le prix des services rendus. Le Sénat avait présenté en même temps que le message du 14 sur la transformation du consulat en empire, un mémoire où il exposait ses vues sur le changement constitutionnel à établir et où il ne s'oubliait pas. Il demandait d'abord qu'on garantît à la nation ses droits les plus chers en assurant l'indépendance des grandes autorités, le vote libre et éclairé de l'impôt, la sécurité de la propriété, la liberté individuelle, celle de la presse, celle des élections, la responsabilité des ministres et l'inviolabilité des lois constitutionnelles; il proposait que les citoyens pussent avoir accès au Conseil d'Etat pour les affaires de contentieux. Pour le Corps législatif et le Tribunat, il spécifiait une augmentation de traitement et une prolongation de mandat. Hors pour ce qui con-

cernait ces deux assemblées, il s'exprimait d'une façon très générale, et ne parlait de façon précise que lorsqu'il abordait ce qui le concernait directement. Il proposait que deux commissions fussent instituées dans le Sénat pour s'occuper de la liberté de la presse et de la liberté individuelle, que cette assemblée put être convoquée par un de ses membres pour la dénonciation d'une loi inconstitutionnelle, que les fonctions de sénateur ne fussent incompatibles avec aucune autre, enfin que ceux qui en étaient revêtus ne fussent justiciables que de leurs pairs (37).

Ce mémoire, que nous trouvons dans les procès-verbaux du Sénat et dans les minutes, fût-il le seul? Thibaudeau écrit qu'il était terminé par ces quatre propositions : Hérité des fonctions de sénateur; le Sénat aurait l'initiative ou le veto des lois; le Conseil d'Etat ne pourrait interpréter les *senatus consulte*; deux commissions, l'une de la liberté de la presse, l'autre de la liberté individuelle, seraient organisées dans le Sénat (38).

Thibaudeau, contemporain et renseigné par ses amis (il était alors préfet de Marseille), se serait-il trompé? Il semble plutôt qu'il y eut deux documents, celui que nous possédons et qui fut remis au Premier Consul le 13 floréal, en même temps que la motion du Tribunat, et un autre, antérieur à celui-là, celui dont

(37) Arch. nat., C C 13.

(38) Thibaudeau, *Histoire de l'Empire*, t. I, p. 18.

parle Thibaudeau, beaucoup plus développé et d'un esprit beaucoup moins réservé. Thibaudeau nous dit que Bonaparte fut très mécontent de ce mémoire. Celui qui se trouve aux Archives n'explique pas ce mécontentement; en somme, tout ce qu'il demandait a été accordé. Bonaparte se serait plaint au Conseil d'Etat que le Sénat était animé d'un esprit « qui le poussait à augmenter, par tous les moyens, son pouvoir; il détruirait, s'il le pouvait, le Corps législatif; si l'occasion s'en présentait, il pactiserait avec les Bourbons aux dépens des libertés de la nation; il voulait être législateur, électeur et juge ». Aucun de ces accusations n'est justifiée par les mémoires que nous possédons.

D'autre part, Thibaudeau ajoute encore (39) que Bonaparte tenait des conseils privés où il appelait des membres des grands corps de l'Etat et que chacun d'eux spécifiait pour soi et faisait ses conditions. « Pour le Tribunat et le Corps législatif, que le traitement de leurs membres fut porté de quinze à vingt-cinq mille francs, et que leurs fonctions fussent prolongées; pour le Sénat, l'hérédité et les privilèges ».

Ces différentes demandes des assemblées furent examinées en conseil privé; Locré, le secrétaire général, communiquait en même temps avec Fabre de l'Aude pour ce qui touchait le Tribunat et le Corps législatif. Bonaparte avait chargé trois conseillers

(39) Thibaudeau, *Histoire de l'Empire*, t. I, p. 23.

d'étudier les propositions du Corps législatif, mais ils ne purent se mettre d'accord sur la suite à leur donner et le Premier Consul décida de remettre la question (40). Le Conseil d'Etat n'eut donc aucune part aux modifications que l'on apporta à la Constitution et fut presque ostensiblement tenu à l'écart.

Sur ces conseils privés nous ne savons pas grand chose. Les discussions y furent laborieuses. Cambacérès, d'ordinaire si maître de lui, ne cachait pas le dépit que lui causait l'élévation de son collègue à un rang où il ne pourrait le suivre, ni son mépris pour les courtisans qui affichaient un zèle excessif et s'efforçaient souvent, pour plaire au nouveau monarque, d'effacer tout souvenir de la République. L'ancien jacobin Fouché était de tous le plus empressé, il espérait le rétablissement du ministère de la police, et ne gardait guère de mesure; il s'attira quelques rebuffades du second consul, et le ton de leurs discussions devint tel que Bonaparte n'appela plus ses deux collègues aux réunions; Fouché et Talleyrand y prirent une place prépondérante (41).

Nous savons cependant quel était le sujet de la discussion par la minute du Conseil du 3 floréal, fort mal écrite d'ailleurs et presque illisible (42); nous y voyons quels en étaient les membres : les ministres

(40) Thibaudeau, *Mémoires*, *Lettre de Portalis*, p. 129.

(41) Thiers, *op. cit.*, V, p. 25.

(42) Arch. nat., A F I V 1227.

de la justice, du trésor, de la guerre et des finances, Dejean, Lacépède, en tant que grands officiers de la Légion d'honneur; les sénateurs Chasset, Tronchet, Roederer, Vimar, François de Neufchateau, Le febvre, les conseillers Portalis, Regnault, Lacuée, Treilhard, Defermon, ces deux derniers qui s'étaient prononcés contre l'empire au Conseil d'Etat; Fontanes, président du Corps législatif. On y étudia la question des modifications à apporter à la Constitution. Nombre des membres se prononcèrent pour la réduction du pouvoir législatif à deux chambres, mais alors ils spécifiaient pour la plupart que le Corps législatif qui formerait la chambre basse ne devrait pas être élu par le Sénat. La question de l'hérédité des membres du Sénat y fut effleurée, ce qui corrobore les dires de Thibaudeau. Boulay et Regnault se seraient-ils prononcés pour le rétablissement de ce privilège s'il n'en avait pas été question auparavant?

Les conseils privés furent nombreux, et le projet de sénatus consulte fut rédigé après de nombreuses modifications (43).

Les assemblées qui avaient collaboré par leurs motions ou par leurs votes à la création de l'empire, et qui n'avaient pas manqué de spécifier pour elles d'importants avantages furent récompensées du service qu'elles avaient rendu. Le Conseil d'Etat qui, seul, n'avait rien demandé, ne reçut rien.

(43) Thibaudeau, *Mémoires*, *Lettre de Portalis*, p. 129.

Ce fut le Sénat qui eut la plus grosse des récompenses, outre que c'était lui qui avait joué le rôle le plus important, il fallait, en lui accordant quelque augmentation de pouvoir, apparente tout au moins, feindre d'entourer la nouvelle monarchie de garanties pour la liberté. On donna plus d'éclat à ses séances en y appelant, avec les quatre-vingt membres recrutés par le Sénat lui-même, et ceux que le gouvernement pouvait leur adjoindre depuis l'an X, les six grands dignitaires de l'Empire et les princes français de plus de dix-huit ans. Il gardait les attributions que lui conféraient la Constitution et le sénatus consulte; il perdait cependant tout droit à la désignation du chef du gouvernement qui, en cas d'extinction de la descendance directe de Napoléon, de Joseph et de Louis, seuls appelés à lui succéder, et, au cas où il n'y aurait pas eu d'adoption, serait élu par les six grands électeurs que créait le sénatus consulte et qui, en cas de minorité, composeraient le conseil de régence.

D'autre part, on lui confiait deux attributions qui paraissaient importantes : l'article 46 de la Constitution de l'an VIII portait que le gouvernement ne pourrait retenir un individu plus de dix jours en prison sans le déférer à ses juges naturels; en l'an X le Sénat avait reçu la faculté de décider si, en cas de complot contre la sûreté de l'Etat, le délai pourrait être prolongé. La Constitution impériale créait une commission de sept sénateurs élus qui examinerait les pétitions et qui, au cas où la détention ne leur semblerait pas justifiée, inviterait le ministre qui aurait

ordonné l'arrestation à faire relâcher l'inculpé; si le ministre n'obtempérait pas à la troisième injonction qui lui serait faite, la commission le déférerait à la Haute-Cour pour violation de la liberté individuelle.

Une seconde commission, organisée de même et de fonctionnement analogue, devait s'occuper de la liberté de la presse; non point de la presse périodique, réclamée par le Sénat, le Tribunat, le Conseil d'Etat et même par Fontanes au nom du Corps législatif et « dont la plupart des orateurs avaient fait une condition au trône héréditaire » (44); Bonaparte qui s'en méfiait beaucoup préférait la laisser sous la surveillance de la police. Il s'agissait seulement des livres; les libraires dont les publications se trouveraient censurées pourraient avoir recours à cette commission qui examinerait le bien fondé de leurs réclamations et qui, après trois invitations au ministre de l'intérieur, déférerait également celui-ci à la Haute Cour impériale.

Cette Haute Cour aurait son siège au Sénat; elle était composée de soixante sénateurs, outre les six présidents de section du Conseil d'Etat, quatorze conseillers, vingt membres de la cour de cassation, les grands officiers de l'Empire, les grands dignitaires et les princes admis au Sénat. Les sénateurs formeraient donc la majorité des juges de cette juridiction extraordinaire.

(44) Thibaudeau, *Histoire de l'Empire*, t. I, p. 23.

La création de cette Cour et de ces commissions donnait une apparence libérale au gouvernement qui paraissait par là disposé à garantir la nation contre son propre arbitraire; elle donnait satisfaction au Sénat et flattait l'amour-propre de corps tout en ne coûtant rien à l'autorité du gouvernement.

Le Corps législatif recevait la parole en comité secret; une fois que les orateurs du Conseil d'Etat et du Tribunat se seraient retirés, la discussion commencerait, et on rentrerait en séance publique pour voter. Quant au Tribunat, la Constitution consacrait la division en trois sections créée en l'an X; afin de le récompenser de son zèle à appuyer la motion de Curée et pour reconnaître sa docilité nouvelle, les fonctions de ses membres étaient prorogées de cinq ans. Outre ces dispositions législatives, le sénatus consulte organisait la cour impériale, les grandes dignités et les grands officiers qui entoureraient le nouvel empereur.

Un fois rédigé, il fut communiqué à Cambacérès et à Lebrun, puis au Conseil d'Etat où Lebrun le lut au milieu du plus profond silence ; « bien que chacun composât son visage pour paraître satisfait, il se peignit sur les fronts plus d'étonnement que de joie » (45). Quels pouvaient être en effet les sentiments des conseillers à cette lecture, non seulement de ceux qui s'étaient prononcés contre l'hérédité quelques semaines auparavant, mais de la majorité de ce

(45) Miot, t. II, p. 193.

corps qui comprenait tant d'hommes de la Révolution et qui voyait détruire l'œuvre de tant de labeurs et de sacrifices. Mais on ne leur demandait pas leur avis, on les mettait simplement au courant de ce qui était déjà fait et le projet fut ensuite porté au Sénat où Lacépède fut chargé du rapport; Grégoire parla une dernière fois en faveur de la République et demanda qu'on joignit à la communication sa pétition du 6 floréal. On passa au vote qui fut unanime, sauf trois billets noirs, l'un de Grégoire (46), l'autre de Lambrechts (47), l'autre de Garat (48) ou de Volney (49). Ces opérations eurent lieu en toute hâte; la séance fut levée immédiatement, et les sénateurs gagnèrent vivement leurs voitures pour parvenir les premiers à Saint-Cloud où ils devaient saluer l'Empereur qu'il venaient de créer (50).

L'Empire devait être ratifié par un plébiscite; les membres des assemblées votèrent, et notamment les conseillers d'Etat; sept d'entre eux s'étaient déclarés contre l'hérédité et leur position était embarrassante; quand le registre leur fut présenté, l'Empire était proclamé; un vote négatif eut été inutile, ils déposèrent

(46) Grégoire, t. I, p. 122.

(47) Id.

(48) Miot, t. II, p. 121.

(49) Thibaudeau, *Mémoires, Lettres de Mme Devaisnes*, 136.

(50) Outre Miot et Thibaudeau qui se sont attachés surtout à ce qui s'est passé au Conseil d'Etat, c'est Thiers qui donne sur toute cette période les renseignements les plus nombreux.

tous un vote affirmatif. Carnot, quand il fallut prêter serment, eut la même attitude ; il se conforma à ce qu'il avait dit au Tribunat lorsqu'il s'était élevé contre la motion Curée. Il y eut quelques exceptions, Népomucène Lemercier donna sa démission de membre de la Légion d'honneur ; à l'Institut, La Reveillère-Lepeau et Anquetil refusèrent le serment (51) ; Volney, après avoir prêté serment démissionna, sous prétexte de santé. « Mieux vaudrait ramener les Bourbons », s'était-il écrié (52). D'après Mme Devaismes (53), son mécontentement venait de ce qu'il n'avait pas reçu de sénatoreries dans la distribution qui fut faite le 4 prairial. Il revint sur cette décision dès que l'Empereur, qu'il était allé salué avec ses collègues, eut insisté pour qu'il restât au Sénat.

Il fallait récompenser ceux qui avaient pris une part active à la transformation du régime ; Curée fut nommé commandant de la Légion d'honneur, puis sénateur ; Siméon passa au Conseil d'Etat ; il aurait préféré la présidence du Tribunat, mais comme Fabre de l'Aude l'occupait et que c'était lui qui avait servi d'intermédiaire entre le gouvernement et ses collègues, il la garda (54).

Quant aux sénateurs, ils avaient déjà touché le prix

(51) Thibaudeau, *Mémoires, Lettre de Régnault*, 132.

(52) Guillois, *Le salon de Mme Helvétius*, p. 188.

(53) Thibaudeau, *id.*, p. 136.

(54) Thibaudeau, *Mémoires, Lettre de Siméon*, p. 139.

de leur bonne volonté : le 28 germinal, tandis que le Sénat attendait la réponse du Premier Consul à son message du 6 proposant l'hérédité, Bonaparte lui demandait qu'on présentât des candidats aux quinze sénatoreries qui restaient à distribuer.

Le 1^{er} floréal, pendant les négociations du gouvernement, le Sénat établit sa liste. La feuille de pointage des votes se trouve dans les minutes des procès-verbaux du Sénat et nous donne de précieux renseignements. Nous y voyons que tous les candidats présentés en l'an XI et qui n'avaient pas été pourvus y figurent encore et avec un grand nombre de voix; ce qui prouve que ces élections étaient soigneusement préparées et que les sénateurs variaient peu dans leurs amitiés. Ceux qui avaient le moins de voix étaient François de Neufchâteau, qui reçut le jour même du vote sa nomination de président du Sénat, ce qui parut peut-être, à certains de ses collègues, une récompense suffisante pour son zèle monarchique; les généraux Lamartillière et Kellermann, Lacépède, Volney, qui avait déjà voté contre le gouvernement, et qui réunit cependant cinquante-sept voix; Lecouteulx-Canteleu, qui n'en eut que cinquante.

Les nouveaux candidats étaient (54 *bis*) : Vien, Porcher, Rousseau, Pléville-Lepley, Lenoir-Laroche, Cholet, Dubois-Dubais, Emmercy, Garnier-Laboissière, Jaucourt Germain-Garnier, Boissy d'Anglas, de Viry,

(54 *bis*) Classement d'après le nombre de voix obtenues.

Cacault, de Grégory, Lebrun qui, sauf les trois derniers, obtinrent plus de cinquante voix.

Mais là où la liste devient particulièrement intéressante, c'est quand on examine les noms de ceux qui n'ont point été présentés. Il s'y trouve les opposants (55) Lanjuinais, Garat, Lambrechts, Grégoire, Choiseul-Praslin, Cabanis qui n'eurent que de quatorze à onze voix. Sieyès qui n'en obtint que quatorze (56). On a jugé très sévèrement les sénateurs à ce point de vue; s'il est vrai que Bonaparte se serait écrié : « Les lâches ! Quel fond puis-je faire sur des hommes qui abandonnent ainsi leurs collègues et leurs amis, ceux à qui ils doivent, pour la plupart, d'être ce qu'ils sont » (57) ; il faut remarquer que si Grégoire et Lambrechts, qui se sont élevés contre l'Empire, n'ont chacun que treize voix, Laplace, l'un des sénateurs les plus dévoués, les généraux Lefebvre et Sérurier, Fargues, qui ne faisait pas partie de l'opposition, n'en ont qu'une. Et Volney, qui avait déposé une boule noire dans la dernière délibération, en obtenait cinquante-sept. Il semble plutôt que, sans tenir grand compte des opinions et de l'attitude vis-à-vis du gouvernement, les sénateurs se fussent entendus, comme l'écrivait Grégoire, et que les votes aient été le résul-

(55) Même classement.

(56) Il faut tenir compte de l'absence de plusieurs membres de l'opposition alors en congé : Lanjuinais, Cabanis, Choiseul, Praslin. Roger Ducas était également absent.

(57) Thibaudeau, *Histoire de l'Empire*, t. I, p. 34.

tat de camaraderies ou d'intrigues et d'échanges de votes. Nombre de membres opposants étaient alors absents, ce qui explique facilement le petit nombre de votes qu'ils recueillirent. Quant à Laplace, Fargues, Lefebvre, Sérurier, peut-être n'avaient-ils pas voulu s'abaisser aux marchandages indispensables, ou pensaient-ils que leur dévouement au Premier Consul suffirait à attirer sur eux les suffrages de leurs collègues.

S'il est exact que Bonaparte se soit indigné, il aurait pu corriger un peu la lâcheté du Sénat en désignant Volney qui venait de voter contre l'Empire (58). Il ne le fit pas. Il nomma François de Neufchateau, déjà président; Aboville, vice-président du Sénat; le vice-amiral Morard de Galles, les généraux Kellermann, Casa-Bianca, Lespinasse, Lamartillière, les savants Berthollet et Lacépède, Garan-Coulon, Dubois-Dubais, Lemercier, Vimar, qui était appelé aux conseils privés ainsi que l'idéologue Lecouteulx-Canteleu, qui tous figuraient sur la première liste, celle de l'on XI, et Garnier-Laboissière, candidat porté seulement sur la deuxième (59).

Ces nominations parvinrent au Sénat le 4 prairial, à la séance qui suivit celle où l'Empire fut proclamé; les désignations des grands dignitaires étaient déjà faites, le ministère de la police rétabli et confié à Fou-

(58) Voir la *lettre* citée de Mme Devaisnes à Thibaudeau.

(59) Arch. nat., C C 13.

ché. L'Empereur avait payé largement les services rendus pendant les dernières années du Consulat.

Il ne tint pas rigueur aux membres de l'opposition de leur attitude; beaucoup de tribuns éliminés se trouvaient déjà employés dans l'administration; Daunou fut nommé archiviste, il recevait parfois la visite de Napoléon, qui lui proposa encore d'entrer au Conseil d'Etat; Chénier, inspecteur de l'instruction publique, continua cependant à fronder l'Empereur; Fouché lui avait fait espérer un poste ou une pension (60). Pour se venger de ne pas l'avoir reçu, le poète écrit en 1806 une *Epître à Voltaire* » qui était une satire acerbe contre le gouvernement. Révoqué, il fut nommé simple archiviste, place beaucoup moins rétribuée, il écrivit à Napoléon pour le supplier de lui venir en aide et celui-ci lui paya ses dettes, lui fit une pension et le chargea d'achever l'Histoire de France de Millot. Ginguené était membre de la commission de l'histoire littéraire de la France; il espérait un poste plus rémunérateur mais ne l'obtint pas malgré les démarches de ses amis. Laromiguière était professeur à l'Université; Andrieux, professeur à l'Ecole polytechnique, se montra complètement rallié à l'Empire, si nous en jugeons par le discours très élogieux qu'il prononça le 27 avril 1806 lors de l'érection dans l'école d'un buste de marbre de l'empereur

Quant aux sénateurs qui avaient fait de l'opposi-

(60) Guillois, *Le salon de Mme Helvétius*, p. 223.

tion pendant les derniers jours du Consulat, Garat reçut dès le 8 thermidor une mission de Napoléon sur les bords du Rhin et en Hollande (61); Lanjuinais fut membre de la Légion d'honneur, puis comte d'empire; Volney commandant de la Légion d'honneur.

Carnot ne se rallia pas. Lorsqu'il alla rendre visite à l'Empereur pour le remercier de la pension de retraite qu'il lui avait accordée, les courtisans qui attendaient dans les salons s'écartèrent de lui avec ostentation. Pas plus qu'aux autres opposants, Napoléon ne lui tint rancune; il l'accueillit de façon fort aimable, et après une assez longue conversation, le reconduisit en lui disant : « Monsieur Carnot, ce que vous voudrez quand vous voudrez, comme vous voudrez » (62). Carnot ne demanda rien. Mais quand vinrent les revers, alors que le Corps législatif et le Sénat commençaient à se détacher du maître qu'ils avaient adulé, Carnot qui n'avait rien sollicité du gouvernement impérial se rappela qu'il avait été l'organisateur de la victoire, et demanda qu'on lui confiât une part de la défense de la patrie. Et tandis que Destutt de Tracy introduisait la proposition de destitution de Napoléon, Carnot refusait au ministre de la guerre son adhésion au nouveau gouvernement, et

(61) *Correspondance de Napoléon*, t. IX, pièce 546.

(62) Carnot, *Mémoires par son fils*, t. II, p. 270.

déclarait qu'il ne livrerait pas aux ennemis la place d'Anvers qu'il commandait (63).

Quand revint Louis XVIII, les opposants du Consulat, les idéologues, les républicains comme on les appelait en 1801, lui firent bon accueil et reçurent le prix de leur soumission. Volney et de Tracy furent nommés pairs; Constant, Daunou, députés; Laromiguière, Thurot, professeurs à la Faculté; Andrieux au Collège de France, ainsi que Daunou qui cumula (64).

Ainsi ils se ralliaient aux Bourbons contre qui, quatorze ans avant, ils avaient dressé Bonaparte comme le seul rempart qui put les sauver de leur retour. Eux qui s'étaient dit et peut-être cru si longtemps les derniers soutiens de la République, qui parlaient au nom de la Révolution, ils acceptaient de la monarchie, qu'ils avaient contribué à renverser, une place dans ses administrations. Ils applaudissaient à la chute de l'homme qu'ils avaient élevé au poste suprême et qui ne leur avait pas tenu rigueur de leur opposition pendant le Consulat.

Si l'on considère leur politique dès 1799, leur conduite à la Restauration en est l'aboutissement logique. A la fin du Directoire, ils cherchaient quelqu'un qui put les protéger à la fois contre le retour des

(63) *Lettre du 12 avril 1814*, citée dans les *Mémoires*, t. I, p. 333.

(64) Picavet, *Les Idéologues*, p. 30. — Ginguené, Cabanis, Chénier étaient morts pendant l'Empire.

Bourbons et contre les jacobins, qui rassurât les acquéreurs de biens nationaux et les garantît de l'anarchie. Sieyès avait pensé à un d'Orléans, mais le rétablissement de la monarchie, même avec la branche cadette, était encore prématuré; il fallait quelqu'un qui permit d'attendre, quelqu'un que le peuple put accepter, et qui fut assez inexpérimenté en politique pour que Sieyès le guidât et lui imposât ses conceptions. Joubert mort, Sieyès avait dû choisir Bonaparte, ou plutôt se le laisser imposer. Plus clairvoyant que ses alliés d'Auteuil, que Mme de Staël, il s'était rendu compte que le général exigerait la première place et la garderait.

Pendant la campagne de Marengo, alors que les idéologues déçus songeaient à remplacer le maître qu'ils avaient donné à la France et qu'ils croyaient vaincu, il reprit ses menées et y associa cette fois ses alliés d'Auteuil. Avec les plus actifs d'entre eux, il continua encore quelque temps ses intrigues, comptant sur l'étranger pour déclarer personnellement la guerre à Bonaparte. L'affermissement du pouvoir du Premier Consul, puis son avènement au trône anéantirent tout espoir.

En somme, sauf une participation au gouvernement et l'application des principes révolutionnaires qu'ils avaient réclamée, peut-être plus par habitude que par conviction, il leur avait donné ce qu'ils demandaient surtout : la sécurité, la libre jouissance des biens acquis pendant la Révolution, des emplois; pour beaucoup, la richesse les honneurs. Ils se rési-

gnèrent donc. Mais quand vinrent les Bourbons qui leur offraient à cette époque les mêmes garanties, ils acceptèrent le changement de dynastie qui ne les lé-sait en rien : « J'ai vécu, disait Sieyès à la fin du Directoire » ; comme lui, ils avaient traversé toute cette période depuis la chute de la royauté jusqu'à sa restauration.

Il serait cependant injuste de juger de l'opposition pendant le Consulat par l'attitude de ses membre lors du retour des Bourbons et d'expliquer par là leur conduite vis-à-vis de Bonaparte et de son pouvoir grandissant.

En quatre ans et demi, la France était passée du Directoire à la centralisation excessive de l'Empire, du gouvernement instable, composé de cinq membres élus, à celui d'un seul monarque héréditaire. Il ne faut pas, à cette époque troublée moins qu'à toute autre, juger de la conduite des hommes par les événements postérieurs. En l'an VIII, lors du coup d'Etat, les républicains ne pouvaient se douter qu'ils rétablissaient le despotisme. Ils avaient choisi Bonaparte pour renverser le Directoire, ils ne prévoyaient pas qu'il recueillerait presque seul les bénéfices de cette transformation ; pas un moment ils ne soupçonnèrent qu'il voudrait s'emparer de la dictature.

Lui n'y songeait pas non plus. Hésitant encore sur le parti à prendre, il ne connaissait pas ses propres forces et croyait à celles de ses alliés ; il voulait tirer le plus d'avantages possibles de la Constitution telle qu'elle avait été établie ; celle-ci semblait équilibrer

les deux pouvoirs; de leur côté, les républicains espéraient prendre la prépondérance et faire pencher la balance vers le pouvoir législatif.

Ils n'y parvinrent pas. En réalité, l'équilibre était rompu par ce fait que la Constitution même plaçait Bonaparte à la tête de l'exécutif. Fort de ses victoires, de ses talents administratifs, de son propre génie qui allait se découvrir dès les premières semaines et subjuguier ses collaborateurs, il ne trouva en face de lui qu'une opposition incapable de résister.

Pourtant, elle eut dû être ferme. Composée d'hommes d'un même parti que liaient un passé semblable, une commune attitude pendant la Révolution, une ancienne amitié, ses membres possédaient ce qui manquait à Bonaparte : l'habitude des assemblées, une grande connaissance du personnel révolutionnaire, des attaches dans l'administration dont Sieyès avait été le chef pendant près de deux ans. Aucun parti d'opposition ne sembla aussi bien placé dès le début pour lutter contre un gouvernement né de la veille et dont le pouvoir, illicite dans son origine même, n'est légitime que par la présence du parti qui l'a créé.

S'il sembla jouir de moins de popularité, si celle de Bonaparte éclatait plus bruyamment il ne faut cependant pas oublier l'émotion qui s'empara de Paris quand on crut en nivôse VIII que Sieyès avait été arrêté. Si la France semblait applaudir à la réorganisation de Bonaparte, il y avait à Paris, dans ce Paris frondeur dont le conseil départemental n'émit pas de vœu lors du Consulat à vie, tout un parti qui sui-

vait avec intérêt les débats au Tribunal et qui accueillait par les cris de « Vive la République » le rejet d'un projet.

La faiblesse de l'opposition vint moins des événements, moins de la force de son adversaire, que de sa composition et du caractère des hommes qui le formaient. Si les membres du Corps législatif, et surtout ceux du Tribunal, avaient lutté courageusement, encore qu'ils l'eussent fait parfois avec une maladresse qui leur aliéna ceux des conseillers d'Etat qui leur étaient favorables et d'une partie de l'opinion publique, ceux qui étaient à la tête de l'opposition n'avaient ni l'énergie ni la valeur morale nécessaires pour assumer ce poste. Les philosophes et les savants de la Société d'Auteuil ne savaient pas combattre; puis ils avaient choisi comme chef Sieyès et ils continuèrent à se laisser guider par lui. Or Sieyès manquait, comme eux, d'énergie, il n'était fort que dans l'intrigue cachée, dans les négociations avec l'étranger. Il les dirigea dans cette voie aléatoire. Ils n'avaient personne pour organiser la lutte sur le terrain parlementaire. Dans l'opposition légale, qui eut été la plus dangereuse pour Bonaparte qui ne voulait pas sortir de la légalité, Sieyès abandonna la direction du mouvement; personne n'était de taille à la reprendre. N'étant plus unis, les sénateurs n'eurent pas la force de combattre le despotisme du Premier Consul, qui obtint d'eux presque tout ce qu'il leur demanda. Ils consentirent à deux mesures iniques, la déportation d'innocents, l'élimination qui sans eux eut été illégale, de

leurs alliés, de leurs amis; bien plus, ce furent eux qui les frappèrent.

Ils avaient anéanti eux-mêmes la partie la plus agissante de l'opposition. Quand Bonaparte voulut prendre le Consulat à vie, effrayés de leur propre faiblesse ils la lui refusèrent. Bonaparte, sûr de l'appui de l'opinion publique, obtint d'elle ce que le Sénat ne voulait pas lui accorder. L'opposition se jugea vaincue, elle s'abandonna. Afin de ne pas rencontrer la moindre résistance, Bonaparte la ménagea et l'acheta. Il pensait ainsi anéantir d'avance toute résistance pour le moment où il rétablirait le trône, plus despotique que celui de Louis XVI. Il réussit presque entièrement; il ne rencontra que servilité chez ces sénateurs qui, le 17 floréal, se bousculaient pour arriver les premiers à Saint-Cloud où ils allaient saluer le nouvel empereur. Seuls, deux hommes protestèrent, deux indépendants qui ne faisaient pas partie du groupe de Sieyès, tous deux venus tard au Sénat et au Tribunat : Grégoire et Carnot.

La seule opposition sérieuse qu'il rencontra, ce fut dans le Conseil d'Etat, dans ce corps qu'il recrutait lui-même, et dont il était le président. C'était là qu'il avait trouvé de la résistance quand les assemblées s'étaient tues : lors du sénatus consulte de l'an IX, puis chaque fois qu'il s'écartait des principes révolutionnaires que la Constitution consacrait. Pour l'éviter, il avait dû, ou préparer seul ses projets comme pour le Concordat, ou réunir des conseils privés où il n'appelait qu'un petit nombre de conseillers particulière-

ment dévoués. Ces conseils privés il s'en servit de plus en plus et c'est là qu'il prépara l'Empire. Mais pour cette dernière transformation de son pouvoir, il voulut consulter son conseil; alors qu'au Tribunat Carnot seul osait parler contre l'Empire, quand au Sénat, il n'y avait que trois billets noirs, au Conseil d'Etat, sur vingt-sept conseillers présents, sept votèrent contre le désir du Premier Consul et tinrent à honneur que leur vote lui fut remis.

Ils savaient cependant que leur protestation ne servirait à rien. Bonaparte avait l'aveu des trois assemblées créées par Sieyès, celles qui eussent dû s'élever contre cette mutilation de la Constitution à laquelle elles avaient prêté serment et que nombre de leurs membres avaient signée. Certes, en l'an XII il était bien tard pour protester; c'était en l'an X qu'il fallait le faire, quand un sénatus consulte donnait au Premier Consul un pouvoir égal à celui d'un monarque, c'était en l'an IX quand il les associait à la mesure inique qui frappait les jacobins. A ce moment, si les membres de l'opposition, Siéyès tout le premier, avaient solennellement démissionné et proclamé devant l'opinion qu'ils se séparaient de leur allié de Brumaire, et qu'ils ne voulaient rien garder de ce que leur donnait la Constitution qu'ils avaient établie, sans doute eussent-ils été suivis et la situation eut-elle été transformée.

Mais cette protestation indignée, Bonaparte savait qu'elle n'aurait pas lieu. Il connaissait les hommes et avait vite jugé ceux à qui il s'adressait : forts dans

l'opposition stérile et dans l'intrigue cachée, toujours prêts à critiquer le gouvernement, poussant les autres à l'attaquer, ils lui montrèrent pendant tout le cours du Consulat une docilité presque complète. A part un très petit nombre d'honnêtes gens, pour un peu plus de pouvoir, d'honneurs ou d'argent, ils lui vendirent morceau par morceau la Constitution qu'ils s'étaient chargés de défendre.

Vu : *Le Doyen,*

BARTHÉLÉMY.

Vu : *Le Président de thèse,*

MESTRE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,

F. APPEL.

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS OFFICIELS

1) DIRECTOIRE.

Conseil des Cinq Cents.

Procès-Verbaux. Brumaire An VIII. (Arch. Nat. C 468).

Discours. Brumaire An VIII. (Bibl. Nat.). Le 43. 3742, 3817.

Conseils des Anciens.

Procès-Verbaux. Brumaire An VIII. (Arch. Nat.). C. 592.

Discours. Brumaire An VIII. (Bibl. Nat.). Le 45. 2020, 2068.

2) CONSULAT PROVISOIRE.

Registre des délibérations du Consulat provisoire. (Arch. Nat. AF IV 3.

Minutes des procès-verbaux. AF IV 911.

Commission législative des Cinq Cents. Procès-verbaux. (Archives Nationales). C 469 475.

Commission législative des Anciens. Procès-verbaux. (Archives Nationales) C 593 598.

Aulard. — *Registre des délibérations du Consulat provisoire.*
In 8°. Paris 1894.

3) CONSULAT. AN VIII-AN XII.

Conseil d'Etat.

Procès-verbaux du Conseil d'Etat contenant les discussions du Code Civil. (Paris, Imprimerie impériale) 1808.

(Il n'existe pas d'autres procès-verbaux des discussions au Conseil d'Etat, on en trouve le récit dans les Mémoires des Conseillers d'Etat).

Sénat Conservateur.

Procès-Verbaux. (Archives Nationales) CC. 972 976.

Pièces annexes. — — CC 10 11 12 13.

(Les discours du Sénat n'ont point été imprimés de par le règlement du Sénat, et afin de sauvegarder l'indépendance de ses membres. Les minutes sont très incomplètes, l'An XI manque. Les procès-verbaux sont d'une brièveté qui touche à l'inexactitude).

Tribunat.

Procès-verbaux. (Archives Nationales) C 160-162.

Pièces annexes. (Archives Nationales). C 199-625.

Discours. (Bibliothèque Nationale). Le 51. 1 à 799.

Corps législatif.

Procès-verbaux. (Archives Nationales). C 173-180.

Pièces annexes. (Archives Nationales). C 635-643.

Discours. (Bibliothèque Nationale). Le 59. 1 à 653.

Buchez et Roux. Archives parlementaires de la Révolution française. 40 vol. in 8°. Paris 1834-38.

RAPPORTS ET DOCUMENTS

Rapports de la Préfecture de police. (Arch. Nat.). F7 3829-33.

Rapport sur la politique générale. (Arch. Nat.). F1C 11.

Votes sur : la Constitution de l'An VIII, sur le Consulat à vie, sur la Constitution impériale. F1C I. 53.

Comptes rendus administratifs. (Correspondance et divers). F1C III. Seine 29.

Rapports administratifs du département de la Seine. F1C III Seine 1-2.

Minutes des Conseils privés. AFIV. 1227.

Feuilles de travail des Ministres. AFIV 925-934. (Senatoreries) AFIV 1041.

Aulard. Paris sous le Consulat. 4 vol. in 8°. Paris, 1903.

Boulay de la Meurthe. Documents sur les négociations du Concordat. 5 vol. in 4°, Paris 1897.

Bailleu Paul. *Prussen und Frankreich von 1795 bis 1807. Diplomatische Correspondenzen.* 2 vol. in 8°, Leipzig 1880-87.

JOURNAUX

La Presse fut libre jusqu'à l'arrêté du 27 Nivose An VIII qui supprima tous les journaux de Paris, sauf treize, qui furent prévenus qu'ils seraient supprimés s'ils faisaient de l'opposition.

JOURNAUX NON SUPPRIMÉS PAR L'ARRÊTÉ DU 27 NIVOSE.

Le Moniteur. Officiel à partir de Nivose An VIII.

Le Journal des Débats et des Décrets.

Le Journal des Hommes Libres. Républicain, organe de Fouché, supprimé en Fructidor An VIII.

Le Publisiciste.

L'Ami des Lois. Supprimé en Germinal An VIII.

La Gazette de France. Royaliste.

La Décade Philosophique, dirigée par Ginguené, organe des idéologues.

La Clef du Cabinet des Souverains.

Le Journal des défenseurs de la Patrie.

Le Bien Informé. Supprimé le 18 Germinal An VII.

Le Journal de Paris.

Le Citoyen Français.

Le Journal du Soir des Frères Chaigneau.

JOURNAUX NON AUTORISÉS.

L'Ange Gardien. Royaliste. 1^{er} Frimaire, 8 Pluviose An VIII.

Les Mémoires Secrets. Ventose-Germinal An VIII.

L'Antidote ou Journal philosophique, rédigé par Mehée. 1^{er} Vendémiaire-28 Nivose An VIII.

L'Ami du Gouvernement. (Un numéro rempli par des observations sur la Constitution de l'An VIII). An XI.

Le Bulletin de Paris. 20 Ventose An X-15 Prairial An XI.

Courrier Universel. Jusqu'au 27 Ventose An VIII.

En l'An XI subsistent seuls le *Moniteur*, le *Journal des Débats*, la *Gazette de France*, la *Clef du Cabinet des Souverains*, le *Citoyen Français*, le *Journal des Défenseurs de la Patrie*, le *Journal du Soir des frères Chaigneaux*, le *Journal de Paris*.

OPUSCULES

1) PARUS PENDANT LE CONSULAT PROVISOIRE.

- Lacretelle aîné.* Sur le 18 Brumaire. 10 Frimaire. In 8°. (Bibl. Nationale). Lb 42-80.
- Lombard de Langres.* Le 18 Brumaire. In 8°. (Bibliothèque Nationale). Lb 42-812.
- Fauvielle.* Résultats possibles du 18 Brumaire. In 8°. (Bibliothèque Nationale). Lb 42-816.
- Fiévée.* Le 18 Brumaire opposé à la Terreur. In 8°. (Bibliothèque Nationale). Lb 42-817.
- Dubreuil.* Bonaparte. In 8°. (Bibliothèque Nationale). Lb 43-31.
- Rouy aîné.* Acte d'accusation contre le Directoire. In 8°. (Bibliothèque Nationale). Lb 43-28.
- Jullien.* Entretien politique sur la constitution actuelle et sur les plans du nouveau gouvernement. Frimaire, in 8°. Lb 43-26.
- Cadet-Gassicourt.* Vœux de réforme. In 8°. Lb 43-40.
- J. de Sales.* De l'Institut au Gouvernement. In 8°. Lb 43-42.
- Jarry Nancy.* Qu'avons-nous besoin d'assemblées primaires. In 8°. Lb 43-41.
- Duran.* La République démocratique et la Constitution de l'An 50. 15 Frimaire. In 8°. Lb 43-50.
- Gaudet.* Demande d'une Constitution en 40 articles. In 8°. Lb 43-399.
- Le Vasseur.* L'embarras du choix. In 8°. Lb. 43-402.
- Anonyme.* Des élections dans la République. In 8°. Lb 43-396.
- Lettre historique sur les causes du 18 Brumaire. In 8°. Lb 43-369.
 - Au Conseil des Anciens et à Bonaparte. In 8°. Lb 43-370.
 - Nouveau projet de rédaction de constitution. 14 Frimaire. In 8°. Lb 43-398.
 - Eléments de constitution à présenter au peuple français. In 8°. Lb 43-400.
 - Lettre sur la Constitution. In 8°. Lb 43-401.
 - Projet de la nouvelle constitution. Un grand magistrats, consuls. In 8°. Lb 43-407.

- Plan de la nouvelle Constitution française qui doit être présentée aujourd'hui. In 8°. Lb 43-409.
- Premier et deuxième plans de la nouvelle constitution qui doit être présentée aux commissions législatives. In 8°. Lb 43-410.
- Plan définitif de la nouvelle constitution qui sera présentée aujourd'hui à la Commission des Cinq Cents. In 8°. Lb 43-411.

2) LES DÉPUTÉS A LEURS COMMETTANTE.

- Laussat*, des Basses-Pyrénées à ses commettants. 20 Brumaire. In 8°. Lb 42-805.
- Lapotaire*, des Anciens à ses concitoyens. 21 Brumaire. In 8°. Lb 42-806.
- Armand*, de la Meuse à ses concitoyens. In 8°. Lb 42-807.
- Rabaut le jeune*, du Gard à ses concitoyens. 28 Brumaire. In 8°. Lb 42-808.
- Doche-Delisle*, de la Charente à ses concitoyens. 28 Brumaire. In 8°. Lb 43-373.
- Balthazar Faure*, des Anciens députés de la Haute-Loire, à ses concitoyens. 10 Frimaire. In 8°. Lb 43-397.

3) OPUSCULES IMMÉDIATEMENT POSTÉRIEURS A LA
CONSTITUTION.

- Lacoste*. Nécessité de se rallier tous à la nouvelle constitution. In 8°. Lb 43-404.
- Gilbert*. Lettre au Premier Consul par un ami de la vérité. In 8°. Lb 43-405.
- Anonyme*. Encore une Constitution. In 8°. Lb 43-414.
- Brugnière*. La Constitution de l'An VIII. In 8°. Lb 43-418.

4) OPUSCULES PARUS PENDANT LE CONSULAT.

- D'Ivernois*. Des causes qui ont amené l'usurpation du général Bonaparte et qui préparent sa chute. In 8°. Londres Lb 43-486.
- X. Parallèle entre César. Cromwell, Monk et Bonaparte. (Sans

- date ni nom d'auteur. Attribué à Lucien Bonaparte aidé de Fontanes. 2^e édition). In 8° Paris. Lb 43-215.
- Necker*. Dernières vues de politique et de finance. An X. In 8° Paris. Lb 43-217.
- Chazal* à ses anciens collègues membres du Tribunal. Fructidor An X. In 8° Paris. Lb 43-225.
- C. Jordan*. Vrai sens du vote national sur le Consulat à vie. An X. In 8° Paris. Lb 43-222.

CORRESPONDANCE.

- Mme Reinhardt*. Lettres à sa Mère (traduite par la baronne Wimpfen). 2 vol. in 8°, Paris, 1900.
- Beugnot*. Lettre à Beurnonville, immédiatement postérieure au retour de Bonaparte An VIII. (Arch. Nat.). AB XIX 348.
- Palissot*. Lettres au sénateur François, de Neufchâteau, pour lui demander de le faire nommer sénateur. (Arch. Nationales). AB XIX 80.
- Carnot*. Correspondance éditée par Chavaray. 3 vol. 1889-1892.
- Napoléon*. Correspondance publiée par ordre de Napoléon III. 32 volumes in 4°, 1858.

MEMOIRES

Les mémoires les plus intéressants pour l'histoire des assemblées sont ceux de Thibaudeau : mémoires sur le Consulat, parus en 1827, et Mémoires parus en 1913, qui complètent les premiers sur certains points. Ceux de Roederer : Journal édité par Vitrac, 1909 ; de Miot, 1858 ; de Stanislas Girardin, 1828. Ces derniers pour l'histoire du Tribunal.

La liste en est donnée par ordre de date, l'époque à laquelle ils ont été livrés au public ayant sans doute eu une influence sur leur rédaction.

1) RESTAURATION.

- Mme de Staël*. Dix ans d'exil. In 8°. Paris, 1821.
- Abbé Morellet*. Mémoires. 2 vol. in 8°. Paris 1822.
- Larevellière-Lepeau*. Mémoires. 2 vol. in 8°. Paris 1822.

- Cornet* (sénateur). Souvenirs sénatoriaux. In 8°. Paris 1824.
Gohier (Directeur). Mémoires. 2 vol. in 8°. Paris, 1824.
Fouché (duc d'Otrante). Mémoires rédigés par Beauchamp. 2 vol. in 8°. Paris 1824.
Gaudin (duc de Gaete). Mémoires. 2 vol. in 8°. Paris, 1826.
Thibaudeau. Mémoires sur le Consulat. In 8°. Paris, 1827.
Savary (duc de Rovigo). Mémoires. 8 vol. in 8°. Paris, 1828.
Lebrun. Opinions et rapports politiques, In 8°. Paris, 1828.
S. Girardin. Discours et opinions. Journal et Souvenirs. 4 vol. in 8°. Paris, 1828.
Fauche Borel. Mémoires rédigés par Beauchamp. 4 vol. in 8°. Paris, 1829.
Bourrienne. Mémoires. 19 vol. in 8°. Paris, 1829.
Constant de Rebecque. Mélanges littéraires et politiques. In 8°. Paris, 1829.
Pelet, de la Lozère. Opinions de Napoléon. In 8°. Paris, 1830.

2) MONARCHIE DE JUILLET.

- La Valette*. Mémoires. 2 vol. in 8°. Paris, 1831.
Duchesse d'Abrantès. Mémoires. 10 vol. in 8°. Paris, 1831-35.
Desmarests. Dix ans de haute police. In 8°. Paris, 1833.
Fiévée. Mémoires et correspondance avec Napoléon, 3 vol. in 8°. Paris, 1836.
La Fayette. Mémoires édités par de Corcelle, petit gendre du général. 6 vol. in 8°. Paris 1837-38.
Grégoire. D'après ses Mémoires écrits en 1808, par H. Carnot. 2 vol. in 8°. Paris, 1837.
Alyssan du Chazet. Mémoires, 3 vol. in 8°. Paris 1837.
Méneval. Mémoires. 3 vol. in 8°. Paris, 1843-45.

3) SECONDE RÉPUBLIQUE. SECOND EMPIRE.

- Mallet du Pan*. Mémoires et correspondance recueillis par Sayous. 2 vol. in 8°. Paris, 1851.
Joseph Bonaparte. Souvenirs et correspondance, édités par Ducasse. 10 vol. in 8°. Paris, 1853-54.
Roederer. Œuvres. 3 vol. in 8°. Paris, 1853.
Villemain. Souvenirs contemporains. In 8°. Paris, 1854.

- Marmont (duc de Raguse)*. Mémoires. 9 vol. in 8°. Paris, 1857.
Miot de Melito. Mémoires édités par le général de Fleischmann.
3 vol. in 8°. Paris, 1858.
Guizot. Mémoires pour l'histoire de mon temps. In 8°. Paris, 1860.
Pontécoulant. Mes souvenirs de 1764 à 1848. 4 vol. in 8°. Paris, 1861.
Garat. Mémoires. In 18. Paris, 1862.
Cardinal Consalvi. Mémoires édités par Crétineau-Joly. 2 vol. in 8°. Paris, 1864.
Beugnot (comte). Mémoires par son petit-fils, Albert Beugnot. 2 vol. in 8°. Paris, 1866.
Boulay de la Meurthe. D'après ses mémoires, par son petit-fils. In 8°. Paris, 1868.

3) TROISIÈME RÉPUBLIQUE.

- Philippe de Ségur*. Mémoires. 6 vol. in 8°. Paris, 1873.
Thurot. Mélanges. In 8°. Paris, 1888.
Jung. Lucien Bonaparte et ses mémoires. 3 vol. in 8°. Paris, 1888.
Hyde de Neuville. Mémoires. 3 vol. in 8°. Paris, 1888-92.
Talleyrand (prince de Bénévent). Mémoires édités par de Broglie. 5 vol. in 8°. Paris, 1892.
Pasquier. Histoire de mon temps. 3 vol. in 8°. Paris, 1893.
Chaptal. Mes souvenirs sur Napoléon. In 8°. Paris, 1893.
Constant de Rebecque. Journal intime. In 8°. Paris, 1895.
Barras. Mémoires édités p. G. Duruy. 4 vol. in 8°. Paris, 1895-96.
Madame de Chastenay. Mémoires. 2 vol. in 8°. Paris, 1896.
Fouché. Mémoires édités par M. Vitrac. In 8°. Paris, 1906.
H. Carnot. Mémoires sur L. Carnot par son fils. 3 vol. in 8°. Paris, 1907.
Real. Les indiscrets d'un préfet de police. In 8°. Paris, 1901.
Roederer. Journal édité par Vitrac. In 8°. Paris, 1909.
Thibaudeau. Mémoires. In 8°. Paris, 1913.

ETUDES BIOGRAPHIQUES

1) CONSULS.

- Vialles*. L'archichancelier Cambacérés. Paris, 1908.
P. Mautouchet. Cambacérés remplaçant de Bonaparte. (La Révolution française). Paris, 1904.
Lamothe-Langon. Les après-midi de Cambacérés. Paris, 1834-37.
Madame du Mesnil. Mémoires du Prince Lebrun. Paris, 1838.
Duc de Plaisance. Biographie du duc de Plaisance, par son fils. Paris, 1847.
Néton. Sieyès. Paris, 1900.
Beaucourt. Bonaparte et Sieyès. Lille, 1852.
Doniol. Sieyès et Bonaparte. (Revue d'Histoire diplomatique, tome 15, pages 417-32). Paris, 1904.
E. Noël. Sieyès et le 18 Brumaire. (Grande Revue, tome I, page 196). Paris, 1900.

2) SÉNATEURS.

- Goussard*. Tronchet, Paris 1845.
Daunou. Discours prononcé aux funérailles de Destutt de Tracy. Paris, 1836.
Dacier. Notice historique sur Lanjuinais. Paris, 1828.
Mourier. Eloge de Lanjuinais. Paris, 1838.
Daru. Discours prononcé aux funérailles de Volney. Paris, 1820.
Marrast. Notice sur Garat. Paris, 1833.
E. Danton. Garat. Paris, 1842.
Mignet. Notice sur Garat. Paris, 1856.
Gazier. Grégoire, évêque de Loir-et-Cher. Paris, 1879.
H. Carnot. Etude sur l'abbé Grégoire. Paris, 1882.
Maggiolo. François de Neufchâteau. (La Révolution française). Paris, 1883.
Flourens. Eloge historique de Chaptal. Paris, 1832.
Laplace. Eloge historique de Chaptal. Paris, 1832.
Berlier. Vie politique de Théodore Berlier. Paris, 1845.
Roederer. Notice autobiographique. Paris, 1846.
Boulay de la Meurthe. Boulay de la Meurthe, par son fils. Paris, 1873. .

- Rol.* Regnault de Saint-Jean-d'Angély. Paris, 1863.
Norvins. Biographie de Truguet. (Annales Maritimes). Paris 1838.
Boussin. Truguet. Paris, 1840.
F. Masson. Devaisnes. Paris, 1906.

3) TRIBUNS.

- Taillandier.* Notice et documents sur Daunou. Paris, 1841.
Guérard. Notice sur Daunou. Paris, 1855.
Faguet. Benjamin Constant. (Revue des Deux Mondes, 1^{er} juin). Paris, 1880.
Regnault. Notice biogr. sur Constant de Rebecque. Paris, 1864.
G. de Lauris. Benjamin Constant et les idées libérales. In 16, Paris, 1906.
Raymond. Le conventionnel Chazal. Nîmes, 1908.
Comte Cesare. Discours aux funérailles d'Andrieux. In 4°. Paris, 1833.
Dupin. Notice sur Andrieux. Paris, 1833.
Villenave. Notice historique sur Andrieux. Paris, 1850.
Taillandier. Notice sur la vie et les ouvrages d'Andrieux. Paris, 1850.
Arnault. Discours prononcé aux funérailles de Chénier. Paris 1811.
Daunou. Discours sur Chénier. Paris, 1811.
Droz. Discours prononcé aux funérailles de Laromiguière. Paris, 1837.
Daunou. Thurot. Paris, 1833.

4) DIVERS.

- A. Sorel.* Madame de Staël. Paris, 1890.
Lady Blennerhasset. Madame de Staël. 3 vol. Paris, 1893.
P. Gauthier. Madame de Staël et Napoléon. Paris, 1903.
Guignaut. Notice sur Claude Fauriel. Paris, 1861.
Boissard. Camille Jordan. Paris, 1821.
Saint-Aulaire. Camille Jordan. Paris, 1821.
Montier. Robert Lindet, député de la Législative. Paris, 1899.
D'Avenel. La Fayette pendant le Consulat. (Revue des Deux Mondes, 15 septembre). Paris, 1892.

HISTOIRE

1) HISTOIRE GÉNÉRALE.

- Aulard*. Histoire politique de la Révolution. In 8°, Paris, 1855.
A. Sorel. L'Europe et la Révolution. 9 volumes in 8°. Paris, 1885-1904.
Fabre de l'Aude. Histoire secrète du Durectoire. 4 vol. in 8°. Paris, 1832.
De Barante. Histoire secrète du Directoire. 3 volumes in 8°. Paris, 1855.
Sciout. Histoire du Directoire. 4 vol. in 18. Paris, 1895-97.
J.-C. Bailleul. Histoire de Napoléon. 2 vol. in 8°. Paris, 1829-32.
Thibaudeau. Histoire du Consulat et de l'Empire. 10 vol. in 16. Paris, 1834-35.
Lacretelle. Histoire du Consulat et de l'Empire. 3 vol. in 8°. Paris, 1846-48.
Thiers. Histoire du Consulat et de l'Empire. 20 volumes in 8°. Paris, 1845-62.
A. Vandal. L'avènement de Bonaparte. 2 vol. in 8°. Paris, 1907.
E. Daudet. Histoire de l'émigration. 3 vol. in 8°. Paris, 1907.
Masson. Napoléon et sa famille. 11 vol. in 8°. Paris, 1897-1914.
Madame de Staël. Considérations sur la Révolution. Paris, 1818.
Fauriel. Les derniers jours du Consulat. (Manuscrit contemporain édité par Lalanne). Paris, 1886.

2) HISTOIRE CONSTITUTIONNELLE.

- Hélie*. Les Constitutions de la France. Paris, 1875.
De Beauvergier. Les constitutions de la France et le système politique de Napoléon. Paris, 1852.
Boulay de la Meurthe. Théorie constitutionnelle de Sieyès. Paris 1836.
Boulay de la Meurthe. Présentation de la nouvelle Constitution. Paris, An VIII.

3) LE COUP D'ÉTAT DE BRUMAIRE.

- Chavaray*. Le Banquet du 15 Brumaire. (Bulletin de la Société historique du VIII^e arrondissement. Paris, 1899.

Jordan. Le 18 Brumaire. (Extrait des mémoires du général Jordan. Revue historique et littéraire, tome VII, page 161). Paris, 1901.

Aulard. Les idées libérales en l'an VIII. (La Révolution française, tome 42, p. 532). Paris, 1901.

— Les causes du 18 Brumaire. (Etudes sur la Révolution, 2^e série). Paris, 1898.

— Le 18 Brumaire. (Etudes sur la Révolution, 2^e série). Paris, 1898.

— Le lendemain du 18 Brumaire. (Etudes sur la Révolution, 2^e série). Paris, 1898.

Rocquain. L'état de la France au 18 Brumaire. Paris, 1874.

Destrem. Les déportations du Consulat et le l'Empire. Paris, 1885.

4) LÉGISLATION EN GÉNÉRAL.

Loché. La législation de la France, tomes 1 à 4. Paris, 1832.

Buchez et Roux. Histoire parlementaire de la Révolution française, tomes 38 et 39. Paris, 1834-38.

Cornémin. Livre des Auteurs. Paris, 1842.

Pérouze. Napoléon et les lois civiles du Consulat et de l'Empire. Paris, 1866.

Sagnac. La législation civile pendant la Révolution. Paris, 1890.

Fenet. Les Travaux du Code civil. Paris, 1827-29.

Jouanneau et Solon. Les discours du Code civil au Conseil d'Etat. Paris, 1810.

Aulard. Note sur l'histoire du Concordat. (Revue Bleue). Paris, 1904.

Boulay de la Meurthe. Documents sur les négociations du Concordat. 6 vol. Paris, 1897.

5) CONSEIL D'ETAT.

Loché. Du Conseil d'Etat, de sa composition, de ses attributions, de son organisation, de sa marche et de ses actes. Paris, 1810.

Desrochettes. L'esprit de la jurisprudence inédite du Conseil d'Etat en matière d'émigration et de biens nationaux. Paris, 1827.

A. Regnault. Histoire du Conseil d'Etat. Paris, 1851.

Aucoc. Le Conseil d'Etat avant et depuis 1790. Paris, 1876.

Gazier. Napoléon au Conseil d'Etat, d'après Locré. (Revue de Paris, pages 160-174). Paris, 1903.

6) SÉNAT ET TRIBUNAT.

De Brotonne. Les Sénateurs du Consulat et de l'Empire. Paris, 1895.

Doniol. Les Sénateurs du Consulat ayant fait partie des assemblées révolutionnaires. (Révolution française, tome 13). Paris, 1887.

Welschinger. Tribuns, députés, sénateurs de 1804 à 1810. (Revue Hebdomadaire, tome VI). Paris, 1898.

TROUILLARD. Le Sénat conservateur du Consulat et du Premier Empire. Paris, 1911.

Thiry. Les attributions du Sénat du Premier Empire concernant la justice et les droits individuels. Paris, 1922.

Dutruch. Le Tribunalat. Paris, 1921.

7) PRESSE.

Deschiens. Bibliographie des journaux. Paris, 1829.

Hatin. Histoire politique et littéraire de la presse. Paris, 1850-56.

— Bibliographie de la presse, 1863.

D'Avenel. Histoire de la presse française depuis 1789. Paris 1900.

G. Le Poittevin. La liberté de la presse depuis la Révolution. Paris, 1901.

8) LA SOCIÉTÉ.

Matthiez. Les théophilantropes. Paris, 1903.

Mazas. La Légion d'Honneur. Paris, 1856.

Picavet. Les idéologues. Paris, 1891.

Guillois. Le salon de Mme Helvetius et la société d'Auteuil. Paris, 1894.

— Le salon de Mme de Condorcet. Paris, 1897.

Victor du Bled. Les salons du Premier Empire. (La Quinzaine, pages 277 à 301, 456 à 502). Paris, 1904.

Lanzac de Laborie. Paris sous Napoléon, Paris, 1905.

Stenger. La Société française sous le Consulat. (Traduit par G. Lerolle, d'après l'original de 1804). Paris, 1921.

Gaffarel. L'opposition militaire sous le Consulat. (Révolution française, t. XII, pp. 865, 982, 1096). Paris, 1887.

— L'opposition littéraire sous le Consulat. (Révolution française, t. XVI, page 307). Paris, 1889.

— L'opposition républicaine sous le Consulat. (Révolution française, t. XIII, page 530. Paris, 1887.

L. Pingaud. Un agent secret sous la Révolution. Paris, 1898.

— Bernadotte, Napoléon et les Bourbons. Paris, 1901.

Demacle. Relations secrètes des agents de Louis XVIII à Paris sous le Consulat. Paris, 1899.

Ch. Rinn. Un mystérieux enlèvement, (l'Affaire Clément de Ris). Paris, 1910.

J. Tessier. Hohenlinden et les premières démêlés de Bonaparte et de Moreau, d'après les mémoires inédits du général Decaen. (Revue historique, tome IX, p. 332). Paris, 1879.

Sagnac. L'avènement de Bonaparte au Consulat (Revue napoléonienne) Mars 1925.

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE PREMIER. — Les membres de la Société d'Auteuil. — Le coup d'Etat du 18 Brumaire	7
CHAPITRE II. — La Constitution de l'an VIII. — La composition des assemblées.....	40
CHAPITRE III. — La session législative de l'an VIII. — Les débuts de l'opposition dans les assemblées. — Les intrigues pendant la campagne de Marengo.....	83
CHAPITRE IV. — La session législative de l'an IX. — Le premier sénatus-consulte.....	137
CHAPITRE V. — La première session législative de l'an X. — Le Code civil. — L'épuration.	183
CHAPITRE VI. — L'élimination des opposants. — La deuxième session législative de l'an X..	230
CHAPITRE VII. — Le Consulat à vie. — Le sénatus-consulte de Thermidor.....	265
CHAPITRE VIII. — Les dernières sessions législatives du Consulat. — Les sénatoreries..	319
CHAPITRE IX. — L'Empire.....	360
BIBLIOGRAPHIE	405

